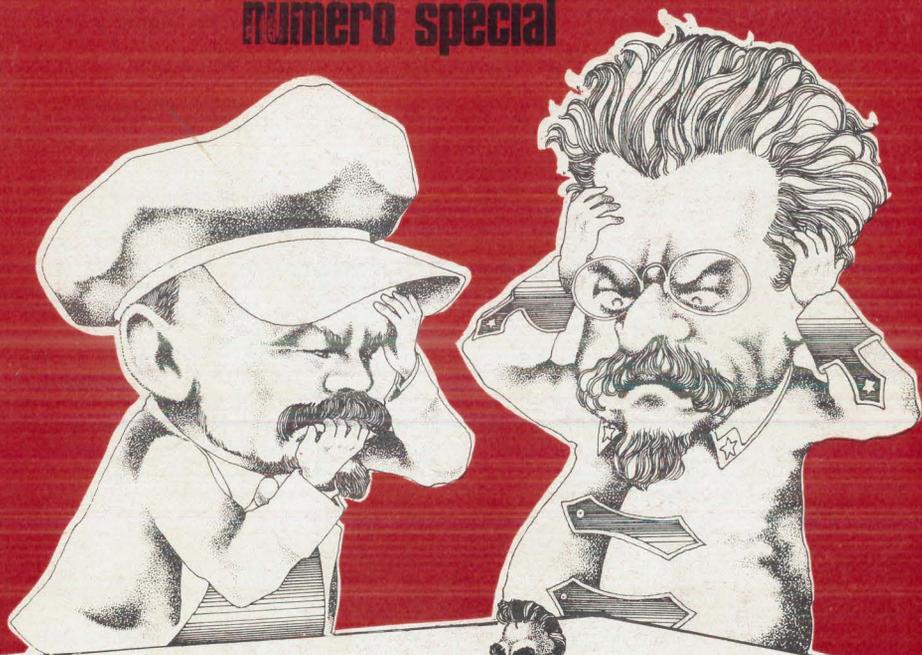


CRITIQUE COMMUNISTE

numéro spécial

le 60ème
anniversaire de
la révolution
d'octobre



LCR
DOCUMENTATION
CENTRALE

QU'EST-CE QUE L'URSS ?

sommaire

Sur la nature de l'URSS	p.	2
Ernest Mandel		
Des Etats anti-ouvriers	p.	37
Denis Berger		
De l'avenir universel de la bureaucratie	p.	62
Michel Lequenne		
Qu'est-ce que la bureaucratie dans les pays de l'Est ?.....	p.	79
Carlos Rossi		
Goulag, Glucksman, et démocratie	p.	84
Henri Weber		
Les voies de la restauration capitaliste, l'exemple yougoslave.....	p.	113
Catherine Verla		
La réforme économique et la classe ouvrière	p.	131
Hubert Sandor		
Relire Boukharine	p.	144
Jean-Marie Brohm		
Lettre à Noam Chomsky	p.	151
Daniel Hemery		
Eurocommunisme, révisionnisme et austromarxisme	p.	159
Daniel Bensaïd		
Otto Bauer et « l'Arbeiter Zeitung » face à la révolution d'Octobre	p.	197
Raimud Löw		

COMITE DE REDACTION

*Denise Avenas - Alain Brossat - Jean Hallouze - Michel Lequenne -
Michel Peret - Gilles Poiron - Carlos Rossi - Frédérique Vinteuil -
Jean Marie Vincent - Henri Weber.*

Directeur de la publication : Henri Weber.

CRITIQUE COMMUNISTE - 10, impasse Guéménée
75004 Paris (pour toute correspondance)

Imprimerie Rotographie Montreuil.

18.
XIII/2
886

LCR
DOCUMENTATION
CENTRALE

INTRODUCTION A CRITIQUE COMMUNISTE

Ce numéro spécial de *Critique communiste* est consacré au problème de la nature de l'URSS, et plus, largement, de la transition du mode de production capitaliste au mode de production socialiste, sans lequel toute analyse un peu rigoureuse des pays de l'Est est impossible.

Les points de vue exprimés font tous référence à une même problématique, celle de l'Opposition de gauche au stalinisme, systématisée dans *la Révolution trahie*, de Léon Trotsky, en 1936. Soixante ans après la victoire de la révolution d'Octobre, un demi-siècle après la dégénérescence de la première « Union des républiques socialistes, soviétiques », un retour critique sur cette problématique s'imposait. C'est à quoi s'emploient, à titres divers, les collaborateurs à ce numéro de la revue.

La question de l'URSS est, à bien des égards, la clé de la question du mouvement communiste international, de la nature des partis qui le composent, de leur évolution.

C'est dire que, loin de constituer une énigme abstraite, elle conditionne directement notre champ d'intervention. Le débat, lancé à l'occasion du 60^e anniversaire d'Octobre, se poursuivra dans *Critique communiste*.

Sur la nature de l'URSS Entretien avec Ernest Mandel

DENIS BERGER — On a célébré cette année le soixantième anniversaire de la Révolution russe. C'est aussi le quarantième anniversaire de la publication de *la Révolution trahie* de Trotsky, qui présentait une analyse de l'Union soviétique comme Etat ouvrier dégénéré. Depuis quarante ans, beaucoup d'événements historiques se sont produits ; on a assisté à un maintien, une stabilisation relative de la bureaucratie soviétique, et à l'apparition dans le monde, dans des conditions historiques diverses, d'un certain nombre de régimes qui sont également constitués de bureaucraties. Dans ces conditions-là, un problème se pose à tous les militants, qu'ils soient ou non trotskystes, et dans les débats qui se déroulent à l'heure actuelle dans un certain nombre de groupes révolutionnaires : c'est de savoir quelle est la validité des analyses de Trotsky, quels compléments ont pu lui être apportés par le mouvement trotskyste, bref, pour parler vite, comment l'analyse de Trotsky a-t-elle supporté l'épreuve des événements, comment a-t-elle vieilli ?

ERNEST MANDEL — Le point de départ de Trotsky, et ce qui fait la force de sa position sur la nature de l'URSS, était le point de vue que la gauche du mouvement ouvrier international dans son ensemble avait adopté au début de la Révolution russe de 1917 et que toutes les tendances plus ou moins révisionnistes ont été amenées à abandonner successive-

ment : il est impossible d'examiner les origines et et le devenir de la Révolution russe en isolant la Russie du reste du monde.

Le paradoxe qui se trouve à la base de la théorie de la révolution permanente, à savoir que le prolétariat pourrait conquérir le pouvoir dans des pays capitalistes moins développés avant de le conquérir dans les pays capitalistes les plus développés, n'a de sens que dans le cadre d'une analyse spécifique de l'impérialisme et de la lutte des classes à l'échelle mondiale. C'est seulement parce qu'il y a le phénomène de l'impérialisme et plus exactement le phénomène du début du déclin du mode de production capitaliste, que le vieux dicton de Marx selon lequel les pays les plus avancés montrent aux pays les moins avancés leur propre avenir comme dans un miroir ne s'applique plus, ou du moins n'a plus d'application générale au XX^e siècle.

De cette position initiale, Trotsky avait tiré deux conclusions : la première, c'est que la victoire de la Révolution russe n'était possible que par l'établissement de la dictature du prolétariat, s'appuyant sur une paysannerie pauvre ; la deuxième, c'était que la construction d'une société sans classes, d'une société socialiste parachevée dans ce pays arriéré, était évidemment impossible. Les mencheviks en étaient restés à la position de Marx du XIX^e siècle. Ils n'ont pas compris les conséquences de l'avènement de l'ère impérialiste. Ils n'ont pas compris le poids et la logique du sous-développement, qui marquent si fortement la sensibilité des révolutionnaires contemporains et qui montre *a contrario* ce que la Russie risquait de devenir s'il n'y avait pas eu la victoire de la Révolution d'octobre. Staline, les staliniens et toutes les tendances qui essaient d'avancer des analyses de la nature de l'URSS exclusivement en fonction des tendances internes à l'URSS ont commis l'erreur parallèle de croire qu'on pouvait faire abstraction de l'insertion de la Russie dans le monde, des implications économiques, militaires et sociales de cette insertion, et que le paracheèvement de la construction d'une société sans classes était possible, sous certaines conditions, dans un seul pays.

Ce qui sous-tend la position théorique de Trotsky, indépendamment des formulations et mouvements conjoncturels, c'est que pour lui, le sort de l'Union soviétique dépend, en dernière analyse, de l'issue de la lutte des classes à l'échelle mondiale. Le stalinisme apparaît ainsi comme une variante imprévue de l'histoire, en fonction même de ce qu'on pourrait appeler l'équilibre instable entre les forces sociales fondamentales antagonistes à l'échelle mondiale. Le stalinisme est l'expression d'une défaite et d'un recul grave de la révolution mondiale après 1923. Mais il reflète aussi l'affaiblissement structurel à long terme du capitalisme mondial, qui n'a pas été capable de restaurer le mode de production capitaliste en URSS, malgré ses tentatives répétées, aussi bien économiques que militaires. Si nous nous en tenons aux éléments fondamentaux de l'analyse trotskyste, c'est parce que nous croyons que cette méthode d'approche est correcte.

Derrière la formule « d'étape de transition », de « société de transition » ; il y a en réalité ce caractère non encore définitivement tranché de l'épreuve de force entre le Capital et le Travail à l'échelle mondiale. Dans ce sens aussi, malgré le fait qu'il s'est trompé sur les délais, la manière dont Trotsky formulait le dilemme en 1939-1940 reste essentiellement correcte. Une défaite écrasante du prolétariat mondial pour une période historique entière, non seulement peut mais doit conduire à la restauration du capitalisme en URSS. Une défaite écrasante du Capital, de la bourgeoisie mondiale dans quelques-uns des pays clés du monde capitaliste doit remettre l'URSS sur les rails de la construction d'une société sans classes.

Penser la transition

D.B. — Tu as employé le terme « d'étape de transition », de « société de transition », les termes mêmes de Trotsky. Or, les délais brefs que prévoyait Trotsky pour la liquidation du stalinisme, soit par une révolution prolétarienne politique, soit par la restauration capitaliste, se sont avérés erronés. En outre, un certain nombre d'Etats se sont créés qui ont vu aussi des bureaucraties s'installer au pouvoir, sous des formes particulières compte tenu de conjonctures particulières. Est-ce que tous ces faits ne permettent pas de donner à cette notion de « transition » un caractère marxiste à la fois plus ample et plus précis que celui qui était dans la tradition marxiste au moment où Trotsky écrivait ?

E.M. — Tout d'abord, je crains qu'il n'y ait pas à proprement parler une « tradition marxiste » en la matière. Marx lui-même n'a pas eu le temps de se pencher sur ce problème. Engels ne l'a pas fait non plus. Après leur disparition, on tombe dans la vulgarisation et la simplification, qui atteint un point culminant avec les fameux textes de Staline sur les modes de production par lesquels passeraient obligatoirement toutes les sociétés (communisme primitif, esclavagisme, féodalisme, capitalisme, socialisme). En réalité, c'est seulement au cours de la dernière période de la renaissance de l'analyse historique marxiste et de pénétration des méthodes inspirées du marxisme dans la recherche historique académique, qu'on a pu donner à ce chapitre passionnant de la théorie marxiste ses premiers fondements, qui sont d'ailleurs largement lacunaires et qui restent à développer.

On s'aperçoit aujourd'hui qu'en réalité, en ne regardant que l'Europe, pour ne pas parler d'autres parties du monde et d'autres civilisations, qu'il y a eu de longues périodes de transition entre tous les grands modes de production. Loin d'être un cas exceptionnel et exceptionnellement long, le cas de la société soviétique paraît aujourd'hui à la lumière de cette constatation comme quelque chose qui est encore fort limité.

Prenons deux exemples :

Si l'on définit essentiellement le mode de production esclavagiste comme étant fondé sur le travail productif des esclaves dans l'agriculture et l'artisanat, sources principales du produit social, et si l'on définit le mode de production féodal comme étant fondé essentiellement sur le travail des serfs dans la production agricole, on s'aperçoit qu'entre la prédominance du travail des esclaves et la prédominance du travail des serfs, du moins en Europe occidentale, centrale et méridionale — je laisse de côté l'Empire byzantin — s'insère une période de transition qui s'étend sur des siècles. Cette période a vu, sous des formes et des combinaisons diverses, une élévation du sort des esclaves juxtaposée à une détérioration du sort des paysans libres, surtout ceux des tribus ethniques dites barbares qui pénètrent dans l'Empire romain. C'est seulement à travers le brassage de ces deux forces sociales, qui se termine vraisemblablement vers le VII^e et le VIII^e siècle, que le mode de production féodal à proprement parler devient prédominant.

Deuxième exemple, encore plus clair, bien que de durée moins grande. Dans les parties les plus avancées de l'économie européenne, avant tout dans les Pays-Bas du Sud et du Nord, en Angleterre, dans une partie de la France, dans une partie de l'Italie du Nord et du centre et de l'Allemagne, le déclin du servage est très net à partir du XIV^e et du XV^e siècles. Dans certaines de ces régions, le servage a pratiquement disparu comme rapport de production prédominant dans l'agriculture.

Or, la disparition du servage ne débouche pas immédiatement sur la généralisation ou même sur l'extension large du salariat. C'est-à-dire qu'entre le déclin du mode de production féodal et l'épanouissement du mode de production capitaliste — je dis bien « mode de production capitaliste » et non pas « domination du capital marchand ou bancaire », ce qui est tout autre chose : je parle des rapports de production capitalistes — entre le déclin du servage, donc, et la montée du salariat, il y a manifestement de nouveau une période de transition. On pourrait également la caractériser comme l'organisation économique fondée sur la petite production marchande — terme qui prête à discussion — dans laquelle le producteur essentiel n'est ni un serf ni un salarié, mais un petit producteur ayant accès direct aux moyens de production et de subsistance.

C'est d'ailleurs la transformation non pas du serf en salarié, mais de ce producteur indépendant en salarié — puisqu'une des caractéristiques du prolétariat, c'est précisément celle d'être libre et non pas soumis à la servitude personnelle — qui va donner naissance au capitalisme comme mode de production prédominant proprement dit.

Cette période de transition est de plus courte durée que celle qui sépare le mode de production esclavagiste du mode de production féodal. Elle implique des difficultés d'analyse socio-économique beaucoup plus grandes du fait de la complexité des situations. En général, nous sommes en présence d'une manifestation de la loi du développement inégal et com-

biné. Si l'on voulait définir d'une manière tout à fait précise les rapports de production en Flandre, au Brabant, en Lombardie, en Toscane, en Rhénanie, même dans certaines régions françaises et anglaises à la fin du XV^e siècle, on serait confronté à des difficultés très grandes. Il serait difficile de les ramener à un seul dénominateur commun. Il y a un mélange de rapports de production semi-féodaux, de rapports de production qui fondent la petite production marchande, de rapports de production semi-capitalistes et il y a le début de la manufacture capitaliste déjà fondée sur le travail salarié. Néanmoins, il est impossible de ramener tout cela à la formule soit féodalisme, soit capitalisme. C'est ce que je veux souligner : malgré les particularités de l'époque, nous sommes donc bien en présence d'une phase de transition.

D. B.— La question qu'on peut se poser est que, s'il est vrai que dans le cadre du mode de production esclavagiste et dans le cadre du mode de production féodal des éléments du nouveau mode de production se développent déjà sous la forme de rapports sociaux de production nouveaux, peut-on dire qu'au sein même de la société capitaliste peuvent se développer des éléments du socialisme comme rapports de production nouveaux ?

Un pont reste un pont

E. M.— Evidemment non, on ne peut pas le dire. On peut dire que les préconditions pour l'existence d'une société sans classes se développent au sein du mode de production capitaliste, mais pas des rapports de production socialisés. Et c'est exactement pour cette raison que l'avènement d'une société de transition entre le capitalisme et le socialisme est impossible sans le renversement préalable du pouvoir de la bourgeoisie, sans le renversement de l'Etat bourgeois et, je dirais — pour utiliser la formule de Marx et d'Engels dans *le Manifeste communiste* — sans incursions despotiques dans le droit de propriété. Ceci n'est pas un argument contre la notion de société de transition, en parallèle avec le passé, pour l'Union soviétique. C'est seulement un argument pour justifier une autre articulation des rapports de production nouveaux avec le pouvoir d'Etat. Je suis évidemment tout à fait d'accord avec toi et je dirais que c'est un des éléments les plus forts de notre analyse. On ne peut pas développer des rapports de production post-capitalistes au sein d'une société dominée par la bourgeoisie, gouvernée par un Etat bourgeois, ce qui fait que l'apparition de ces rapports de production n'est possible qu'après une révolution socialiste.

Je reviens au point de départ : la notion d'étape de transition, la notion de société en transition entre deux grands modes de production « successifs » — si ce terme mécaniste peut être utilisé — dans l'histoire de

l'humanité, n'est donc pas un phénomène isolé, limité à la société soviétique et à la problématique du passage du capitalisme au socialisme. C'est un phénomène qui se manifeste d'une manière beaucoup plus large dans l'ensemble de l'histoire de l'humanité.

Il y a d'ailleurs un sujet particulièrement passionnant à relier à cette problématique aujourd'hui, pour les africanistes marxistes : c'est la définition exacte de ce qu'est la société africaine au moment de l'invasion coloniale, de l'occupation et de la domination colonialistes — et même dans la phase successive à l'établissement de cette domination pour autant qu'elle n'aboutisse pas à une transformation totale et radicale des rapports de production autochtones, surtout en milieu villageois, et même partiellement en dehors de ces milieux. En réalité, il est impossible de comprendre l'Afrique noire de la deuxième moitié du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e siècle, sans utiliser la notion éminemment transitoire de « classes sociales en cours de formation » ou « classes sociales en train de naître » ; et c'est le petit noyau rationnel qu'il y a derrière toutes les thèses du socialisme dit « africain » qui prétendent que le marxisme ne s'applique pas à l'Afrique. Ces thèses sont évidemment tout à fait erronées. Elles ne comprennent pas le processus historique, elles ne comprennent pas le devenir : elles photographient un moment de l'évolution. Mais la photographie, même si quelquefois elle est mauvaise, n'est pas fautive. On ne peut pas dire qu'à la fin du XIX^e siècle ou au début du XX^e siècle il y a dans le village africain — je ne dis pas le village arabe, c'est déjà différent, je ne dis pas non plus le village de l'Afrique du Sud, des colonies de peuplement blanc, c'est encore différent, je ne dis même pas les villes coloniales, parce que c'est encore différent — mais dans le village africain typique, dans lequel vivent quand même 80 % ou 90 % de la population : on ne peut pas dire que là, seigneurs féodaux ou propriétaires privés capitalistes font face à une masse de prolétaires ou de petits paysans qui sont en train de devenir des paysans sans terre. Il y a, bien sûr, des cas de féodalité ou de semi-féodalité dans certains pays africains, dans certaines régions de certains pays ; il y a même des cas d'agriculture semi-capitaliste ou de rapports semi-capitalistes, il y a des survivances esclavagistes qui s'introduisent ; mais je le répète, c'est un processus dans lequel une bonne partie de la population se trouve exactement dans une phase de transition entre la société sans classes et la société de classes.

L'analyse de ces sociétés est évidemment moins déroutante dans ce cadre conceptuel que dans le cadre d'un marxisme simplifié à outrance. Si l'on considère qu'il n'y a que le Blanc ou le Noir, qu'il n'y a qu'ou bien le capitalisme ou bien la société sans classes ; ou bien le pouvoir démocratique des travailleurs ou bien, par définition, *a priori*, le pouvoir d'une nouvelle classe possédante ; dans tous ces cas-là, on est confronté à des mystères successifs.

Si l'on rejette ces simplifications excessives et si l'on revient à des

considérations qui intègrent toutes les dimensions du problème de ce qu'est une société de classes, de ce qu'est le processus de dépérissement des classes sociales, de ce qu'est une société sans classes, dans tous ces cas-là, le fait que la période de transition s'avère plus longue qu'originellement prévue, peut paraître moins étonnant, et ne doit de toute manière pas être considéré comme critère de jugement. Ce n'est pas parce qu'un type de société dure plus longtemps qu'on l'avait prévu qu'elle ne serait pas par définition une société de transition. Ce n'est pas parce qu'une transition est plus complexe et — disons-le pour utiliser un paradoxe — moins « dynamique » parce qu'elle « transite » moins rapidement qu'on ne l'aurait pensé, qu'elle n'est pas une transition. Le fait qu'on s'arrête longtemps sur un pont au lieu de le traverser ne change pas la nature du pont, ni la nature de la démarche. Cela veut simplement dire qu'il y a des facteurs historiques ou individuels, qui ont modifié le rythme, l'orientation, les possibilités de la démarche du marcheur. Le pont reste défini essentiellement comme un moyen de communication entre deux rives, au-dessus d'une surface d'eau. Par analogie, une étape de transition entre le capitalisme et le socialisme se définit, du moins structurellement, par le fait qu'il n'y a plus une production généralisée de marchandises, que les moyens de production ne sont plus des marchandises, qu'ils ont donc, par définition, perdu leur caractère de capital, qu'il n'y a plus le pouvoir politique économique et social d'une classe de capitalistes qui était présente dans le pays avant la révolution sociale, mais qu'il n'y a pas encore des rapports de production véritablement socialistes, autogestionnaires, libres, des producteurs associés qui ont émergé et qu'il y a combinaison hybride entre des éléments du passé et de l'avenir.

Mais cette combinaison hybride donne naissance — et c'est peut-être sur ce point de vue que nous avons un peu avancé, par rapport à l'analyse de Trotsky — à quelque chose de spécifique — à des rapports de production spécifiques de cette étape de transition.

Ici, je dois soulever un problème théorique qui n'est pas facile à comprendre, mais qui est une des clés théoriques pour saisir la réalité socio-économique de l'Union soviétique. Il s'agit de la distinction entre la notion de rapports de production spécifiques, qui caractérisent toute formation sociale déterminée — une formation sociale donnée sans rapports de production serait une formation sociale sans production, c'est-à-dire une formation sociale sans survie, sans vie et sans existence — et la notion de mode de production.

Autant il est juste de dire qu'il n'y a pas de formation sociale sans rapports de production spécifiques, autant il est faux de dire que tout rapport de production spécifique implique l'existence d'un mode de production spécifique ou prédominant. Je crois justement qu'une des distinctions essentielles entre les périodes de transition et les grandes « étapes progressives » de l'histoire, comme dit Marx dans la *Préface à la Contribution*

à la critique de l'économie politique, c'est que les périodes de transition n'ont pas de mode de production qui leur soit spécifique, alors que les grandes étapes progressives de l'histoire de l'humanité sont, par définition, caractérisées par des modes de production spécifiques.

Voyons d'abord l'explication théorique de cette distinction. Revenons ensuite à la lumière de cette distinction, à l'analyse socio-économique de l'Union soviétique.

Ce qui caractérise un mode de production, c'est que c'est une structure et que ses modifications quantitatives, graduelles, par évolution, ne sont possibles que pour autant qu'elles sont compatibles avec la logique interne de ce tout, qui, même s'il est déchiré et contradictoire, n'en reste pas moins un tout organique. Ce tout, comme tout ce qui est organique, peut se reproduire plus ou moins automatiquement.

Je ne dis pas peut se reproduire plus ou moins automatiquement par le seul automatisme économique — c'est une caractéristique qui n'est applicable en dernière analyse qu'au seul mode de production capitaliste. Dans les modes de production précapitalistes, les articulations entre les différents instruments de reproduction économiques, politiques, idéologiques, peuvent être forts différents de ce qu'elles sont dans une société bourgeoise. Mais le fond du problème est toujours le même : la structure, une fois placée sur orbite, reste sur cette orbite et ne peut en être écartée que par des révolutions ou des contre-révolutions sociales, par des explosions, des perturbations très violentes, très explosives.

Par contre, des rapports de production d'une société en transition entre deux modes de production, du fait même de leur caractère généralement hybride, peuvent s'autodécomposer, évoluer en sens divers, sans que cela remplisse nécessairement des perturbations révolutionnaires, du même type que les révolutions sociales nécessaires pour passer d'un mode de production à un autre.

Il n'y a pas eu une prise de pouvoir politique des petits producteurs marchands pour passer à la petite production marchande : il n'y a pas eu un « Etat de la petite production marchande ». Il y a eu un Etat féodal, puis un Etat bourgeois. Il n'y a pas eu la nécessité d'une révolution sociale et politique pour décomposer les rapports de production fondés sur la petite production marchande vers l'avènement du capitalisme. La seule pénétration/extension du capital-argent dans l'économie, dans un contexte déterminé du marché mondial capitaliste, de domination du capitalisme marchand, a suffi pour réaliser ce phénomène de décomposition.

Pour résumer, on peut donc dire que la différence fondamentale entre les rapports de production de phases de transition et de modes de production, c'est un degré de stabilité qualitativement différent.

L'URSS : société de transition

En examinant, à la lumière de cette distinction, la situation en Union soviétique, on peut tirer un certain nombre de conclusions :

— Premièrement, à l'opposé de ceux qui prétendent que les rapports de production sont essentiellement socialistes, on peut facilement démontrer que l'absence d'un véritable pouvoir des producteurs associés et que les conditions de subordination et d'impuissance dans lesquelles se trouve la masse des producteurs directs par rapport aux gérants des moyens de production, ne permet pas d'utiliser ce terme de « socialiste » sans le dénaturer totalement.

Ceci n'est pas seulement un jugement « normatif », moral, subjectif, bien qu'il n'y ait aucune raison d'écarter cet aspect de l'analyse marxiste.

Un marxiste n'accepte jamais l'oppression, même si le régime oppresseur est historiquement en progrès par rapport au régime qu'il a remplacé. C'est aussi un jugement économique, objectif : nous savons qu'il est impossible de réaliser une planification optimale et harmonieuse par la voie bureaucratique, que la démocratie socialiste et le contrôle libre des masses, l'autogestion la plus large, sont indispensables à cette fin.

— Deuxièmement, à l'opposé de ceux qui prétendent que les rapports de production en Union soviétique sont essentiellement capitalistes, on peut facilement démontrer que les rapports de production capitalistes ne se réduisent guère à une « domination des maîtres de moyens de production sur les producteurs directs », mais impliquent toute une série de caractéristiques supplémentaires, notamment le caractère marchand des moyens de production, le fait que ces moyens de production circulent entre les unités de production sous forme de vente et d'achat de machines, de matières premières, etc. La plupart des lois de développement à long terme du mode de production capitaliste sont d'ailleurs déjà présentes en puissance dans la contradiction fondamentale de la seule marchandise, contradiction entre la valeur d'usage et la valeur d'échange. Ce n'est pas par hasard que Marx a construit ainsi le tome 1 du *Capital*, et tout ce qui s'en suit dans sa théorie économique. Tout cela ne s'applique pas à la réalité socio-économique de l'Union soviétique.

— Troisièmement, pour pouvoir affirmer que les rapports de production en Union soviétique en sont ni socialistes ni capitalistes, mais seraient ceux d'une nouvelle société de classe exploiteuse, il faudrait démontrer d'où surgit cette mystérieuse classe dominante nouvelle qui est totalement inexistante en tant que classe jusqu'à l'heure H où elle prendrait le pouvoir. Il faudrait démontrer quelle est la dynamique, quelles sont les lois de développement de cette société, ce qu'aucun des théoriciens de cette thèse n'a jamais été capable de faire ?

Il faudrait aussi démontrer que ces rapports de productions caractéris-

tiques d'un nouveau mode de production auraient la stabilité et la capacité d'autoreproduction caractéristiques des modes de production, ce qui est contraire à tout ce que nous connaissons de la société soviétique, sans même parler des « démocraties populaires ». Constatons d'ailleurs, en passant, que tout marxiste qui attribue à la bureaucratie soviétique le titre de « nouvelle classe » est obligé de reconnaître son caractère progressif par rapport à la bourgeoisie et de mettre à son crédit les énormes réalisations économiques et culturelles de l'URSS, comme celles du XIX^e siècle sont évidemment au crédit de la bourgeoisie.

Si nous rejetons ces trois hypothèses, il n'y a qu'une seule issue : nous sommes en présence de rapports de production hybrides, spécifiques, d'un pays spécifique (ou d'un groupe de pays). Autrement dit : nous nous trouvons confrontés à l'analyse des rapports de production spécifiques non pas dans la période de transition du capitalisme au socialisme en général, mais d'une société qui, se trouvant à cette étape, a connu des processus particuliers de développement dans un contexte historique donné, qui implique à la fois une fragilité prononcée des rapports de production par rapport à ceux qui caractérisent des modes de production stables, et une stabilité plus grande que celle qu'on aurait pu prévoir en pensant à une durée très limitée du phénomène.

Des siècles de transition ?

D.B. — Ma troisième question est déjà implicitement contenue dans ce que tu viens de dire ; pour la rendre explicite : par conséquent, si l'on reprend la méthode de l'hypothèse de Trotsky et que l'on discute le problème de toute étape qui doit éliminer la bourgeoisie dans le cadre des luttes de classes à l'échelle mondiale, on arrive à la conclusion — je te demande ton avis là-dessus — que nous sommes entrés, avec la Révolution d'octobre, première victoire d'une révolution socialiste, dans une période de transition à l'échelle mondiale dont la durée, même s'il n'est pas question de la chiffrer, risque d'être relativement longue par rapport aux prévisions des révolutionnaires russes aux lendemains de la prise du pouvoir, ou même par rapport à un certain nombre d'écrits de Trotsky lui-même...

E.M — Oui et non. Tu sais que dans l'histoire de notre propre mouvement, l'histoire de la IV^e Internationale, le problèmes desdits « siècles de transition » a joué un certain rôle. Je ne voudrais pas être mal interprété, et surtout je ne voudrais pas donner l'impression qu'un processus historique spécifique correspond à une quelconque fatalité ou à une quelconque tendance innée au prolétariat, structurellement ou organiquement liée à

lui, alors qu'elle est à comprendre dans le cadre de l'épreuve de force entre les classes telle qu'elle s'est établie avec le début de l'ère de déclin du capitalisme. Ce que nous avons connu en Union soviétique, l'ossification du phénomène de la bureaucratie pendant un demi-siècle, ne répond pas à une quelconque nécessité objective, à une quelconque fatalité. C'est le produit d'un concours de circonstances historiques uniques. Le fait que ce système se soit étendu en Europe de l'Est et qu'il ait profondément influencé les structures de domination et d'organisation de l'Etat ouvrier, même en Chine, au Vietnam et à Cuba ne s'inscrit pas en faux contre cette analyse. Car il est manifeste que ce qui s'est produit dans tous ces pays-là est un sous-produit de ce qui s'est produit en URSS et ne s'est pas développé de manière autonome ni par rapport à la puissance de la bureaucratie soviétique ni par rapport au contexte mondial dans lequel cette bureaucratie soviétique est née et qu'elle a permis de consolider en partie durant cette période historique.

Ce qui reste ouvert, c'est la question de savoir si la victoire de la révolution prolétarienne dans des pays industriellement avancés, ou dans des pays où de toute manière le prolétariat représente déjà la majorité absolue de la nation, déclencherà et à l'intérieur et à l'échelle mondiale un processus qui peut « débureaucratiser » l'expérience des révolutions prolétariennes du XX^e siècle avec une rapidité beaucoup plus déconcertante que la durée du phénomène de la bureaucratisation lui-même.

Je répète, cette question reste ouverte. C'est l'histoire qui aura le dernier mot ; si elle devait confirmer que les marxistes-révolutionnaires se sont fait des illusions à ce sujet, alors il faudrait arriver à des conclusions sur les racines sociales, historiques plus profondes du phénomène de bureaucratisation. Conclusions différentes de celles qui ont été généralement le propre de l'analyse de Marx, de Lénine, de Trotsky et de la IV^e Internationale.

Mais il est injustifié, impressionniste et irresponsable, surtout pour des marxistes qui ne sont pas seulement des théoriciens ou des historiens, mais qui sont avant tout des militants, c'est-à-dire qui interviennent dans le but de modifier le cours de l'histoire dans un sens déterminé, de tirer cette conclusion de manière prématurée, avant que cette preuve ne soit faite.

Personnellement, je continue à penser qu'on aura des surprises très agréables à ce sujet. Je vois mal dans les circonstances d'aujourd'hui, avec la richesse relative de l'économie, avec le poids numériquement écrasant du prolétariat, avec sa tradition démocratique en matière politique, avec son niveau de qualification technique et culturel, je vois mal dans un pays comme la France ou l'Italie, comme l'Espagne, comme la Grande-Bretagne, pour ne pas dire comme les Etats-Unis, se répéter, même de très loin, quelque chose qui pourrait justifier l'idée d'une transition s'étendant sur des siècles et d'une bureaucratisation, même plus bénigne que celle de

l'URSS, s'étendant sur des siècles, entre la chute du capitalisme et l'avènement d'une société socialiste.

Préconditions d'un mode de production socialiste

D. B.— Est-ce qu'un système autogéré n'implique pas un certain niveau de développement des forces productives qui permet que les préconditions de fonctionnement d'un tel système soient réunies et est-ce qu'il existe dans la théorie marxiste une réflexion sur les préconditions à la fois économiques, politiques, sociales et culturelles qui permettent justement à ces nouveaux rapports de production de se stabiliser, de se cristalliser en un mode de production ?

E. M.— Cette question revient en réalité à deux problèmes : quelles sont les conditions de dépérissement de l'économie marchande et de l'économie monétaire ? Quelles sont les préconditions de dépérissement de la division sociale du travail entre producteurs et administrateurs ?

Je ne crois pas que ce soit — tu me pardonneras ce mauvais calembour — que ce soit chinois de répondre à ces deux questions. J'ai l'impression que la richesse actuelle des pays industriellement les plus avancés permet d'atteindre rapidement le point où les besoins matériels de base peuvent être satisfaits à satiété. Ceci est le critère le plus évident non seulement de la possibilité, mais même de la nécessité du dépérissement des catégories marchandes et monétaires qui ne peuvent être appliquées dans ces conditions qu'avec des effets pervers, ce qu'on voit d'ailleurs déjà aujourd'hui avec la tentative « d'organiser » l'abondance agricole du Marché commun sur la base de l'économie marchande. Je crois aussi — ça, c'est évidemment le plus controversé, je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, c'est un peu mon dada personnel, j'espère que ça deviendra l'idée force de la IV^e Internationale ! — je crois aussi possible le passage immédiat à la demi-journée de travail qui est en réalité la condition matérielle, je ne dis pas tout à fait suffisante, mais certainement nécessaire pour faire de l'autogestion une réalité et non pas du simple verbiage : si les producteurs n'ont pas le temps de gérer leur entreprise, leur quartier, l'Etat, pour ne pas dire les fédérations d'Etats socialistes, vous pouvez proclamer l'autogestion tant que vous voulez, vous aurez toujours des politiciens professionnels, donc des fonctionnaires, donc des bureaucrates en puissance, qui auront cette gestion en main. Je crois que les conditions pour réaliser cette demi-journée de travail ainsi que l'enseignement universitaire généralisé et obligatoire sont maintenant réunies dans tous les grands pays industriels...

D. B.— Dès 1920 ?

E. M.— Non ! je dis aujourd'hui.

D. B.— Donc, en 1920, elles n'existaient pas.

E. M.— Pas en Russie, bien sûr.

D. B.— Ni en Allemagne, en 1920 ?

E. M.— A très court terme, non. A moyen terme vraisemblablement. Qu'aurait pu devenir l'Allemagne de 1920, s'il y avait eu une révolution socialiste victorieuse et s'il y avait eu la fusion avec l'Union soviétique ? Ce n'est pas facile à dire. Je signale en passant, parce que c'est une chose qui est peu connue : les travaux préparatoires pour le montage d'une première machine à calculer électronique se situent en Allemagne dès les années 1930 et ceci avec un régime économique et politique fortement rétrograde. C'est dire qu'avec un régime socialiste, vu les forces intellectuelles de l'Allemagne, au début des années 1920, j'ai l'impression qu'on aurait pu gagner quinze ou vingt ans sur le capitalisme en ce qui concerne la troisième révolution technologique. N'oublions pas non plus qu'Einstein était en Allemagne et que le développement de l'énergie nucléaire avec tout ce qu'elle a de contradictoire, mais tout de même de prometteur pour l'humanité, si la question de la sécurité est considérée comme strictement prioritaire par rapport à celle des coûts (pour ne pas parler de « rentabilité »), permettait d'envisager des progrès énormes dans le cadre d'une Allemagne et d'une Europe socialiste...

Tout cela est des hypothèses. Il n'est pas possible de faire des hypothèses sur des si. Parlons de ce qui est possible aujourd'hui. Aujourd'hui, je crois que le potentiel est là.

Le dialogue entre ceux qui mettent en accusation une révolution trahie, ou faillie, et ceux qui vantent les mérites d'une révolution qui n'a pas encore eu lieu, restera évidemment toujours quelque chose d'incertain, de non tranché, de douteux. Il faudrait l'épreuve de vérité, c'est-à-dire un modèle de révolution victorieuse, un modèle né d'une révolution victorieuse qui soit vraiment supérieur qualitativement à ce qui existe aujourd'hui en Union soviétique, en Europe orientale et en République populaire de Chine, pour pouvoir vraiment convaincre les sceptiques. Dans ce sens, cela explique les difficultés mêmes de la théorie marxiste à dire le dernier mot sur la nature de l'URSS, sur la nature de l'étape de transition, sur la nature des problèmes à résoudre et sur les moyens de les résoudre ; la source de ces difficultés n'est pas difficile à déterminer : nous sommes toujours en partie dans le domaine de la spéculation. L'épreuve de la pratique n'a pas encore été apportée, ni dans un sens ni dans l'autre.

Personnellement, je pêche peut-être par excès de matérialisme mais je crois que le dernier mot de la théorie ne viendra qu'après le dernier mot de la pratique. Il est très difficile pour la théorie d'anticiper de manière exhaustive sur tout ce que la pratique n'a pas encore résolu dans la vie.

D. B.— Pour enchaîner sur ce que tu viens de dire, pour préciser les problèmes de l'étape de transition de façon concrète, il serait peut-être utile d'en venir à cette société qu'est l'Union soviétique et de se poser un certain nombre de questions, en relation avec les rapports sociaux effectifs qui existent en URSS.

Je te pose une première question, qui peut simplement permettre d'en entraîner d'autres : en Union soviétique, quelle est la combinaison exacte, quelle est la forme exacte de l'hybride dont tu parlais à propos de toute société de transition, et plus précisément comment peut-on analyser le pouvoir de la bureaucratie, qui, non seulement s'est maintenue au cours de ces trente dernières années, mais qui effectivement par la répression, par son rôle dans l'économie, semble à l'heure actuelle avoir élargi ses possibilités d'intervention. Donc, quelle est la nature de ce pouvoir, ce qui pose le problème de l'Etat, en Union soviétique, et, à travers cela, le problème de l'Etat dans cette période de transition.

La soviétologie : une « science » frivole

E. M.— Quelques remarques préliminaires ne seront pas inutiles. Tout d'abord, la discussion en Occident est marquée par une très grande insuffisance d'information, à laquelle se joint souvent une très grande légèreté ; plus exactement, par l'incapacité de la plupart de ceux qui discutent de l'URSS d'aborder la réalité socio-économique de ce pays avec ce que Lénine considérait comme une des principales caractéristiques de la dialectique matérialiste : à savoir « die Allseitigkeit », le fait de tenir compte de tous les aspects, de ne pas isoler certains aspects des autres. Il y aurait à ce propos à faire une véritable histoire de la soviétologie occidentale — et j'inclus aussi sous le terme un peu péjoratif de soviétologie aussi tous les courants et sous-courants de la pensée marxiste elle-même — qui, selon le moment, les nécessités pragmatiques de la lutte politique, sinon les caprices personnels ou de vulgaires intérêts à défendre, mettait l'accent tantôt sur tel aspect et tantôt sur tel autre. A un certain moment, on insistait sur le caractère limité des forces productives, à un autre moment sur le gaspillage, à un autre moment encore sur la contradiction entre le bas niveau de vie de la population et l'immense potentiel

industriel, à un tel moment sur les bords en avant de la technologie, à un autre moment sur l'immense retard de la technologie, etc.

Si l'on veut avoir une vue tant soit peu exhaustive, ce ne sont d'ailleurs pas tellement les informations qui font défaut. Il faut se donner la peine de regarder l'ensemble et d'avoir constamment la volonté d'intégrer des éléments très souvent contradictoires dans une telle vue dynamique d'ensemble de la réalité sociale soviétique. Je l'ai déjà dit à plusieurs reprises depuis deux ans, je suis frappée par la manière vraiment légère, pour ne pas dire irresponsable, avec laquelle beaucoup d'observateurs occidentaux parlent de la crise économique *« qui a frappé l'économie soviétique comme elle a frappé l'économie occidentale »* ou de la manière dont d'autres, y compris certains qui se réfèrent au marxisme, considèrent comme sans importance cette petite différence, à savoir qu'alors qu'il y a eu une remontée terrible du chômage dans tous les pays industrialisés de l'Occident, il n'y a pas de chômage du tout dans les pays industrialisés d'Europe orientale. Ils se défont de ces difficultés avec des formules qui sont en réalité des escapades, des diversions, sans sérieux théorique, comme de dire : *« Oui, mais il y a en Union soviétique le chômage occulte ou caché dans les entreprises »*. Toute la « différence » pour un ouvrier soviétique, c'est qu'il continue à être payé, et pour le chômeur occidental, qu'il est sur le pavé. Et pourquoi justement dans les pays industrialisés, pourtant plus riches que l'Union soviétique, la classe dominante n'a-t-elle ni pu ni voulu éviter le chômage « apparent » en le remplaçant par un chômage caché ? Toutes ces questions-là renvoient évidemment à une méthode d'analyse d'ensemble et à l'incapacité de tous ceux qui refusent de l'appliquer à comprendre la réalité très complexe de l'Union soviétique.

Une autre remarque préalable concerne la difficulté de saisir d'une manière prudente, la combinaison de stabilité et d'instabilité qui, depuis très longtemps, a caractérisé le règne de la bureaucratie soviétique et qui est vraiment une combinaison. Parler de stabilité ? Pour ceux qui espéraient la révolution politique à court terme ou l'effondrement du régime à court terme, oui, on peut parler de stabilité. Mais si l'on fait le bilan des vingt-cinq dernières années, depuis la mort de Staline, je dirais qu'il n'y a pas eu une année en Union soviétique sans qu'il n'y ait eu des modifications qui, par rapport à l'image ancienne d'un monolithisme immobile, étaient des modifications très importantes. Peut-on dire que l'Union soviétique avec le culte de Staline et l'Union soviétique sans le culte de Staline, c'est exactement la même chose ? Que l'Union soviétique avec un niveau de vie des ouvriers égal disons à la Turquie, ou l'Union soviétique avec un niveau de salaire qui est maintenant proche de celui des travailleurs italiens, c'est exactement la même chose ? Peut-on dire que l'Union soviétique qui produit 30 millions de tonnes d'acier, et l'Union soviétique qui est le premier producteur mondial d'acier et qui produit 20 % de plus d'acier que les Etats-Unis, c'est la même chose ? Peut-on

dire que l'Union soviétique dans laquelle il n'y avait d'opposants que dans les goulags et l'Union soviétique avec un foisonnement de courants politiques, de samizdats, de débats à toutes sortes de niveaux, et pas seulement entre les intellectuels, aussi dans les syndicats, c'est exactement la même ? Le problème est plus complexe de ce point de vue aussi. Et là, vraisemblablement, plus que sur le premier point, ce qui nous fait défaut, ce n'est pas tellement la méthode d'intégration des informations, mais les informations elles-mêmes. Nous connaissons mal tout ce qui n'est pas macro-économique ou macro-social en Union soviétique. Nous connaissons les grands ensembles, les agrégats : les chiffres de la production industrielle, du revenu national, même de la part de la bureaucratie dans la distribution de ce revenu national, ce n'est pas tellement difficile à calculer. Tout ça, c'est plus ou moins connu.

Mais nous avons à parler d'un pays de 250 millions d'habitants. Cette société dans son ensemble comporte beaucoup de mini-sociétés. Et là nous sommes évidemment beaucoup moins renseignés. Nous ne connaissons, nous ne nous apercevons de certains aspects de la réalité brusquement que par des révélations, par des lumières que certains peuvent jeter de temps en temps sur ce qui s'y passe.

En tenant compte de ces deux remarques préliminaires, risquons-nous quand même à dégager quelques tendances générales, qui sont, je le souligne, liées tout de même très étroitement à notre analyse spécifique de la réalité socio-économique de l'Union soviétique, en tant que société à une étape de transition entre le capitalisme et le socialisme — et qui permettent de mieux cerner la réalité des fameux rapports de production spécifiques de cette formation sociale-là — je répète, non pas de la période de transition en général, mais de cette formation sociale spécifique.

Rapports de production en URSS

Tout d'abord, je crois qu'il faut rejeter comme non conforme à la réalité et comme la déformant toute idée selon laquelle on est en présence d'une stagnation des forces productives, d'un gaspillage qui a neutralisé totalement les effets de la planification. Je crois que même s'il y a des crises répétées de baisse du taux de croissance de l'économie soviétique, même s'il y a un gaspillage effroyable, incontestablement point d'accusation numéro deux contre la bureaucratie soviétique — le point d'accusation numéro un étant évidemment le fait qu'elle ne permet pas l'auto-administration, l'autogestion des producteurs, de la partie laborieuse de la population — la durée même du régime et la durée même de cette croissance économique ont fini par avoir des effets cumulatifs qu'il serait

absurde de nier, d'autant plus absurde de nier qu'ils représentent une des sources essentielles de contradictions du système aujourd'hui, et une des raisons principales pour lesquelles la stabilité de ce système est moins que jamais assurée.

J'ajouterai que les arguments tirés du bas niveau de vie de la population, du niveau insuffisant de la consommation, tout en gardant un fond de vérité, doivent être utilisés avec prudence. Il faut surtout éviter d'identifier niveau de vie et facilité d'approvisionnement en vivres. L'Union soviétique étant devenue une grande puissance industrielle, la modification de la structure de la demande de la consommation des travailleurs, que nous avons connue dans les pays capitalistes occidentaux, s'est réalisée là aussi, fût-ce avec un certain retard. Cela veut dire que la pénurie permanente de produits de qualité d'origine agricole est d'autant plus ressentie comme une absurdité, une chose inacceptable. Mais cela ne veut pas dire que le niveau de vie a stagné en fonction de cette pénurie. Pour beaucoup de biens de consommation industriels et notamment — ce n'est pas le moindre facteur — pour le logement qui était dans une situation désastreuse à l'époque de Staline et immédiatement après le mort de Staline, les modifications cumulatives au cours des vingt dernières années ont fini par avoir un effet. Et, aujourd'hui, les revendications des travailleurs soviétiques, même en matière de consommation, sont de nature différente et s'orientent beaucoup plus dans des sens qui les rendent comparables à celles que nous connaissons dans des pays industrialisés, que celles qui étaient traditionnelles à l'époque de Staline.

Dans ce sens, je crois qu'il faut commencer par souligner — je sais bien que cela provoque indignation et hilarité dans tous les courants révisionnistes —, il faut commencer par dire que les rapports de production en Union soviétique sont fondés sur une organisation planifiée de la grande production, organisation planifiée basée sur la propriété d'Etat — mais qui est une forme de propriété sociale — la propriété d'Etat des moyens de production, et que la supériorité de cet aspect-là de l'économie soviétique ne fait pas de doute, du moins à la lumière d'une vision à long terme qui sait distinguer cette constatation générale de conclusions dithyrambiques qui diraient : voilà le socialisme, voilà le paradis socialiste et autres âneries de ce genre.

Affirmer — comme l'a fait notamment Bettelheim et toute son école, car l'affirmation vient de là —, affirmer que la propriété des moyens de production n'est collectivisée que du point de vue juridique et que les entreprises disposent d'une bonne partie de leurs moyens de production, c'est méconnaître la réalité de la planification soviétique et de ses résultats. C'est donner aux phénomènes de marché noir, d'appropriation illégale par la bureaucratie de biens dans des circuits parallèles (phénomènes évidemment réels) un poids décisif dans cette économie, qu'ils n'occupent pas.

Le grand paradoxe auquel sont confrontés les partisans de la définition de la bureaucratie comme classe sociale, c'est qu'ils ne sont pas capables de démontrer ce qui est la caractéristique essentielle de toute classe dominante dans une société de classe, à savoir la correspondance, la corrélation, du moins à l'échelle globale, entre les intérêts et les motivations de cette prétendue classe dominante et la logique interne du système économique en question. Il ne peut y avoir de contradiction entre la motivation et les comportements du gros de la classe capitaliste et la logique interne du régime capitaliste. Autrement, toute l'analyse marxiste des classes sociales devient totalement incohérente et nous serions en présence d'un mode de production désincarné, réifié, qui jouerait le rôle du *Zeitgeist* de Hegel, complètement coupé de forces sociales vivantes.

Or, en Union soviétique, il est manifeste qu'une telle correspondance n'existe pas. Non seulement, une telle correspondance n'existe pas, mais tout ce qu'on sait du comportement et de la motivation de la bureaucratie, et surtout de ses couches plus directement liées à l'administration économique, qui sont censées contrôler le surproduit social, va à l'encontre de la logique de l'économie planifiée. C'est une des forces de l'analyse marxiste révolutionnaire, trotskyste, de la nature sociale de l'URSS, que d'avoir pu mettre en lumière précisément cet aspect des choses, sur la base d'une analyse spécifique de la bureaucratie et de son rôle contradictoire dans la société soviétique. Elle a pu comprendre que nous sommes en présence d'un phénomène différent, qualitativement et structurellement, de celui d'une classe dominante. Parce qu'il n'y a pas de propriété privée des moyens de production en Union soviétique, parce que les avantages dont jouissent les bureaucrates sont, pour l'essentiel, des avantages liés à la fonction et à la place dans la hiérarchie, parce que ces avantages restent toujours précaires, vu l'absence de propriété, il a été impossible pour un système d'administration fondé sur l'intéressement individuel des bureaucrates de trouver une véritable rationalité intrinsèque. Toutes les réformes du système de gestion de l'économie soviétique, qui ont commencé déjà au début des années 1930 par l'introduction du fameux principe du *khozrachot*, de la rentabilité individuelle des entreprises, par Staline, jusque y compris les dernières contre-réformes — car c'est une véritable contre-réforme qui est actuellement en cours, qui élimine une partie des effets de la réforme dite Liberman —, toutes ces quarante années d'efforts et de tentatives de la part de ce qu'on pourrait appeler les sommets bonapartistes de la bureaucratie (ceux qui essaient de garder l'équilibre entre les différentes branches, les différentes fractions, les différents groupes d'intérêts au sein de cette bureaucratie) pour surmonter cette contradiction fondamentale du système bureaucratique n'y sont pas parvenues. Il n'y a pas moyen de trouver cette pierre philosophale qui permette à la fois de satisfaire l'intérêt privé des bureaucrates et les besoins et les exigences de fonctionnement d'une économie socialisée et planifiée. De ce fait, chacune

de ces réformes débouche sur une nouvelle forme de contradiction, qui débouche sur une nouvelle réforme, qui débouche sur une nouvelle manifestation de la contradiction et ainsi *ad infinitum*. Ce fait en lui-même devrait déjà suffire pour nous indiquer que la bureaucratie n'est pas une classe dominante et qu'en Union soviétique nous ne sommes pas encore en présence d'un mode de production stabilisé, quel qu'il soit. Dans un mode de production stabilisé, une telle situation est impensable, il n'y a aucun précédent historique à ce genre de situation.

La bureaucratie, classe dominante ?

Quand je dis qu'il n'y a aucun précédent historique, je me corrige tout de suite : il y en a un, mais il soulève justement la question de savoir s'il s'agit d'une classe dominante ! Cet exemple historique auquel je pense est celui de la Chine classique.

Pourquoi n'a-t-on pas pu en Chine, pays le plus évolué du monde du point de vue industriel, agricole et économique jusqu'au XV^e siècle, déboucher du mode de production asiatique manifestement dépassé par le développement des forces productives, à une généralisation de la propriété privée des moyens de production, qui était la précondition pour l'avènement du mode de production capitaliste ? Beaucoup d'explications ont été données à ce qui est un des grands mystères de l'histoire mondiale, parce que, par de très nombreux aspects, la Chine au XV^e siècle était plus près du capitalisme moderne que n'importe quel autre pays du monde et aurait beaucoup plus facilement pu y aboutir : elle était infiniment plus riche et beaucoup plus développée techniquement que l'Angleterre ou la Hollande du XV^e siècle. Il y a beaucoup de discussions autour de ce mystère. Mais, sans prétendre qu'il y ait consensus entre les historiens marxistes, il y a quand même un large accord pour donner une importance primordiale au phénomène suivant : pour des raisons historiques liées à l'importance déterminante de l'agriculture, le mode de production asiatique a fonctionné autrement en Chine qu'ailleurs et ce avec un poids prédominant de la bureaucratie. Et cette bureaucratie avait au moins un aspect tout à fait comparable à celui de la bureaucratie soviétique, c'est-à-dire qu'elle n'était pas fondée sur la propriété privée, qu'elle était recrutée par des examens. Elle était bien entendu recrutée dans une couche sociale limitée. La légende selon laquelle n'importe quel paysan illettré portait dans son sac le bâton de mandarin...

D.B — Le pinceau...

E.M. — Oui, le pinceau de mandarin est évidemment une absurdité, parce que rien que la complexité du système de l'écriture chinoise était destinée à exclure l'immense majorité de la population de toute possibilité de con-

courir à ce genre d'études et à ce genre d'examen. Mais cela étant dit, la particularité de cette bureaucratie « céleste », comme on l'a appelée, est qu'elle n'était pas directement attachée à la propriété privée. Elle était donc fonctionnelle et hiérarchique. Or, dans une société dans laquelle existe déjà (ou encore) la propriété privée, même si elle n'est pas généralisée, cela doit manifestement conduire à une contradiction énorme. Il n'est pas possible que des fonctionnaires tout puissants, envoyés par la cour chinoise dans des districts ou dans des provinces pour protéger les paysans contre les exactions des propriétaires fonciers, de la gentry, ne soient pas en même temps tentés d'abuser de leur pouvoir et de leur puissance pour devenir à leur tour des propriétaires. Il y a même une certaine logique interne au système de collectage d'impôt qui devait favoriser les abus de ce genre, mais je n'insiste pas.

Dans ces conditions-là, la situation hybride de la société chinoise peut être caractérisée, par le fait que d'une part le développement des forces productives dans le cadre du mode de production asiatique exigeait la présence d'une masse de fonctionnaires non propriétaires, et que, d'autre part, le début de désagrégation de cette société sous le poids de la propriété privée rendait inévitable la tentation pour une partie des fonctionnaires d'essayer d'accaparer la propriété foncière, d'abuser de leur pouvoir. Dans ce sens, cette société oscille constamment entre les effets négatifs de cette appropriation privée de la part des mandarins sur la situation des paysans — donc déclin des dynasties, exactions insupportables, révoltes paysannes, pillage et réduction du surproduit social, etc. — et la restauration de la situation d'avant mais qui implique chaque fois un recul des fonctionnaires au statut de fonctionnaires purs, et non pas à celui d'une classe de propriétaires fonciers.

Toute proportion gardée, les oscillations au sein de la bureaucratie soviétique sont du même genre. Dans la mesure où elle essaie de devenir propriétaire privé, elle ne peut pas gérer de manière adéquate une économie planifiée. Dans la mesure où elle doit gérer de manière tant soit peu adéquate l'économie planifiée, elle ne peut pas donner la priorité à l'accumulation de ses privilèges matériels. L'erreur commise par tous ceux qui voient dans la bureaucratie l'incarnation de la « volonté d'accumulation », de la « production pour la production », de « l'essor de la production de l'industrie lourde par rapport à l'industrie légère », etc., c'est qu'ils ont une image mystifiée de ce qu'est le bureaucrate soviétique réel. Il y a eu peut-être quelques planificateurs, il y a eu sans doute quelques dirigeants politiques qui avaient la passion de la production pour la production, de la production pour l'accumulation. Mais les bureaucrates réels, les bureaucrates en chair et en os qu'on peut rencontrer, ils ont sans aucun doute beaucoup de passions, mais des passions beaucoup plus terre-à-terre, que celle de la « production pour la production » ! Et ces passions sont strictement liées à la position particulière qu'occupe la bureaucratie

dans la société soviétique de transition et à son articulation très particulière et très contradictoire avec le système de l'économie planifiée.

Peut-être pourrions-nous dire que Trotsky a sous-estimé le degré d'attachement de la majorité des bureaucrates soviétiques à la propriété collective, mais cela veut simplement dire qu'une fois de plus il a raccourci les rythmes. Il a constaté une tendance embryonnaire et il l'a trop rapidement considérée comme déjà généralisée. Je suis néanmoins frappé par le fait que si, en gros, les revendications, disons, des *managers* soviétiques ne soulèvent pas en premier lieu la question de l'appropriation privée, elles soulèvent depuis maintenant plus de vingt-cinq ans une série de questions, qui, dans leur logique, savent l'économie planifiée. Quand les *managers* parlent de droits accrus des directeurs, ce qu'ils visent, ce sont le droit de licencier les travailleurs, le droit de fixer les prix, le droit de modifier l'éventail de la production, en fonction d'incitants du marché. Il me semble évident que des revendications de ce genre sont en contradiction avec la logique de l'économie planifiée et ne constituent qu'une phase transitoire sur la voie du rétablissement de la propriété privée, chose que Trotsky avait d'ailleurs prévue : ce ne seraient manifestement pas les directeurs des grands trusts d'automobile ou des machines électriques qui allaient dire tout de suite, « donnez-nous les usines ». Mais cela se déroulerait par toute une série de phases intermédiaires. Je crois donc que dans ce sens on peut dire qu'il y a contradiction entre la structure planifiée et le caractère socialisé, collectif, étatique, de la grande production d'une part, et le maintien de normes de distributions bourgeoises d'autre part — qui découlent notamment de la survivance des catégories marchandes et monétaires dans la sphère des moyens de consommation, pour l'essentiel —, et qui sont le fondement des privilèges de la bureaucratie. La combinaison de tout cela avec la toute puissance de la bureaucratie qui détient le monopole de gestion de l'économie, de l'Etat et de la société représente un élément éminemment contradictoire dans les rapports de production en Union soviétique.

La classe ouvrière soviétique

D. B. — A propos de ces questions, il serait intéressant de se poser le problème du rôle et de la place de la classe ouvrière dans cette société soviétique. En tout cas, en considérant une société analogue à la société soviétique, comme la société de l'Allemagne de l'Est, on est frappé par le poids énorme de la classe ouvrière. C'est un poids indirect si l'on veut, mais qui détermine toute une série de bouleversements, y compris au niveau de la politique, de la gestion, et cela de façon de plus en plus massive.

E.M.— Je serais prudent avec le terme « de plus en plus massive » parce que cela pourrait presque déboucher sur l'idée que nous sommes à la veille de corrections qualitatives ou automatiques. Mais il est évident que la situation est très différente de ce qu'elle est dans les pays capitalistes industriellement avancés, tant en fonction des rapports de forces sociaux et économiques qu'en fonction même de l'impuissance, de l'incapacité, de la bureaucratie à élaborer sa propre idéologie, d'où l'obligation dans laquelle elle se trouve de ne pas admettre son propre pouvoir, de se présenter comme représentant le pouvoir de la classe ouvrière. On a déjà eu l'occasion d'attirer l'attention sur un autre paradoxe fondamental de la situation, que diverses tendances révisionnistes ne peuvent pas du tout expliquer et dont très souvent elles essaient même de ne pas tenir compte du tout dans leur analyse, ce qui est absurde : c'est le fait que la classe ouvrière qui est considérée comme la classe dominante, qui est proclamée classe dominante par tous les éléments de propagande officielle, soit véritablement dénuée de tous les droits politiques. Il est vrai que si elle ne participe pas à la gestion de l'économie et de l'Etat, elle détient néanmoins des pouvoirs de fait et des droits de fait, résultant de la révolution d'Octobre, et qui sont encore considérables. Cette contradiction-là, il faut la comprendre, il faut la dominer et il faut en voir les conséquences.

Parce qu'il n'y a pas de marché du travail en URSS, parce que pour un directeur d'entreprise, contrairement au chef d'un trust capitaliste, il est formellement illégal, sinon le plus souvent impossible, de licencier un ouvrier ; parce que, donc, la sécurité d'emploi est infiniment plus grande que dans les pays capitalistes — n'exagérons pas, nous ne dirons pas qu'elle est absolue —, il y a la possibilité pour les travailleurs soviétiques d'imposer au sein des entreprises toute une série de réalités, comme un rythme de travail plus lent, qui n'existent pas dans les pays capitalistes. Et il y a un mélange bizarre, encore une fois hybride, de grande indifférence par rapport à l'effort individuel et de grand intérêt envers la qualification individuelle, ce qui dans une certaine mesure est l'inverse de ce qui se passe dans une société capitaliste.

Les deux aspects de cette contradiction ne doivent pas être sous-estimés, parce qu'ils ont une dynamique sociale qui est tout à fait évidente. Il y a aujourd'hui dans les entreprises en Union soviétique d'après les chiffres officiels — et même si les chiffres officiels sont exagérés, ils ont quand même un rapport avec la réalité — 10 millions de personnes, je dis bien 10 millions qui ont des diplômes d'enseignement supérieur ou des diplômes d'enseignement technique supérieur. Sur 70 millions de travailleurs, c'est un pourcentage considérable et qui augmente d'année en année. Cela ne peut pas ne pas avoir d'effets sur la confiance en elle-même de cette classe ouvrière. Cela ne peut pas ne pas modifier les rapports de forces vis-à-vis de la bureaucratie dans le cadre d'une situation où, au départ, le monopole du savoir était une arme énorme entre les mains de

tous ceux qui étaient privilégiés dans cette société soviétique. Ce monopole est maintenant sapé par cet extraordinaire effort de qualification culturelle et technique de la part de la classe ouvrière soviétique.

Comment se fait-il que, dans ces conditions mêmes, il y ait parallèlement cette indifférence par rapport à l'effort productif ? Je crois que là aussi l'explication n'est pas difficile. Cette indifférence existe dans la mesure où la masse des producteurs sont profondément convaincus qu'il est inutile de faire un effort alors que tout est à la fois étroitement contrôlé d'un point de vue central et désorganisé à l'infini par le gaspillage de la bureaucratie et les privilèges de la bureaucratie. Les trous dans le filet sont trop grands pour risquer le saut ailleurs ! Les gens restent plutôt équilibristes, ils essaient de « tirer leur plan », autant que possible.

Ajoutons une cause secondaire mais qui n'est pas sans importance — vraisemblablement plus importante en Europe de l'Est qu'en Union soviétique, mais même là elle n'est pas sans importance. Il y a aussi un décalage entre la réalité et la statistique parce qu'aux circuits parallèles des marchandises correspond une bonne quantité de travail. Le rythme lent du travail dans les grandes entreprises est en partie dû au fait que beaucoup de travailleurs qualifiés font du travail supplémentaire, quand ils rentrent à la maison.

Tout cela étant dit, il n'en reste pas moins vrai que cette classe ouvrière avec ses qualifications, avec son niveau de culture beaucoup plus élevé, avec son désir manifeste de perfectionner ses capacités techniques, est profondément frustrée de toute participation réelle à la gestion de l'Etat et de l'économie. Les quelques réformes plus que modestes qui ont été introduites au cours des années 1960 visèrent tout au plus à une certaine cogestion pour des questions sociales, comme les normes de travail et de salaires. Il s'agit d'une cogestion entre les directions syndicales — donc une fraction de la bureaucratie — et les directeurs d'entreprise et non pas avec les assemblées générales de syndiqués, ce qui serait tout autre chose, parce que cela nous ramènerait comme dans les années 1920 à une forme indirecte de participation de la classe ouvrière à l'exercice du pouvoir.

Pourquoi n'a-t-on pas jusqu'ici connu de manifestations plus éclatantes de protestation du prolétariat soviétique contre cet état de choses qui doit lui être de plus en plus insupportable ? Je crois que les raisons en sont multiples. La première, c'est l'absence d'un modèle de rechange, c'est-à-dire le scepticisme idéologique et politique qui doit être extrêmement profond. La classe ouvrière soviétique a été profondément déçue par la manière dont la révolution d'Octobre a tourné, à travers la dégénérescence stalinienne, vers un modèle de direction sociale qui ne lui convient pas. Je ne crois pas qu'elle soit attirée par le modèle capitaliste non plus. Mais elle ne voit pas de solution de rechange dans le monde d'aujourd'hui. Elle ne voit pas d'autre modèle. Il n'y a pas de cadres en son

sein qui puissent défendre un autre modèle de gestion. Et là évidemment l'extermination radicale de toutes les tendances communistes oppositionnelles, de tous les cadres communistes, par Staline a eu un effet désastreux réel. Vu l'absence d'un tel modèle, l'absence d'une véritable alternative, il y a un repli vers la vie privée, un repli vers les revendications immédiates, un repli vers l'augmentation du niveau de vie et même un repli vers la promotion sociale individuelle par la qualification. Ça, c'est le côté, disons négatif, de cette course à la qualification, qu'il ne faut pas entièrement éliminer de l'analyse non plus. Tous ces replis-là sont pratiquement inévitables.

La deuxième raison, qu'on récuse dans les milieux révisionnistes, mais qui, à mon avis, est vraie, c'est qu'il y a un progrès incontestable du niveau de vie et des conditions de travail des travailleurs soviétiques : ce progrès presque constant depuis la mort de Staline, c'est-à-dire depuis vingt-cinq ans, a provoqué ce qu'on peut appeler un climat qui est plus réformiste que révolutionnaire au sein de la classe ouvrière. C'est-à-dire qu'il peut y avoir des explosions temporaires sur des questions précises, quand il y a pénurie de nourriture ou quand il y a répression particulièrement dure. Mais, normalement, les travailleurs soviétiques espèrent améliorer leur condition en exerçant une pression dans le cadre du régime, plutôt qu'en le contestant globalement. Le mélange entre les deux (et ce mélange n'est pas d'ailleurs sans rappeler une situation similaire que nous avons connue dans pas mal de pays capitalistes industrialisés à des époques du passé y compris d'un passé pas trop lointain), ce mélange, donc explique à mon avis la passivité politique actuelle de la classe ouvrière. Il faudrait un détonateur supplémentaire : soit une victoire révolutionnaire en Occident, soit la reconnaissance d'une opposition politique plus articulée et plus efficace dans des milieux non ouvriers en Union soviétique, qui réussissent à établir le contact et le dialogue avec la classe ouvrière, soit des divisions très profondes et explosives au sein de la bureaucratie ; soit de nouvelles crises plus explosives en Europe de l'Est. On peut ajouter encore d'autres éventualités, mais il faudrait vraisemblablement un détonateur supplémentaire pour modifier cette situation. Il y a encore une grande inconnue (c'est d'ailleurs une inconnue pas seulement en Union soviétique), c'est ce que pensent les jeunes travailleurs soviétiques et comment ils voient la société, c'est-à-dire les travailleurs qui sont sortis des écoles techniques, professionnelles au cours des cinq ou six dernières années, et qui, non seulement n'ont pas connu Staline et la déstalinisation, mais qui n'ont même pas connu l'occupation de la Tchécoslovaquie, qui est la dernière grande crise interne dans le système de domination de la bureaucratie. Ça, c'est un grand point d'interrogation. Là on peut avoir des surprises, mais il ne faut pas formuler pour le moment des espoirs excessifs à court terme.

Encore une fois, qu'est-ce que la bureaucratie ?

D. B.— Ce que tu viens de dire sur la classe ouvrière me permet de revenir à ton développement précédent. Je suis persuadé qu'on ne peut pas comparer la bureaucratie à une classe dominante d'un mode de production classique, disons comme la bourgeoisie. Ce qui rend par conséquent secondaire et académique toute discussion sur la caste, sur le fait de savoir si c'est une bonne détermination. Le problème que je me pose, non pas en général, mais, dans le cadre de la formation sociale soviétique bien déterminée, c'est : étant donné le rôle que joue l'Etat, en particulier dans l'économie, comme tu l'as souligné, étant donné d'autre part, ce qu'il faut peut-être appeler l'atomisation de la classe ouvrière, est-ce que la bureaucratie n'a pas dans des domaines économiques, sociaux et politiques, accumulé un ensemble de pouvoirs tels qu'elle est maintenant extérieure à la classe ouvrière ? Ce qui fait que ce que disait Trotsky qui parlait d'une bureaucratie ouvrière, fraction de la classe ouvrière par laquelle s'exerçait de façon déformée mais effective la dictature du prolétariat, que ces remarques de Trotsky n'ont plus de sens à l'heure actuelle ?

E. M.— Si on définit la bureaucratie comme s'identifiant seulement avec les couches qui occupent les sommets de la hiérarchie, alors il est évident que les rapports de filiation avec la classe ouvrière au sens psychologique et social du terme deviennent de plus en plus difficiles à démontrer. C'est une filiation qui est alors seulement historique, et encore ! Le seul élément qui subsisterait de la définition de Trotsky — mais je crois que cet élément est malgré tout décisif — c'est le mode de rémunération, c'est-à-dire le fait que la bureaucratie n'étant pas propriétaire des moyens de production participe à la distribution du revenu national exclusivement en fonction de la rémunération de sa force de travail, qui inclue beaucoup de privilèges mais qui est une forme de rémunération qui n'est pas qualitativement différente de la forme de rémunération salariale. J'admets tout de suite que cette définition peut satisfaire des théoriciens et surtout des théoriciens marxistes qui attachent une importance-clé aux phénomènes économiques. Mais elle n'est pas très convaincante du point de vue psychologique et pédagogique. Expliquer que la bureaucratie est une bureaucratie ouvrière seulement par le fait que ceux qui touchent vingt fois plus qu'un salaire ouvrier le touchent sous forme de salaire, c'est un argument fort abstrait. Bien que, je répète, ce soit un argument dont il faut voir les implications. Il faut surtout voir cette définition : cela veut dire qu'elle cesserait d'être une bureaucratie ouvrière du jour où elle aurait des sources de revenus essentielles provenant de la propriété, etc.

Mais cette définition restrictive de la bureaucratie est très arbitraire et donc fautive. Ce n'est certainement pas celle de Trotsky, contrairement à ce que prétendent certains de ses critiques. Elle est absolument incapable de rendre compte de la réalité de la domination de la bureaucratie. Si vraiment la bureaucratie était réduite à ces quelques centaines de milliers d'individus dans le meilleurs des cas, si ce n'est encore moins — quelques dizaines de milliers d'individus —, on s'expliquerait mal le contrôle énorme qu'elle continue à exercer sur toute la société, alors que l'instrument principal de ce contrôle de l'époque stalinienne, c'est-à-dire la terreur sanglante permanente, la véritable peur de perdre la vie — non seulement la liberté, mais la vie —, manifestement n'existe plus au même degré.

Mais dès lors qu'on étend la notion de bureaucratie pour y inclure — et je crois que c'est juste — toutes les couches privilégiées, à quelque titre que ce soit, dans la société soviétique, cela implique des millions de personnes, vraisemblablement 5 à 10 millions si ce n'est pas plus, y compris toute la bureaucratie syndicale, y compris tout le corps des officiers de l'armée, pas seulement les généraux, les maréchaux, y compris les lieutenants, y compris toute la hiérarchie dans la production, pas seulement les directeurs, mais les ingénieurs, y compris la grande majorité de l'intelligentsia, à part les instituteurs qui sont plus mal payés que les ouvriers, qui n'ont pas de privilèges matériels. Dès qu'on applique ce critère, juste, de la bureaucratie, alors les prémisses du raisonnement disparaissent. Parce qu'il est absolument certain que dans ce sens large et réel du terme, une bonne partie des bureaucrates d'aujourd'hui sont non seulement des fils d'ouvriers, mais même eux-mêmes d'anciens ouvriers, et que dans ce sens, ce que j'ai dit tout à l'heure sur la mobilité verticale qui est sous-jacente, avec ses aspects négatifs si l'on veut, ce désir et cette soif d'apprendre et de se qualifier de la part d'une bonne partie de la classe ouvrière, cette mobilité verticale est une mobilité essentiellement de la classe ouvrière vers la bureaucratie. On peut dire qu'une des armes principales que la bureaucratie a utilisées pour maintenir sa dictature a été précisément cette mobilité, c'est-à-dire le fait d'écrémer des générations successives d'ouvriers en pouvant leur offrir ce que le régime capitaliste ne peut pas leur offrir.

Dans le régime capitaliste, ce qu'on peut offrir à un ouvrier, c'est tout au plus une position intermédiaire entre le prolétariat et le capitaliste. On ne lui offre guère la propriété qui lui permettrait de devenir chef d'une grande entreprise. En Union soviétique, la structure particulière de la société permet à la bureaucratie d'absorber des fils d'ouvriers et même des ouvriers dans l'appareil. Je ne dirais pas jusqu'au sommet, mais à des positions qui sont beaucoup plus élevées que les positions des dites classes moyennes dans les pays capitalistes avancés.

Il y a un problème sociologique réel très intéressant lié à cette question, qui me paraît beaucoup plus utile à analyser que de poursuivre des

querelles sémantiques : c'est la question de savoir si la mobilité verticale après la grande période des premiers plans quinquennaux, donc de l'industrialisation, et après les perturbations de la Deuxième Guerre mondiale et de la déstalinisation, continue à fonctionner au cours des quinze dernières années dans le même sens qu'avant, ou si elle a commencé à se ralentir ; et surtout si elle a commencé à se ralentir à partir d'un certain niveau de la hiérarchie. A ce sujet, il y a des témoignages intéressants — on ne dispose pas de données statistiques, ou du moins je ne les connais pas. Notamment, tout ce qui est lié à l'accès aux études universitaires, tout ce qui est lié aux exigences de diplômes universitaires pour accéder à des positions au-delà d'un certain niveau dans pratiquement toutes les couches de la bureaucratie, soulève des passions énormes.

Dans la mesure où la bureaucratie qui est très puissante voit bloquée la voie d'accès à la propriété privée qui permet de garantir les privilèges, elle essaie de transmettre ces privilèges à ses propres fils et filles — plus pour les fils que pour les filles d'ailleurs, en leur assurant l'accès à ses propres fonctions, grâce à l'accès aux diplômes universitaires. Mais cela introduit aujourd'hui une source de conflits sociaux profonds. La lutte pour l'accès à l'université est devenue une lutte sociale intense. On a vu ces descriptions, y compris dans la littérature soviétique : le jour de la proclamation des résultats des examens d'entrée à l'université est un jour de véritable tension sociale dans toutes les villes universitaires en Union soviétique. Et les accusations qui sortent, à ce moment-là, de corruption, de pots-de-vin, de népotisme, de la part des ouvriers et des gens du peuple, sont beaucoup plus violentes que les accusations sur le non accès à la gestion des entreprises, parce que c'est un aspect plus tangible, plus phénoménologique, plus immédiatement visible, des privilèges de la bureaucratie et que cela bloque ce qui a été jusqu'ici le mécanisme de compensation essentielle, c'est-à-dire justement cette qualification et cet accès à la mobilité verticale.

Alors là, on peut s'attendre à des réactions et à des conflits encore plus violents à l'avenir. Cela montre une fois de plus que la bureaucratie peut essayer de couper le cordon ombilical, et avec son passé, et avec la classe ouvrière, et avec l'idéologie marxiste. Mais une chose est d'essayer, une autre est de réussir. Il s'agit d'un phénomène en cours qui est loin d'avoir abouti et il peut y avoir évidemment des réactions très violentes.

D.B. — Il est clair qu'il y a une tendance au ralentissement de la mobilité sociale, comme tu le dis, c'est sinon vérifié, du moins constaté par un certain nombre de témoignages. Je te signale en passant une anecdote, enfin une plaisanterie que citait un communiste italien, c'est que pour devenir dirigeant des Komsomols, il faut avoir 45 ans et un père qui a quarante ans d'appareil... De toute façon, cette mobilité verticale se ralentit.

tit depuis une quinzaine d'années, depuis la mort de Staline peut-être...enfin, peu importe...

E.M. — Non, non, la période de la déstalinisation a été une période — nous avons seulement les chiffres maintenant — qui a été une période d'épuration énorme de l'appareil, qui a de nouveau fait place aux jeunes... C'est après...

L'URSS, « Etat ouvrier » ?

D.B. — De toute façon, cette mobilité verticale ralentie s'est effectuée autour d'un noyau structurel qui est l'ensemble de l'appareil de l'Etat et du parti, ce qui m'amène à poser une question un peu différente, quoique dans le même sens que la précédente : est-ce que dans ces conditions-là, le terme « Etat ouvrier » qui implique y compris beaucoup de démonstrations, a lui aussi encore un sens, à partir du moment où le noyau central autour duquel s'articule le pouvoir tend à être extérieur à la classe ouvrière, laquelle n'a aucun droit politique ? Quelle est la validité du terme « Etat ouvrier » dans ces conditions, étant donné l'expropriation de la classe ouvrière ?

E.M. — Je dirais quand même que, sauf à des moments réduits, on n'utilise plus dans notre mouvement le qualificatif d'Etat ouvrier depuis 40 ans ; nous disons Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré ou bureaucratifié, ce qui n'est pas tout à fait la même chose ! Trotsky parlait d'une automobile en panne, qui s'est cassée contre un mur. La difficulté, ici, c'est la différence entre la science et la pédagogie. La formule « Etat ouvrier bureaucratifié » se réfère à des critères de la théorie marxiste de l'Etat. Pour le marxisme, il n'y pas d'Etat au-dessus des classes. L'Etat est au service des intérêts historiques d'une classe sociale déterminée. Si on laisse tomber le mot « ouvrier », on ne peut le remplacer que par deux autres mots : ou bien un Etat bourgeois, ou bien un Etat d'une bureaucratie qui est devenue une nouvelle classe dominante. Nous avons déjà indiqué auparavant pourquoi ces deux définitions étaient absolument fausses et beaucoup plus confuses encore, beaucoup plus lourdes de confusions totalement irrationnelles que celle d'Etat ouvrier. Je ne prendrai qu'un exemple. Si l'on admet que la bureaucratie est une nouvelle classe, les partis communistes au pouvoir sont-ils des partis « bureaucratiques » ? La lutte des classes dans les pays capitalistes serait alors une lutte des classes triangulaire entre la classe ouvrière, la bourgeoisie et la bureaucratie ? Ou alors, la bureaucratie serait la seule classe de l'histoire qui ne devient une

classe qu'après avoir pris le pouvoir, alors qu'elle n'est pas une classe avant d'avoir pris le pouvoir ?

Le Parti communiste chinois, qui est un parti ouvrier — ou ouvrier et paysan, peu importe — jusqu'au jour où il a pris le pouvoir, deviendrait un parti bureaucratique après avoir pris le pouvoir ? Tout cela conduit à des absurdités, à l'incompréhension de la réalité mondiale aujourd'hui, et à l'impossibilité de s'orienter dans la lutte des classes de tous les jours à l'échelle mondiale. Ce qui est infiniment plus grave que le désavantage pédagogique ou pragmatique politique de l'utilisation du terme ouvrier pour l'Etat soviétique. Ceci dit, quand Trotsky et la IV^e Internationale affirment qu'en Union soviétique il y a toujours un Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré, et qu'en ce sens l'Union soviétique est toujours une forme de dictature du prolétariat, ils le disent dans un sens tout à fait précis, et dans lequel il ne faut pas impliquer plus que cela ! Objectivement, cet Etat continue de défendre jusqu'ici la structure, ou les rapports de production hybrides, nés de la victoire de la Révolution d'Octobre. Cet Etat a donc bloqué, jusqu'ici, la restauration du capitalisme, du pouvoir d'une nouvelle classe bourgeoise, la réapparition de la propriété capitaliste, des rapports de production capitalistes.

C'est le seul sens dans lequel nous utilisons le terme « ouvrier ». Mais cela a évidemment un sens historique très profond et qui, par parallèle avec d'autres systèmes, avec d'autres situations en transition, se clarifie.

Prenons un exemple historique particulièrement révélateur. Si l'on fait le bilan de ce qu'on a appelé, un peu à la légère, l'époque de la monarchie absolue, il est incontestable que c'est, en même temps, dans une bonne partie de l'Europe, l'ère de l'accumulation primitive du capital, l'essor de la jeune bourgeoisie, l'époque du renforcement de cette bourgeoisie, c'est-à-dire l'époque qui a préparé la révolution bourgeoise. Néanmoins, si on regarde le problème d'un autre point de vue, si on le regarde du point de vue de ce qui subsiste de l'aristocratie semi-féodale, il est absolument incontestable que l'absolutisme a sauvé et permis la permanence de cette classe décrépie et dégénérée pendant au moins deux siècles, sinon plus. Il l'a fait d'une manière extrêmement simple : les revenus purement fonciers de la noblesse semi-féodale étant de moins en moins suffisants pour lui permettre de maintenir son train de vie et ses habitudes, la monarchie absolue sert comme une énorme « pompe à finance » pour extraire des revenus des autres classes de la société, c'est-à-dire surtout de la paysannerie et de la bourgeoisie, et de les transférer sous forme de prébendes à la noblesse de cour. On peut donc dire que l'Etat de la monarchie absolue est un Etat semi-féodal qui défend les intérêts historiques de l'aristocratie. Interpréter cela dans le sens qu'il défend les nobles féodaux tels qu'ils étaient ou tels qu'ils voulaient être — je ne dis pas au XII^e siècle, mais au XVI^e siècle ou au XVII^e siècle —, c'est évidemment une absurdité ! Au contraire, il les a frappés, il a écrasé les frondes de ces nobles partout en Europe

avec une violence et une sévérité qui n'était pas beaucoup plus réduite, toutes proportions gardées, que la répression anti-ouvrière par la bureaucratie en Union soviétique.

Donc, entre le fait de maintenir un certain nombre de structures socio-économiques, qui historiquement sont liées aux intérêts d'une classe sociale, et la défense des intérêts immédiats, quotidiens, d'une classe sociale dans le sens de sa place telle qu'elle le voit et le désire elle-même dans la société, il y a une très grande différence. C'est cela qui rend notre définition de l'Union soviétique comme Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré à la fois historiquement et théoriquement correcte.

Il n'en reste pas moins vrai qu'elle est difficile à comprendre et à assimiler pour tous ceux qui n'abordent pas le problème avec ces critères mais avec le simple bon sens. Evidemment, pour le simple bon sens, il est absurde de dire qu'il y a la dictature du prolétariat en Union soviétique, puisque l'immense majorité du prolétariat n'exerce, non seulement aucune dictature, mais même aucun pouvoir. Et si on assimile ou interprète « dictature du prolétariat » à « gouvernement direct de la classe ouvrière », alors nous disons, ça n'existe pas. Evidemment que pour nous cela n'existe que dans le premier sens dérivé, indirect, socio-théorique du terme, c'est tout.

Mais, là encore, je crois la querelle purement sémantique et peu intéressante, parce qu'à partir du moment où on abandonne les étiquettes et où on est obligé d'utiliser les circonlocutions, qui sont beaucoup plus détaillées, beaucoup plus nuancées, on revient de nouveau aux véritables problèmes, qui ne sont pas des problèmes d'étiquettes. Quelle est la place de la bureaucratie dans la société soviétique ? Est-ce la même place que celle d'une classe dominante ? Quels sont les moyens pour la bureaucratie de stabiliser définitivement son pouvoir et ses privilèges ? Sont-ce les mêmes que ceux d'une classe dominante ? Quelle est la possibilité de la classe ouvrière de modifier sa situation ? A-t-elle besoin d'un bouleversement intégral de tout le système économique ou est-ce qu'il suffit de modifier le système du pouvoir, ce qui entraînera certes aussi des conséquences économiques considérables, mais ce qui est quand même différent d'une révolution sociale ? Etc.

A partir du moment où on devient plus concret, plus spécifique, plus précis, les divergences ne disparaissent certes pas. Au contraire, le véritable sens des divergences apparaît. Ce ne sont dès lors pas des divergences sur des étiquettes, sur des termes ou des concepts, mais des divergences d'interprétations des aspects contradictoires de la société soviétique, et des conclusions politiques qu'on tire du jugement sur ces phénomènes.

Sur la révolution anti-bureaucratique

D. B.— Il y a un autre débat théorique, qui n'est pas sans intérêt, mais je

ne propose pas qu'on l'ait maintenant, c'est de savoir, dans ce genre de formation de transition, quel est le degré d'autonomie de l'appareil d'Etat et les conséquences que cela a. C'est un problème général que je ne fais que mentionner. Mais pour parler des problèmes concrets, partant de la situation contradictoire de la bureaucratie, qui est évidente, et qui implique en particulier un nombre de contradictions internes, il y a une question pratique même si elle n'est pas malheureusement d'actualité, c'est la nature de la révolution antibureaucratique à accomplir. Alors là aussi, beaucoup de questions sont posées, notamment sur le terme de « révolution politique ». On trouve chez Trotsky une définition unique avec des références qui ne sont pas toujours les mêmes. Dans *la Révolution trahie*, il compare la révolution politique à 1830, 1848 en France et 1918 en Allemagne. Il fait aussi d'autres comparaisons mais il retient celles-là. C'est-à-dire des changements qui sont effectués avec une certaine mobilisation des masses, mais qui n'ont pas modifié fondamentalement les structures de l'appareil d'Etat. D'autre part, dans la même période — et cela a été l'objet d'une discussion assez vive dans la IV^e Internationale de l'avant-guerre tout au moins —, il explique que la bureaucratie doit être expulsée des soviets renaissants. Cela pose le problème de savoir si cette référence à la révolution politique n'est pas la source d'un certain nombre d'ambiguïtés ; parce qu'on a vu dans le passé qu'un certain nombre de gens qui s'éloignaient d'ailleurs des définitions de Trotsky penser que les transformations en Union soviétique se feraient par des pressions et, à la limite, par une autoréforme de la bureaucratie. Ces tendances ont existé dans les discussions internationales. Par conséquent, est-ce qu'il n'y a pas surtout intérêt à insister sur le contenu de cette révolution qui, en définitive, aboutira — quelles que soient les étapes intermédiaires, ce n'est pas le problème que je pose — à la destruction de l'appareil d'Etat tel qu'il est à l'heure actuelle, à l'éviction de la bureaucratie des soviets et à la mise en place d'une nouvelle formule de gestion et donc de planification, tout en maintenant une planification centralisée. Est-ce qu'il ne vaut pas mieux insister sur le contenu de cette révolution antibureaucratique que sur ce terme de « révolution politique », qui peut prêter à un certain nombre d'ambiguïtés ?

E. M.— Je crois que l'ambiguïté ne réside pas dans le terme de « révolution politique ». L'ambiguïté réside dans la particularité d'une révolution politique dans un Etat ouvrier qui, par définition, même s'il est bureaucraté, est un Etat qui détient un poids économique extraordinaire tel que même une révolution politique, « purement politique » — ce qui est d'ailleurs un concept absurde —, a évidemment des effets socio-économiques infiniment plus grands qu'une révolution politique bourgeoise. Celle-ci, dans le meilleur des cas, substitue une fraction de la bourgeoisie au pouvoir à une autre et ne modifie guère ni le système de la propriété

privée, de la concurrence capitaliste ni l'exploitation de la classe ouvrière, etc.

Je dois dire que les caractéristiques que tu as données de la révolution politique restent un tout petit peu imprécises. La meilleure définition de la révolution politique serait, à mon avis, celle qui dirait simplement : la prise en main de la gestion de l'Etat, de l'économie et de toutes les sphères d'activité sociale par la masse des producteurs et des masses laborieuses, sous la forme du pouvoir des conseils ouvriers, des soviets, démocratiquement élus. Le terme d'« expulsion de la bureaucratie des soviets » est un terme en lui-même ambigu, selon l'extension qu'on donne à la notion de bureaucratie et qui risque de limiter à nouveau la liberté de choix, la liberté politique des travailleurs. Je crois que cette liberté-là ne doit être soumise à aucune limitation. Les travailleurs doivent être libres, comme le dit le Programme de transition, d'élire dans les soviets tous ceux qu'ils veulent, sans limite ni exclusive aucune. Cela implique la pluralité des partis, l'établissement de libertés politiques et personnelles beaucoup plus larges que celles qui n'ont jamais existé en Union soviétique, sauf dans la première période immédiatement après la révolution d'Octobre. Cela implique, entre autres, l'expérimentation de toute une série de formes nouvelles d'exercice de pouvoir. Peu importe qu'on parle de « démantèlement » de l'appareil d'Etat. On ne peut pas concevoir l'autogestion même démocratiquement centralisée, planifiée sans démanteler une bonne partie de l'appareil central qui existe aujourd'hui en Union soviétique — mais l'appareil d'Etat n'est pas seulement cet appareil central...

Une fois qu'on a défini ce contenu (je suis tout à fait d'accord avec toi), on voit de nouveau s'il y a divergences sur le fond ou querelles de mots. Les querelles de mots sont sans intérêt, cela reste abstrait. Les divergences de fond ont trait à des analyses différentes de la réalité soviétique, à des vues différentes de ce que doit être le pouvoir ouvrier et la dictature du prolétariat réels et une des divergences a sans doute trait à la capacité et aux limites de la classe ouvrière. A ce sujet aussi, je crois qu'il ne faut jamais oublier la dimension historique, la relativité historique.

Il n'y a aucune comparaison entre la classe ouvrière de l'Union soviétique d'aujourd'hui et celle de 1937, 1927 ou 1917. Elle n'est pas seulement différente du point de vue du nombre qui a considérablement crû, du point de vue de la conscience politique, de la conscience de classes — là il y a une énorme régression. Elle est surtout différente — et ça, c'est tout de même, pour des marxistes, l'essentiel — de par sa qualification, de par ses capacités techniques, culturelles, administratives de prendre en main la gestion de l'économie et de l'Etat. Ce qui était extrêmement difficile après la Révolution d'Octobre, avec la classe ouvrière de cette époque-là, est beaucoup plus facile aujourd'hui. Il reste à faire un pari sur un certain nombre de détonateurs, extérieurs et intérieurs, qui remettront le prolétariat soviétique sur la voie de la cons-

cience de classe. Si cela n'a pas lieu, le débat « révolution politique ou révolution sociale » devient de toutes façons absolument inutile, parce qu'alors le véritable problème sera le problème de la contre-révolution, d'essayer de bloquer cette contre-révolution. Si ce pari s'avère réaliste — et je crois qu'il y a beaucoup d'indices qui montrent qu'il est réaliste — alors la question de savoir si ce à quoi on vient d'assister a été vraiment une révolution politique ou une révolution sociale ou une combinaison des deux ou ni l'un ni l'autre, cela n'a vraiment aucun intérêt. On devra constater la chose avec grand plaisir et un soupir de soulagement pour terminer ce chapitre. C'est un intervalle de l'histoire qui a coûté très cher à l'humanité, qui a surtout coûté très cher au mouvement communiste international et qui continue à coûter cher à la révolution socialiste mondiale, mais que le prolétariat soviétique et le prolétariat mondial auront alors définitivement clos !

Ernest Mandel, septembre 1977

deux de classe. Et cela n'a pas lieu. Je disais « révolution bolchevique ou révolution sociale à l'ouest de l'Europe, l'un ou l'autre », mais le problème de la contre-révolution n'est pas le problème de la révolution. — et je crois qu'il y a beaucoup d'indices qui montrent qu'il est réalisé — alors la question de savoir si on a droit ou s'il n'y a pas d'assistance à la révolution bolchevique ou une révolution sociale ou une combinaison de deux ou ni l'un ni l'autre, cela n'a vraiment aucun intérêt. On devrait considérer la chose sous grand jour et au sujet de quoi on devrait avoir un chapitre. C'est un intervalle de l'histoire qui a connu tout cela à l'échelle, qui a souffert de tout cela au mouvement communiste international et qui continue à souffrir, c'est à la révolution sociale mondiale, mais que le prolétariat soviétique et le prolétariat mondial soient révolutionnaires ou non.

First Monday, septembre 1977

Des Etats anti-ouvriers

« Ne réveillez pas la question russe, c'est un géant qui dort. »

(Proverbe trotskyste)

Une fois encore, l'Union soviétique est au centre d'un débat d'une ampleur mondiale. L'ignominie de la répression contre les dissidents soulève à nouveau la question de la nature exacte de ce pays qui se dit socialiste. Et des millions de personnes sont amenées, à partir de là, à s'interroger sur la possibilité même du socialisme.

Démarche compréhensible puisque, soixante ans après la Révolution d'Octobre, les succès industriels remportés par l'Etat soviétique semblent n'avoir abouti qu'à l'étouffement des libertés élémentaires et à l'asservissement de la classe ouvrière. Et voici que les socialismes de remplacement, qui ont soulevé l'enthousiasme des générations plus récentes, semblent eux aussi atteints, à des degrés divers, de la même gangrène : la Chine sans Mao ou Cuba avec Castro commencent à suivre les voies qui pourraient rejoindre celle de l'URSS. Pour ne pas parler du Cambodge. Ce débat, la droite en a l'initiative et le mène tambour battant. Rien de plus normal : en une période de crise profonde de la société capitaliste, il est de bonne guerre pour la bourgeoisie de vouloir démontrer que toute tentative de transformation révolutionnaire aboutit au pire. Ainsi s'explique le succès public des palotins de la nouvelle philosophie. Mais on aurait tort de se satisfaire de cette constatation rassurante. Aussi faisant-elle soit-elle, l'offensive contre le socialisme peut avoir de redoutables conséquences démoralisantes sur les travailleurs ; ceux qui la mè-

ment exploitent en effet, parfois avec talent et habileté, des contradictions réelles qui posent problème à quiconque essaie de comprendre la réalité contemporaine.

Les révolutionnaires ne peuvent rester en dehors de toutes ces discussions qui ont des conséquences politiques immédiates. Leur devoir est de fournir à toutes les questions soulevées les réponses les plus précises possibles. Des analyses concrètes de la situation des pays dits socialistes sont indispensables ; elles ne peuvent être menées avec la rigueur souhaitable sans une méthode d'analyse, basée sur des concepts soigneusement étayés. Dans le premier domaine, les trotskistes ont tenu leur place, en publiant des travaux documentés sur l'Union soviétique, l'Europe de l'Est, la Chine. Peuvent-ils présenter un bilan aussi satisfaisant en ce qui concerne l'explication générale de la dégénérescence de ces Etats ? Pour être plus précis, les concepts dont ils se servent sont-ils vraiment opératoires ou contribuent-ils à brouiller les données du problème, facilitant ainsi la tâche des divers défenseurs de l'ordre établi ?

Pour définir les pays qui se réclament du socialisme, les trotskistes utilisent la notion d'*Etat ouvrier*. Ils la précisent en la complétant d'un qualificatif : Etat ouvrier *dégénéré*, en ce qui concerne l'URSS, née d'une authentique révolution prolétarienne ; Etat ouvrier *déformé* pour les autres pays où les transformations économiques et sociales ont été opérées, après la victoire du stalinisme, en dehors d'une pleine mobilisation révolutionnaire des masses. Une première remarque s'impose : ces termes sont le produit d'une longue élaboration, effectuée pendant des dizaines d'années ; ils ne sont pas immédiatement compréhensibles pour la majorité des militants du mouvement ouvrier ; on ne peut que regretter leur emploi systématique dans la presse trotskiste, sans les références et les explications qui en rendent le maniement possible. Mais il ne s'agit là que d'une objection mineure, puisque ces inconvénients pourraient être palliés par un gros effort pédagogique. Or ce n'est pas de pédagogie qu'il s'agit ; de méthode plutôt. *C'est le concept de base, le concept d'Etat ouvrier, qui doit être mis en doute, afin d'établir s'il permet de rendre compte de la réalité présente.*

Une telle démarche devrait aller de soi, tant abondent les raisons qui la justifient. La capacité de durer en s'adaptant à des conjonctures nouvelles qu'a démontré la bureaucratie soviétique, l'apparition de bureaucraties dirigeantes dans une série de pays dont la situation différait de celle de l'URSS, la généralisation des pratiques contre-révolutionnaires des Etats « socialistes » : autant de motifs de s'interroger sur le bien-fondé des analyses traditionnelles. Pourtant, en règle générale, le mouvement trotskiste s'est abstenu de procéder de la sorte. Il a fourni des analyses, souvent très fines, des diverses étapes d'évolution de l'URSS et introduit des idées nouvelles dans sa conception de la transition vers le socialisme. Ce fut toujours en réaffirmant que ces nouveautés ne faisaient que

confirmer ce qui avait été défini par Trotsky et qui restait au niveau de vérité intangible, quasi absolue.

Une psychanalyse sommaire — concluerait à un conservatisme foncier, né de peurs et de refoulements diversifiés — ce qui serait pour le moins excessif. La vérité me semble plutôt devoir être recherchée dans la façon dont se sont déroulés, depuis les années vingt, la plupart des débats sur la nature de l'Union soviétique. Compte tenu de ce qu'avait représenté la révolution russe et la place qu'occupait l'URSS dans les luttes à l'échelle mondiale, les prises de position des uns et des autres à propos du régime soviétique résumaient et symbolisaient leur attitude vis-à-vis des perspectives révolutionnaires en général. Le plus souvent, ceux qui affirmaient que l'URSS était un régime capitaliste ou amorce d'une nouvelle société bureaucratique, destinée à régner sur toute la planète, en arrivaient à mettre en doute la possibilité de la révolution socialiste et à réviser le marxisme ; dans le meilleur des cas, ils se repliaient sur des positions ultra-gauches. Bien des militants trotskistes qui sont au fait de ces débats anciens éprouvent dès lors une grande répugnance à relancer une discussion qu'ils jugent « dangereuse ». Mais, pendant ce temps, un plus grand nombre est dans la perplexité, état d'esprit qui n'a jamais favorisé la créativité.

Le présent article entend essayer de montrer qu'il est possible et nécessaire de remettre en question les analyses trotskistes traditionnelles à propos de l'Union soviétique. Possible sans que cela signifie un renoncement à une perspective révolutionnaire à court et moyen terme. Nécessaire car un tel effort ne peut qu'aboutir à un affinement de nos conceptions stratégiques, non seulement en ce qui concerne les pays dits socialistes mais dans tous les secteurs. Les problèmes les plus généraux seront posés au niveau le plus général, sans appareil de citations, sans référence systématique à la situation. Cette procédure a des inconvénients évidents car elle facilite les développements abstraits et les formulations catégoriques parce que trop rapides. Mais il s'agit de (re)lancer un débat qui, s'il passe nécessairement par l'étude collective des évolutions concrètes, doit se conclure au niveau des concepts et de la méthode. Et il n'existe aucune règle d'or qui oblige à parler du particulier avant d'aborder le général. Au contraire.

Simple rappel

Revenons d'abord sur la signification des analyses de Trotsky. Lorsqu'on étudie ses écrits consacrés à la question russe, on constate une remarquable continuité, que n'altèrent pas des ajustements secondaires nés de l'étude de la situation (il en va ainsi de ses réflexions sur le « Thermidor soviétique » qu'à partir de 1934, il considère comme déjà réalisé, alors que jusque-là il y voyait une menace d'avenir). Il connaît

parfaitement la réalité soviétique, et *la Révolution trahie*, publiée en 1937, demeure la meilleure étude synthétique sur la société stalinienne à la veille de la guerre. Il ne donne à aucun moment de définition simpliste et, en particulier, insiste sur le fait que l'URSS n'évoluera pas automatiquement vers le socialisme. Il tente de donner des définitions qui tiennent compte des aspects contradictoires de l'URSS. Et, selon les nécessités, il met l'accent sur tel ou tel de ces aspects, ce qui peut dérouter qui lit superficiellement certains de ses écrits seulement.

Mais sa conception théorique est articulée autour d'un certain nombre de points fondamentaux :

— La conquête essentielle de la Révolution d'Octobre — la propriété étatique des moyens de production et son corollaire la planification — demeure et constitue la garantie d'une possible évolution vers le socialisme.

— La bureaucratie constitue une caste parasitaire, une excroissance de la classe ouvrière ; elle est étrangère au socialisme par ses privilèges mais, parce qu'elle n'est pas une classe dominante, se trouve amenée à maintenir les nouveaux rapports de propriété. Le contenu social de la dictature de la bureaucratie est déterminé par les rapports de production que la révolution prolétarienne a établie.

— L'expropriation politique du prolétariat par la bureaucratie résulte d'une conjoncture historique particulière (arriération et encerclement de l'URSS, défaites de la révolution internationale). Elle présente donc un caractère exceptionnel et n'a pas de chances de se renouveler ailleurs, si la montée révolutionnaire des masses reprend son cours.

— L'alternative pour l'Union soviétique est soit un renversement de la bureaucratie par les ouvriers, soit une restauration du capitalisme (qui serait la seule possibilité pour la bureaucratie de devenir une classe dominante). Cette alternative divise la bureaucratie en tendances opposées.

— Les travailleurs ne pourront chasser la bureaucratie que par une révolution. Mais celle-ci ne sera pas identique à la révolution qu'il faut accomplir dans les pays capitalistes. Elle sera révolution *politique* et non sociale : au prix d'un nettoyage sans merci des services de l'Etat, elle amènerait le pouvoir des mains d'une fraction parasitaire de la classe ouvrière à la totalité de cette classe.

— Le sort de la bureaucratie sera réglé, dans le sens de la révolution prolétarienne ou de la contre-révolution capitaliste, à relativement brève échéance (au cours de la Deuxième Guerre mondiale).

De ce résumé, forcément appauvrissant, on peut, sur la base de l'expérience historique accumulée depuis quarante ans, tirer plusieurs questions. La bureaucratie excroissance de la classe ouvrière ? Que signifie au juste le terme de caste ? N'existe-t-il pas dans l'histoire des catégories sociales qui, sans être les agents de réalisation d'un nouveau mode de

production, ont constitué des classes sociales d'une notable durée historique ? Qu'en est-il exactement de la révolution politique qui passe par la renaissance des soviets (d'où, précise Trotsky, seront chassés les bureaucrates) mais se borne à une réforme radicale de l'appareil d'état existant ?

L'étatisation des moyens de production suffit-elle, même si elle en est la condition, à l'établissement de nouveaux rapports de production ?

Toutes ces questions sont légitimes. Mais, à les aborder séparément, on risquerait d'aboutir à des discussions très académiques. Il est préférable d'aller à l'essentiel, de cerner, par-delà les affirmations particulières, la dynamique fondamentale des analyses de Trotsky. Trois facteurs essentiels doivent être mis en exergue :

1) l'Union soviétique représente une réalité sociale nouvelle qui, malgré les inégalités, malgré la persistance de normes bourgeoises (droit, salariat) est qualitativement différente du capitalisme ;

2) l'étatisation des moyens de production n'est pas identique à leur socialisation mais elle enclenche un processus qui favorise l'éclatement des contradictions entre prolétariat et bureaucratie ;

3) la naissance d'une bureaucratie est inhérente à tout processus de construction du socialisme, du fait du développement inégal de la révolution mondiale ; mais sa cristallisation en couche dominante, telle qu'elle s'est produite dans l'URSS stalinienne, constitue un phénomène historique exceptionnel et, à ce titre, temporaire.

Ce sont ces trois considérants qui justifient, aux yeux de Trotsky, le concept d'Etat ouvrier. L'Etat soviétique peut être ainsi qualifié parce que, *tant que le capitalisme n'a pas été restauré, il représente une forme, monstrueusement déformée mais historiquement fondée, du pouvoir de la classe ouvrière*. Et, dans cette mesure, il constitue une voie de transition du capitalisme au socialisme. L'Etat soviétique est ouvrier non pas en raison des formes d'organisation du pouvoir (dont les travailleurs sont exclus) mais parce qu'il est la forme sous laquelle est actuellement conservée l'étatisation des moyens de production, préalable nécessaire à l'émancipation socialiste. De ces trois affirmations, celle qui a trait à la spécificité de la société soviétique (et des autres sociétés dirigées par des partis communistes) me semble conserver sa valeur. Les deux autres m'apparaissent largement *remises en cause par l'évolution historique*. *Elles appellent donc un examen critique qui doit s'étendre au concept même d'Etat ouvrier dont elles sont au nombre des bases essentielles*.

Le capitalisme, connaissez-vous ?

Le conflit sino-soviétique a provoqué une remarquable reviviscence des théories sur la nature capitaliste de l'URSS.

Il s'agissait pour les dirigeants chinois et la plupart de leurs émules de

justifier dans des termes empruntés au vocabulaire marxiste la rupture pratique effectuée par Pékin avec Moscou. Le plus souvent, l'anathème tint place de raisonnement, l'apologie de Staline remplaça la fidélité à la méthode de Marx. Toutefois, des débats plus sérieux se déroulèrent entre Paul Sweezy et Charles Bettelheim notamment. Parallèlement, les théories du capitalisme d'Etat ou du capitalisme bureaucratique — élaborées infiniment plus sérieusement par Cliff, Castoriadis, les militants de la gauche communiste, David Rousset, d'autres encore — connurent un écho important.

Il serait malhonnête de tracer hâtivement un signe d'égalité entre ces diverses positions. Ceux qui les défendent mettent l'accent sur des aspects différents de la réalité (les uns insistent sur le retard historique de la Russie qui, faute d'avoir connu une révolution bourgeoise, devait obligatoirement passer par une phase d'accumulation capitaliste dont la bureaucratie s'est fait l'agent — par définition bourgeois ; d'autres soulignent les facteurs internationaux, technologiques et sociaux qui ont amené une convergence entre capitalisme et société bureaucratique — et notamment le développement accéléré de l'intervention de l'Etat dans l'économie ; pour d'autres enfin, l'essentiel est du ressort de l'idéologie et l'URSS est passée, pacifiquement, voire subrepticement, au capitalisme dès lors que ses dirigeants sont devenus révisionnistes — autrement dit qu'ils ont renoncé à la mâle rudesse de Staline). Leurs analyses divergent et, plus encore, leurs conclusions politiques. Il va sans dire que cette diversité exige des réponses adaptées, ce qu'on oublie parfois l'ardeur polémique de certains trotskistes.

Cependant, tous les tenants de la théorie selon laquelle l'URSS est capitaliste ont en commun une base de départ : ils refusent d'admettre que les pays dits socialistes soient *qualitativement* différents des pays capitalistes traditionnels.

Ils fondent leur conviction sur le constat de la subsistance dans ces Etats d'une exploitation de la classe ouvrière, au sens marxiste du terme. Ils enregistrent, d'autre part, la permanence des normes bourgeoises de distribution, la persistance du salariat, le rôle maintenu de la loi de la valeur. Une logique très formelle aidant, ils en concluent que, puisque l'exploitation subsiste en même temps qu'un certain nombre de caractéristiques capitalistes, l'URSS est capitaliste. Ce raisonnement a pour lui l'évidence du bon sens, ce qui ne lui confère aucune valeur particulière mais lui garantit un succès de masse. C'est donc lui qu'il faut examiner en priorité car il donne leur sens à toutes les analyses particulières — dont certaines sont fondées — des tenants du « capitalisme soviétique ».

L'URSS est-elle une société d'exploitation ? Le débat dure sur ce sujet depuis des années, sans que la clarté ait toujours régné, y compris du côté des trotskistes dont les formulations sont parfois vacillantes. Force est donc de revenir aux données les plus simples, en posant la question : les travailleurs des pays « socialistes » ont-ils les moyens de décider de

l'utilisation du surproduit social né dans le processus de production ? Dans ces sociétés, où subsiste le salariat, les producteurs reçoivent en échange de la vente de leur force de travail de quoi subsister, plus ou moins bien, eux et leurs familles. Ce qu'ils produisent en sus — le surproduit — sert à payer les improductifs — en premier lieu la bureaucratie —, à assurer un fonds social de réserve et à financer les investissements qui permettent le développement de la production. La répartition entre ces trois secteurs a un caractère décisif pour le fonctionnement de l'économie, de même qu'au niveau de la production, les priorités accordées à la production soit le moyen de production, soit de biens de consommation.

En Union soviétique, les rapports qui règnent au sein de l'entreprise (pouvoir de la direction sans contrôle de la base), l'absence d'organisations ouvrières autonomes (les syndicats, notamment, qui sont un instrument de domination de la bureaucratie), le manque absolu de démocratie politique et la répression concourent à atomiser la classe ouvrière et à la priver de toute possibilité collective d'agir sur l'utilisation du surproduit global. A coup sûr, les dirigeants du parti et de l'Etat sont limités dans l'arbitraire de leurs choix par les contraintes de la propriété étatique, qu'ils doivent maintenir pour subsister. La restriction n'est pas mineure — on y reviendra. Il n'empêche que la marge de décision qui leur est laissée est suffisamment large pour que les travailleurs soient expropriés de toute possibilité d'agir sur leur propre vie. Le niveau des salaires n'est pas seul en cause, mais aussi l'organisation du travail dans l'usine et dans toute la société, la gestion économique et sociale. Et, sur cette base économique fondamentale, repose l'expropriation politique des masses, avec toutes ses conséquences catastrophiques à l'intérieur comme à l'extérieur de l'URSS.

Lorsque les producteurs sont réduits, dans tous les domaines de la vie sociale, au statut *d'objet* dans le processus de production, *il faut bien parler d'exploitation*, à moins d'aimer exagérément jouer avec les mots. L'admettre ne signifie pas dénier aux travailleurs soviétiques toute possibilité d'action, ni refuser de voir que l'étatisation des moyens de production leur confère, face à la bureaucratie dirigeante, une potentialité d'intervention très différente de celle des exploités des pays capitalistes. Mais leur exclusion de toute décision — à tous les niveaux de la vie sociale, économique aussi bien que politique — les contraint à ses formes de lutte, résistance passive, pression sur l'Etat, grèves éventuellement, qui sont les mares traditionnelles des exploités avant qu'ils ne soient en mesure de lutter pour le pouvoir.

Exploitation ne signifie pour autant pas capitalisme. Ceux qui font cette assimilation facile font fi de toutes leçons de l'histoire. Epargnons-nous l'énumération classique de toutes les sociétés pré-capitalistes qui ont été, toutes sans exception, des sociétés où l'exploitation obéissait à des lois spécifiques, différentes de celles qui prévalent sous la domination bour-

geoise. Evoquons seulement les données théoriques générales du marxisme en matière de construction du socialisme : si Marx, dans la *Critique du programme de Gotha* envisage plusieurs phases avant la société sans classe, si Lénine insiste sur la dictature du prolétariat comme dépérissement continu de l'Etat, si Trotsky et d'autres oppositionnels commencent à formuler une problématique de la période de transition, c'est qu'ils considèrent la suppression de l'exploitation comme un *processus*, dont le déroulement exige un ensemble de conditions économiques, sociales et politiques (le développement de la production qui permet de satisfaire l'ensemble des besoins, appropriation collective du pouvoir par les travailleurs qui supprime la différence capitaliste entre économie et politique). Constaté la survivance de certaines *formes* d'exploitation dans des pays où la bourgeoisie a été détruite en tant que classe ne permet pas, il faut le répéter, de les assimiler au capitalisme.

Le capitalisme ne se définit pas par la simple addition d'un certain nombre de caractéristiques. Il est un *mode de production*, c'est-à-dire un *système structuré* que l'on ne peut analyser sans rétablir son fonctionnement d'ensemble, l'action réciproque de chacune des parties qui en constituent la totalité. L'absence d'un des éléments fondamentaux remet en question l'existence du mode de production et ne permet pas à l'analyste de procéder à un raisonnement analogique. La remarque vaut pour la période contemporaine comme pour les époques antérieures : l'historien Solvioli se trompait, lorsqu'au début de ce siècle, il parlait du capitalisme dans le monde antique parce qu'il constatait, en Grèce et dans l'Empire romain, l'existence d'une économie marchande et de germes de salariat.

Le concept de mode de production peut être abordé sous des angles divers et peut-être les discussions devront-elles se poursuivre sur sa définition la plus complète. Néanmoins, à la base de toute recherche, se trouve la question du surproduit social. Comment le surproduit est-il engendré dans le processus de production sociale ? Qui se l'approprie ? Comment est-il réparti ? Ces trois questions, qui renvoient à l'étude des rapports de production, des rapports de propriété et des rapports d'échanges, doivent impérativement recevoir une réponse lorsqu'il est question de définir la nature de classe d'une société — qu'il s'agisse de l'empire inca ou de l'Union soviétique.

Dans ce dernier cas, c'est la bureaucratie qui *contrôle* l'utilisation du surproduit, sans aucune intervention des producteurs. Elle le fait dans le cadre d'une économie planifiée, basée sur la propriété d'Etat. Ce contexte *détermine* ses choix économiques fondamentaux. Non pas tant dans le domaine des revenus : les privilèges de la bureaucratie, compte tenu du niveau, global de développement du pays, lui assurent des revenus *relativement* comparables à ceux des capitalistes. Mais, en ce qui concerne les « investissements productifs », la situation est radicalement différente. Les décisions des dirigeants soviétiques doivent tenir compte

du développement global de l'économie, maintenir tant bien que mal un équilibre entre des branches et des régions et, pour y parvenir, sont contraints de ne tenir compte que secondairement des problèmes de rentabilité. Il leur faut manipuler les prix et — c'est là une des conditions de leur paix sociale — maintenir le plein emploi.

Dans les économies capitalistes, l'Etat tend, de plus en plus, à jouer un rôle de défenseur des intérêts généraux de la classe bourgeoise, comptable du rapport de forces entre les classes et contraint par là même à prendre des mesures qui peuvent gérer tel ou tel capitaliste privé. Mais son action générale vise à maintenir la capacité d'intervention des entreprises les plus concentrées. A cet égard, le plan Barre est parfaitement typique.

En Union soviétique, rien de semblable n'existe. L'entreprise demeure comme unité de production, intégrée ou non à des kombinats ; elle ne dispose pas de l'indépendance qui, dans une économie capitaliste fait d'elle l'élément constitutif du système, *la cellule autour de laquelle est organisé le marché.* On parle souvent, avec plus ou moins de bonheur, des réformes préconisées par l'académicien Liberman dans les années-soixante. Leur philosophie peut être grossièrement résumée par une volonté de réintroduire des critères de rentabilité et de donner aux entreprises une plus grande autonomie. On pouvait difficilement espérer une meilleure démonstration des conséquences de la propriété d'Etat sur le fonctionnement de l'économie et, plus précisément, sur l'utilisation et la répartition du surproduit social. L'URSS qui avait adopté à partir de 1959 les méthodes modernes de gestion, en usage à l'Ouest, se trouvait en proie à une contradiction dont le nœud était l'entreprise et son rôle.

Il faut évidemment ajouter que, loin de signifier une restauration du capitalisme, ces réformes ont eu la portée d'un aménagement technique. Elles ont accordé une plus grande autonomie à l'entreprise, sans modifier son statut de base, qui la fait dépendre des décisions centrales de l'Etat. C'est là l'essentiel car le caractère de l'économie soviétique en découle. En URSS, le salariat subsiste ; il existe un marché des biens de consommation et la loi de la valeur joue un rôle régulateur. Mais les moyens de production demeurent en dehors du marché qui, de ce fait, a une structure différente de celle du marché capitaliste. Il faudrait, à ce stade, abandonner la simple description pour des développements théoriques qui ne peuvent figurer dans cet article. Bornons-nous à constater que la mise hors marché du secteur moyen de productions rend impossible le jeu d'un certain nombre de lois fondamentales du capitalisme, la périequation du taux de profit notamment. C'est tout le mode d'accumulation qui est différent. Et si le marché des biens de consommation joue un rôle régulateur, il s'agit d'un rôle annexe. Alors que le capitalisme existe par le marché, où se réalise la plus-value.

L'insistance mise par Trotsky à souligner le caractère spécifique, non

capitaliste, de la société soviétique était justifiée. Constatation qui pose plus de problèmes qu'elle n'en résout immédiatement.

Transition et rapports de production

Ni capitalisme, ni socialisme : de quoi s'agit-il ? La pensée occidentale admet difficilement, même lorsqu'elle est teintée de marxisme, l'existence de réalités sociales combinées. La méthode du « ou bien... ou bien » a pour elle les apparences de la rigueur. Un Etat, aussi hybride soit-il, a une nature de classe dominante. L'Union soviétique représente une forme spéciale de domination bourgeoise ou l'amorce déformée du socialisme. Il n'y a pas de moyen terme.

On peut craindre que la dialectique, à laquelle il est de bon goût de se référer fréquemment, soit quelque peu absente de ce type de raisonnement. Il est vrai qu'*en dernière analyse*, toute réalité sociale doit être décrite en fonction de ses rapports avec les classes fondamentales dont la lutte détermine l'évolution du mode de production dominant. Mais les liens entre un phénomène et la structure de classe ne sont pas toujours immédiats. Pour rétablir la complexité des liaisons, il est nécessaire de donner plusieurs dimensions à l'analyse, la dimension du temps historique étant une des plus importantes. Saisir la réalité dans son processus de transformation, en repérant les seuils franchis : ainsi peut-on définir sommairement le noyau d'une méthode d'étude qui ne fasse pas de l'identification en chaîne le secret de la science.

Ernest Mandel reprend, dans ce numéro de *Critique Communiste*, une idée qu'il a avancée déjà dans plusieurs de ses écrits. Constatant que le passage d'un mode de production à un autre (de la société esclavagiste à la société féodale, de la société féodale au capitalisme) s'est toujours déroulé sur une longue durée historique, il propose la notion de *période historique de transition*. Ces époques, intermédiaires entre les moments où les structures des modes de production sont durablement cristallisées, obéissent à *des lois spécifiques*. Elles sont en effet le théâtre du déclin de la vieille société et de l'accouchement laborieux de la nouvelle ; les rapports de production anciens se *combinent* avec ceux qui se développent. Le résultat en est, à tous les niveaux, un mélange, une combinaison de toutes les formes de la vie sociale, une hybridation qui influe sur les modalités de la lutte de classes et la structuration du pouvoir d'Etat.

Pendant longtemps, les marxistes se sont contentés de répéter, comme une comptine scolaire, l'ordre de succession des modes de production tel que l'avait un jour énuméré Marx, du communisme primitif à la société sans classes, en passant ou non selon les goûts par le mode de production asiatique. Mais bien des difficultés sont venues troubler leur quiétude. Le passage au socialisme s'est avéré plus complexe que prévu ; la naissance,

la longévité et la prolifération de la bureaucratie ont exigé des explications globales. Du côté de la recherche, les progrès des études historiques ont contribué à montrer l'extrême diversité et l'extrême complexité des formations sociales. Il est devenu impossible de les classer selon des critères simplistes. Des débats se sont déroulés portant sur les sociétés dites primitives, sur la nature de l'esclavage, sur le concept de féodalité, etc. C'est en fait la notion même de mode de production qui est en discussion et il n'est possible de la défendre qu'en la décapant des définitions simplistes et des applications mécanistes qui en ont été faites dans le passé.

Le concept de période de transition, que reprend Ernest Mandel, répond donc à une double nécessité, théorique et politique ; nombreux sont ceux qui la ressentent et l'expriment. L'idée de transition est présente implicitement dans les premiers travaux de Marx sur l'évolution des sociétés ; elle devient explicite lorsque le développement des luttes ouvrières pose pratiquement le problème du passage au socialisme. Il s'agit aujourd'hui de lui donner sa portée la plus générale, de façon à aboutir à un approfondissement de la méthode du matérialisme historique, de façon à rendre compte des traits particuliers des périodes de « crise de civilisation » en les reliant aux lois d'ensemble de l'histoire. Tâche de longue haleine qui n'en est qu'à ses débuts. On peut toutefois mettre en lumière quelques idées importantes.

En premier lieu, l'adoption de ce concept permet de prendre pour point de départ de la réflexion la totalité que représente un mode de production, dans son maximum d'expansion sociale et spatiale. C'est à ce niveau global que doivent être décelées les caractéristiques générales du passage d'un mode de production à un autre. *A partir de là*, peuvent être recherchés le rythme et la forme particulière que prend le développement de telle ou telle formation sociale. La renaissance de l'économie marchande, à la fin du Moyen Age, entraîne un certain nombre de conséquences, communes à tous les pays européens : croissance d'une bourgeoisie marchande, apparition d'un Etat monarchiste centralisé. Mais ces traits communs déterminants se concrétisent très différemment selon les pays, en fonction du passé (structures de classes préexistantes) et de la conjoncture (déroulement des luttes). La monarchie française parviendra à une centralisation étatique, que parachèveront, rationaliseront et adopteront le jacobinisme et le bonapartisme. Il n'en sera de même ni en Italie, ni même en Espagne.

Remarques d'une grande banalité pour qui a compris ce que signifie le développement combiné, tel que Trotsky l'a décrit dans la *Révolution permanente* — mais dont il faut tirer toutes les conséquences. C'est au niveau de la totalité d'un mode de production que doit s'effectuer l'étude de la transition. Chaque formation sociale présente un mélange des structures nouvelles ; la composition de cet assemblage varie dans chaque situation concrète (et c'est là ce qui donne aux périodes de transition leur

extrême fluidité économique, politique et sociale, à la différence des époques où une classe, telle la bourgeoisie, a assis sa domination). Tout ceci signifie que les régimes qui peuvent apparaître et durer au cours de la transition constituent des moments du passage à un nouveau mode de production, *mais nullement des étapes historiquement nécessaires*. Crise permanente et dissolution des rapports sociaux sont les signes distinctifs de ces époques. Des états peuvent se constituer qui maintiennent la stabilité d'ensemble d'une formation sociale, sans être les agents actifs de l'apparition de nouveaux rapports de production ; plus ou moins vite, ils deviennent, eux et les couches sociales qui constituent leur assise, un obstacle à toute transformation. La monarchie absolue a constitué, en France, la préface historique de la révolution bourgeoise ; on peut se demander, contre une tradition bien établie, si son existence était indispensable au développement du capitalisme et même si sa politique économique a pleinement favorisé l'accumulation.

Par delà les débats nécessaires, une observation doit être faite : dans les périodes de transition, *l'Etat joue un rôle d'une puissance démesurée* par rapport aux époques « normales ». C'est vrai sous le Bas Empire, c'est vrai lors de la liquidation progressive de la féodalité. L'ampleur de la crise sociale, née de la destruction des classes, explique cette prépondérance. Mais il faut ajouter que l'intervention de l'Etat ne peut être décrite comme un simple jeu d'équilibre entre les éléments antagonistes de la société. L'Etat tend à structurer autour de lui des couches sociales qui, parce qu'elles profitent de la situation, assurent la pérennité de son hégémonie. Il y a une logique propre du développement de l'intervention de l'Etat, qualitativement différente de celle que l'on peut constater, par exemple, dans les régimes bonapartistes contemporains.

Difficulté du socialisme

Les références au passé permettent d'éclairer le présent. Le « socialisme » de l'Union soviétique appartient au présent et au futur. Pour en aborder l'étude, on ne peut se contenter d'évoquer les lois générales de toute période de transition ; il est nécessaire de s'interroger sur *les problèmes spécifiques de la période de transition du capitalisme au socialisme*.

La construction du socialisme, l'instauration de nouveaux rapports de production ne saurait s'effectuer mécaniquement. La différence est essentielle avec le capitalisme : à partir de l'économie marchande, par le biais de l'instauration de la monnaie comme équivalent universel, les rapports de production bourgeois triomphaient peu à peu à l'intérieur même de l'ancien monde, dont ils ruinaient les structures à la manière des termites. Sous les formes diverses qu'elles ont revêtues, les révolutions démocratiques n'ont été que le parachèvement d'un long processus.

Il en va tout autrement avec la révolution prolétarienne qui marque le

point de départ d'une transformation de la société, même si le nouveau pouvoir peut tirer profit de certains acquis du développement capitaliste. Bien plus, aucun automatisme économique ou social ne pousse à l'instauration de nouveaux rapports de production. Au contraire, la tendance à l'accumulation individuelle, au recours à l'argent, au retour aux normes capitalistes réapparaît très « naturellement » : elle constitue un obstacle majeur à la progression vers le socialisme. Celle-ci n'est possible qu'au prix d'un effort conscient de la majorité des travailleurs. Il faut entendre par là bien plus que la mobilisation sous forme de soutien à l'Etat révolutionnaire : c'est là une condition minimum. Pour que des pas décisifs soient effectués sur la voie de la société sans classe, les producteurs doivent participer activement, consciemment à toutes les décisions qui, à tous les niveaux, engagent l'ensemble de la société. La *gestion ouvrière* est l'unique moyen d'extirper les germes de l'ordre ancien. Toute l'histoire des pays dits socialistes le prouve par la négative, aussi bien celle de l'URSS (dont les difficultés matérielles actuelles ont pour base la contradiction entre l'hypercentralisation bureaucratique de l'économie et l'impossibilité pour les travailleurs d'exercer la moindre activité réelle) que celle de la Chine (qui, en dépit des luttes de la révolution culturelle, a achoppé sur le problème de la démocratie, comme le montrent tous les remous postérieurs à la mort de Mao).

La mise en place de la gestion ouvrière ne peut, bien évidemment, s'opérer d'un coup. Elle ne peut résulter que d'un long processus de luttes, nationales et internationales, au cours desquelles les masses conquièrent les moyens de leur auto-organisation. Elle dépend aussi d'un développement des forces productives à un niveau tel que, les besoins essentiels étant satisfaits, la journée de travail puisse être réduite suffisamment pour laisser le temps de l'éducation et la possibilité de participer aux activités collectives. Là encore, un long intervalle de temps est nécessaire.

Développement des forces productives à un stade quantitatif et qualitatif supérieur à celui des capitalismes les plus avancés, conquête de l'auto-organisation par les travailleurs : ces deux notions sont classiques dans le marxisme et constituent le support de l'idée même de transition. Il faut en voir les conséquences : étant donné l'unification mondiale qu'a réalisée le capitalisme, ces objectifs ne peuvent être atteints qu'au niveau de la planète tout entière. Les conditions de ce que Marx appelait la première phase de la société sans classe ne pourront être réunies que lorsqu'il existera un pouvoir mondial capable, dans le domaine économique, de surmonter les conséquences des distortions imposées par l'impérialisme et que l'on qualifie communément de sous-développement. De même, l'expansion continue de l'activité des masses, indispensable au dépérissement de l'Etat et à la mise en place de la gestion par les producteurs, ne peut se réaliser qu'au niveau international. Elle est directement conditionnée par les fluctuations des rapports de forces internationaux et

n'atteint son zénith qu'au terme d'une unité d'action internationale constante, prélude à une unification réalisable seulement dans le cadre de la société sans classe.

Poser les problèmes dans ces termes, c'est souligner *la longue durée* qu'aura nécessairement à l'échelle mondiale la transition du capitalisme au socialisme. Vouloir la chiffrer en années ou en siècles aurait peu de signification. Une accumulation de victoires révolutionnaires permettrait, en faisant basculer une série de pays de première importance, d'utiliser les immenses potentialités de la science et de la technologie. Elle raccourcirait du même coup des délais que les conséquences encore vivantes aujourd'hui de la contre-révolution stalinienne peuvent nous faire apparaître longs. Mais l'ampleur des difficultés qu'il faut vaincre est telle que ce serait illusion de croire que, par exemple, la crise révolutionnaire possible dans l'Europe des années 1970 peut amener une marche accélérée vers le socialisme.

En d'autres termes, la Révolution d'Octobre, parce qu'elle a bouleversé les structures de la société mondiale et amorcé la désagrégation du mode de production capitaliste, *a ouvert une nouvelle phase de l'histoire de l'humanité*, la période de transition vers le socialisme à l'échelle mondiale. La nature même de la construction du socialisme, « effort conscient de l'humanité vers sa libération », doit nous inciter à prendre conscience de l'éventuelle durée et, surtout, des difficultés exceptionnelles de cette période. *Toutes les caractéristiques des périodes de transition connues jusqu'ici* — naissance de formations sociales hybrides, combinaisons des rapports de production, hétérogénéité des couches sociales dirigeantes, fluctuations brusques de sociétés qui n'ont pas de base historique solide, etc. — *se trouvent accentuées dans la période où nous vivons.*

Autour de l'Etat

La remarque vaut au premier chef, si l'on peut dire, en ce qui concerne le rôle de l'Etat qui, en Union soviétique, joue un rôle jamais vu dans l'histoire. La nationalisation quasi-totale des moyens de production est, bien entendu, la base de cette prépondérance inouïe. Mais il ne faut pas s'arrêter à cette évidence, aussi importantes que soient ses conséquences. *L'Etat soviétique est, plus encore, la force qui organise, structure l'ensemble de la société.* Il a conquis, au-delà même du champ économique, *une autonomie d'action exceptionnelle.*

Trotsky a employé à diverses reprises l'expression « bonapartisme soviétique » pour caractériser le jeu que pratiquait Staline entre les diverses forces sociales, en URSS et dans le monde entier. C'est là une première approche seulement, dans la mesure où le terme « bonapar-

tisme » évoque l'idée d'un équilibre entre des classes constituées, momentanément incapables d'imposer quelque solution que ce soit à une crise qui menace leurs intérêts. Or, en Union soviétique après cinquante ans de domination bureaucratique, *les classes ont été profondément déstructurées*. Seuls les crétins ou ceux qui sont payés pour le paraître, peuvent de nos jours affirmer qu'il n'existe pas de classes sociales en URSS. La plus superficielle des études économiques ou sociologiques le démontre.

Mais, à force de répressions répétées et d'étouffement systématique des libertés, l'Etat, après avoir éliminé les anciennes classes dominantes, est parvenu à *atomiser* les différentes classes, en premier lieu la classe ouvrière.

Privées du moyen de s'organiser, même au niveau le plus élémentaire (celui d'organisations sociales, voire culturelles, autonomes), canalisées dans des mouvements de masse strictement hiérarchisés, les masses soviétiques n'ont aucun moyen d'arriver à une existence politique, au sens le plus général du terme. Elles ne le pourront qu'en s'organisant collectivement *contre* l'Etat, ce qui demande une considérable accumulation d'expériences. Pour le moment, elles sont dans une situation de dépendance collective vis-à-vis de l'Etat-parti. Et celui-ci cherche à maintenir l'état de chose : c'est le sens profond de la répression contre l'intelligentsia dissidente qui, malgré son isolement et la diversité de ses opinions, peut être à l'origine d'un décentrement de la vie politique du pays et donc d'une remise en cause de l'hégémonie de l'Etat bureaucratique.

En insistant sur l'autonomie très particulière dont dispose l'Etat en Union soviétique, on est amené à poser le problème de la bureaucratie. Cette dernière — le fait a été souvent rappelé — est hétérogène ; responsables du parti, de l'administration, dirigeants d'entreprises, militaires... constituent des couches qui profitent toutes de leur position dans l'économie étatisée mais diffèrent sur l'orientation qu'il convient de lui donner. Leur unification, relative, précaire même, se fait au niveau de l'Etat : *elle dépend du fonctionnement de l'appareil, de sa centralisation et de sa hiérarchisation*.

La dialectique sociale de la couche dominante s'exprime dans les rapports entre les différentes catégories bureaucratiques privilégiées, les contraintes de l'économie planifiée et le fonctionnement propre de l'appareil d'Etat — trois termes interdépendants mais distincts.

La forme que revêt le système étatique en URSS est, par elle-même, importante. Jusqu'aux exterminations massives des années 1930, l'Etat soviétique pouvait être présenté comme déformé. Avec les purges, un seuil a été franchi ; la répression, en empêchant toute organisation propre des masses et en décimant le personnel politique dirigeant (les communistes « loyaux au parti » ont fourni une part importantes des victimes), a permis à la centralisation d'atteindre un point extrême qui en décuple les

conséquences politiques mais aussi sociales et économiques. Depuis la mort de Staline et le XX^e Congrès des ébranlements se sont produits, des correctifs ont été apportés ; aucun n'a changé la structure d'ensemble du système qui est, en tant que tel, un facteur contre-révolutionnaire.

La politique de grande puissance de l'Union soviétique est souvent stigmatisée — avec quelle justification ! Mais on s'abstient trop souvent de s'interroger sur les *mécanismes* du comportement contre-révolutionnaire de l'URSS en matière de politique internationale. On passe ainsi à côté d'un fait essentiel : la bureaucratie ne se borne pas à défendre ce statu-quo qui assure sa propre stabilité. Elle peut le faire parce que la forme de l'Etat autour duquel elle est rassemblée reflète directement l'image des Etats bourgeois auxquels elle est confrontée ; elle est une adaptation aux structures du monde capitaliste par lequel est « encerclé » le « camp socialiste ». C'est, de la pire façon, une nouvelle démonstration de l'impossibilité du socialisme dans un seul pays. La bureaucratie n'a pas la même nature de classe que l'impérialisme ; elle emploie, dans le monde, des méthodes analogues parce que son Etat est, à l'instar des Etats bourgeois, un corps étranger à la société, dans un monde dominé par le capitalisme.

Lénine parlait, rappelle J.-M. Vincent, de la possibilité d'un « Etat bourgeois sans bourgeoisie ». L'image correspond bien à la réalité de l'URSS actuelle. Elle peut éclairer les recherches sur le rôle de l'Etat que les classiques du marxisme ont seulement ébauchées. Elle jette un jour particulier sur la situation et l'évolution probable de ce qui fut un Etat ouvrier.

Quelle dynamique ?

Le terme « Etat ouvrier » (dégénéré ou déformé) recèle bon nombre d'ambiguïtés. Il entend désigner la liaison entre la nature historique de l'Etat et la transformation fondamentale que constitue l'étatisation des moyens de production. Il représente donc une tentative de décrire la nouveauté et la spécificité des régimes issus, directement ou indirectement, de la Révolution d'Octobre. Mais là ne s'arrête pas sa portée. Trotsky insistait fortement sur le caractère intermédiaire de l'Union soviétique. Et il avait le souci de donner des définitions qui rendent compte des contradictions de la réalité.

Et lui même, en bon dialecticien, cherchait à restituer *en théorie la dynamique d'évolution de la société soviétique*. Il fait entrer en ligne de compte dans sa définition de l'Etat ouvrier la nature profonde et l'absence de perspectives de la bureaucratie. Cette dernière, en dépit de son caractère contre-révolutionnaire, demeure déterminée par son origine ouvrière. Elle est trop faible et trop instable pour pouvoir entraver dura-

blement la logique sociale déterminée par la propriété étatique. Elle ne joue aucun rôle positif mais son absence de rôle historique la voue à une disparition rapide, par la révolution politique ou par la restauration capitaliste. Cette précarité dans la situation est l'expression de la relation qui existe entre les conquêtes sociales d'Octobre (étatisation, planification) et l'Etat bureaucratique, entre le prolétariat et la bureaucratie. En termes de rapports de forces, la bureaucratie est inférieure.

C'est à ce niveau que l'expérience acquise depuis 1937 doit apporter ses correctifs. L'URSS n'a pas connu le rétablissement du capitalisme mais la bureaucratie, loin d'être liquidée, s'est maintenue ; et si elle ne s'est pas à proprement parler stabilisée ou homogénéisée, elle a renforcé sa domination sur la classe ouvrière. Le développement des forces productives dans le cadre de la propriété étatique est la source de contradictions sans cesse renouvelées mais il ne facilite pas l'action autonome des masses. Autrement dit, le rapport de forces que décrivait Trotsky n'existe pas.

Ernest Mandel souligne bien que les rapports de production en URSS ne sont pas socialistes, mais hybrides. Il corrige ainsi une vieille confusion, qui avait son origine dans certaines formulations de Trotsky, entre rapports de propriété et rapports de production : l'étatisation n'est pas la socialisation. Mais une question demeure, fort simple en apparence, en tout cas décisive pour la pratique : quelle est la composition exacte de ce mélange de rapports de production capitalistes et de rapports de type nouveau ?

Il va de soi que, dans la société soviétique telle qu'elle est, la réponse ne peut être trouvée qu'au niveau du *rôle de l'Etat*, lui-même déterminant-dépendant de la nature de la bureaucratie.

A ce stade, il faut souligner nettement qu'il n'est pas correct de laisser planer le moindre doute sur le caractère « ouvrier » de la bureaucratie soviétique. Par son origine historique dans la révolution prolétarienne, par une partie peut-être essentielle de son recrutement, la bureaucratie est d'*origine ouvrière*. Mais *ces critères ne sont pas suffisants pour déterminer sa nature et le sens de son évolution*. Le retard de la révolution mondiale et l'atomisation de la classe ouvrière soviétique ont eu pour conséquence de transformer la situation interne de l'URSS. La bureaucratie est devenue *une couche sociale distincte du prolétariat, tirant sa cohésion et sa capacité de durer de l'autonomie spécifique que connaît l'Etat-parti dans la société soviétique*. Elle tend à maintenir la cadre général de la propriété nationalisée, ce qui la fait agir parallèlement aux intérêts historiques des travailleurs et empêche qu'on le considère comme une classe « porteuse d'histoire », telle que le fut la bourgeoisie. Mais son action sociale et politique contribuent, à un rythme croissant, à la désagrégation de la société soviétique.

Dans cette mesure, les hypothèses d'avenir que formulait Trotsky doivent être, elles aussi, révisées. Le renforcement de la bureaucratie par

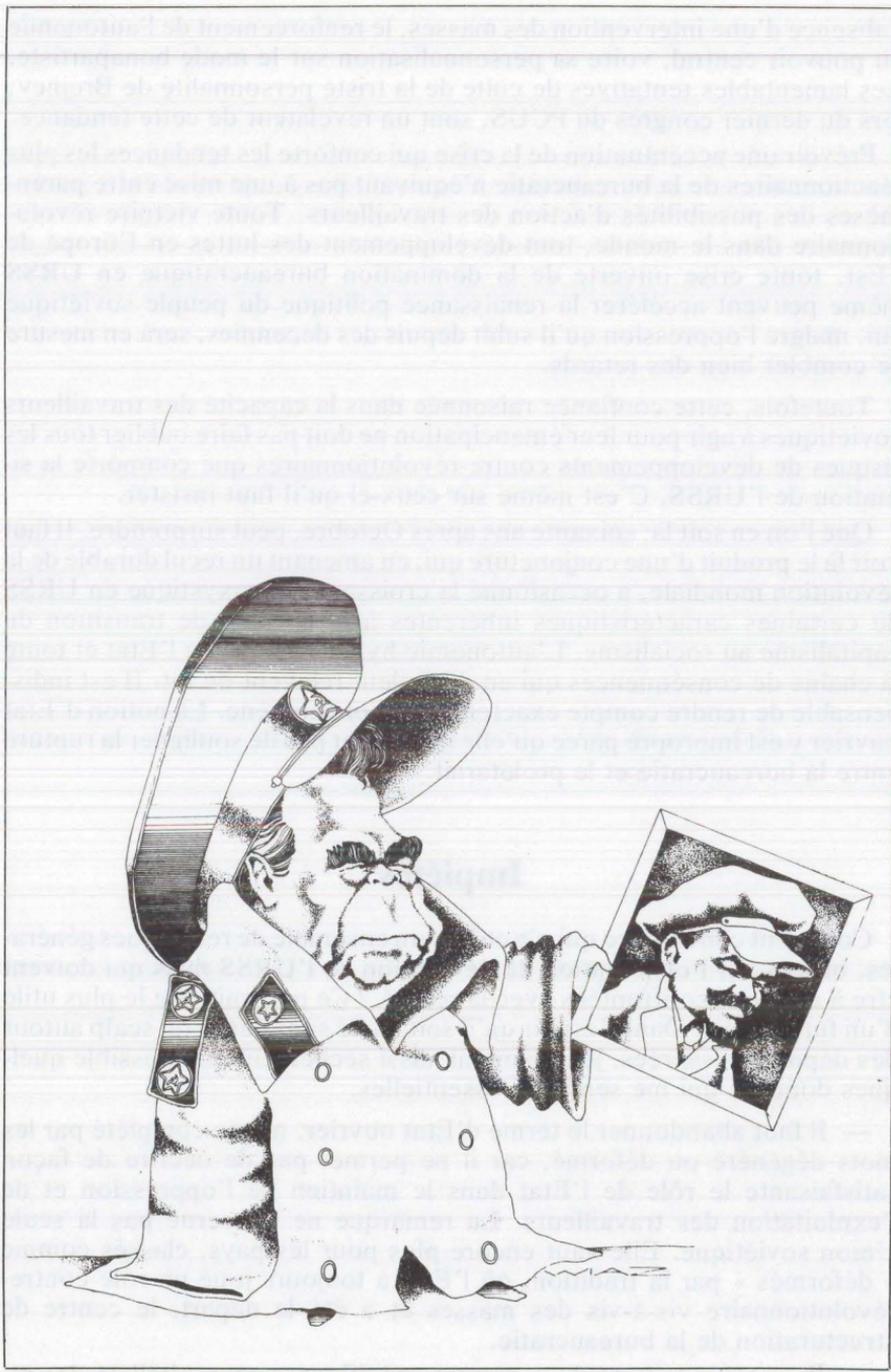
rapport à la classe ouvrière qu'a permis le développement inégal des luttes dans le monde incite les dirigeants soviétiques à renforcer au maximum la stabilité de leur situation. Les privilèges dont disposent ceux d'entre eux qui constituent le noyau structurel de la couche dominante ne sont pas légalement transmissibles à la descendance. Mais, de plus en plus, cet obstacle juridique est contourné *de fait*. Les fonctions ne sont pas héréditaires, il existe encore une mobilité sociale mais la tendance existe à la consolidation de ce que des journalistes appelaient un « establishment » soviétique, où la carrière administrative du père garantit aux enfants une situation sociale sûre.

Cette inclination à se constituer en classe dominante entre en contradiction avec le fonctionnement qu'implique la structure étatisée de l'économie. De même, la négation systématique de la démocratie et la répression sont une entrave au développement des forces productives. Aucun de ces phénomènes n'est nouveau mais leur ampleur est sans commune mesure avec le passé. La bureaucratie a pu, tant bien que mal, diriger le pays dans sa période d'accumulation primitive. Elle se montre de plus en plus incapable d'assurer une gestion un tant soit peu rationnelle de l'économie, malgré la multiplication des réformes. *Dans tous les secteurs la société soviétique est une société en crise.*

Il ne s'agit pas de déterminer si, comme le dit Amalrik par esprit de provocation, l'Union soviétique survivra en 1984. Il est encore moins question de prévoir à bref délai une crise révolutionnaire qui permettrait à la « pression des masses » de se transformer en action directe pour le pouvoir. Ce qui est en cause c'est le devenir à moyen terme du pays. L'amoncellement des contradictions ne peut que renforcer les divergences au sein de la couche dominante. Tous les témoignages décrivent la diversité des attitudes des dirigeants.

Certains comprennent la nécessité de réformes, d'une libéralisation politique et d'une rationalisation économique. Mais le relâchement de la répression et des contraintes ne peut, à terme, que faciliter la renaissance politique de la classe ouvrière ; mais le remodelage de l'appareil économique, s'il ne s'accompagne pas d'un tournant vers la démocratie, ne peut être efficace qu'au prix d'une adaptation grandissante au capitalisme. Dans un cas comme dans l'autre, le statu-quo est remis en question et le sort de la bureaucratie en cause. D'où le refus raidi de tout changement par les éléments conservateurs.

La bureaucratie est dans l'impasse. La possibilité existe que se renforce, dans l'avenir, une droite qui réclamera avec vigueur plus d'autonomie pour les directeurs d'entreprise, plus d'extension du marché, plus de libertés à l'occidentale. Quelle que soit la validité de certains arguments des défenseurs de semblables positions, leur logique va dans le sens de la restauration de mécanismes capitalistes. Transformation qui ne peut se faire sans un bouleversement des structures de la société, auquel s'opposent les conservateurs. Une des conséquences risque d'être, en



l'absence d'une intervention des masses, le renforcement de l'autonomie du pouvoir central, voire sa personnalisation sur le mode bonapartiste. Les lamentables tentatives de culte de la triste personnalité de Brejnev, lors du dernier congrès du PCUS, sont un révélateur de cette tendance.

Prévoir une accentuation de la crise qui conforte les tendances les plus réactionnaires de la bureaucratie n'équivaut pas à une mise entre parenthèses des possibilités d'action des travailleurs. Toute victoire révolutionnaire dans le monde, tout développement des luttes en Europe de l'Est, toute crise ouverte de la domination bureaucratique en URSS même peuvent accélérer la renaissance politique du peuple soviétique qui, malgré l'oppression qu'il subit depuis des décennies, sera en mesure de combler bien des retards.

Toutefois, cette confiance raisonnée dans la capacité des travailleurs soviétiques à agir pour leur émancipation ne doit pas faire oublier tous les risques de développements contre-révolutionnaires que comporte la situation de l'URSS. C'est même sur ceux-ci qu'il faut insister.

Que l'on en soit là, soixante ans après Octobre, peut surprendre. Il faut voir là le produit d'une conjoncture qui, en amenant un recul durable de la révolution mondiale, a occasionné la croissance paroxystique en URSS de certaines caractéristiques inhérentes à la période de transition du capitalisme au socialisme. L'autonomie hypertrophiée de l'Etat et toute la chaîne de conséquences qui en découlent relèvent du lot. Il est indispensable de rendre compte exactement du phénomène. La notion d'Etat ouvrier y est impropre parce qu'elle ne permet pas de souligner la rupture entre la bureaucratie et le prolétariat.

Impiétés

Comment conclure ce qui n'a été qu'un ensemble de remarques générales, basées sur l'observation de l'évolution de l'URSS mais qui doivent être à nouveau confrontées avec la réalité ? Ce pourrait être le plus utile d'un futur débat. Dans l'espoir qu'il soit mené sans danse du scalp autour des dépouilles sacrées, je résumerai aussi sèchement que possible quelques données qui me semblent essentielles.

— Il faut abandonner le terme d'Etat ouvrier, même complété par les mots dégénéré ou déformé, car il ne permet pas de décrire de façon satisfaisante le rôle de l'Etat dans le maintien de l'oppression et de l'exploitation des travailleurs. La remarque ne concerne pas la seule Union soviétique. Elle vaut encore plus pour les pays, classés comme « déformés » par la tradition, où l'Etat a toujours joué un rôle contre-révolutionnaire vis-à-vis des masses et a été le départ, le centre de structuration de la bureaucratie.

— Pour tenir compte du caractère spécifique, non-capitaliste des ré-

gimes dits socialistes, l'appellation *Etats bureaucratiques* est la plus correcte.

— Aucun des Etats bureaucratiques qui existent dans le monde actuel ne présente, malgré la mainmise de l'Etat sur les moyens de production, une garantie d'évolution vers le socialisme. A l'exception possible du Vietnam et de Cuba où les conséquences des mobilisations révolutionnaires récentes peuvent se faire ressentir, la tendance de ces régimes est à la rupture définitive entre la bureaucratie qui occupe l'Etat et les masses. La suppression de la propriété privée des moyens de production fixe des limites à la libre action des bureaucrates : elle ne les empêche pas de tenter, au gré des rapports de forces, l'atomisation de la classe ouvrière, caractéristique essentielle des régimes bureaucratiques.

— Pour toutes ces raisons, on ne peut envisager d'évolution vers le socialisme de ces régimes sans *une rupture révolutionnaire, concrétisée par une destruction de l'appareil de l'Etat et du Parti*. Il est donc impropre d'appeler « révolution politique » cette indispensable transformation qualitative. Le terme peut être interprété (et il l'a souvent été, même si Trotsky ne l'envisageait pas de la sorte) comme un appel à une réforme radicale du régime sous la pression des masses. La révolution *antibureaucratique* n'est pas identique à la révolution sociale à venir dans les pays capitalistes : elle n'aura pas à détruire la bourgeoisie en tant que classe ni à modifier les rapports de propriété.

Mais les travailleurs des Etats bureaucratiques doivent constituer leurs propres organismes de pouvoir *contre* ceux de la bureaucratie, éliminer celle-ci en tant que force politique (même si, individuellement, certains de ses membres peuvent être « récupérés »), détruire les structures du pouvoir existant, *instaurer la gestion ouvrière qui bouleversera l'organisation de l'économie*. C'est restreindre l'étendue de ces tâches que de les qualifier de purement politiques.

— La défense de l'URSS était considérée par le mouvement trotskyste comme une tâche stratégique. Le problème ne peut plus être posé dans ces termes. Selon la conjoncture des luttes dans le monde, selon le rôle joué par chaque Etat, la question de la défense doit être reposée concrètement en chaque circonstance. La solidarité va de soi face à une attaque des bourgeoisies impérialistes. Mais les formes de la défense que devra pratiquer le mouvement ouvrier ne sont pas automatiquement fixées une fois pour toutes. Il importe d'autant plus de le préciser que les données de la situation sont compliquées par les rivalités des Etats bureaucratiques : on ne peut exclure par principe l'hypothèse de conflits militaires entre eux.

— La durée et l'extension des régimes bureaucratiques montre qu'il ne s'agit pas d'un phénomène historiquement exceptionnel. La *forme stalinienne* de l'Etat bureaucratique est due à un ensemble de conditions historiques maintes fois décrites. Mais on ne peut expliquer la bureaucra-

tisation des révolutions qui se sont déroulées ultérieurement par les seules déformations dues au stalinisme. Le développement inégal de la révolution et son corollaire le retard de la prise de conscience des travailleurs par rapport aux nécessités de la situation ont pour conséquence, au cours de la période de transition, la constitution de couches bureaucratiques privilégiées : ils entraînent aussi une modification du rôle de l'Etat qui, doué d'une autonomie extraordinaire, permet la consolidation de la bureaucratie en couche séparée de la classe ouvrière. Il s'agit là d'une tendance qui peut être combattue.

Mais nous devons avoir conscience d'un fait : tant que le rapport de forces dans le monde n'aura pas été durablement modifié (et la révolution antibureaucratique en URSS est un élément essentiel de ce bouleversement), tant que l'auto-organisation des travailleurs ne sera pas suffisamment généralisée dans le monde, la menace *se manifesterà toujours d'une fusion de la bureaucratie et de l'Etat*. La révolution sociale dans des pays technologiquement avancés supprimera nombre des bases matérielles de la bureaucratie et diminuera le danger. Elle ne le fera pas disparaître totalement car il est lié à la difficulté fondamentale du passage au socialisme, qui ne peut être que l'œuvre consciente d'une classe ouvrière que sa situation d'exploitée dans la société capitaliste entrave dans sa capacité d'action autonome.

Nous pouvons être sûrs que les pires déformations sont derrière nous. Nous devons savoir que le dépérissement du pouvoir ne suit pas une courbe linéaire — et nous préparer en conséquence.

De l'utilité des révisions

Quelques mots encore. On pourra se demander à quoi sert d'insister tellement sur des définitions qui n'empêchent pas un accord fondamental sur la nature du travail à accomplir.

Qu'importe comment l'on qualifie la révolution à venir en URSS, si l'on a la même conception du programme qu'il faut appliquer. Il est exact, en effet, que la « question russe » (ou la « question chinoise ») ne saurait faire naître les mêmes discussions qu'il y a trente ou quarante ans, quand elle constituait une ligne de démarcation entre les courants révolutionnaires. La question ne se pose pas d'ouvrir un « débat d'organisation », tranché par une résolution finale. Par contre, une discussion générale, nourrie par les expériences et les recherches de chacun, est indispensable pour affiner les concepts qui permettent l'analyse. Discussion qui a commencé depuis quelques années, hors du mouvement trotskyste, et à laquelle il faut participer.

Les confrontations terminologiques revêtent, dans ce cadre, une grande importance. Utiliser des mots différents pour caractériser un phénomène d'ampleur historique n'implique pas de désaccord sur le but

révolutionnaire mais révèle des nuances sur la tactique à suivre pour l'atteindre. Selon les vocables et les définitions, l'accent est mis en priorité sur un aspect ou l'autre de la réalité — ce qui ne va pas sans conséquences pratiques. Il en va ainsi de la caractérisation des régimes bureaucratiques.

Le renoncement au terme d'Etat ouvrier me semble important pour analyser exactement l'évolution actuelle de l'Union soviétique, qu'il s'agisse de la répression ou de la politique étrangère. Il est la seule base qui permette de justifier *totale*ment la défense des libertés démocratiques dans les pays de l'Est, aux côtés de toutes les tendances de l'opposition, même lorsqu'elles ne se réclament pas du socialisme : c'est en effet le statut de l'Etat à l'intérieur de ces sociétés. Plus encore, en cessant d'appeler Etat ouvrier un régime qui, sous la direction d'un Parti communiste, a détruit la domination bourgeoise, on a toutes les chances de saisir plus précisément la dynamique interne de ces mouvements. Cuba, le Vietnam, le Cambodge ont rompu avec le capitalisme. Mais leur évolution est déterminée *d'abord* par le rapport qu'elles entretiennent avec leurs masses. C'est l'évolution complémentaire de l'Etat et de la bureaucratie par rapport aux travailleurs qu'il faut étudier pour déterminer les étapes de la bureaucratisation, le moment où un changement qualitatif intervient. *Très souvent* — parce que c'est dû à l'imprécision du concept lui-même — la référence à l'Etat ouvrier dégénéré ou déformé pousse à insister sur la logique objective de l'économie étatisée et à sous-estimer les possibilités de développements contre-révolutionnaires. J'ai souligné « très souvent » car il existe de nombreuses exceptions. Il faudrait cependant faire une analyse de contenu des différentes positions du mouvement trotskyste à propos des origines bureaucratiques : il apparaîtrait, selon toute probabilité, une ligne moyenne allant dans le sens de ce que certains appellent « l'optimisme objectiviste ».

Le débat sur les régimes bureaucratiques a des conséquences *sur l'ensemble de la stratégie révolutionnaire*.

Conséquences théoriques : le rôle qu'y tient l'Etat y pose des problèmes que le marxisme a tout juste commencé à étudier. Limites de l'autonomie de l'appareil, plus généralement dialectique des rapports entre institutions politiques et infrastructure économique constituent autant de questions qu'on résoudra mieux au niveau général si l'un est en mesure de mener une recherche approfondie sur l'URSS.

Conséquences politiques : l'expérience a montré que, bien plus que ne l'envisageait l'Internationale communiste à ses débuts, le problème de la destruction de l'Etat et de l'auto-organisation des travailleurs est décisif. Si l'on fait le bilan des enseignements fournis par la bureaucratisation des révolutions, on ressent la nécessité d'affiner *la conception de la prise et de l'exercice du pouvoir* ainsi que *la conception de l'organisation révolutionnaire*. Toutes les notions liées à la dualité de pouvoir, au contrôle ouvrier et à la gestion ouvrière redoublent d'importance, à la lumière de

l'expérience des pays dits socialistes. Les partisans de l'auto-gestion l'ont compris et dit, avec plus ou moins de bonheur d'expression. Leur répondre ce n'est pas tant faire coexister pacifiquement leur démarche avec la stratégie « classique » de la révolution prolétarienne ; c'est articuler les deux termes. Nous n'y sommes pas encore totalement parvenus.

La victoire, historiquement temporaire, du stalinisme ne fournit pas d'argument en faveur des adorateurs de la spontanéité ouvrière. Elle ne remet pas en question la nécessité d'un parti révolutionnaire, centralisé, distinct de la classe ouvrière, rassemblé autour d'un programme. Par contre, elle pose le problème des rapports que le parti entretient avec les travailleurs, de sa capacité à susciter en permanence l'auto-organisation des masses, de façon à limiter au maximum les risques de croissance, présente et future, de la bureaucratie. A partir de là surgit la question du régime intérieur de l'organisation : quel centralisme, quelle démocratie permettent d'accomplir au mieux ses tâches de mobilisation révolutionnaire. Nous commençons seulement, en ce domaine, à sortir de la répétition incantatoire des vieilles formules.

Pourquoi ne pas se donner les moyens de débattre de ces questions brûlantes ?

Octobre 1977

Denis Berger

DE L'AVENIR UNIVERSEL DE LA BUREAUCRATIE

L'usage de Trotsky dans les 2 années précédentes les travaux de l'auteur. L'auteur a pu se rendre compte, dans le cadre de son travail, que les conditions de travail sont de plus en plus difficiles, et que les conditions de travail sont de plus en plus difficiles. L'auteur a pu se rendre compte, dans le cadre de son travail, que les conditions de travail sont de plus en plus difficiles, et que les conditions de travail sont de plus en plus difficiles. L'auteur a pu se rendre compte, dans le cadre de son travail, que les conditions de travail sont de plus en plus difficiles, et que les conditions de travail sont de plus en plus difficiles.

Dans sa préface au tome I des écrits de Trotsky, rédigés sous le titre de la lutte antibourgeoise en U.R.S.S. (1918) (1919), L. I. Deltchev relate les étapes de l'analyse par Trotsky du processus de bureaucratisme et des réformes sociales qu'il y propose, en même temps que les caractéristiques de ces analyses et mesures. L'auteur, par son étude ainsi que théoriquement que Trotsky pour comprendre le processus de naissance du stalinisme, et surtout n'y voyait dans la formation de son développement : l'existence d'un tel processus de développement était à l'origine de la situation, et à l'origine de Trotsky se trouve de ce fait.

(1) L'auteur doit le lecteur pour avoir écrit ce livre, que l'on trouve en 1918, en 1919, par suite de la guerre civile, dans le cadre de son travail, que les conditions de travail sont de plus en plus difficiles, et que les conditions de travail sont de plus en plus difficiles. L'auteur a pu se rendre compte, dans le cadre de son travail, que les conditions de travail sont de plus en plus difficiles, et que les conditions de travail sont de plus en plus difficiles.

DE L'AVENIR UNIVERSEL DE LA BUREAUCRATIE

Lénine et Trotsky furent loin d'avoir méconnu les risques de bureaucratisation. Ce qu'ils ne purent prévoir, faute de précédents, ce furent les formes monstrueuses qu'elle pouvait prendre. Ils n'ignoraient ni ses racines générales qu'ils avaient pu étudier sur l'exemple de la social-démocratie, ni les circonstances aggravantes que constituait pour sa prolifération dans l'ancien empire des tsars l'arriération économique et culturelle du pays. Dans ses *Questions du mode de vie*, Trotsky se montre parfaitement lucide sur la gravité des prodromes bureaucratiques, fait écho aux inquiétudes de Lénine (1), et le programme de révolution culturelle qu'il met en avant, il lui donne nettement priorité dans les tâches de la révolution.

Dans sa préface au tome I des écrits de Trotsky, regroupés sous le titre de *la Lutte antibureaucratique en U.R.S.S.* (10/18), J.-L. Dalle magne relève les étapes de l'analyse par Trotsky du processus de bureaucratisation et des répliques politiques qu'il y proposa, en même temps que les insuffisances de ces analyses et mesures. Toutefois, personne n'était mieux armé théoriquement que Trotsky pour comprendre le processus de naissance du stalinisme, et personne n'y réagit mieux dans la continuité de son développement : l'insuffisance tient à ce que ce développement était à bien des égards stupéfiant, et à l'isolement où Trotsky se trouva de ce fait.

(1) Lénine dont le langage pouvait être encore plus énergique ; que l'on songe au « Nous ne sommes pas assez civilisés pour pouvoir passer directement au socialisme encore que nous en ayons les prémisses politiques », de sa note du 2 mars 1923, « *Mieux vaut moins mais mieux* » (Œuvres complètes, t. 33).

Les prophètes de « *l'après coup* » ont, comme toujours, quelque chose de bouffon (que dissimule le tragique de l'histoire sur laquelle ils exercent leur talent) à lire sans hésitation dans le marc de café du marxisme l'inhumanité du Goulag. Comme leurs précurseurs, ce sont gens qui préfèrent les révolutions vaincues, mais restées pures. Comme les pères nobles qui préfèrent leur fille morte et vierge plutôt que vivante et « souillée ». Et c'est seulement dans la continuité marxiste, léniniste et trotskyste que le phénomène bureaucratique a été et est affronté sans que les réponses impliquent renoncement à la révolution (la critique antibureaucratique de l'ultra-gauche « classique » est très discontinue, chacun de ses moments précédant des dérives diverses).

A réduire les concepts de Trotsky sur la bureaucratisation de l'U.R.S.S. à ses données permanentes et fondamentales, on trouve :

1. l'isolement du premier Etat ouvrier dans ses frontières nationales, d'où l'accent mis par lui sur la seconde thèse de la théorie de la révolution permanente : « La révolution socialiste ne peut être achevée dans les limites nationales... », elle doit s'étendre au reste du monde et, si possible, en commençant par les pays les plus développés ;

2. le sous-développement et l'arriération culturelle de l'Etat ouvrier lui-même comme facteur aggravant de la bureaucratisation, d'où la nécessité de la révolution culturelle — assise sur le plus grand effort de développement économique — parachevant la théorie de la révolution permanente.

L'échec sur ces deux versants complémentaires du programme et la reconnaissance d'un thermidor bureaucratique imposera, au plan intérieur, le programme de la révolution politique.

Ce programme reste à réaliser.

Hétérogénéité de la bureaucratie

La survie de la bureaucratie stalinienne en caste despotique, devenue complètement hétérogène au mouvement ouvrier, mais continuant encore par sa filiation historique à peser sur celui-ci, voire à lui apparaître comme une de ses représentations, a eu de nouvelles conséquences que Trotsky n'a pu voir.

Il avait compris cependant que la bureaucratie stalinienne produisait un nouveau type de bureaucratie. Il serait faux de parler de « *reproduction* », surtout à l'heure où les éléments de différenciation se multiplient et s'accroissent (2), mais il n'en reste pas moins que la Révolution d'Octobre, donnant puissance à l'Internationale communiste, a permis à la

(2) V. dans n° 5, « *Sur un pronostic de Trotsky* ».

bureaucratie du Kremlin, qui transforma le Komintern en machine à son service, d'imposer en même temps que sa politique ses pratiques organisationnelles et de façonner les partis et apparatchiks comme ses propres reflets, rompus à « *la calomnie totalitaire, (le) chantage et (l') assassinat* », bref une bureaucratie trempée dans la brutalité et le cynisme, et la plus redoutable dans l'affrontement avec les révolutionnaires.

Mais cette « formation », devenue indépendante de l'inféodation à Moscou, donc à la politique stalinienne, est « libérée », elle n'est plus qu'un caractère qui peut se plaquer sur de tout autres contenus qui, à leur tour, réagissent sur elle et le modifie. Tel est le cas de partis, trop longtemps caractérisés de façon simpliste comme « staliens » et qui ont eu une politique largement autonome de celle imposée à ses vrais affidés par la Centrale du Kremlin. Le plus important de ceux-là est évidemment le Parti communiste chinois qui, des premières années suivant la défaite de 1927 (où Victor Serge pouvait croire le jeune Mao Tsé-toung sur la ligne de l'Opposition de gauche) (3) jusqu'à sa victoire de 1949, eut une politique plus proche de celle du Lénine d'avant 1917, du type alliance démocratique des ouvriers et des paysans sous la direction du prolétariat représenté par son parti communiste, que du bloc, proprement stalinien, des « quatre classes » subordonnant en fait le prolétariat et la paysannerie pauvre à la classe bourgeoise présumée antiféodale.

Cette autonomie politique qui est à la source de l'originalité « maoïste » — et y compris du mode particulier de sa dégénérescence — se retrouve à divers degrés et se manifeste plus tardivement dans le cas de chacun des deux autres partis qui ont mené une révolution à bien (il faut maintenant y ajouter le cas des communistes cambodgiens), à savoir le Parti communiste vietnamien (4) et le Parti communiste yougoslave (5).

Il est exact que, quant aux méthodes de direction et quant au rapport parti/masses régis par le substitutisme d'abord paternaliste, tous ces partis ont une ressemblance, plus ou moins atténuée pendant les périodes révolutionnaires, mais qui s'affirme lourdement sitôt la victoire acquise par le refus d'une démocratie prolétarienne réelle (6), c'est-à-dire la constitution d'organes de démocratie directe (qu'ils s'appellent comités,

(3) Dans les *Mémoires d'un révolutionnaire* (éd. du Seuil) et *La Révolution chinoise* (éd. Savelli).

(4) V. P. Rousset, *Le Parti communiste vietnamien* (éd. Maspero).

(5) Rappelons à nouveau que, dans la guerre de libération nationale, et, très probablement sous l'impulsion de Moshá Pijade — le Gramsci yougoslave — la lutte fut menée « à la chinoise », voire même de façon beaucoup plus bolchevique, les brigades prolétariennes de choc, surtout composées d'ouvriers serbes, formant le noyau communiste et prolétarien, le fer de lance d'un « bloc ouvrier et paysan » entièrement soumis à la direction prolétarienne. Cela est un élément à prendre en considération dans le rapprochement actuel, sur la base d'une dégénérescence unifiée, des deux bureaucraties chinoises et yougoslaves.

(6) Les comités de gestion yougoslaves, par exemple, n'ont été qu'un élément de démocratie économique à la fois sans capacités sur l'ensemble de la collectivisation et sans aucune capacité politique.

soviets, ou autrement), le refus d'un centralisme démocratique léniniste (aucun droit de tendance n'existe dans ces partis), éléments bureaucratiques qui favorisent à leur tour la précipitation du processus de bureaucratisation ultérieure et de dégénérescence de la politique de l'Etat comme du Parti, d'ailleurs bien vite confondus.

Le cas de Cuba, dans sa différence, n'en est que plus saisissant. A l'origine la formation révolutionnaire, Mouvement du 26 juillet, n'a rien de stalinien. Mais sa conception de la révolution, militariste (7), fonde elle aussi un certain paternalisme anti-démocratique. Quand l'échec de sa stratégie entièrement axée sur la guérilla accule cette direction, par ailleurs étouffée économiquement dans les limites étroites de son île, à se soumettre aux diktats politiques du Kremlin, le glissement sera faible qui permettra l'alignement des méthodes de direction en même temps que de régime politique sur le modèle stalinien.

Si ce conditionnement « stalinien » homogénéisant s'est produit dans l'ensemble mondial des partis dépendant peu ou prou de la bureaucratie de l'U.R.S.S., il n'est cependant pas causal de l'essentiel, à savoir de l'orientation politique. La constitution de bureaucraties staliniennes à la tête des P.C. des pays capitalistes avancés a été, au contraire des partis dont nous venons de parler, l'obstacle décisif à l'orientation du prolétariat vers l'assaut du pouvoir. Et c'est sur ces derniers que le contrôle de la bureaucratie soviétique a été longtemps quasi absolu. Il était très relatif sur les P.C. des pays que l'on appelle du tiers monde. Là, ce n'est pas à la moindre résistance des maillons de la chaîne impérialiste que l'on peut « attribuer » la révolution. Il y a fallu non seulement la plus grande pression des conditions objectives sur les directions des P.C., mais aussi et surtout que ces directions soient prêtes à subir ces pressions comme à échapper à la tutelle du Kremlin (8). Devenue force contre-révolutionnaire, la bureaucratie soviétique était incapable d'arrêter complètement, avec ses forces d'appareil, le mouvement de la révolution. Le frein qu'elle constitue ne peut provoquer maintenant que des dérapages et des accidents divers. Le rôle de la « formation stalinienne » dans la constitution de toute une série d'Etats dont le socialisme est indubitablement bureaucratique n'est pas celui d'un moteur, même pas d'appoint, puisqu'au contraire ces révolutions ont toutes dû vaincre contre le sabo-

(7) V. Debray, *Révolution dans la révolution*, (éd. Maspero) qui a justifié théoriquement, avec l'accord de la direction cubaine, la conception la plus militariste de la révolution, avant... de passer de l'autre côté du cheval.

(8) V. dans n° 1, l'article « *Sur le centrisme* », et dans n° 6, P. Rousset, « *Stalinisme, centrisme et communismes nationaux* ».

tage et/ou l'hostilité de la direction de Moscou, sous le règne de Staline comme après (9), c'est celui d'une boussole faussée.

Inversement même, la formation bureaucratique contenait la potentialité de ruptures et notamment de ruptures sur la base des intérêts d'Etats nationaux. Dès 1928, Trotsky avait prévu que la théorie du socialisme dans un seul pays devait inévitablement conduire au développement de tendances nationalistes dans les sections du Komintern. Il notait dix ans plus tard que cette prédiction était devenue un fait manifeste. Nous sommes maintenant au terme de l'explosion du feu-Komintern en nébuleuse d'organisations com-chauvines. En ce qui concerne les Etats du socialisme bureaucratique, leur politique a été nationaliste ou au moins nationale dès avant leur victoire, et l'éloignement théorique du véritable internationalisme prolétarien ne peut pas en être tenu sérieusement comme la cause réelle, mais bien plus leur isolement produit par la politique de Moscou, que certains ont cru pouvoir appeler « *chauvinisme de grande puissance* ». Comme, de plus, ces nouveaux Etats s'édifiaient sur la base du sous-développement, facteur décisif de bureaucratisation qui n'était pas corrigé par une aide économique massive et désintéressée des « grands frères », on voit à quel point c'est de façon indirecte, involontaire et contradictoire que les Etats du socialisme bureaucratique « reproduisent » la bureaucratisation russe dont ils craignent cependant le destin encore plus que la tutelle.

Devrait-on d'ailleurs tenir pour dépourvues de significations les ruptures ou semi-ruptures avec l'U.R.S.S., qui n'ont guère pour limites que d'un côté, la présence ou la menace des baïonnettes russes, de l'autre, au contraire, la distance qui permet au Vietnam une neutralité du silence, enfin, dans le cas de Cuba le chantage à l'abandon à l'arbitraire du géant yankee ? Les oppositions ne sont pas assimilables à celles qui ont pu exister entre les Etats bourgeois dès leur formation et tout au long du XIX^e siècle sur la base de leurs rivalités économiques. Fondamentalement, les Etats socialistes, en tant que socialistes, ont au contraire des intérêts économiques non-antagonistes, mais complémentaires. Ils ne peuvent en avoir d'antagonistes qu'en tant qu'Etats bureaucratiques. Ce qui oppose ces Etats ce sont les intérêts politiques de leurs bureaucraties.

La bureaucratie soviétique ne s'est opposée à l'essor des révolutions que par conscience claire de ce que l'extension du nombre des Etats ouvriers contenait potentiellement sa mort. Le cas particulier de l'inva-

(9) Pour la Yougoslavie, se reporter à M. Pijade, *la Légende de l'aide soviétique à la Yougoslavie* (le Livre Yougoslave) et (même éditeur) le rapport politique de Tito au *Cinquième Congrès du Parti communiste yougoslave* ; pour la Chine, J. Belden, *la Chine ébranle le monde* (Gallimard) ; pour Cuba et le Vietnam, les documents sont innombrables, qui prouvent, dans le premier cas le long « hors jeu » du Parti socialiste populaire (stalinién) et son hostilité au soulèvement (v. en particulier Karol, *les Guerilleros au pouvoir*, éd. Laffont, et C. Rossi, *la Révolution permanente en Amérique latine* (Cahiers rouges) dans nos publications.

sion de la Tchécoslovaquie, plus que l'écrasement de la révolution hongroise et que les interventions en Pologne où la bureaucratie locale était visée en même temps que l'« occupant » russe, est net à cet égard : la victoire du « *Printemps de Prague* » aurait signifié à court terme une poussée formidable de masse en U.R.S.S. pour une nouvelle et plus décisive déstalinisation que les despotes du Kremlin n'auraient pu endiguer. Aucune autre explication ne peut rendre compte de cette intervention, sauf à admettre... l'explication des envahisseurs eux-mêmes, à savoir que ce qui était en jeu était le rétablissement du capitalisme. Les « *nouveaux philosophes* » devront se résoudre à l'adopter s'ils ne veulent pas abandonner la théorie d'un système stalinien universel.

Ce sont de tels faits qu'on pourrait multiplier avec l'histoire de la révolution vietnamienne toute entière, avec celle des rapports de l'U.R.S.S., avec Cuba — en particulier le sabotage de la politique de la II^e Déclaration de La Havane — et bien d'autres qui démontrent de la façon la plus évidente, non seulement que parler de « système stalinien international » n'a plus aucun sens, mais encore que la bureaucratie n'est pas une classe, puisque ses « victoires » mêmes — ses victoires surtout — impliquent les éléments de sa décomposition, y compris et d'abord là où elle apparaît comme le plus stabilisée, c'est-à-dire en U.R.S.S. même.

Dans les conditions inverses, c'est-à-dire dans les pays capitalistes avancés, là où les bureaucrates « staliniens » sont des dirigeants de partis et de syndicats, là où ils occupent de nombreuses positions dans les pores de l'appareil d'Etat, bien loin que le temps soit un facteur de renforcement de leur caractère « stalinien » (ce qui devrait être le cas si nous avions affaire à une classe naissante) c'est au contraire leur « social-démocratisation » qui s'opère, et ceci précisément au lieu et au moment de leur apogée d'hégémonie sur la classe ouvrière, sous le nom d'« euro-communisme ».

Bien loin de tendre à occuper une place particulière dans la société, ces bureaucraties (et il faut entendre ici le mot simplement comme ensemble organisé de bureaucrates, non comme système politique) tendent à se fondre dans la société bourgeoise, à y prendre — définitivement lavées de tout aspect de « corps étranger » qui leur colla à la peau si longtemps — la place normale d'opposition de sa majesté le Capital, simples représentants politiques des travailleurs dans le cadre de la société bourgeoise. Leur maintien comme partis distincts de ceux de la social-démocratie tient essentiellement à la continuité historique qui leur donne assise, dessine les traits particuliers des mouvements ouvriers nationaux concernés et fonde donc des rapports différemment structurés avec la bourgeoisie. Mais quant au fond, il s'agit, entre ces partis, d'une concurrence dans le réformisme (que l'on songe au P.C. chilien se situant à la droite du P.S. et au réformisme plus « conséquent » du P.C.I. par rapport au P.C.F. qui tient à ce qu'il n'a pas à affronter, comme en France, un P.S. modernisé). Le maintien des derniers liens — d'ailleurs de plus en plus

fragiles — avec l'U.R.S.S. de ces P.C. tient aux derniers éléments de crédibilité de mutation socialiste que constitue le passé de l'U.R.S.S. (garant de plus en plus dissocié de son présent) et qui est opposable à la « *gérance loyale du capitalisme* » que n'ont jamais dépassée les partis de la social-démocratie, atout dans la concurrence avec ces derniers pour l'hégémonie sur le mouvement ouvrier. Toute autre interprétation recherchant une identité fondamentale « stalinienne » irréductible à la social-démocratisation doit nécessairement fonder la bureaucratie comme classe naissante à l'intérieur de la société bourgeoise, sous peine de recourir à une identité « idéologique », ce qui est tomber dans le pire idéalisme philosophique.

Le principal argument de la nouvelle génération de théoriciens de la classe bureaucratique, qui ne s'encombrent pas des problèmes d'origine d'une classe qui, pour la première fois dans l'histoire, se constituerait sur une base purement politique et au travers de sa conquête de l'Etat, est évidemment celui de la multiplication des Etats de socialisme bureaucratique. Cette généralisation, très journalistique, c'est-à-dire superficielle, pêche d'abord par l'insuffisance de sa généralisation, puisqu'elle ne part pas de l'étude de toutes les bureaucraties ouvrières, alors qu'il n'y a pas de mouvement ouvrier sans bureaucratie.

Les bureaucraties d'Etats « ouvriers » — en bonne « science » — appellent chacune une analyse particulière que négligent les théorisations *a priori*. Ces analyses font apparaître une double détermination qui n'est pas assimilable aux déterminations des classes connues dans l'histoire puisqu'elle tient, dans ses deux volets, à des éléments conjoncturels.

La première tient au degré de développemebt que l'Etat nouveau en question a atteint dans l'histoire du capitalisme et à la situation économique que lui lègue le passé à l'issue de la lutte révolutionnaire très destructrice, ainsi qu'aux rapports économique-politiques que peut lier cet Etat avec les autres Etats ouvriers bureaucratiques. L'expérience la plus caractéristique à cet égard est sans doute celle de Cuba où, après une période de « démocratie de forum » dans la plus grande situation de fragilité du régime, la bureaucratiation du régime a été essentiellement fonction du blocus économique de ce petit Etat ouvrier et surtout du diktat politique soviétique conditionnant le soutien de l'U.R.S.S. Sans qu'on puisse préjuger de l'avenir, le Vietnam a offert un exemple relatif inverse, où les conditions politiques de la guerre révolutionnaire au Sud ont entraîné un allègement de la rigueur bureaucratique et l'apparition d'organismes de démocratie populaire. En Yougoslavie, une courte période de démocratisation — celle où naissent les comités de gestion — se situe dans les conditions politiquement et économiquement très difficiles de rupture avec l'U.R.S.S., de 1948 au début des années 50. La bureaucratiation n'est donc pas proportionnelle à la faiblesse économique d'un pays donné, comme c'était le cas pour l'autoritarisme des Etats bourgeois, nécessaire pour tenir en respect le prolétariat dans des conditions

de faiblesse économique de la classe dominante, mais, à l'inverse, la faiblesse politique de la bureaucratie induit souvent son appel à l'appui du prolétariat monnayé en éléments de démocratie prolétarienne.

L'autre déterminant tient à l'histoire particulière du mouvement ouvrier considéré. Chaque mouvement ouvrier national a sécrété sa bureaucratie dans les conditions particulières de son histoire, et quand une de ces bureaucraties parvient au pouvoir, son développement bureaucratique hypertrophie ses caractères initiaux, expression des faiblesses constitutives du prolétariat considéré. Les bourgeoisies nationales ont aussi chacune des caractères propres, nationaux, mais ce sont des traits secondaires, issus des racines pré-bourgeoises, qui ne modifient pas essentiellement le comportement bourgeois. Au contraire les traits « nationaux » de chaque bureaucratie sont essentiels, immédiatement fournis par l'état du mouvement ouvrier considéré et par ses rapports aux autres classes de la société.

Universalité de la bureaucratiation

L'universalité de la bureaucratie tient à la nature même du prolétariat comme classe privée de culture. Cette caractéristique fondamentale du prolétariat a surtout été relevée pour en souligner la conséquence de l'apport extérieur de sa conscience pour soi, impliquant celle de son devenir. Mais cette absence de culture propre est d'abord, inversement et essentiellement, ce qui livre le prolétariat à la fausse conscience, aux projections de l'idéologie dominante ; les hauts et les bas de la lutte des classes scandant les avancées et les retours en arrière de la conscience vraie.

L'absence de culture propre du prolétariat est une conséquence de son manque d'organisation naturelle au-delà du cadre de l'entreprise capitaliste et de son entour immédiat. Le prolétariat ne devient véritablement classe pour soi que dans l'organisation, d'abord nationale (et en cela déviant, dans ce moule bourgeois, par rapport à ses intérêts généraux) puis internationale. Mais cette organisation exige délégation, soit — et d'abord — à des éléments étrangers à la classe, soit à des éléments de la classe qui, par cette délégation même tendent à lui devenir étrangers, et d'autant plus que la délégation se prolonge et s'institutionnalise.

On a là une contradiction que ne connut pas la bourgeoisie. Les délégations politiques qui lui furent nécessaires ne transformèrent pas le politicien bourgeois en autre chose qu'un bourgeois (10). Très souvent, au

(10) Saut exceptions « monstrueuses » dans le cas de périodes révolutionnaires, et surtout dans la Révolution française, de Jacobins, tels Robespierre et Saint-Just, dont le bref destin ne pouvait être que la guillotine, en cela que l'irréalisme abstrait de leur politique les projetait hors de toute base sociale. Au contraire, leur « collègue » Carnot et bien d'autres au sein même de la direction terroriste pouvaient se gaver de biens nationaux, le fait de tenir les leviers de commandes et les sources d'information leur permettant — comme à la longue suite de leurs descendants jusqu'à nos jours — de devenir de très riches bourgeois.

contraire, la délégation politique permet au bourgeois d'améliorer sa situation de bourgeois, voire de la fonder (que l'on songe aux parvenus du « gaullisme »).

Mais il y a plus que l'inculture du prolétariat qui en plus d'un siècle et demi avait du temps pour se combler — au moins partiellement — par la formation qui s'acquiert dans les organisations du mouvement ouvrier, et, qui, d'ailleurs, effectivement, lui a procuré une certaine culture propre : la délégation est « bureaucratitante » en cela que les fins du prolétariat ne sont pas immédiates, comme c'est le cas pour toutes les autres classes de l'histoire qui sont parvenues au pouvoir ; elles ne se déduisent pas directement de son activité quotidienne ; elles sont « utopiques » (au sens strict du terme, projectionnelles, situées dans un « nulle part » actuel, et non pas au sens de non-réalistes) et qu'elles exigent donc dépassement et abolissement de son statut réel dans la société bourgeoise.

C'est précisément parce que la politique du prolétariat est toute entière fonction d'un devenir que la conscience a pu s'en trouver plus clairement à l'extérieur de lui qu'en lui, et exalter des éléments étrangers jusqu'à les porter à une noble « trahison » de leur propre classe.

Mais les difficultés de la lutte pour la réalisation de ce devenir, le premier qui exige conscience claire de son but, et donc volontarisme, pour que ses bases objectives se réalisent, sont telles que dans son cours, se brisent ou dévient la plupart des exaltations, et non seulement des éléments extérieurs au prolétariat mais également d'innombrables « délégués » issus de la classe elle-même. Au feu et à la glace du combat, la vision de l'utopie, de projet réaliste se mue en mirage.

On sait que, plus que la répression, c'est l'engluement dans les pièges de l'intégration aux mécanismes sociaux de la société bourgeoise — engluement qui constitue précisément la bureaucratisation « classique » — qui fait obstacle à la réalisation des fins prolétariennes.

Pourtant le prolétariat ne pouvait pas ne pas recréer indéfiniment cette excroissance parasitaire de la bureaucratie sous peine de renoncer à ses fins qui exigent organisation et délégation.

Excroissance cependant, en cela que la bureaucratie ne peut se reproduire dans l'affirmation de fins propres, mais qu'il lui faut être parasitaire du prolétariat, déguisant ses fins sous les siennes, même quand elle parvient au pouvoir juchée sur ses épaules.

Des deux types de moyens envisagés pour empêcher la bureaucratie, la première sorte — celle des ultra-gauches petits bourgeois — pour supprimer le mal supprime le malade, c'est-à-dire le prolétariat pour soi, son organisation au plus haut niveau de concentration, corps de sa conscience et moyen de sa réalisation par la réalisation de ses fins, qui doit être en définitive une Internationale révolutionnaire. Ils flottent entre la mystique du spontanéisme (qui peut être un bon alibi à l'inaction quotidienne) et la mystique des actions minoritaires exemplaires.

La seconde sorte de moyens, celle des marxistes révolutionnaires, qui implique tous les acquis de la démocratie prolétarienne et la démocratie dans la centralisation organisationnelle, a sans doute péché jusqu'ici par excès d'optimisme entraînant erreurs dans la théorie de l'organisation, causes à leur tour de bureaucratisation.

Le réexamen de ces questions, qui est aujourd'hui sur la place publique — fait hautement positif — exige sans doute que les problèmes soient repris à la racine.

Puisque, de ses formes bénignes jusqu'à ses formes monstrueuses, la bureaucratie est universelle, ne doit-on pas dire que ce n'est pas un « mal » mais une déformation congénitale qui ne peut s'éviter dans les conditions « naturelles » de la classe prolétarienne et ne pourra s'extirper que par la mutation décisive de la classe en soi à la classe pour soi, atteinte seulement par son élévation en classe dominante à l'échelle mondiale, voire ne s'éteindra qu'avec la classe elle-même, dans le mouvement de dépérissement de l'Etat parallèle à l'extinction des classes ? Ce serait une conclusion non dialectique qui éviterait le problème de la nécessité de la révolution politique dans les Etats de haute sclérose bureaucratique et ramènerait à l'idée d'une possible évolution des bureaucraties à laquelle la « déstalinisation » avait donné regain de créance avant que la « restalinisation » ne la tue, entraînant tous les cerveaux impressionnistes à en déduire que la bureaucratie était immortelle.

L'existence de lourdes bureaucraties dans les pays capitalistes avancés, plus soumises à l'idéologie dominante que dans le passé de grande misère prolétarienne, exprimant la manière dont le prolétariat subit là une défaite du fait de ses conquêtes mêmes, oblige là aussi à une rupture pour progresser à nouveau vers la révolution.

Mais le fait que l'incontestable progrès culturel du prolétariat soit un progrès dans la culture bourgeoise, impliquant en particulier large participation à ses valeurs politiques (électoratisme, parlementarisme, chauvinisme, etc.) met en lumière l'illusion qui consistait à attendre de ce progrès une moindre vulnérabilité à la bureaucratisation.

Certes, la rupture qualitative qui sera nécessaire dans les pays capitalistes avancés pour parvenir à l'instauration du pouvoir prolétarien balayera les éléments les plus grossiers de l'aliénation idéologique, mais non pas ses éléments profonds.

L'apparition dans le 3^e âge du capitalisme d'une nouvelle aristocratie ouvrière massive, en partie par prolétarianisation d'anciennes couches petites bourgeoises, homogénéisée sur les valeurs de ces dernières, introduit dans le mouvement ouvrier de nouveaux traits de déformation et d'autant plus profondément que c'est cette partie supérieure du nouveau prolétariat qui fournit désormais l'essentiel de ses cadres à tous les partis ouvriers. Parmi ces traits, on peut noter : l'individualisme accentué avec

une faible capacité à la discipline, l'appétit de jouissance immédiate (on a été si trompé par l'appel aux « sacrifices »), l'arrivisme, etc.

De tels traits ne sont pas propres seulement aux partis réformistes où ils prennent leur plein épanouissement. On les trouve aussi — ne serait-ce qu'à l'état de germes — dans les organisations d'extrême gauche où ils sont d'ailleurs un des facteurs de leur particularisme et des « fractionnismes ».

Ces phénomènes interdisent de penser que les Etats ouvriers qui se constitueront dans les pays avancés échapperont à la bureaucratie du seul fait du plus haut niveau des bases matérielles d'instauration du socialisme et du haut niveau culturel correspondant d'un prolétariat ayant su retrouver les voies de la révolution.

Le supposer n'a rien à voir avec la théorie d'un « stalinisme universel » des sciences-fictionnistes politiques qui n'anticipent jamais plus loin que la généralisation des apparences qu'ils ont sous le nez.

Il n'en reste pas moins qu'il existe le danger d'une phase historique plus ou moins longue de socialisme bureaucratique retardant l'unification socialiste du monde, et entraînant distorsions et erreurs diverses.

Améliorer l'arsenal politique antibureaucratique

Ce qui précède signifie-t-il que la bureaucratiation du monde est une fatalité à supporter pour une ère historique ? Non ! Mais qu'à la vue inquiète qu'impose une expérience maintenant multiforme doit correspondre des politiques organisationnelles quelque peu différentes, au niveau du mouvement de masse comme des partis à construire, de celles que le mouvement révolutionnaire met jusqu'ici sinon dans ses programmes, du moins dans sa propagande et qu'il applique dans sa pratique. Moins différentes, d'ailleurs, de la théorie des maîtres du marxisme — en général correcte, telle celle de Lénine dans *l'Etat et la Révolution* — que de la pratique imposée par des contingences défavorables et que le moment de la victoire a élevée en nouveaux principes par adoption globale de tous les aspects de la révolution.

Si le débat ancien sur le spontanéisme est réglé et dépassé, quoique les pôles de naïveté et de canaillerie de ses tenants se reconstituent toujours, le vrai débat n'est pas réglé qui se situe à un autre niveau : celui du rapport entre mouvement spontané de la classe et organisations révolutionnaires.

L'élément de vérité du spontanéisme, c'est que les poussées révolutionnaires font toujours surgir des formes inédites d'organisation à potentialité de démocratie directe, de pouvoir. Il y a lieu de ne pas prendre pour de tels organismes les comités de minorités, thématiques ou de tendances, qui naissent en maintes occasions, et encore moins de croire que constituer de tels organismes équivaut à créer les germes de vrais comités

de masse. Mais, en revanche, les marxistes révolutionnaires doivent être attentifs à l'apparition du moindre embryon de véritables comités de masse spontanés, même rassemblés sur des bases confuses, les privilégier par rapport aux organisations traditionnelles sclérosées (fussent-elles en croissance) et y introduire dès le départ le programme de leur généralisation et de leur centralisation. Telle fut avec constance la ligne de Trotsky au cours des montées révolutionnaires des années 1930 en France et en Espagne (11). L'exemple portugais prouve pourtant qu'une telle leçon n'a pas été assimilée puisqu'aucune organisation révolutionnaire (pour ne pas parler, bien entendu, des P.S. et P.C.) n'a eu cette stratégie. Les organisations d'extrême gauche les mieux représentées dans les commissions ouvrières ne trouvèrent jamais qu'il était temps de lancer les mots d'ordre de généralisation et de centralisation, fût-ce au niveau régional. Elles les subordonnaient à leur propre percée politique. Nul ne peut assurer qu'une telle centralisation aurait pu être réalisée avant le 25 novembre 1975. Mais nul non plus ne peut assurer le contraire. Et ce qui est certain, c'est que si elle avait eu lieu, le 25 novembre aurait pu avoir une riposte prolétarienne.

Dans notre n° 16, Nicos Poulantzas nous demandait si nous en étions toujours à vouloir recommencer la révolution d'Octobre. Comment pourrions-nous concevoir les choses comme un pur et simple recommencement de 1917 alors qu'aujourd'hui les comités ouvriers peuvent exister non plus seulement dans les usines et les quartiers ouvriers et une partie des villages, mais — comme le Portugal en a donné une petite idée — dans toutes les structures sociales, y compris la plupart des institutions d'Etat. Les aspects les plus neufs de la situation nouvelle ne sont pas les moindres possibilités de la démocratie directe, mais les plus grandes ; ils n'exigent pas un compromis avec les modes de représentation les plus irresponsables, du type parlement, mais la mise au point de la tactique de la stratégie « soviétiste ». Son élaboration ne peut être le travail abstrait d'un état-major en chambre, mais des expériences nouvelles ne manqueront pas pour nous éclairer. Ce possible permet de remettre sur ses pieds le problème du pouvoir.

Ce possible permet aussi de réaffirmer que ce n'est pas un parti (ni même un cartel de partis) révolutionnaire qui aura à prendre le pouvoir au nom du prolétariat, mais le prolétariat directement représenté par les délégués des comités (on dirait un soviet suprême si le nom n'était pas si dévié de son sens qu'il désigne désormais le contraire de ce qu'il fut à l'origine). Quelle différence dira-t-on, puisque les partis seront dans les comités et que leur proportion se retrouvera dans les délégations, majorée même par le fait de leur organisation ? La formule serait en effet formelle

(11) V. de nombreux textes de la *Révolution espagnole* (éd. de Minuit) surtout *Front populaire et comités d'action* du 26 novembre 1935, recueil *Où va la France ?* ou le *Mouvement communiste en France* (éd. de Minuit).

si des mesures pratiques, préalablement programmées, ne se proposaient pas de préserver l'authenticité de la dictature prolétarienne de la soumission au parti (fût-ce celui de l'avant-garde la plus consciente) et, par là-même de protéger un tel parti révolutionnaire des risques du substitutisme. Par exemple, l'interdiction absolue de cumuls de responsabilité dans l'Etat ouvrier et dans le parti ne doit-elle pas devenir un élément d'un tel programme, et de même l'introduction dans toute institution socialiste du principe de rotation des postes de responsabilités.

L'existence au moment de l'assaut du pouvoir de plusieurs partis ouvriers révolutionnaires (au sens de partisans de la révolution) est hautement probable dans les pays avancés. Idéalement, cette pluralité n'est pas souhaitable, puisque plus un prolétariat atteint une haute conscience de soi, plus son unité se projettera dans le parti-organisation de cette conscience. Mais nous avons vu que l'élargissement du prolétariat est à la fois un élément d'élévation de la capacité révolutionnaire globale de la classe mais aussi d'extension des contradictions entre ses « catégories ». La pluralité des partis révolutionnaires sera donc à la fois le produit de l'élévation culturelle du prolétariat et le reflet de son hétérogénéité : reflet déformé et d'autant plus que les autres classes ou fragments de classes alliées à lui pèseront au travers de ces oppositions « catégorielles ». Cependant, les risques bureaucratiques seraient plus grands à contraindre par la force les éléments les moins avancés du prolétariat et de ses alliés ainsi que leurs représentants politiques sous le joug de l'avant-garde, fût-elle représentée par un parti aussi largement majoritaire que furent l'être les bolcheviks après 1917, que de laisser jouer la démocratie prolétarienne n'exprimant pas le plus haut niveau de conscience possible, c'est-à-dire s'engageant dans un certain nombre d'erreurs. En effet, la bureaucratisation qui sort nécessairement de l'emploi de la force sur la classe est pire que celle que produit l'insuffisance de conscience, pour autant qu'est sauvegardé le jeu de la démocratie.

Mais il faut clarifier aussi la notion de parti révolutionnaire d'avant-garde.

Des définitions du parti révolutionnaire, à leur plus haut degré d'élaboration restent empreintes d'ambiguïté si elles sont lues au travers du filtre de la pratique historique.

Le Parti est la conscience du prolétariat (Lukacs). Oui, en ce sens qu'il est le seul lieu possible de la conservation et de l'élaboration de la mémoire de l'expérience historique de la classe. Mais le glissement est facile de conscience à tête, et de tête à chef-direction. Du haut niveau de l'abstraction, on passe aisément à la pratique du parti substitué à la classe.

N'est-ce pas cependant une dérision qu'une « conscience » qui ne dirige pas ? Son rôle est de « guider ». Le « parti guide », voilà encore qui n'est pas nouveau, et d'une résonance d'autant plus douteuse que le fascisme a donné au mot « guide » le sens le plus totalitaire de chef. Pourtant, dégagé de cette crasse, c'est le mot qui convient exactement à

ce que doit être le parti : celui qui montre le chemin, s'y engage en tête, mais non pas pour son propre compte, au service de celui qu'il guide.

Nous disons le parti, et l'unité est notre préoccupation constante ainsi que l'institution d'un régime intérieur assez démocratique pour qu'il soit permis aux divergences de s'y affronter sans s'envenimer. Cela n'est-il pas contradictoire avec le pronostic de la pluralité des partis révolutionnaires et leur reconnaissance de « principe ».

Dans la vie politique réelle, la désharmonie règne aux deux termes de cette opposition dialectique. La pluralité est vécue comme rivalité, méfiance, voire hostilité. Et l'organisation qui s'efforce d'appliquer le plus fidèlement le centralisme démocratique n'échappe que difficilement aux cristallisations des tendances en fractions, aux affrontements internes violents, voire à des ruptures vécues sur un fort mode passionnel.

Tout cela est-il fatal parce que les affrontements internes comme externes expriment en dernier ressort des points de vue réfractés de fractions de la classe travailleuse et de ses alliés, voire de ses ennemis ? L'importance des intérêts en jeu dans les luttes politiques (même s'ils ne sous-tendent que de très loin tel ou tel débat particulier) raidit les convictions ; les positions et les conflits s'imposent comme des forces naturelles. Il serait d'un angélisme naïf que de vouloir des rapports de « sages » dans les débats de révolutionnaires. Mais, par un paradoxe apparent, les affrontements sont souvent d'autant plus violents que les enjeux organisationnels sont communs : la lutte interne pour la direction d'une organisation souvent plus violente que la lutte entre organisations pour l'hégémonie dans tel ou tel secteur de la classe. Or, la violence des affrontements tend aux solutions de force — solutions de facilité — qui induisent les éléments primaires de bureaucratisation, purs, peut-on dire, en cela qu'il serait hasardeux de les mettre en relation avec une autre « base matérielle » que celle de l'appareil organisationnel lui-même. Dans le meilleur des cas même, celui où la base de la violence intellectuelle est l'intérêt le plus général du prolétariat (vérifié historiquement), toutes les méthodes polémiques sont-elles justifiées ? La violence de Lénine nous apparaît ainsi fondée. Était-elle tactiquement, voire stratégiquement juste ? L'histoire a là aussi une réponse : elle dit non ! En tant que violence, elle durcissait des oppositions conjoncturelles avec des hommes de caractère ferme — c'est le cas avec Trotsky — et elle en ralliait d'autres peut-être plus facilement conquis de par la moindre force de leur propre caractère — ainsi Zinoviev et Kamenev —, voire fascinés par la violence elle-même — comme Staline, dont on sait l'usage d'extension infinie il put faire des excès de tels débats. De l'affrontement Lénine Trotsky des premières années du siècle, il est trop facile de dire que Lénine avait raison et que l'affaire est tranchée une fois pour toutes puisqu'aussi bien Trotsky l'a reconnu sans réserves. Deutscher a déjà fait remarquer que Trotsky avait par trop battu sa coulpe dans le souci évident de ne pas ouvrir la brèche polémique d'une « continuité trot-

skyste » opposée à celle du bolchevisme. Il est plus que temps d'affirmer publiquement depuis nos rangs que les interprétations du Trotsky de 1904 étaient elles aussi fondées, et d'ailleurs, à bien lire les textes, plus que par le comportement de Lénine lui-même, par les théorisations de ses partisans (12). L'utilisation grossière d'un tel débat pour faire du parti bolchevik la source du stalinisme (constamment reprise par le même type de pseudo-théoriciens à la plume aussi légère que leur crâne est épais) ne doit pas nous interdire de voir et de dire en quoi la structure bolchevique, qui ne pouvait guère historiquement être autre que ce qu'elle fut, permit non seulement à un Staline de se développer à son sommet (il faut le noter, comme cas exceptionnel) mais aussi à des quantités d'hommes qui lui emboîtèrent le pas plus ou moins longtemps dans les sphères inférieures de l'appareil.

Les legs les plus négatifs de l'histoire (les injures et les condamnations sociales définitives) excitent trop dans le même mouvement où convainquent les raisonnements qui les accompagnent. Cette excitation et le goût de la singerie des comportements extérieurs des « maîtres » font reprendre le négatif dans l'ensemble du legs, porté à l'excès par la caricature et les tempéraments névrotiques, et trop aisément admis comme défauts « *parfaitement tolérables, dans notre milieu et dans les relations entre nous, communistes* ».

Est-il réaliste de penser qu'il est possible aussi de tirer des leçons sur ce plan ? D'obtenir des comportements courants plus conformes à l'intelligence de l'histoire ?

Déjà des signes de progrès apparaissent. Le « parti » est de moins en moins regardé comme une Eglise dont on ne peut que sortir traître et renégat (13). L'assimilation des militants du P.C. à des rouages sans valeur, calomniés en cas de rupture, brisés s'ils gênent, est un repoussoir à la fétichisation du « parti ». Bien que l'attitude opposée n'aille pas sans risques qui voit dans le parti un simple instrument de combat et ignore trop le côté « communauté fraternelle » qui était une richesse des vieilles organisations ouvrières (faisait, par exemple, du tutoiement le contraire d'une grossièreté qu'il peut être « en bureaucratie », le signe de la plus grande proximité humaine), il y a gain à le regarder comme une médiation, susceptible de transformations, de mutations, et non comme un « être » plus vrai que les individus qui le composent. De ce fait, il n'est plus infaillible et ne « décide plus de tout », d'où il découle non seulement qu'il peut s'autocritiquer et se rectifier sans que cela emprunte à l'esprit de culpabilité morale et de pénitence d'origine chrétienne, mais aussi que

(12) V. Trotsky, *Nos tâches politiques* (éd. Belfond), les différences entre les positions de Lénine (*Un pas en avant, deux pas en arrière*) et celles de ses partisans (Manifeste ouralien).

(13) L'O.C.I. constitue sur ce point une caricature d'arrière-garde. Se reporter, dans notre n° 14/15 à la lettre d'E. Carasso.

sa recherche théorique et politique peut se faire publiquement, sans crainte des « pressions » impures. Seules des raisons de sécurité vis-à-vis de l'ennemi de classe justifient des secteurs de discussion purement internes. L'élaboration n'a aucune raison d'être affaire d'initiés dont l'« œuvre au noir » ne peut être livrée aux profanes qu'achevée, en état de perfection, sans trace des vulgarités de la « cuisine » : c'est encore affaire de démocratie.

La désacralisation du « parti » change aussi les rapports des partis qui peuvent désormais n'être plus dominés par leur étiquetage sur la carte des classes sociales (d'ailleurs assez comiquement réciproque) mais par l'expérimentation comparée constante des analyses et de leurs conséquences dans l'action. La vérité prolétarienne d'une politique ne découle pas de l'« essence » du parti — histoire et références théoriques — elle se vérifie chaque jour, dans chaque lutte, dans chaque bilan.

L'amère expérience des échecs dans l'isolement d'organisations minoritaires a poussé ces derniers temps à des ébauches d'unité d'action entre elles qui, au-delà de l'épreuve d'une certaine efficacité, constitue une expérience nouvelle de rapports démocratiques — obligés — qui n'avaient guère de précédents dans le passé.

Au travers d'elle se noue la dialectique des rapports pluralistes et de la politique unitaire de chacun, vers une unité organique souhaitable mais non fatale et peut-être pas nécessaire ; dialectique qui est celle de la liberté et de l'efficacité et qui, à une certaine étape de son développement pourra peut-être atteindre le point d'un front révolutionnaire dont on peut imaginer qu'il pourrait être l'instrument pluraliste de la révolution dans certaines conditions des pays avancés.

Si une telle structure s'avérait possible, on aurait là de forts éléments de protection contre la cristallisation bureaucratique.

Ce ne sont sans doute pas les seuls possibles. On peut espérer que de l'extrême gauche, telle qu'elle se décante maintenant depuis les confusions de 1968, et dans la vigilance antibureaucratique qui la domine quasi tout entière, bien d'autres esquisses de solutions seront proposées.

Michel Lequenne

Qu'est-ce que la bureaucratie des pays de l'Est ?

(Une hypothèse de travail : notes pour une recherche)

Qu'y a-t-il en commun entre un haut fonctionnaire du KGB, un professeur de marxisme-léninisme et l'administrateur d'une usine hydro-électrique en URSS ? Constituent-ils une classe sociale ? Ou une caste ? Ou « autre chose » ?

Si nous prenons la définition marxiste classique de classe sociale comme groupe d'hommes qui occupent la même place dans le processus de production, partage la même situation par rapport à la propriété des moyens de production, il est difficile d'envisager la bureaucratie stalinienne comme une classe sociale. Le fonctionnaire du KGB et l'administrateur du combinat n'occupent pas la même place dans le processus de production et ne sont pas plus propriétaires des moyens de production que l'ouvrier ou le technicien. Ce qu'ils ont en commun entre eux et avec leur collègue de l'université sont des caractéristiques **politico-idéologiques** :

- 1) L'appartenance à une institution politico-idéologique : le parti ;
- 2) le monopole du pouvoir politique, idéologique et économique ;
comme conséquence de cette situation de pouvoir, il découle ;
- 3) l'accès à certains privilèges socio-économiques.

Trotsky refusait la caractérisation de la bureaucratie comme classe sociale et la désignait par le terme de « caste ». Mais il insistait que cette

définition « *n'a évidemment pas un caractère strictement scientifique* ». Il reconnaissait même le caractère « *arbitraire* » du terme puisque « *personne n'aura l'idée d'identifier l'oligarchie de Moscou avec la caste hindoue des Bramanes* » (Trotsky, *In Defense of Marxism*, New Park, London, 1966, p. 6-7). En effet le terme est malheureux, dans la mesure où le système de castes tel qu'on le connaît (en Inde et ailleurs) est un système totalement **compartimenté** (sans mobilité sociale) et **héréditaire** de stratification sociale, deux caractéristiques qui ne se trouvent nullement dans les Etats bureaucratiques. Cependant, il y a un noyau rationnel dans la terminologie de Trotsky : la tentative de comprendre la bureaucratie par des catégories de stratification sociale distinctes de celles des classes sociales.

Il nous semble que le système de stratification sociale qui nous permet de mieux saisir la spécificité de la bureaucratie est celui des ordres sociaux, fondés sur des critères politico-idéologiques. Selon le sociologue Max Weber, un ordre social (*Stand*) est « *une pluralité d'individus qui, au sein d'un groupement, revendiquent efficacement une condition particulière et un monopole particulier à leur condition* ». Ce monopole peut prendre différentes formes, dont une des plus importantes est « *l'appropriation monopolistique des pouvoirs politiques ou hiéocratiques (ordres politiques ou hiéocratiques)* ». (Max Weber, *Economie et Société*, Plon, Tome I, 1971, p. 314. Pour la distinction entre classes et ordres sociaux, voir Marx, *Die Deutsche Ideologie*, Dietz Verlag, Berlin, 1960, p. 62, 78 et Engels, *Anti-Dühring*, éd. Sociales, 1948, p. 297. Trotsky se réfère aux ordres sociaux du tsarisme (noblesse, clergé, etc.) mais les désigne par le terme de « castes ». Voir *la Jeunesse de Lénine*, PUF, 1970, p. 55. Cela explique, à notre avis, pourquoi il emploie le terme pour la bureaucratie en URSS.)

Les ordres sociaux ne sont pas des classes sociales. Par exemple, dans le mode de production féodal on trouve, à côté de la division en classes sociales (et partiellement combinée avec elle), une autre stratification, celle des ordres ou « états sociaux » : la noblesse, le clergé, le tiers état. La noblesse coïncide dans une large mesure (mais non totalement) avec une classe sociale (dans le sens marxiste) : les propriétaires fonciers. Le tiers état est clairement un ordre social **inter-classiste**, composé de bourgeois, petits bourgeois, « plèbe urbaine », paysans, etc. Le clergé constitue un cas particulier, plus complexe : d'une part il est lui aussi inter-classiste, divisé entre un haut-clergé aristocratique et un bas-clergé paysan ou plébéien, d'autre part, son unité comme ordre social est réelle, et assure à l'ensemble de ses membres certains privilèges politiques, sociaux et économiques. L'unité du clergé, son caractère d'ordre social, découle d'un critère politico-idéologique : l'appartenance à une institution (l'Eglise).

Le clergé comme ordre social a une série de caractéristiques qui présentent une analogie frappante avec la bureaucratie :

- 1) définition par l'appartenance à l'institution ;
- 2) formes institutionnelles de propriété, en général pas de propriété privée, pas d'accumulation privée, pas de transmission héréditaire de la fortune ;
- 3) structure hiérarchique, avec concentration des pouvoirs et privilèges vers le sommet ;
- 4) importance de l'idéologie comme ciment de l'ordre et de son pouvoir. D'où la nécessité d'assurer le monopole idéologique de l'ordre social et son monolithisme interne ; persécution des hérésies, procès en sorcellerie, dogmatisme, scholastique, nécessité de l'abjuration, inquisition, *index librorum prohibitorum*, etc., sont des conséquences de ce rôle décisif de l'idéologie. Ceci dit, l'attitude personnelle des membres de l'ordre envers l'idéologie peut varier du fanatisme ascétique jusqu'au cynisme oupulent.

Ajoutons que dans les régimes de caractère théocratique (fusion de l'Eglise avec l'Etat), le clergé gagne un caractère clairement bureaucratique. Ce fut le cas notamment de la Russie tsariste, ou, selon Trotsky « *deux cent mille prêtres séculiers et moines constituaient, en somme, une partie de la bureaucratie, une sorte de police confessionnelle* ». (Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, Seuil, 1950, p. 22).

Si l'on remplace « l'Eglise » par « le Parti », l'analogie est indéniable. Ceci dit il est évident que les deux phénomènes sont radicalement distincts et il serait superficiel et a-historique de vouloir les identifier. Le mode de production féodal n'a rien à voir avec la société de transition au socialisme et le parti stalinien n'est nullement une nouvelle incarnation de l'Eglise. Par contre, il nous semble intéressant, comme hypothèse, de considérer la bureaucratie de l'URSS comme un **ordre social**, défini par des critères politico-idéologiques, avec une unité institutionnelle et un monopole du pouvoir politique, idéologique et économique. La nature même de la formation sociale, **sa structure économique** (planification, propriété étatique, etc.) **détermine en dernière instance** la possibilité pour la bureaucratie de s'ériger en ordre social dominant et privilégié, à partir d'une position de monopole politique.

Comme les ordres sociaux des formations pré-capitalistes, la bureaucratie est composée d'individus originaires de différentes classes sociales : prolétariat, petite bourgeoisie, paysannerie, etc. Cependant, l'origine de classe joue un rôle moins important dans la bureaucratie que dans le clergé par exemple.

Dans les formations pré-capitalistes, les couches exclues du pouvoir et des privilèges constituent un ordre social avec une certaine communauté de destin, malgré les contradictions de classe qui la traversent (le tiers état). Dans les sociétés bureaucratiques des pays de l'Est, l'opposition démocratique se réfère fréquemment à une contradiction entre la « *société civile* » et l'Etat bureaucratique. Cette conception est superficielle

dans la mesure où elle fait abstraction des différentes classes sociales au sein de cette « *société civile* » (prolétariat, paysannerie, petite bourgeoisie), mais elle a un noyau rationnel : la population exclue du pouvoir politique et économique constitue un « *ordre social négatif* », analogue à certains égards au tiers état.

Sans être une classe, la bureaucratie remplit certaines des fonctions d'une classe sociale (exercice du pouvoir économique, politique et idéologique, appropriation d'un surplus, etc.) ; le même vaut pour un ordre social pré-capitaliste comme le clergé. La différence vient du fait que le mode d'exploitation du peuple par le clergé est semblable à celui des seigneurs féodaux (voir Denis Hay, *The Medieval Centuries*, Harper, 1965, p. 46 ss), tandis que celui de la bureaucratie est *sui-generis* et distinct de toute classe sociale. Schématiquement : le haut clergé est partiellement assimilable à une classe dominante, la noblesse féodale ; la haute bureaucratie, par contre, **remplit la place d'une classe dominante qui n'existe pas.**

Si les bureaucrates comme individus peuvent être issus de différentes classes sociales, la bureaucratie en tant que telle est, du point de vue politico-social, issue du **mouvement ouvrier**. Cette origine historique est très importante pour comprendre :

- a) une série de contradictions qui la traversent et les crises graves qu'elle peut connaître au moment où la classe ouvrière se soulève (Hongrie et Pologne 1956, etc.) ;
- b) les rapports d'un type particulier qu'elle entretient avec le mouvement ouvrier international ;
- c) la référence formelle à l'idéologie prolétarienne, tout en la vidant de son contenu et la transformant en coquille bureaucratique ossifiée ;
- d) le refus de la restauration du capitalisme (jusqu'ici au moins...).

Mais il serait faux de déduire de cet aspect historique et génétique que le pouvoir de la bureaucratie est le pouvoir, même déformé « *au sens sociologique du terme* » (thèse défendue par F. Charlier dans *l'Union soviétique et les Pays de l'Est : capitalisme ou socialisme*, Cahiers Rouges, Maspero, 1970, p. 39).

Carlos Rossi

GOULAG, GLÜCKSMAN, ET DEMOCRATIE SOCIALISTE

« Oh, pauvres bougres dans les grandes cités de la politique mondiale, jeunes gens doués, torturés par l'ambition, vous qui croyez de votre devoir de dire votre mot à propos de tous les événements qui surviennent — et il en survient toujours ! Qui, lorsque vous avez soulevé ainsi beaucoup de poussière et de bruit, croyez être le char de l'Histoire ! Qui, parce que vous épiez toujours, guettez toujours le moment de placer votre mot, perdez toute véritable productivité ! Quelque soit votre soif de grandes œuvres : le profond silence de la maturation ne vous visite jamais ! L'événement du jour vous chasse devant lui comme paille au vent, alors que vous croyez chasser l'événement, — pauvres bougres ! Lorsque l'on veut jouer un héros sur scène, on ne doit pas penser à faire le chœur, on ne doit même pas savoir comment faire le chœur. »

Frédéric NIETZSCHE
(Aurore)

« Nous ne referons plus le monde, mais du moins pouvons-nous veiller à ce qu'il ne se défasse point. »

Bernard Henri LEVY
(La barbarie à visage humain)

« Chacun décide et décide seul... On résiste en comptant sur

ses propres forces, et ces forces sont individuelles, n'appartiennent pas à une organisation, quelle qu'elle soit, ni à une idéologie. »

André GLUCKSMAN
(Interview à l'Express)

« Il n'y a pas de nouveaux philosophes, dit André Glucksman, du moins je ne connais rien de tel, et moi, je n'en ai jamais été... Qui bâtit la « nouvelle philosophie » ? Ceux qui la critiquent !(1). »

Et c'est vrai qu'entre la dizaine de brillants jeunes gens que recouvre désormais cet illustre label, il y a plus que des nuances. Mais si Bernard-Henri Lévy a pu lancer la marque, malgré ces sons de cloche différents, ce n'est pas seulement parce qu'il a la bosse du commerce. C'est parce qu'une même problématique se retrouve de livre en livre, par-delà les dissonances.

Les nouveaux philosophes partent de vraies questions qui su sissent l'expérience des générations des années 68-78 :

— Pourquoi la révolution socialiste engendre-t-elle toujours et partout un système bureaucratique dictatorial ?

A ce compte, la révolution est-elle souhaitable ?

— Dans quelle mesure le marxisme est-il responsable de cette évolution ?

Si son triomphe se solde uniformément par l'avènement d'une nouvelle classe dominante, n'est-il pas en réalité l'idéologie sous laquelle cette nouvelle classe conquiert et organise son Pouvoir ?

L'émancipation de l'homme ne passe-t-elle pas par une critique radicale, un rejet de « l'idéologie marxiste » ?

— Un socialisme démocratique est-il concevable ?

En quoi ses institutions, ses procédures diffèrent-elles concrètement de l'autre ?

Comment peut-il triompher ? La Révolution est-elle possible ?

Questions incontournables et pressantes. Le mérite des « nouveaux philosophes » est de les avoir saisies à bras le corps. Leur succès réside en ce qu'ils leur apportent des réponses simples, condensant le scepticisme iconoclaste accumulé depuis dix ans.

Leur « défaut » consiste en ce qu'ils donnent à ces questions, des réponses mystificatrices et régressives, idéologiques au sens strict du

(1) A. Glucksman : *Express* n° 1358 - 18-24 juillet 1977.

terme : par la façon dont ils posent les problèmes, la méthodologie, l'appareil conceptuel dont ils usent, ils s'interdisent de les résoudre.

La faute à Karl Kapital

A la première question : pourquoi les révolutions socialistes dégénèrent-elles en dictatures bureaucratiques, les « nouveaux philosophes » apportent une réponse qui ne s'embarrasse pas de subtilités : reprenant une tradition vieille comme la critique libérale du marxisme, ils s'avisent que la responsabilité de cette dégénérescence incombe à la théorie marxiste elle-même, et au-delà, au rationalisme occidental, dont le marxisme est la pointe avancée.

La version bovine de cette lumineuse trouvaille est assénée par Clavel, Lardreau-Jambet, Bernard-Henri Lévy..., pour n'en citer que quatre. « *Le Stalinisme, écrit B.-H. L., est le mode d'être du socialisme, le socialisme en tant qu'il s'incarne et prend corps dans le réel... Le prolétariat, c'est la classe qui échoue à accoucher de la société bonne, mais qui l'emporte au contraire en consacrant l'état barbare... Pas de socialisme sans camps (2).* »

Et pourquoi ça, s'ilvoplaît ?

Parce que le socialisme rêve de réaliser l'Homogène, l'Universel, et qu'il ne le peut qu'en « *refoulant sur ses bordures les forces de l'hétérogène... qu'en parquant ses rebelles, ses irréductibles singularités dans les ténèbres extérieures d'une « non-société (3).* »

La version « subtile » de cette thèse est formulée par Glucksman : Le Goulag n'est pas dans Marx, mais le marxisme conduit à la non-résistance au goulag : « *Je reproche à Marx, et aux autres maîtres-penseurs allemands, écrit Glucksman, d'avoir tracé un certain nombre de chemins intellectuels : culte de la révolution totale et finale, de l'Etat qui terrorise pour le bien de la collectivité, de la Science (sociale), qui permet de guider les masses malgré elle... Les maîtres-penseurs désarment face aux premières poussées d'un terrorisme qui se réclame précisément de la Révolution, de la Science, de l'Etat (4).* »

A la seconde question : le marxisme est-il ce qu'il prétend être la science de la Révolution, l'arme théorique de l'émancipation des travailleurs ?

Les « nouveaux philosophes » répondent évidemment non. Le marxisme est au contraire le discours retors du Nouveau Maître :

(2) B.-H. Lévy : *La Barbarie...*, p. 184 et 190.

(3) *Idem*, p. 184.

(4) A. Glucksman : *Express*, n° 1358 - 18-24 juillet 1977, p. 68.

« *S'il est une science, écrit Glucksman, il faut dire qu'il est une science de l'autorité, la science de l'ensemble des méthodes, idées et conduites, qui permettent de conquérir, de garder, de consolider le pouvoir au XX* siècle. Contre qui ? Dès le début, avec Kautsky, contre une plèbe, qu'il s'agit de gouverner de l'extérieur (5).* »

Le marxisme est science de la domination de l'Elite sur la Plèbe. Il est aux sociétés de classe du XX^e siècle, ce que le Platonisme est à l'Antiquité, la Raison classique au XVII^e siècle : il est l'idéologie qui organise et légitime les camps, comme le Platonisme légitimait l'esclavage, et la Raison classique l'« enfermement ».

Le marxisme, c'est Brejnev, l'Angkar, Marchais. Entre Brejnev et Lénine, entre Marchais et Krivine, il n'y a que des différences de degré : tous sont les chantres — postulants ou accomplis — de la Raison d'Etat. Tous sont prêts, au nom de cette Raison, à opprimer le peuple. C'est pourquoi « *la critique sociale doit aujourd'hui se libérer du marxisme (6).* »

Et Bernard-Henri Lévy de renchérir :

« *Jamais de Princes n'avaient su enseigner avec autant d'efficacité la résignation et le consentement... Pas un assujetti à qui le vigile Marx ne rappelle qu'on a toujours raison de se soumettre... On se prend à rêver devant ce prodigieux discours de servitude volontaire (7).* »

A la troisième question : un socialisme démocratique est-il concevable ? Les « nouveaux philosophes » répondent par la négative ou ne répondent pas.

« *L'idée d'une société bonne est un rêve absurde, une contradiction dans les termes, explique B.-H. L... L'idée de bien public est une idée de rêveurs vite mués en assassins... La Révolution est au sens propre un impossible (8).* »

Alors, que faire, demande ingénument, en post-face, l'auteur de la « *Barbarie à visage humain* » : « *Résister, d'où qu'elle vienne, à la menace barbare... Témoigner de l'indicible et retarder l'horreur, sauver ce qui peut l'être, et refuser l'intolérable : nous ne referons plus le monde, mais du moins pouvons-nous veiller à ce qu'il ne se défasse point.* » « *C'est pourquoi l'intellectuel anti-barbare sera d'abord métaphysicien (4).* »

En matière d'alternative, Glucksman se montre tout aussi inventif : il vitupère l'ordre existant, mais son anticapitalisme ne va pas jusqu'à s'interroger sur ce qu'on pourrait mettre à la place. Sa perspective politique se limite aussi à la résistance contre la menace barbare.

(5) A. Glucksman : *la Cuisinière et le Mangeur d'homme*, p. 63.

(6) A. Glucksman : *La Cuisinière...*, p. 200.

(7) B.-H. Lévy : *La Barbarie...*, p. 183.

(8) B.-H. Lévy : *La Barbarie...*, p. 38 et 43.

Au discours marxiste — discours de l'Etat, discours de la domination, dit Glucksman — il faut opposer le discours de la Plèbe.

La Plèbe, ce n'est pas le prolétariat de Marx. C'est tous ceux qui sont exclus des privilèges du pouvoir : les paysans, les O.S., les détenus, les femmes, les lycéens... Contrairement au postulat de la métaphysique occidentale, cette plèbe n'est pas « arriérée » ou « mystifiée ». Tous les jours, « elle parle, pense, résiste. C'est à elle que les marxistes empruntent les « yeux désabusés » et l'esprit critique ; c'est d'elle que fusent les éclairs de lucidité qui illuminent leur propre travail... (10) »

En U.R.S.S., contrairement à l'Intelligentsia, « dans sa masse, le peuple ne prend aucune part au mensonge officiel, et c'est aujourd'hui sa principale marque distinctive (11). »

Et que veut la Plèbe ? Une bricole. Elle ne souhaite « ni puissance, ni biens, ni honneurs — simplement n'être point opprimée (12). ».

Mais n'est-ce pas un désir purement négatif ? En apparence seulement, répond Glucksman. car « le désir de n'être point dominé s'affirme désir de n'être point Etat, que hors de l'Etat, l'on commence à vivre, que là où cesse l'Etat commence l'Homme (13) »

A la lutte de classe marxiste — lutte pour la conquête et la consolidation de l'Etat — il faut opposer la lutte anti-autoritaire de la Plèbe : lutte contre toutes les formes de domination, pour la destruction de l'Etat et de ses pseudopodes, les « organisations grasses ».

Mais attention !

Pas question de résister en imitant ce à quoi on résiste :

« Grande organisation contre grande organisation, Etat contre Etat, police politique contre politique policière... Chacun décide et disside seul. Après, les résistances se répondent comme feux dans une plaine : il n'y a pas une organisation de la résistance qui résiste en quelque sorte, derrière le dos de chacun, et qui le manipule... On résiste en comptant sur ses propres forces, et ces forces sont individuelles, n'appartiennent pas à une organisation, quelle qu'elle soit, ni à une idéologie (14). »

Résistance individuelle, sans stratégie, ni programme... Les Maîtres de ce monde n'ont qu'à bien se tenir !

Devant des thèses aussi neuves et fécondes, on est tenté de renvoyer

(10) A. Glucksman : *La Cuisinière...*, p. 61.

(11) A. Glucksman : *La Cuisinière...*, p. 143 et 144.

(12) *Idem*, p. 217.

(13) *Idem*, p. 219.

(14) A. Glucksman : *Express* n° 1358, p. 70.

aux bons auteurs et retourner cultiver son jardin. Tentation qu'il convient de refouler pour au moins trois raisons :

- 1) Ce n'est pas parce qu'une idée est inepte qu'elle est inefficace, dans une conjoncture idéologique donnée.
- 2) Comme le rappelle judicieusement Claude Roy, en politique, le flux des générations contraint à rabâcher.
- 3) Les thèses des « nouveaux philosophes » — disons celle de Glucksman — ne sont pas ineptes à 100 %. Comme tout discours idéologique efficace, elles recèlent un grain de vérité qu'on aurait tort de laisser moisir. Il faut donc y regarder de plus près.

Marx - Staline, même combat ?

Tout d'abord, ne voir que des différences de détail entre le marxisme de Marx, de Rosa Luxemburg, de Lénine et de Troïsky d'une part (15), celui de Staline, Brejnev, Thieu Sampan de l'autre, relève de la confusion mentale.

Qu'est-ce qui permet à Glucksman d'affirmer que Staline, Brejnev and C^o sont marxistes ? (Seul point, entre parenthèses, où Glucksman et Brejnev sont d'accord)... Est-ce parce qu'ils se proclament marxistes ?

Mais Guy Mollet aussi, qui, contrairement à Marchais, est resté fidèle jusqu'à la mort au concept de dictature du prolétariat !

Pourquoi ne pas dire que la guerre d'Algérie ou l'expédition de Suez étaient marxistes comme l'invasion des sudètes ou le massacre de Guernica étaient nazis ?

Pourquoi n'imputer à Marx que les crimes de sa descendance stalinienne ? Pourquoi laver la théorie marxiste des forfaits sans nombre de la social-démocratie ?

Messieurs les nouveaux philosophes, encore un effort !

André Glucksman — qui réprovoie la polémique — traite de « crétin théorique » quiconque croit Brejnev sur parole lorsqu'il s'affirme dirigeant d'une société socialiste, d'un Etat ouvrier.

« *Cette société, cet Etat sont capitalistes et fascistes* » dit Glucksman, à qui on ne la fait pas. Ils sont le contraire de ce pourquoi ils se donnent.

Mais que Staline, Brejnev, l'Angkar cambodgienne, etc., soient ma-

(15) Eux-mêmes déjà différent par bien des aspects, même s'ils relèvent fondamentalement d'une même problématique, celle que Deutscher appelle le « marxisme classique ».

rixistes — puisqu'ils l'affirment ! — ça, Glucksman n'en doute pas un instant.

« *Staline était un dogmatique*, ajoute B.-H. L. — qui en remet toujours, faute d'avoir parlé le premier — *donc, fidèle à la vulgate matricielle* (16) . »

Il y a pourtant autant de rapport entre Staline et la « vulgate matricielle » marxiste qu'entre le Moloch soviétique et la Commune de Paris. Pour de vaillants normaliens qui usèrent et abusèrent du concept de « coupure épistémologique » (17), ne pas voir la discontinuité, la cassure béante entre la problématique du marxisme classique et celle du dogmatisme stalinien, c'est un comble ! Elle est pourtant aussi tangible que la discontinuité entre le marxisme révolutionnaire et la « *Weltanschauung* » de Willy Brandt !

— Le marxisme classique est internationaliste : il détermine sa politique en fonction des intérêts de la révolution mondiale, non de ceux de la nation (d'où la ligne du défaitisme révolutionnaire lors de la première guerre mondiale) ; le stalinisme subordonne les intérêts du prolétariat mondial à ceux de la bureaucratie russe.

— Les marxistes (et Staline inclu, jusqu'en 1924) affirmaient que sans extension de la révolution socialiste à l'Europe occidentale, la Révolution d'Octobre était vouée à l'échec, « *la pénurie seulement étant socialisée, et sur cette base toute l'ancienne saloperie ne peut que reflleurir* » (Marx). Staline élabore la théorie de « l'édification possible du socialisme dans un seul pays » et la stratégie internationale qui en découle.

— Les marxistes (et Lénine, encore quelques mois avant la Révolution d'Octobre, dans *L'Etat et la Révolution*) prônent le dépérissement progressif de l'Etat, et dans ce but, l'instauration d'une forme de démocratie supérieure « sur le modèle de la Commune de Paris » (donc pluraliste, égalitaire, fédéraliste). Staline élabore la théorie du renforcement nécessaire de l'Etat et de la répression sous le socialisme, étend les privilèges de la bureaucratie, érige en principes la dictature du parti unique...

— Les marxistes voient dans la libre élaboration théorique, la fonction fondamentale de l'« intellectuel collectif » qu'est le parti révolutionnaire, celle dont découlent tous les autres. Le parti s'organise en vue d'assumer cette fonction : la liberté de débat y est totale, sanctionnée par le droit de tendance, en vigueur au sein du parti bolchévik jusqu'en 1921 (X^e Congrès) et **provisoirement suspendu** en raison des tensions extrêmes nées de la guerre civile. Les staliniens conçoivent le parti comme un monolithe aux ordres de la direction : ses votes sont unanimes, ses congrès sont des Messes rouges, sa « pratique théorique », une apologie des tournants successifs.

(16) B.-H. Levy : *La Barbarie...*, p. 215.

(17) Louis Althusser.

On pourrait poursuivre ainsi longtemps :

Le marxisme et le stalinisme recouvrent des problématiques théoriques, des projets politiques, des intérêts sociaux différents.

Leur antagonisme s'est matérialisé dans une lutte sans merci, sanctionnée par l'extermination de toute la vieille garde bolchévique.

Ne pas voir cette « rupture épistémologique » là, c'est bien, pour le coup, du « crétinisme théorique », et du meilleur.

Marx « objectivement » responsable ?

« Mais où ai-je dit que le marxisme impliquait les camps, proteste Glucksman ? Cessez de m'amalgamer à ce B.-H. L. ! Ce que j'affirme, c'est que le marxisme aveugle et anesthésie devant la montée du totalitarisme stalinien. Il est subjectivement innocent, mais objectivement responsable. C'est tout de même autre chose ! »

C'est vrai, Dédé, tu fais dans la dentelle. Mais tu écris tout de même « *le marxisme ne produit pas seulement des paradoxes scientifiques, mais des camps de concentration* » (18).

Malheureusement, ta version sophistiquée ne tient pas mieux que ta version vulgaire. Elle se heurte à un fait simple et massif, que ton aversion pour tout pédantisme t'oblige sans doute à passer sous silence : si la théorie marxiste produit la non-résistance au totalitarisme bureaucratique, pourquoi est-ce précisément des rangs marxistes que surgirent les premiers, les plus cohérents, les plus résolus mouvements d'opposition à la contre-révolution bureaucratique ?

N'était-elle pas marxiste, Rosa Luxemburg, exhortant les bolchéviks,

Tu l'écris même si bien, que Jean Daniel se sent obligé d'exprimer ses réserves dans le chapeau introductif au compte rendu de ton livre, dans le *Nouvel Observateur* ! (19). Ta ligne d'attaque est élastique : les anti-communistes primaires lisent « le marxisme produit les camps »... ; les intellectuels distingués « le marxisme produit la non-résistance aux camps ». Ce qui te permet, selon l'interlocuteur, de te couvrir à gauche (« Je n'ai jamais dit que le Goulag est dans Marx, comme un vulgaire B.-H. L. »), ou à droite (« Je n'ai jamais dit que les camps n'étaient pas marxistes, mais staliniens, comme un vulgaire trotskyste »).

(18) A. Glucksman : *La Cuisinière...*, p. 63.

(19) *Nouvel Observateur*, n° 555 - 30 juin 1975.

dès 1918, à garantir les libertés « formelles » pour ne pas frayer la voie au pouvoir de la bureaucratie ? (20).

Et « l'Opposition ouvrière » de Chliapnikov et Kollontaï, dès 1920 ?

Et la longue lutte de Lénine contre la bureaucratisation du Parti et de l'Etat, de 1921 à sa mort ?

Et l'« Opposition de Gauche » trotskyste, organisée dès 1923 pour un retour à la démocratie ouvrière dans le parti, les soviets, l'Internationale ?

Et l'« Opposition unifiée » de 1926, regroupant les plus grands noms de la vieille garde bolchévique ?

Se peut-il que Glucksman n'en ait tout simplement pas entendu parler ? (21).

Peut-il ignorer que la théorie marxiste précisément exclut l'éventualité d'un développement socialiste sur une base productive arriérée ; qu'elle donnait pour certaine la défaite de la révolution russe si celle-ci demeurait isolée ; qu'en conséquence, loin d'assoupir les masses, elle éveillait leur vigilance contre tout retour de balancier contre-révolutionnaire, même si elle concevait le « Thermidor » soviétique plutôt sous les traits de la restauration capitaliste que de la dégénérescence bureaucratique ?

Peut-il ignorer que même vaincus, écrasés, pourchassés en tous les points du globe par les assassins du NKVD, les oppositionnels marxistes ont poursuivi la lutte politique contre le stalinisme, réfutant ses analyses, dénonçant ses crimes, élaborant avec leurs concepts et leur méthode marxistes, la première théorie cohérente de la dégénérescence stalinienne ?

Certes, précisément parce qu'ils furent les premiers et les plus implacables adversaires du totalitarisme stalinien, les oppositionnels marxistes

(20) Rosa Luxemburg, *la Révolution russe* éd. Maspero : « Assurément, toute institution démocratique a ses limites et ses défauts, ce qui lui est commun sans doute avec toutes les institutions humaines. Seulement, le remède inventé par Lénine et Trotsky, la suppression de la démocratie en général, est pire encore que le mal qu'il est censé guérir : il obstrue, en effet, la source vive de laquelle seule peuvent surgir les corrections à toutes les insuffisances congénitales des institutions sociales : la vie politique active, sans entraves, énergique, des masses les plus étendues de la nation... (p. 57) »

« ... Sans élections générales, sans liberté illimitée de la presse et de réunion, sans lutte libre entre les opinions, la vie se meurt dans toutes les institutions publiques, elle devient une vie apparente, où la bureaucratie est le seul élément qui reste actif. (p. 65) »

Dans cette brochure, Rosa Luxemburg reproche encore aux dirigeants bolchéviks de conclure « de l'insuffisance spéciale de l'Assemblée Constituante réunie en octobre 1917 à la superfluité de toute Assemblée Constituante ; bien mieux, il la généralise jusqu'à nier la valeur de toute représentation nationale sortie d'élections populaires générales pendant la Révolution » (p. 55), etc.

(21) Aussi incroyable que cela paraisse, c'est tout de même une hypothèse probable (l'autre étant l'amnésie, puisque j'exclus la mauvaise foi). Pour Glucksman, les oppositions marxistes au stalinisme n'existent pas.

ont été très tôt calomniés, déportés, abattus. L'appareil international du stalinisme est parvenu à enfouir jusqu'à leur mémoire.

Ce n'est pas une raison pour lui emboîter le pas. Même si ça donne un sérieux coup de pouce à la « démonstration ».

Au commencement était le verbe

Mais venons-en au fond : ce qu'il y a de commun dans la démarche des « nouveaux philosophes », c'est leur idéalisme forcené : il y a quelque chose dans la théorie qui amène le Goulag ou empêche qu'on s'oppose à sa résistible ascension, mais c'est dans la Théorie que ça se passe. Comme si la Révolution russe, l'Etat soviétique étaient pures incarnations de l'Idée marxiste !

Et ces messieurs se veulent les critiques des « Maîtres-penseurs » allemands !

Répondant aux Glucksman et Clavel de son temps, gléon Trotsky écrivait : « *L'Etat créé par les Bolchéviks reflète non seulement la pensée et la volonté des Bolchéviks, mais aussi le niveau culturel du pays, la composition sociale de la population, la pression du passé barbare et de l'impérialisme mondial, non moins barbare. Représenter le processus de dégénérescence de l'Etat soviétique comme l'évolution du bolchévisme pur, c'est ignorer la réalité sociale au nom d'un seul de ses éléments isolé d'une manière purement logique. Il suffit au fond, de nommer cette erreur élémentaire par son nom pour qu'il n'en reste pas trace.* (22) »

Eh, oui ! Les « nouveaux philosophes » se livrent à l'opération métaphysique bien connue qui consiste à définir au sein d'une société concrète un « facteur déterminant », à l'abstraire de ses conditions historiques, et l'ayant projeté ainsi au firmament des essences éternelles, d'en faire le principe explicateur de la réalité sociale et de l'Histoire.

Il ne leur vient pas à l'idée que le parti bolchévik, sa théorie, ses traditions, ne constituent qu'un élément — important, mais ni tout-puissant, ni même décisif — dans une totalité sociale qui est « multiplicité de déterminations ». Ils ne voient pas que ce parti est autant déterminé que déterminant. Ce qui les distingue d'ailleurs des bolcheviks eux-mêmes, qui savaient pertinemment n'être pas les démiurges de l'Histoire. L'idée que quelle que soit l'excellence de la théorie et de la pratique du parti, le sort de la révolution dépend de sa jonction avec l'Occident avancé, donc de l'issue des luttes de classe à l'échelle internationale, est un leit-motiv, on l'a vu, du bolchévisme.

Lorsque les bolchéviks signent le traité de Brest-Litovsk, interdisent

(22) Léon Trotsky : *Bolchévisme et Stalinisme*.

les autres partis, suspendent le droit de tendance, rétablissent la peine de mort, introduisent le taylorisme, lancent la NEP, font appel au capital étranger, etc., ils ont tort ou ils ont raison — on y reviendra. Mais ils n'appliquent pas dans le vide leurs « idées bolchéviques » : ils passent des compromis avec la « barbarie russe et impérialiste », en vue de tenir coûte que coûte jusqu'au retour de flamme révolutionnaire en Occident.

Evidemment, le fait de composer avec la barbarie un temps plus ou moins long n'est pas sans incidence sur le parti, son rapport aux masses, sa composition sociale, son régime intérieur, son idéologie.

A ce jeu, le parti peut perdre son âme, changer de nature : n'est-ce pas ce qui est arrivé à la social-démocratie européenne ? Les partis socialistes de la II^e Internationale, fondés pour conquérir la société bourgeoise, mais contraints longuement au « jeu démocratique », ont finalement été conquis par elle et sont devenus ses plus solides piliers. Mais il ne vient à personne l'idée saugrenue qu'entre le parti de Wilhelm Bebel et celui du chancelier Helmut Schmidt, il n'y a pas différence de nature !

Le processus par lequel le parti bolchévik, d'instrument du prolétariat révolutionnaire est devenu instrument de la bureaucratie russe, a été minutieusement décrit et analysé par l'opposition de gauche au stalinisme, bien avant que Soljenitsyne ne prenne la plume. Bien avant même les procès de Moscou. Cette analyse mérite sans doute aujourd'hui d'être reprise et développée. Il n'en existe pas, à ce jour, de meilleure.

Les dents creuses

L'idéalisme spéculatif des nouveaux philosophes s'affirme, comme de juste, non seulement dans leur méthode, mais dans leurs « catégories ». « *Ils procèdent par gros concepts*, déplore Gilles Deleuze, *aussi gros que des dents creuses : LA loi, LE pouvoir, LE maître, LE monde, LA rébellion, LA foi, etc.* » Essences éternelles, dont nul n'a expérience.

Soient les concepts de Pouvoir et de Révolution chez B.-H. L., vulgarisateur ordinaire de Jambet et Lardreau.

« *Pourquoi y a-t-il du Pouvoir*, demande B.-H. L., plagiant Clastres, *du Pouvoir plutôt que rien ? (23)* »

Et il répond : parce qu'il y a du lien social.

« *Il y a sûrement, dans le fait même des sociétés, quelque chose qui les voue à la servitude et au malheur. Il y a sans doute quelque chose dans le*

(23) B.-H. Levy : *La Barbarie...*, p. 15. Pierre Clastres — non cité — pose la même question dans la Société contre l'Etat, p. 22. Plus loin, B.-H. L. convoque Clastres à l'appui de ses affirmations. Mais en omettant de signaler que si Clastres affirme que le « pouvoir politique est universel, immanent au social... il se réalise en deux modes principaux : pouvoir coercitif, pouvoir non coercitif », p. 20.

pur fait de se rassembler qui rend le Maître nécessaire... (24) Tant que le monde sera socialité, il supposera le Pouvoir. Et l'âge de la plus grande soumission est celui de la plus forte socialisation. (25) » Le Prince est un « idéal du Moi » érigé par les sujets, et projeté en un ciel idéal (26). Il est un « fantasme », sans lequel les hommes ne pourraient vivre ensemble.

Le Pouvoir est donc une figure du Mal. Il est nécessairement oppression.

Passons sur le plat psychanalyse de ces considérations.

Constatons simplement que si le pouvoir est par essence, mauvais, et s'il est lui-même la conséquence incontournable de la socialité, on conçoit que B.-H. L. « *se cuirasse de pessimisme et s'étourdisse de désespoir* » ! On comprend aussi que lui-même et ses collègues métaphysiciens se désintéressent des futiles recherches en cours sur les divers modes concrets d'organisation du pouvoir, en particulier du débat actuel sur les pré-conditions, les institutions et les procédures de la démocratie politique en société de transition.

De même, la Révolution n'est pas réorganisation de la société et du pouvoir sur de nouvelles bases, mais abolition de tout pouvoir, dissolution du lien social : « *La Rebellion, dit B.-H. L., n'est rien d'autre que la pure négation du Réel et de l'Histoire, du Désir et de la Langue... Le plus insensé, le plus sûr des paris métaphysiques. (27) »*

A quoi servent de pareils « concepts », sinon à s'interdire d'avancer ?

Le grain de vérité

Mais si la théorie, les traditions du parti bolchevik ne constituent pas le « facteur déterminant » de l'évolution sociale, elles représentent néanmoins un facteur important, pour le meilleur et pour le pire : le parti commet des erreurs, parfois lourdes, qui peuvent hâter sa perte comme parti ouvrier révolutionnaire, précipiter sa décomposition. Ces erreurs renvoient certes au caractère inédit des tâches à accomplir, mais aussi à des carences et à des erreurs théoriques.

Il ne s'agit pas de prendre le contrepied dogmatique de Glucksman and C^o, d'incriminer exclusivement les « conditions objectives », en niant la part de responsabilité qui revient effectivement à la théorie et à la pratique bolchéviques.

Il s'agit de restituer ces erreurs et ces carences dans leur contexte historique, qui en souligne la mesure.

(24) B.-H. Levy : *La Barbarie...*, p. 35.

(25) *Idem*, p. 40.

(26) *Idem*, p. 29.

(27) *Idem*, p. 83.

Les bolchéviks abordent les tâches nouvelles de l'exercice du pouvoir, sans théorie de la transition au socialisme. Ce que doit être l'organisation de l'Economie, de l'Etat, des relations internationales etc., d'une société de transition, ils n'en ont qu'une idée générale, au demeurant passablement vague et simpliste.

Il va de soi qu'il ne pouvait en être autrement :

Une théorie élaborée d'une société de transition au socialisme ne peut préexister à l'expérience de cette transition elle-même.

A quoi il faut ajouter le caractère balbutiant de la « théorie marxiste des superstructures », en particulier de la théorie politique ; une vision triomphaliste de la montée révolutionnaire en Europe, au moins jusqu'en 1921, sinon 1923, justifiant le recours systématique aux solutions provisoires, en vue de tenir jusqu'à la « percée » occidentale... (28).

Pour toutes ces raisons — et quelques autres — les cadres bolchéviks ont tendance à sous-estimer le danger mortel que le procès de bureaucratization fait courir à la révolution socialiste.

Obnubilés par la menace très réelle de la restauration capitaliste, l'œil rivé sur l'« océan de la petite production marchande » et les manœuvres de l'impérialisme international, conscients de l'extrême lassitude, voire de la désagrégation physique du prolétariat, les dirigeants bolchéviks considèrent le pouvoir croissant de la bureaucratie comme un mal inévitable dont il faut s'accommoder jusqu'à ce qu'une victoire révolutionnaire en Europe recrée les conditions de la démocratie soviétique. En attendant, la dictature du prolétariat se survit dans la dictature du parti communiste. Tous ont fini par comprendre le péril mortel que représentait l'omnipotence croissante de la bureaucratie stalinienne. Mais généralement trop tard, pas au même degré, et surtout, pas au même moment (29).

Au début des années 20, lorsque tout se joue, rares sont ceux qui soupçonnent l'imminence de la contre-révolution bureaucratique.

La révolution menace de s'effondrer sous les coups de la famine et des gardes blancs. Au nom de l'efficacité immédiate, des mesures sont prises, des idées martelées, qui faciliteront effectivement l'instauration du totalitarisme stalinien.

(29) Kollontaï, Chliapnikov dès 1918, Lénine en 1922, Trotsky en 23, Zinoviev et Kame-nev en 26, etc.

(28) Il est impossible d'étayer ces affirmations dans le cadre de cet article : sur le « gauchisme » de l'IC à ses débuts, voir Daniel Bensaïd : *La Révolution et le Pouvoir*, p. 306 et suivantes.

Bolchevisme et démocratie

Contre le ralliement de la II^e Internationale « faillie » aux institutions de la démocratie parlementaire, Lénine dénonce le formalisme du démocratisme bourgeois. Selon sa fâcheuse habitude, il « tord » sensiblement le bâton dans l'autre sens, comme le souligne à juste titre Fernando Claudin (30), jusqu'à présenter comme négligeables les droits démocratiques conquis par les travailleurs occidentaux.

Les bolchéviks conforteront ainsi le mépris des « libertés formelles », considérées comme pure illusion, leurre, moyen de manipulation des masses.

Ils porteront atteinte sans scrupules à ces libertés en U.R.S.S. même, au nom de la légitimité révolutionnaire, au grand dam de Rosa Luxemburg, parfaitement lucide, elle, sur la dynamique despotique ainsi mise en route.

Cette attitude, au demeurant conforme à la tradition autocratique russe, se retournera contre l'opposition antistalinienne et facilitera la tâche des « thermidoriens ».

Mais si Lénine n'a pas de mots trop durs pour dénoncer le formalisme de la démocratie bourgeoise, il a apparemment pleinement confiance dans la « réalité » de la démocratie prolétarienne.

L'idée que la « démocratie soviétique » pourrait être aussi formelle — sinon plus — que la démocratie parlementaire bourgeoise, ne le préoccupe pas. Dans *l'Etat et la Révolution*, dans *la Révolution prolétarienne et le Renégat Kautsky*, Lénine ne s'interroge pas sur les contradictions du système soviétique, ses conditions de fonctionnement, etc. « *L'Etat sur le modèle de la Commune de Paris* », avec sa pyramide de Conseils, ses fonctionnaires élus, responsables et révocables à tout moment, modestement rétribués, astreints à la rotation, etc., lui paraît immédiatement opératoire, pour peu que la révolution socialiste s'étende à l'Europe avancée...

Or, il n'y a rien de moins évident.

La démocratie des Conseils offre un cadre institutionnel éminemment propice à la bureaucratisation. Ses conditions de fonctionnement sont draconiennes : pour fonctionner réellement, en effet, la démocratie soviétique exige un haut niveau de conscience et d'activité des masses, donc des conditions économiques, sociales, politiques, culturelles déterminées :

— le temps de travail doit être massivement réduit, sinon les producteurs n'ont ni le loisir, ni l'énergie de gérer les entreprises et l'Etat. Cette

(30) Fernando Claudin : *L'Eurocommunisme*, éd. Maspero, p. 79.

réduction implique à son tour un haut niveau des forces productives, et en particulier un haut niveau technologique :

— les besoins élémentaires des citoyens doivent être satisfaits : si le degré de misère est tel que le peuple consacre l'essentiel de ses forces à la lutte quotidienne pour la vie, il n'y a pas d'autogestion possible ;

— le système social doit être relativement consolidé : si le régime socialiste est précaire, si les forces restaurationnistes internes ou externes menacent dangereusement, les « conseils » perdent le « droit à l'erreur », puisqu'un « mauvais choix » risque de tout compromettre. Dans les faits, ils seront donc systématiquement court-circuités par les appareils d'Etat ;

— le bon fonctionnement de la démocratie soviétique présuppose encore un haut niveau de culture, de qualification et de conscience de classe des travailleurs, des traditions démocratiques profondément implantées dans toutes les sphères de la vie sociale...

Il va sans dire qu'aucune de ces conditions n'existait dans l'U.R.S.S. des années 20. La jonction avec la révolution prolétarienne en Europe occidentale, aurait sans doute considérablement amélioré le contexte. Mais elle n'aurait pas aboli, à court terme, le bas niveau des forces productives, l'extrême misère et l'arriération des masses, leur épuisement physique et psychique, l'hostilité de l'océan paysan à la transformation socialiste, etc.

Même dans l'hypothèse la plus favorable, la démocratie des Conseils n'aurait pu fonctionner sur le mode idyllique qu'évoque Lénine dans ses textes des années 1917-19.

Même dans cette hypothèse, elle aurait connu de très graves dysfonctionnements.

Car le système soviétique, tel que le définit Lénine, se prête à l'accaparement du pouvoir réel par un appareil d'Etat en rapide expansion : son mode d'élection indirect ne favorise pas, quoique Lénine en dise, le contrôle des élus par leurs mandataires (entre un député au « Soviet Suprême » et l'ouvrier d'usine s'interposent quatre ou cinq élus intermédiaires...).

Très vite, en réalité dès 1917, on assiste à un déplacement du pouvoir, à tous les niveaux de la pyramide soviétique : de l'assemblée générale des délégués d'entreprises au comité exécutif, du comité exécutif au bureau. Le principe soviétique de la non-séparation des pouvoirs législatifs et exécutifs renforce considérablement cette concentration du pouvoir vers le haut. (Au nom de ce principe, les comités exécutifs, leurs bureaux, etc. prennent les décisions et les exécutent immédiatement, quitte à demander une ratification au soviet).

Le principe de la révocabilité et de la réélection des délégués à tout moment favorise la lutte permanente entre les divers partis pour le contrôle du soviet, quitte à le déborder par le bas (conseils de ville repris

par le biais des comités de fabrique, comités de fabrique repris par les comités d'ateliers, etc.).

L'issue de ces vagues d'assaut est souvent la scission du soviét, les minoritaires refusant de s'incliner. Le meilleur moyen de stabiliser réellement la situation est d'entraver la liberté d'action de l'adversaire. La valse des délégués favorise leur amateurisme face aux fonctionnaires du Parti-Etat, prive les assemblées soviétiques de prestige, encourage l'absentéisme : dès le 9 septembre 1917, les *Izvestia* exhortent les députés de Pétrograd à vaincre leur indifférence à l'égard du soviét et à participer aux votes pour le gouvernement provisoire ! (31).

Et surtout, le système est confronté au problème du champ de compétence des divers niveaux. L'application stricte du mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets » en 1918, se solde par une véritable désintégration du Centre, une atomisation générale de la société. L'Union soviétique tend à devenir un agrégat de « communes », égales en droit et autonomes. Après la signature du traité de Brest-Litovsk, le Conseil central de Sibérie, se déclare non-concerné et donc toujours en guerre avec l'Allemagne !

Face au chaos qui en résulte, la Constitution de juillet 1918 limite les pouvoirs des soviets locaux, astreints désormais d'appliquer les ordonnances des organes supérieurs. Ceux-ci exercent leur contrôle sur les décisions locales, avec droit de veto. Ils tiennent aussi les cordons de la bourse...

Simultanément se développe à grande allure une foisonnante bureaucratie d'Etat, strictement hiérarchisée. Les principes d'élection, de révocation, de rotation des fonctionnaires sont rapidement abandonnés au profit du principe hiérarchique de désignation par l'autorité supérieure, et de responsabilité exclusive devant elle.

Il paraît difficile de soutenir que l'abandon de ces principes — présentés comme le nec plus ultra antibureaucratique dans les textes léninistes de 1917-19 — n'est dû qu'à la non-extension de la révolution à l'Occident avancé. Même si la révolution avait triomphé en Allemagne, les conditions subjectives et objectives de la Russie soviétique rendaient ces principes inapplicables à moyen terme.

Bref, non seulement Lénine et les bolchéviks ne se sont pas sérieusement posés la question des conditions de fonctionnement de la démocratie de type nouveau qu'ils préconisent ; mais encore ils ne se sont pas sérieusement interrogés sur les faux-frais, les contradictions de ce système lui-même.

En conséquence, ils s'efforceront d'instaurer à tâtons un système impraticable dans les conditions de 1917, sans avoir défini les formes

(31) Sur toutes ces questions, voir Oskar Anweiler : *Iés Soviets en Russie*, Gallimard.

politiques transitoires permettant à la fois de réunir les conditions de fonctionnement d'une démocratie socialiste, et d'en élaborer rigoureusement les formes d'organisation.

L'utopisme de la conception léniniste de l'Etat de dictature du prolétariat contribuera à désorienter les bolchéviks sur les questions d'organisation du pouvoir politique et les acculera, sur ce terrain, à réagir empiriquement. Cet empirisme profitera largement à la ligne de plus grande pente : celle du renforcement du pouvoir bureaucratique.

D'autant que la conception léniniste du parti, même dans sa version développée d'après 1917 — et à plus forte raison dans ses versions simplifiées et dogmatiques — n'incite pas précisément à une vigilance intransigeante et sourcilieuse pour la défense de la démocratie ouvrière : si le parti bolchévik est l'avant-garde éclairée du prolétariat, s'il détient la science marxiste, s'il incarne les intérêts historiques de la classe ouvrière, etc., il peut légitimement se substituer à la classe elle-même, en cas de défaillance... Et si la dictature du parti est une forme — extrême mais légitime — de la dictature du prolétariat, on ne voit pas pourquoi les bolchéviks auraient scrupule à prendre directement les choses en main, quand l'efficacité l'exige.

Il en résulte une propension au substitutisme soulignée par Léon Trotsky dès 1904, un penchant à « ériger les défauts en vertu » dénoncé par Rosa Luxemburg dès 1918, qui éclairent les erreurs politiques des années 20-21. La liste de ces erreurs est éloquent : interdiction de tous les partis politiques, à l'exception du PCUS ; abolition de fait des « libertés formelles » (presse, réunion, association, manifestation...) ; subordination des syndicats au Parti-Etat ; abolition du droit de tendance au sein du parti unique...

Toutes mesures qui aideront puissamment la case bureaucratique à conquérir la totalité du pouvoir.

Ces erreurs politiques, nullement fortuites, renvoient toutes à l'inconscience ou à la sous-estimation des dangers de dégénérescence interne des soviets, de l'Etat, du parti. Elles renvoient donc bien, pour une part, aux erreurs et aux carences de la théorie.

C'est le grain de vérité qui se trouve dans le discours des « nouveaux philosophes » et de leur nombreuse ascendance.

Mais ce grain est enfoui sous une double épaisseur de mystifications : Les « nouveaux philosophes » font un contre-sens grossier sur ce qui, dans la théorie marxiste-léniniste, favorise l'usurpation bureaucratique.

Ce n'est pas tant, on l'a vu, le discours marxiste dans ce qu'il a d'élaboré, mais au contraire dans ce qu'il a de balbutiant. Ce ne sont pas les pleins de la théorie, mais ses vides ou ses couacs.

Et ayant commis ce contre-sens, ils l'érigent en « facteur déterminant » de la dégénérescence stalinienne...

L'U.R.S.S., capitaliste et fasciste

Les marxistes n'ont évidemment pas à nier les carences, les erreurs théoriques qui favorisèrent l'instauration du totalitarisme stalinien. Ils doivent au contraire en faire la critique radicale, en vue de rectifier et développer la théorie (32).

Il leur faut en particulier préciser sérieusement leur conception de la démocratie socialiste : après l'expérience demi-séculaire des sociétés bureaucratiques de l'Est, on ne peut plus se contenter de rabâcher les recettes de l'*Etat et la Révolution* sur l'organisation du pouvoir en société de transition au socialisme. On doit être désormais autrement plus précis (33).

Le débat sur l'autogestion, introduit à échelle de masse en France par la CFDT et l'aile gauche du PS, le débat sur la « démocratie progressive » développé par l'« eurocommunisme », fournissent l'occasion de rouvrir ce dossier.

Bien entendu, là encore, les « nouveaux philosophes » se désintéressent royalement de ce travail de recherche. Ils n'ont rien à dire sur une alternative socialiste démocratique à la société brejnevienne, comme ils n'ont rien à dire sur cette société elle-même.

Leur « analyse » des sociétés bureaucratiques de l'Est est débile : « Il s'agit de sociétés capitalistes et fascistes, dit Glucksman, c'est écrit sur le corps des suppliciés ».

Chacun sait en effet, que ce qui différencie le capitalisme de tout autre régime, c'est sa brutalité sanguinaire...

Pour nos métaphysiciens, tout régime moderne d'oppression est par définition capitaliste et fasciste et notre fin de siècle est celle du fascisme triomphant.

De concepts précis, ils font des injures. A vrai dire, de concepts précis, ils n'ont nul besoin. Leur fin n'est pas le savoir, mais l'imprécation. Des sociétés bureaucratiques, ils ne disent rien, sinon leur nausée. Leur discours se situe loin en deçà, non seulement des travaux actuels sur ces sociétés, mais même des débats du mouvement trotskyste des années 30. Il ne rend nullement compte de la réalité complexe, différenciée, contradictoire de ces sociétés, toutes assimilées à la caricature ubuesque d'elles-mêmes : la Russie stalinienne de 1937-53.

(32) Ernest Mandel : Interview à *Critique communiste*, n° 9/10, et aussi *Inprécor* : « Démocratie socialiste et dictature du prolétariat ».

(33) Cette critique et ces précisions ne signifient nullement, il va sans dire, un ralliement au démocratism bourgeois — aujourd'hui particulièrement mal en point — à la manière des « eurocommunistes ». Il s'agit au contraire d'approfondir la réflexion sur la démocratie socialiste afin d'opposer aux institutions de la démocratie bourgeoise une alternative institutionnelle cohérente et fiable.

Après avoir magnifié, idéalisé, fantasmé la Chine, ils la réduisent à un immense camp de concentration.

Nous qui avons toujours combattu l'apologie « m-l » de la bureaucratie chinoise, nous disons aux ex-maoïstes convertis au libéralisme bourgeois ou à l'anarchisme de grand seigneur :

Non, la Chine ne se réduit pas au Goulag continental que vous décrivez. Son régime bureaucratique ne doit pas faire oublier qu'elle a, pour l'essentiel, résolu les problèmes de la malnutrition, du chômage massif, des maladies chroniques, de l'analphabétisme, de l'oppression féodale des femmes et des enfants, du despotisme des seigneurs de guerre, du pillage impérialiste... Elle a accompli, malgré ses limites, une œuvre émancipatrice d'immense portée.

Il suffit de comparer avec l'Inde « libérale » pour s'en assurer.

Et ce bilan ne s'explique que par la rupture avec le mode de production capitaliste, l'instauration d'une économie socialisée et planifiée.

Le problème n'est pas de revenir au régime libéral — dont on mesure ailleurs les brillantes performances — mais de promouvoir en lieu et place du système bureaucratique, une démocratie socialiste.

Marx is dead ?

A la question : pourquoi les révolutions socialistes dégénèrent en dictature bureaucratique, Ernest Mandel répond longuement ci-dessous.

A la question : le marxisme est-il vraiment l'arme théorique des travailleurs ? Ne s'est-il pas révélé idéologie aux ordres de la Raison d'Etat, on a déjà partiellement répondu plus haut : cette question suppose que l'on confonde marxisme et stalinisme, et donc qu'on ignore le marxisme.

Cette confusion et cette ignorance sont courantes chez les « nouveaux philosophes ». Il est certain que le stalinisme — et le maoïsme — sont des idéologies du pouvoir bureaucratique. Mais ils entretiennent avec le marxisme des rapports lointains, quoique polis.

L'ignorance des « nouveaux philosophes » en matière de marxisme — pourtant unique objet de leur ressentiment — relève de la pantalonnade :

B.-H. L. lit dans Marx que le prolétariat n'existe pas (34). Il trouve la théorie de la « paupérisation absolue » dans *l'Idéologie allemande*, mais la théorie de la « paupérisation relative » dans *le Capital* (35), (comme si

(34) B.-H. Levy : *La Barbarie...*, p. 100 : « C'est la première classe historique qui a besoin pour fonctionner d'être postulée et fantasmée ; les socialistes sont les premiers optimistes qui s'appuient sur un objet qui ne doit son existence qu'au coup de force qui le prophétise... »

(35) *Idem*, p. 101.

le *Capital* ne développait pas ces deux théories simultanément et complémentaires) ; il va jusqu'à attribuer à Lénine la brochure « Un pas en arrière, deux pas en avant », constatant un progrès là où le vieil Oulianov déplorait un recul (36)...

La science marxiste de Glucksman ne vaut guère mieux.

Selon le bel André, l'attitude léniniste face à l'Assemblée constituante en 1917 ne fait que reproduire mécaniquement l'attitude du jeune Marx, face au Parlement de Francfort en 1848 (37).

Qu'elle puisse s'inspirer plutôt d'une conception de la démocratie prolétarienne esquissée par Marx en 1871, après l'expérience de la Commune de Paris, il ne s'en soucie pas.

Si les prolétaires de tous les pays s'égorgeaient vaillamment les uns les autres en 14-18, dit-il encore, cela tient à l'insuffisante précision et au caractère contradictoire des directives de Marx, et non comme des esprits benêts ont pu le croire, au poids de l'idéologie nationaliste dans la classe ouvrière et à ses effets sur les directions des partis social-démocrates (38).

On apprend encore que Staline a eu raison de réfuter l'argument trotskyste (!) « *que le marché mondial domine tout* » (39) ! que Marx concevait l'Etat de dictature du prolétariat comme « *dictature du service public* », pouvoir des fonctionnaires (40)... etc. (41).

Dès lors qu'on ne confond pas marxisme et stalinisme, la question du statut de la théorie marxiste se pose en d'autres termes : il ne s'agit pas tant de savoir si le marxisme est ou n'est pas l'arme théorique de l'éman-

(36) *Idem*, p. 114.

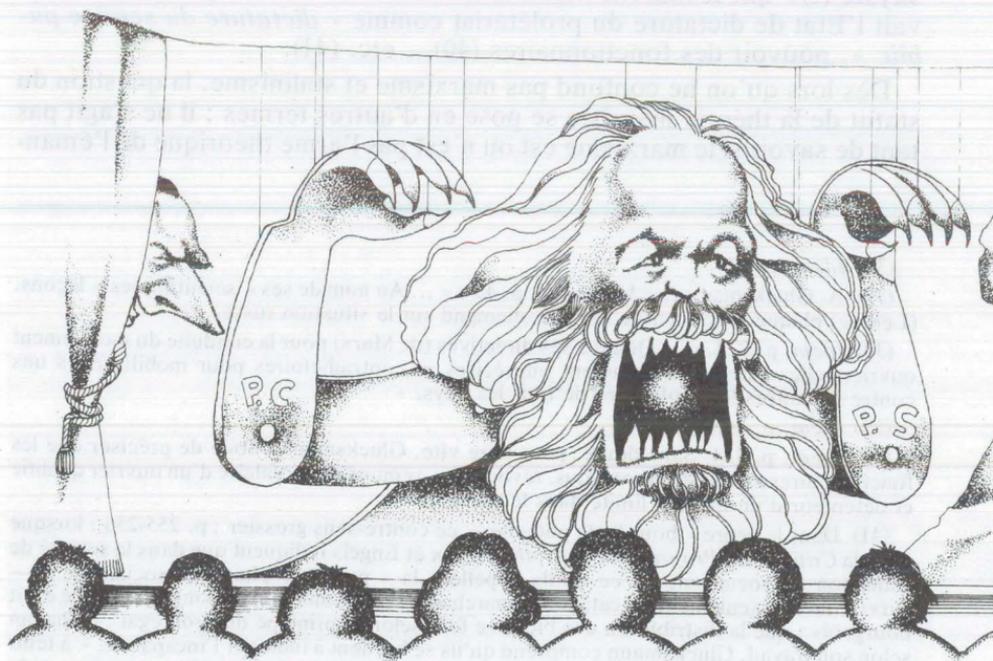
(37) A. Glucksman : *Les Maîtres...*, p. 49 : « ... Au nom de ses « scientifiques » leçons, (Lénine) plaque carrément le modèle allemand sur la situation russe... ».

(38) *Idem*, p. 229. « ... Quant à ses directives (de Marx) pour la conduite du mouvement ouvrier, elles furent suffisamment imprécises et contradictoires pour mobiliser les uns contre les autres les prolétaires de tous les pays. »

(39) *Idem*, p. 243.

(40) *Idem*, p. 254. Sans doute, pour faire vite, Glucksman oublie de préciser que les fonctionnaires en question sont élus, révocables, rémunérés au salaire d'un ouvrier qualifié et détenteur d'un mandat limité dans le temps...

(41) Dans le genre « bourde de potache », ce contre-sens grossier : p. 255-256 : lorsque dans la *Critique du Programme de Gotha*, Marx et Engels indiquent que dans la société de transition au socialisme — ce qu'ils appellent la « première phase du socialisme » — survivront non seulement les catégories marchandes, mais aussi (et en conséquence) le droit bourgeois ; que la distribution des biens se fera selon le principe du droit égal : à chacun selon son travail, Glucksman comprend qu'ils se bornent à indiquer l'incapacité, « à tenir compte des différences de la vie privée : mariage, nombre d'enfants etc. », comme si le capitalisme lui-même n'avait pas inventé les allocations familiales, la sécurité sociale et les bourses scolaires ! Il ne voit pas que Marx, Engels parlent tout simplement d'autre chose : des effets de la persistance de la loi de la valeur sur les normes de distribution et sur l'ensemble des superstructures de la société socialiste.



De gauche à droite on aura reconnu :
Charles Marx (dit Kart Kapital), Philippe Sollers (empereur des girouettes), André Glucksmann



d'la Plèbe), Maurice Clavel (réincarnation de Thérèse d'Ávila)

cipation des travailleurs. Mais de se demander dans quelle mesure un demi-siècle de régression stalinienne a émoussé son tranchant.

En balayant les certitudes, l'effondrement du dogmatisme stalinien a mis en évidence, en effet, l'ampleur de la crise du marxisme.

Les dégénérescences social-démocrate et stalinienne ne se sont pas arrêtées au seuil du théorique. C'est au contraire dans son champ que leurs effets ont été peut-être les plus dévastateurs.

Sous Staline, la « théorie » devient moyen de gouvernement, technique d'administration, supervisée par la police. Les pré-conditions mêmes de toute pratique théorique (respect des faits, libre débat, etc.) sont anéanties.

Le mouvement communiste cesse de fonctionner comme « intellectuel collectif ».

Des dizaines de milliers d'intellectuels révolutionnaires sont stérilisés. Certes des noyaux oppositionnels marxistes subsistent, assurent la continuité. Mais leur faible nombre, leur isolement excluent qu'ils assument les immenses tâches théoriques qui s'imposent.

Car ce demi-siècle de glaciation stalinienne coïncide avec une formidable accélération de l'histoire :

Non seulement la réalité économique, politique, sociale s'est modifiée plus profondément qu'au cours des deux siècles antérieurs, mais encore un prodigieux développement théorique accompagne ces bouleversements sociaux. La pratique scientifique, organisée par l'industrie et l'Etat, mobilise des centaines de milliers d'hommes. Simultanément, la socialisation croissante des forces productives, les difficultés accrues de production du consentement populaire dans les démocraties occidentales, appellent et stimulent l'essor des « sciences humaines ».

Il en résulte a prodigieuse explosion scientifique des dernières décennies.

Cette explosion s'effectue pour l'essentiel, hors de la problématique marxiste, dans les universités et les laboratoires « bourgeois ».

Non seulement les « théoriciens marxistes », crétinisés par le stalinisme, prennent une faible part au développement fabuleux des connaissances, mais encore leur crispation dogmatique empêche tout travail sérieux d'appropriation critique des résultats.

Il suffit de rappeler les anathèmes staliniens contre la psychanalyse, la biologie mendélienne, la sociologie, la cybernétique, pour comprendre comment et pourquoi le « marxisme officiel » est devenu un provincialisme.

Il ne s'agit donc pas de rejeter le marxisme au profit d'un retour à la métaphysique idéaliste, mais bien de le relever du demi-coma théorique d'où il sort.

A cette fin, revenir au « marxisme révolutionnaire », débarrasser sa

problématique des aplatissements staliniens ne suffit pas. Il faut simultanément réaliser un immense travail d'assimilation critique des connaissances accumulées par les théoriciens bourgeois, développer la théorie à partir de l'expérience si riche des luttes de classe de ce siècle.

Travail colossal, à peine entamé, qui exige la mobilisation d'un potentiel militant et intellectuel considérable, sans commune mesure avec les forces de l'extrême gauche organisée.

Sans un tel travail de mise à jour théorique, la lutte pour le socialisme dans les pays capitalistes avancés risque fort de s'effectuer dans la pénombre, au prix d'erreurs évitables, voire de l'échec.

Le front théorique aujourd'hui, est tout, sauf un front secondaire.

Sur ce terrain encore, les « nouveaux philosophes » font diversion.

Tirant argument de la crise réelle du marxisme — dont il se garde bien d'analyser les raisons — ils proclament sa mort, en s'employant à occire une seconde fois son prétendu cadavre...

Au lieu de s'atteler à l'immense travail d'élaboration et de critique dont la théorie marxiste a besoin, ils pataugent dans le pessimisme transcendantal.

La douceur de vivre sous Giscard

Reste la troisième question : celle des perspectives.

Passons sur ceux des « nouveaux philosophes » qui se rallient à l'ordre existant au nom du moindre mal. Limitons-nous à Glucksman qui continue à se réclamer du gauchisme.

C'est sur ce terrain des perspectives que l'inconsistance de la « nouvelle philosophie » crève les yeux.

Ici, l'idéalisme glucksmanien confine à l'angelisme.

La Plèbe qu'il oppose aux Maîtres penseurs, on s'en souvient, est pure dans ses intentions (« elle ne désire ni biens, ni honneurs, ni pouvoir, seulement n'être point opprimée ») et pertinente dans ses conceptions (« tous les jours, elle pense, parle, résiste, elle ne prend aucune part au mensonge officiel... C'est d'elle que fusent les éclairs de lucidité » etc.).

Sur les contradictions, les limites de cette « plèbe », découlant ne serait-ce que de sa situation de masse opprimée, Glucksman ne dit rien.

Il occulte ainsi le problème-clé de toute stratégie révolutionnaire : Comment une classe absolument dominée — économiquement, politiquement, idéologiquement — peut-elle concevoir et imposer un nouvel ordre social ; comment, si « l'idéologie dominante est celle de la classe dominante » « *l'émancipation des travailleurs peut-elle être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* » ?

Question fondamentale dont on peut discuter les diverses réponses

marxistes (celle de Marx diffère de celles de Lénine, qui diffèrent de celles de Rosa), mais qu'aucun révolutionnaire ne saurait éluder.

On pourrait ironiser facilement sur ce « concept » de Plèbe, métaphysique à souhait : l'idéalisation populiste des opprimés le vide en effet de tout contenu : qui incarne cette plèbe lucide et sans désirs ? Les émeutiers anticommunistes de Braga conduits par leur ragoûtant archevêque ? (42).

« Le Zek, le Lip, le Freak », répond Glucksman. « L'enfant, l'artiste, le droit commun »...

La plèbe angélique de Glücksman n'existe nulle part et partout : elle ne désigne aucun groupe social repérable, mais chacun (même Lénine, à ses heures) (43) est un peu plébéen dans sa tête... pourvu qu'il soit exclu du pouvoir.

La Plèbe, c'est le symétrique du Maître :

Elle ne veut pas ce que le Maître veut (les honneurs, les biens, le pouvoir) et veut ce que le Maître ne veut pas (n'être point opprimée). Alors, elle Résiste...

Intéressants concepts, et combien utiles !

En fait, sur cette question comme sur les autres, Glucksman se révèle organiquement incapable d'une pensée dialectique.

« *Par elle-même la Plèbe n'est rien, il lui faut des Maîtres* », croit-il pouvoir lire chez les « Maîtres penseurs », en particulier chez Kautsky-Lénine. « *La Plèbe est tout*, leur rétorque-t-il, *elle n'a que faire des chefs marxistes.* »

L'idée que le mouvement des masses est à la fois créateur (sans essor du mouvement ouvrier spontané, pas de théorie marxiste, ni de partis révolutionnaires), et limité (sans jonction des intellectuels en rupture de ban et des ouvriers d'avant-garde en un parti révolutionnaire assumant des fonctions d'élaboration, d'éducation, de centralisation, de direction, pas d'autonomie réelle du mouvement ouvrier dans la société bourgeoise, et donc, pas de victoire socialiste possible), cette idée ne l'effleure pas.

Qu'il puisse s'instaurer une dialectique entre le mouvement de masse éclairant, inspirant, nourrissant le parti, et le parti révolutionnaire suppléant aux limites, aux carences du mouvement de masse, nées de ses conditions mêmes d'existence dans la société capitaliste, manifestement, ça le dépasse.

(42) A. Glucksman : Sur la « *Plèbe portugaise* » : « De toutes petites gens : paysans, marins, chômeurs, ouvriers émigrés. Pas heureux de voir le P.C. portugais accaparer la quasi-totalité des journaux, siéger à la tête du syndicat unitaire, régner dans les coopératives et les bâtiments municipaux ». Cité par Jacques Rancière « *La bergère au Goulag* ». Révoltes Logiques, n° *, p. 91.

(43) Glucksman parle des « éclairs plébéens » de Lénine, vitupérant la bureaucratie soviétique.

Mésaventure de la résistance

Pourtant, la nécessité de cette dialectique ne se fonde pas seulement sur deux siècles d'histoire du mouvement ouvrier.

Elle découle aussi bien des prémices de Glucksman lui-même.

Si tout ce que désire la Plèbe, « c'est de n'être point opprimée », comment traduire ce désir en politique concrète ?

Ce désir en lui-même ne comporte aucun élément de sa réalisation. Il est réaction purement négative à un état de fait. Il ne répond en rien à la question : quel mode d'organisation sociale permet la non-oppression des masses ? Comment promouvoir la « société plébéienne » ? Quelle stratégie, quelle tactique la « Plèbe » doit-elle opposer aux « Maîtres » pour être moins opprimée aujourd'hui, et plus du tout demain ? Comment la Plèbe doit-elle concevoir et organiser sa « Résistance » ?

Toutes questions sans lesquelles le « désir de n'être point opprimé » est purement velléitaire, et dont les réponses exigent tout autre chose que le « vit et laisse vivre » des anglo-saxons.

Que dit la Plèbe à ce sujet ?

Que disent « le Zek, le Lip, le Freak » ?

Rien de bien précis ni de très cohérent (à moins qu'ils ne s'inspirent des « grasses organisations »).

C'est pourquoi Glucksman répond à leur place.

Sur les modalités de la Résistance par exemple : Celle-ci, on s'en souvient, doit être rigoureusement individuelle : pas d'organisation, ni d'idéologie, ce serait singer le Maître et reproduire la maîtrise jusque dans la Résistance. Chacun pour soi, et Dieu pour tous. C'est comme ça que les GI'S américains ont mis à bas la machine de guerre US (44) (quelque peu épaulés, il est vrai, par le FNL vietnamien...).

En quoi le fait de « dissider seul » écarte le risque d'imiter le Maître et d'intérioriser son discours, c'est ce que Glucksman n'explique pas.

Il n'en demeure pas moins ce bouffon paradoxe : Glücksman aime la Plèbe, précisément comme l'aime le plus despotique des « Maîtres » : atomisée et inorganique.

Tous les pouvoirs despotiques s'efforcent de réduire les masses à la résistance individuelle, en détruisant leurs organisations autonomes ou en les intégrant à l'Etat. Et toutes les résistances effectives s'efforcent de dépasser la phase initiale de l'action individuelle, pour coordonner, organiser, centraliser leurs forces. Car face à la puissance centralisée de l'Etat, la dissidence individuelle est vouée à l'impuissance et au martyr.

(44) Voilà qui va épater les militants américains contre la guerre du Vietnam, remarquablement organisés, quoiqu'en dise Glücksman, hors et dans l'armée U.S. !

Les sarcasmes dont Glucksman couvre le Parti communisme allemand, pour illustrer l'inefficacité des « grasses organisations » contre le fascisme sont simplement abjects.

Si le PC allemand n'a pu barrer la route à Hitler, ce n'est pas parce qu'il était trop organisé, mais parce que, sur ordre de Staline, il désignait le parti social-démocrate comme ennemi principal, refusant jusqu'à la fin le front unique ouvrier contre le nazisme.

Si les travailleurs français, bizarrement, s'avisent d'appliquer les préceptes glucksmaniens de résistance sans organisation ni programme, non seulement ils n'auraient aucune chance de « changer la vie », mais encore ils subiraient rapidement une régression spectaculaire de leurs libertés et de leurs conditions d'existence.

On comprend que l'establishment international fête bruyamment un penseur aussi subversif.

et pourtant, elle tourne...

Si la « nouvelle philosophie » est nulle, comme il apparaît de toute évidence, d'où lui vient son succès ? Le génie publicitaire de B.-H. L. n'explique pas tout. Ni non plus la conjoncture pré-électorale.

En réalité les « nouveaux philosophes » expriment l'« état d'âme » de larges couches de l'intelligentsia et de la jeunesse issue de Mai.

Les enfants de mai 68 et leur descendance ont pris quelques sérieux coups de bambou sur le casque :

— Au plan idéologique, ils ont assisté à l'hécatombe des mythes nourriciers de leur enfance.

— En 1973, rend l'âme le mythe de la croissance harmonieuse indéfinie. Mythe majeur, diffusant un formidable optimisme, qui imbibait inconsciemment même ceux qui le dénonçait. S'y substitue le spectre d'un capitalisme sénile et dévastateur.

— Simultanément expire le mythe du « paradis socialiste » ; russe, chinois ou cubain. L'alternative au capitalisme sénile ne s'incarne plus dans une société terrestre. Les eurocommunistes font la moue à Brejnev ; les avanies de la « bande des Quatre » privent de support les fantasmes libertaires des intellectuels parisiens ; la tragédie du Cambodge interpelle les militants anti-impérialistes des années 60 : Etait-il bien utile de s'étouffer de lacrymogène pour substituer Thieu Sampan à Lon Nol ?

— Autre deuil illustre : celui du « Diamat » — la Science Matérialiste Historique — détentrice du Juste et du Vrai. L'effondrement du dogmatisme stalinien, puis de ses variantes maoïstes, met en évidence, on l'a vu, la crise théorique du marxisme, son retard sur l'expérience historique et le progrès des sciences humaines.

— A succombé aussi à ses blessures, le mythe de la Révolution fraîche et

joyeuse, on ne révolutionnera pas la société aussi facilement que l'Ecole : à Renault, « la CGT ne rase pas les murs ». Le vieux monde résiste et s'adapte. Il court et rattrape les camarades. L'homme ne vit pas seulement de joints. La marge sombre dans l'avachissement. Les Communes succombent aux conflits internes, on s'enlise dans le crétinisme pastoral...

Si l'avenir est radieux, la voie est sinueuse. Et combien longue !

Au plan politique, les générations contestataires de 1968-78 sont coincées entre le marteau de l'« Etat fort » dit UDR et l'enclume du mouvement ouvrier réformiste : l'Etat exploite les poussées susceptibles de conforter le système et écrase les autres. Les organisations ouvrières traditionnelles, longtemps ouvertement hostiles aux aspirations du mouvement, n'intègrent ses objectifs qu'au compte-goutte, et en les édulcorant.

Aussi, l'expérience collective de la génération de Mai 68, celle qui découle de sa pratique de lutte et du contexte historique où elle intervient, nourrit-elle des dispositions idéologiques contradictoires.

D'une part, la crise rampante du capitalisme avancé, l'essor tous azimuts des luttes de masses nourrissent un processus de radicalisation politique : le développement d'une extrême gauche révolutionnaire, de courants de gauche au sein des partis et syndicats réformistes, de mouvements contestataires « a-partidaires » en sont autant d'indices.

Mais simultanément, en l'absence d'une orientation révolutionnaire du mouvement ouvrier intégrant les nouvelles aspirations anticapitalistes, le développement de la crise, le naufrage de la mythologie des années 60, produisent également le désarroi, le scepticisme, le nihilisme.

« *Se cuirasser de pessimisme, s'étourdir de désespoir* » recommande Bernard-Henri (45).

« *De quoi peut-on ne pas désespérer* » demande plus sobrement Glücksman.

« *No future* » arborent les Punks...

En 1976-77, pour la première fois depuis dix ans, il n'y a pas de mobilisations d'envergure dans les lycées et les universités. L'idéologie du « prendre son pied et se foutre du reste » submerge les classes terminales. A l'ENS d'Ulm, longtemps bastion incontesté des « marxistes-léninistes », les agrégatifs de philo ne jurent que par Heidegger. Après Dieu, la métaphysique revient en force. A défaut de transformer le monde, on s'emploie de nouveau à l'interpréter.

La « nouvelle philosophie » traduit à merveille cet « état d'âme ». Elle exprime — et conforte — le désarroi, le pessimisme, le nihilisme d'une génération qui ne peut se résigner au « capitalisme quotidien », mais qui hait par-dessus tout le despotisme bureaucratique.

(45) B.-H. Levy : *La Barbarie...*, p. 90.

Elle est une figure de l'idéologie dominante, le discours par lequel la société bourgeoise renvoie à la jeunesse contestataire l'image de son propre malaise, et l'anesthésie. En tant que telle, elle doit être combattue fermement et systématiquement. Mais en se souvenant qu'il n'y a de victoire possible qu'en opposant des réponses positives, détaillées, rigoureuses aux interrogations fondamentales dont elle se nourrit.

Henri Weber

LES VOIES DE LA RESTAURATION CAPITALISTE : l'exemple yougoslave

L'analyse de la société yougoslave se prête particulièrement à des déformations subjectives. Selon que l'on isole tel ou tel élément qui la caractérise, ou selon qu'on se penche de façon statique sur telle ou telle période, on peut aussi bien « démontrer » que le capitalisme y est restauré ou qu'elle est fort proche du socialisme... Les différences entre la Yougoslavie et les pays de l'Europe de l'Est sont évidentes et méritent qu'on les étudie. Pourtant il est possible de tirer de l'expérience yougoslave des enseignements qui illustrent parfaitement l'approche théorique que nous (1) faisons de l'URSS et des sociétés de même nature. La Yougoslavie obéit en effet aux mêmes caractéristiques générales de « *société de transition entre le capitalisme et le socialisme* » (1 bis) : celles de ne plus être capitaliste, sans être socialiste, celles d'avoir des rapports de production instables, combinaisons hybrides d'éléments de divers modes de production. Elle est en même temps une formation sociale qu'il faut analyser dans son histoire différente. Celle-ci est à la fois marquée par les répercussions internationales de la dégénérescence stalinienne, et par les caractéristiques nationales de la révolution yougoslave. C'est cet ensemble de facteurs qui permet de comprendre les traits propres à la bureaucratie yougoslave, bureaucratie ouvrière comme celle des autres Etats de l'Europe de l'Est, mais dont les rapports aux masses ont été marqués par

(1) Ce « nous » n'a rien de littéraire mais implique les acquis collectifs de la IV^e Internationale, entre autres l'apport de Mandel.

(1 bis) Telles que les a précisées Ernest Mandel dans l'interview reproduite dans ce numéro.

la révolution qu'elle a dirigée. L'exemple yougoslave va nous permettre d'illustrer certaines contradictions que l'on retrouve dans les autres sociétés de transition post-capitalistes et bureaucratiques (2) pour mieux comprendre en particulier les voies possibles de la restauration capitaliste. En même temps, il faut être conscients ces conséquences réelles introduites par les différences historiques d'un pays à l'autre et qui font que l'exemple yougoslave n'indiquera que des tendances et ne se reproduira pas tel quel.

Une société de transition entre le capitalisme et le socialisme

Des formes de combinaisons du marché et du plan sont d'infinies variétés. Ce qui est commun aux sociétés de transition post-capitalistes c'est que ces combinaisons hybrides se développent après un saut qualitatif par rapport au mode de production capitaliste et selon une toute autre logique : les nationalisations des principaux moyens de production n'y ont pas été (comme dans les pays capitalistes) un moyen conjoncturel de soutien à des secteurs « déficitaires » c'est-à-dire ne réalisant pas un profit moyen suffisant pour rester « rentables » pour des capitalistes ; elles n'ont pas été un moyen pour économiser au secteur privé les coûts en énergie, infrastructure et transports ; elles n'ont pas été non plus des mesures conjoncturelles de certaines bourgeoisies nationales de pays sous-développés où l'Etat a pris en charge un minimum d'industrialisation pour ensuite restituer les secteurs nationalisés aux capitalistes individuels.

Si l'on analyse qui a réalisé les nationalisations, quels secteurs elles ont touchés, dans quel rapport au capitalisme mondial elles se sont maintenues et ce qu'il en est advenu, le bilan est très clair : les nationalisations des principaux moyens de production ont été réalisées dans tous les Etats de transition post-capitalistes pour échapper aux lois de développement et d'accumulation du marché capitaliste mondial ; elles ont représenté une expropriation durable de la bourgeoisie ; elles ont permis de développer une planification — quel qu'ait été par ailleurs le coût social très grand de son caractère bureaucratique — qui a sous-tendu une logique d'accumulation différente de celle des pays capitalistes. Elles n'ont pas fait pour autant de ces pays des sociétés socialistes ; et la cristallisation d'une bureaucratie usurpant aux travailleurs le pouvoir réel est devenu l'obstacle principal pour la réalisation de rapports de production socialistes. Il en est résulté une fragilité d'autant plus grande de ces sociétés au danger de restauration capitaliste dont non seulement la bureaucratie est responsa-

(2) En particulier celles de la réforme économique dont l'article de Sandor rappelle les caractéristiques, dans ce numéro.

ble, mais dont toute une partie d'entre elle est y compris porteuse. C'est ce qu'explique l'article sur la réforme économique et la classe ouvrière soviétique. C'est ce que veut illustrer le présent article à partir de l'exemple yougoslave où ce danger de restauration capitaliste a été le plus avancé. La façon même dont ce danger s'est manifesté prouve fort bien : 1) les caractéristiques extrêmement instables des rapports de production de cette société ; 2) les sauts qualitatifs qui doivent s'opérer pour qu'il y ait à nouveau domination d'un mode de production capitaliste. Nous verrons que ce seuil critique n'a pas été franchi en Yougoslavie. (3)

Dans quel contexte la réforme fut-elle introduite en 1965 ?

Comme pour toutes les sociétés de transition post-capitalistes, la prise du pouvoir aux lendemains de la révolution yougoslave permettait seulement de poser les premiers jalons de nouveaux rapports de production par la nationalisation de tous les moyens de production, du commerce, des banques et l'institution du monopole d'Etat sur le commerce extérieur (4). La rupture avec Staline a signifié l'arrêt immédiat de toute aide, voire de tout rapport économique avec les « grands frères » devenus ennemis. La mobilisation révolutionnaire a détourné les éventuels envahisseurs de la tentation d'intervenir militairement. En outre, pour les bourgeoisies européennes, le contexte de l'après-guerre, leur affaiblissement considérable, et l'intérêt pour elles de soutenir un élément de discorde au sein du camp adverse jouèrent également dans le sens d'une non intervention contre le jeune Etat yougoslave. L'aide économique des bourgeoisies lui fut largement dispensé moyennant des contreparties politiques réelles quant aux prises de position internationales des dirigeants titistes (neutralité face au conflit coréen, arrêt de l'aide aux révolutionnaires grecs...). Par contre, ils n'ont en rien cédé à la remise en cause profonde des rapports de production capitalistes dans le pays même.

Les caractéristiques de l'économie yougoslave jusqu'en 1965, quand la réforme fut introduite, étaient en gros les suivantes :

● **Un secteur privé** existant dans l'agriculture et l'artisanat : depuis la décollectivisation des années 50, 85 % des terres sont privées. Mais si les dirigeants yougoslaves sont restés depuis lors hostiles à toute collectivi-

(3) Cf. l'article de *Critique de l'économie politique* : « Yougoslavie, capitalisme ou socialisme » dans le n° 7-8 en 1972 qui analysait les premières réactions sociales aux effets négatifs de la réforme économique.

(4) La collectivisation des terres fut également décidée sur un mode stalinien, c'est-à-dire forcée. Les dirigeants titistes firent rapidement machine arrière après la rupture avec Staline, sous peine de perdre le soutien de la population paysanne (75 % de la population active).

sation forcée (dont les effets étaient effectivement aussi désastreux qu'ils l'ont été en URSS), toute leur politique (et c'est encore vrai aujourd'hui) a visé à inciter les paysans à une coopération avec le secteur socialisé, et si possible les inciter à lui céder leurs terres. Il s'agissait d'une part d'accorder des avantages sociaux et un soutien économique au secteur socialisé et aux coopératives, d'autre part d'empêcher le développement d'une bourgeoisie à la campagne. Les terres privées ne peuvent excéder 10 ha (et de fait l'immense majorité d'entre elles sont inférieures à 5 ha). De façon générale les petits producteurs artisans ou paysans sont soumis à une très forte imposition sur les moyens de production privés. Ils ne peuvent employer plus de cinq salariés. La part de ce secteur privé dans le produit social était de 27,8 % en 1958 et de 21,2 % en 1964 avec cette année là 73 000 personnes employées (contre près de 3 millions dans le secteur socialisé) (5).

● **Une planification centralisée bureaucratiquement** : elle était identique à celle de l'URSS jusqu'à la rupture. A partir des années 50, ses formes et ses moyens d'action différaient sensiblement : il a bien fallu expliquer la rupture et les dirigeants yougoslaves en trouvèrent la racine dans la dégénérescence bureaucratique de l'URSS. Mais celle-ci fut superficiellement ramenée à l'hyper-centralisme de la planification soviétique. Pour renforcer les assises sociales du régime après la rupture, les dirigeants yougoslaves introduisirent l'autogestion dans les entreprises (parallèlement à la décollectivisation en direction des paysans pauvres et moyens). Désormais ils allaient laisser jouer une certaine extension des lois du marché pour laisser un semblant d'autonomie aux entreprises et en réalité atomiser ainsi l'autogestion entreprise par entreprise. Formellement la planification de type soviétique était remise en cause ainsi que le monopole d'Etat du commerce extérieur (comme « preuve » d'une remise en cause du modèle stalinien qu'ils dénonçaient par ailleurs). Mais en substance, le contrôle des prix des principaux produits industriels, des services et matières premières, les règles auxquelles étaient soumis les échanges extérieurs, la centralisation des devises par les banques d'Etat, le contrôle du crédit et du système bancaire, la gestion des fonds centraux d'investissements, signifiaient pour la bureaucratie titiste des moyens de régulation de l'économie de même nature que la planification des pays de l'Est. Le marché pesait par contre déjà dans les fluctuations des revenus en fonction des résultats des « ventes » (6). L'autogestion était en fait

(5) Cf. les brochures de l'OCDE sur la Yougoslavie.

(6) Il est évident que le contenu socio-économique de ces « ventes » était différent selon que les prix étaient libres (pour les biens de consommation surtout) ou fixés, ou encore là où les « achats » étaient strictement réglementés par la politique d'investissement déterminée centralement. D'où de multiples aberrations dont la moindre n'était pas le fait que, du coup, les travailleurs des services dont le prix était fixé relativement bas (comme dans les postes) réclamaient une augmentation des tarifs publics pour pouvoir augmenter leurs propres salaires...

limitée non seulement par l'absence de liens entre les travailleurs des diverses entreprises, mais aussi par ce qu'il restait à « gérer » dans chaque entreprise : essentiellement (ce qui n'est pas rien) les conditions de travail (avec droit d'élire et de révoquer la direction de l'entreprise, gestion des bénéfices une fois payées les taxes obligatoires pour les divers fonds, droit d'embauche — les licenciements sans reclassements étant formellement exclus) (7).

Le taux de croissance du produit social a pu être en moyenne de 12 % par an entre 1947 et 1964 selon les comparaisons de la documentation françaises, il fut de l'ordre de 4,3 % pour les pays capitalistes développés, de 7,5 % pour les pays de l'Est, de 4,8 % pour les pays « en voie de développement ». Cette croissance industrielle importante allait accroître une série de contradictions que la réforme économique essaiera de résoudre.

Le travail aliéné...

Pourquoi la réforme ? En gros, pour les mêmes raisons qui ont poussé aux réformes économiques dans les pays de l'Est : le caractère bureaucratique du système de planification, combiné à l'absence des « régulateurs » propres au mode de production capitaliste, se traduisait par une faiblesse organique de productivité du travail et une qualité insuffisante des produits (autant de faiblesses qui devenaient sources de tensions dès lors qu'un certain seuil de développement économique « extensif » était atteint). En d'autres termes : le travail restait « aliéné », les travailleurs ne dominant en rien le produit de leur travail qui leur devenait dès lors indifférent (8). En même temps, les contraintes du marché capitaliste ne pouvaient pleinement jouer pour pousser à une productivité plus forte : la gestion centralisée des fonds d'investissements, les prix fixés pour les principaux produits industriels et les services, et les limites au droit de licenciements étaient autant d'obstacles au jeu libre des lois du marché. Il est par exemple connu que de nombreuses entreprises yougoslaves « en faillite » (incapables de couvrir leurs dettes), continuaient à fonctionner **voire à augmenter les salaires** de leurs travailleurs.

(7) ...Mais existent en pratique moyennant le paiement d'un salaire minimum. Ceci dit, il semble que l'essentiel du chômage provienne surtout du non-emploi d'une nouvelle force de travail (jeunes, paysans) dans un contexte où l'on a poussé à des augmentations de productivité.

(8) Pour tous ceux qui imputent à tort à l'autogestion la faible productivité du travail, nous répondons que ce sont au contraire les *limites* de l'autogestion qui maintiennent les travailleurs dans ce rapport extérieur à leur travail et qu'une réelle démocratie ouvrière dans les entreprises conduirait à une approche totalement différente de ces questions (appréciations par les producteurs eux-mêmes de la meilleure organisation collective du travail remettant en cause des formes antérieures de division des tâches, etc.).

Le contenu social technocratique de la réforme ?

Le contenu social de la réforme fut donc clair : le refus d'instaurer une véritable démocratie ouvrière ne pouvait conduire la bureaucratie qu'à s'appuyer sur les couches technocratiques dirigeant les entreprises et en général, à favoriser objectivement le développement de couches petites-bourgeoises et « aspirant-bourgeoises » (nous y reviendrons) tirant profit du développement du marché. Les mesures prises visaient dans l'ensemble à augmenter la « rationalité » et la productivité des entreprises par les mécanismes d'une concurrence accrue. Ceci impliquait libéralisation des prix, ouverture des frontières aux échanges internationaux, suppression des interventions centrales dans la détermination des investissements au profit de simples plans indicatifs (les théoriciens de la réforme soutenant le fameux dogme des économistes bourgeois libéraux selon lequel la libération totale du marché conduirait spontanément à un optimum social). En conséquence, le fonds central d'investissement a été démantelé au profit des fonds bancaires (le système bancaire se décentralisant) et des fonds d'entreprises ; les prix de nombreux produits industriels ont été libéralisés ainsi que les règles concernant les importations et exportations.

Parallèlement à ces mesures, la réforme allait aussi stimuler une certaine amélioration de la rentabilité du secteur privé et son extension au tourisme. On atténua la lourdeur des impositions pesant sur les moyens de production privés (en particulier les tracteurs).

Enfin l'économie s'ouvrit aux capitaux étrangers par la formule des entreprises « mixtes » où 49 % des capitaux pouvaient provenir des pays étrangers. Le but (en soi non hérétique) étant d'utiliser le capital étranger pour développer certaines régions et secteurs sous-développés de Yougoslavie, d'importer une technologie avancée permettant une augmentation de productivité de la production yougoslave. Les secteurs où ces capitaux pouvaient s'investir restaient sous le contrôle de l'Etat, les entreprises mixtes étaient normalement soumises à l'autogestion et les profits durement taxés et difficilement rapatriables (de même que les fonds investis) en fonction des règles portant sur le contrôle des devises. Ces limites sont apparues d'ailleurs comme peu encourageantes pour les investisseurs capitalistes et ont depuis lors été assouplies (en particulier par l'institution de comités mixtes de gestion certes soumis aux décisions des assemblées de travailleurs, mais dont on imagine assez bien que les représentants capitalistes y ont un poids important, nous ne disposons pas de bilans sur ce plan).

On verra que les principales sources de restauration du capitalisme ne provenaient pas du secteur explicitement bourgeois ou petit-bourgeois, ni même de pressions provenant du capital étranger investi en Yougoslavie (encore que tous ces éléments peuvent peser dans le même sens dans une situation de crise). Le principal danger provenait de la réforme appliquée

au secteur socialisé lui-même, provoquant son démantèlement. Mais avant de le voir, il faut comprendre ce qui a permis une telle avancée dans l'application de cette réforme, par différence avec les pays de l'Est.

Quelles différences avec les voisins de l'Est ?

Les théoriciens de la réforme économique en URSS ou en Tchécoslovaquie (Ota Sik, en particulier) ont pu vanter tout autant ces principes « libéraux » (typiquement bourgeois, malgré leur vocable « socialiste »). Nous avons souligné par ailleurs pourquoi la même réforme avait été appliquée de façon moins systématique puis y compris gelée en URSS et dans d'autres pays de l'Est : principalement à cause des tensions sociales qu'elle impliquait dans la mesure même où elle aggravait les conditions de vie (augmentation du coût de la vie) et de travail (menaces de licenciements) des travailleurs (1). Les régimes bureaucratiques de l'Europe de l'Est sont pour des raisons historiques d'une rigidité extrême face aux tensions sociales. La façon même dont les bureaucraties ouvrières y sont arrivées au pouvoir (sans réelle révolution dans les pays du « glacis » et par une contre-révolution politique en URSS) exige une hypercentralisation à la mesure de l'immense usurpation de pouvoir qu'elles ont réalisée sur le dos des travailleurs. Mais en contre-partie, l'Etat/parti de ces pays est désigné comme le responsable immédiat de tous les maux aux yeux des masses de ces pays quand elles entrent en lutte sur des revendications y compris extrêmement élémentaires et « économiques ». La dynamique « transitoire » (de remise en cause du pouvoir politique) des revendications démocratiques et économiques y est donc considérable. C'est la raison profonde pour laquelle la bureaucratie de ces pays, lorsqu'elle a rencontré une résistance ouvrière (sinon une lutte) a reculé dans l'application de la réforme. L'exemple de la dynamique politique provoquée par son début de mise en œuvre en Tchécoslovaquie, et l'exemple des explosions en Pologne ont dû confirmer les bureaucrates soviétiques dans leur appréciation.

L'autogestion — et en réalité derrière elle la révolution yougoslave comme mobilisation populaire réelle ayant appuyé le pouvoir des dirigeants titistes — a donné au système yougoslave une beaucoup plus grande « élasticité » ou capacité d'absorption des conflits sociaux (ou encore une plus grande marge de manœuvre pour la bureaucratie au pouvoir, en même temps qu'une politisation plus grande que dans tous les pays de l'Est pour les masses). Depuis l'introduction de l'autogestion et d'une certaine décentralisation, il y a eu en Yougoslavie plus de 2 000 grèves recensées jusqu'à la réforme (et probablement autant sinon davan-

tage à la fin des années 60) (9). Mais ces conflits ont pu être résorbés cas par cas, rester localisés, avec comme cible principale non pas l'Etat/parti mais les directeurs d'entreprises et organes de gestion quand ils ne respectaient pas les décisions prises (en général en matière de salaires). Les « autorités » yougoslaves, sans mettre le droit de grève dans la loi, le reconnaissent en soulignant que les grèves montrent les carences de l'autogestion. Etudier les grèves, les tolérer, leur permet en fin de compte une meilleure appréciation des tensions sociales.

Un autre facteur qui se combine à cette caractéristique du système yougoslave pour expliquer l'application de la réforme est l'assimilation souvent faite en Yougoslavie entre lutte contre la bureaucratie et le stalinisme d'une part et décentralisation de l'autre : autrement dit, y compris dans l'opposition (du moins avant l'application de la réforme), les limites constatées à l'autogestion étaient uniquement attribuées à la centralisation (sans percevoir les nécessités et possibilités de formes de centralisation démocratiques, appuyées sur l'autogestion). Selon un point de vue de fait anarcho-libéral, les entreprises devaient donc être gérées « librement » cas par cas (avec dès lors comme seul lien possible entre elles quand on refuse le pouvoir d'Etat central, le marché). Ce point de vue a pu faire illusion y compris dans la classe ouvrière dans la mesure où la réforme s'est présentée aussi sous l'angle d'une attribution de fonds plus vastes à gérer au niveau des entreprises. Mais très vite ces fonds ont été absorbés non pour des investissements mais par des décisions d'augmentations de salaires rapidement compensées par les augmentations de prix ; et les travailleurs se sont retrouvés dès 1968 dans la situation antérieure avec une dépendance de leurs entreprises accrue envers le marché et envers le système bancaire décentralisé (à la place de la dépendance envers les fonds d'Etat), en même temps que se sont renforcées les tendances bureaucratiques au sein même des entreprises.

Comment se sont manifestées les tendances restaurationnistes ?

● Le démantèlement de la planification et l'extension de l'influence du marché sur les grands choix de développement se sont accélérés entre 1965 et le début des années 70. Il y eut là une parfaite illustration de ce que les marxistes décrivent depuis Préobrajensky, en parlant de l'antagonisme entre plan et marché, ou encore de la logique de développement à laquelle conduit la loi de la valeur comme régulateur des investissements en fonction des conditions de marché, divergeant de la logique de déve-

(9) Cf. Revue *IV^e Internationale* de janvier 1971. Cf. aussi de nombreux articles de la presse yougoslave (*Borba* du 8.4.73 entre autres) et les enquêtes des syndicats yougoslaves à ce propos sur la base desquelles Nica Jovanov a publié un livre en Yougoslavie en 1973.

loppement rendue possible par la planification en fonction de choix déterminés consciemment (même de façon bureaucratique) (10).

Ce que n'ont pas compris les théoriciens de la réforme qui croyaient à l'harmonie spontanée entre plan et marché (11), ce que n'ont pas compris tous ceux qui nous font le reproche de « fétichiser » le plan, ce sont les rapports sociaux de production que recouvrent l'un et l'autre mode de détermination des investissements (et donc les forces sociales différentes qu'il favorisent). Certes, puisque le plan est déterminé centralement, son contenu dépend de qui le décide. Mais ce que rend possible un plan (appuyé sur une socialisation des principaux moyens de production), c'est une détermination *a priori* d'un certain nombre de besoins à satisfaire sans se soumettre (ce qui ne veut pas dire « sans en tenir compte ») aux critères de rentabilité immédiate en fonction des conditions de marché. C'est pourquoi des régions sous-développées, ou des services sociaux peuvent être volontairement soutenus dans le cadre d'une planification *a priori* (12), alors qu'ils sont sacrifiés par le marché qui accroît « spontanément » les inégalités (investissement se dirigeant là où les infrastructures existent déjà, là où l'écoulement des produits sera assuré le plus facilement, là où existe un marché favorable, c'est-à-dire dans les régions et secteurs les plus développés). Les dirigeants yougoslaves pouvaient toujours souligner dans leur plan « indicatif » l'importance de l'utilisation des ressources nationales en matières premières, de développer plus rapidement les régions retardataires, etc., en pratique l'extension du marché et l'ouverture au marché capitaliste mondial a conduit à l'accroissement des inégalités entre régions (et donc à l'aiguïssement des tensions entre nationalités), au sous-emploi des capacités productives du pays, au profit des importations, et à l'augmentation du prix des services. Il n'était plus question que chacun reçoive selon son travail : selon la position occupée sur le marché, les écarts de salaires pour un même travail fourni devenaient considérables. Et comme Préobrajensky l'avait prévu dans une vision futuriste pour l'URSS de la NEP (13), l'extension du marché devait favoriser le développement de forces sociales bénéficiant de positions privilégiées sur le marché et qui allaient exiger de pouvoir le faire sans contrainte et sans limites : en Yougoslavie il s'agissait d'une part des technocrates d'entreprises en position favorable sur le marché (secteurs de pointes, régions développées, entreprises d'import-

(10) Cf. le débat Préobrajensky/Boukharine. Cf. de nombreux articles de Mandel sur les sociétés de transition et en particulier « *Du nouveau sur la nature de l'URSS* » (Revue *IV^e Internationale* de septembre 1970).

(11) Ce que n'a pas compris Dallemagne dans son soutien à Boukharine (Cf. entre autres dans *Construction du socialisme et Révolution*, chez Maspero).

(12) Et ces services sociaux (en particulier dans le domaine de la santé) sont incontestablement plus développés à l'Est que dans les pays capitalistes bien qu'ils le soient moins que ne le déciderait un véritable pouvoir des travailleurs.

(13) Cf. *La Nouvelle Economique*, (EDI), *De la NEP au socialisme*, (CNRS).

export) ; d'autre part de tous ceux qui se trouvaient à la direction des institutions financières qui avaient acquis une réelle autonomie et accumulaient sans contrôle un véritable capital financier sur la base de l'endettement des entreprises. Les critères qui, de plus en plus, guidaient les crédits alloués par les banques devenaient l'accumulation de fonds pour celles-ci, et par conséquent des critères de rentabilité immédiate d'où les distorsions croissantes entre les choix du Plan social et la réalité.

- Dans le même processus, la propriété socialisée des moyens de production se démantelait en véritable « propriété de groupe », médiation encore bâtarde vers la restauration de la traditionnelle propriété privée : dans la mesure où les fonds centraux d'investissement avaient été supprimés, les « entreprises » — et en réalité de plus en plus au sein des entreprises leurs organes de direction, au détriment de l'autogestion par les travailleurs — géraient leur propre politique d'investissement et parvenaient à accroître leurs revenus au détriment d'autres entreprises en position moins bonne sur le marché. Les principales décisions de gestion étaient de plus en plus prises par les organes soi-disant techniques où régnaient les « spécialistes », ingénieurs et cadres : ils n'avaient guère de mal à arguer des besoins de « rentabilisation » et de leurs « compétences » pour prendre seuls des décisions importantes ou s'arranger pour les présenter de façon si complexe aux travailleurs que ceux-ci se détournaient de tout contrôle réel.

- Enfin le chômage et le départ à l'étranger d'un million de travailleurs furent la conséquence de l'extension du marché et du démantèlement de la planification.

Les pressions idéologiques et sociales étaient considérables pour que le processus aboutisse à sa logique extrême : l'application sans réserve de la réforme, ce qui à notre avis signifiait la restauration capitaliste. Nous devons montrer quels étaient les pas qui restaient à franchir, à partir des revendications exprimées dans cette période par les forces restaurationnistes, puis en fonction des réactions qu'elles ont suscitées.

Un programme de transition... de retour au capitalisme

Les pressions et revendications suivantes se sont manifestées aussi bien de la part des capitalistes étrangers et autres commentateurs bourgeois sur les « problèmes » de l'économie yougoslave, qu'au sein même de la presse officielle de la Ligue des communistes yougoslave pendant cette période. Il s'agissait des points suivants :

1. Les pressions pour l'extension du secteur privé.

Elles ont pris appui sur les moyens et les objectifs officiels de la réforme pour en pousser la logique : quelle absurdité par exemple, d'escompter

une rentabilisation de l'agriculture privée en facilitant l'achat de tracteurs privés, si la limite des 10 ha était maintenue ! Le même raisonnement était développé pour la limite des cinq salariés embauchables dans une entreprise privée. Le développement du chômage était même pris pour argument en faveur de l'extension du secteur privé créateur de nouveaux emplois. Les idéologues n'ont pas manqué pour parler non seulement du marché « socialiste » mais aussi de la propriété privée « socialiste ».

2. Les pressions pour l'autorisation d'un véritable marché du capital.

Si des formes de capital financier commençaient à s'accumuler, on sait aussi quelles sommes fabuleuses allaient se placer dans les banques suisses... Car les formes d'exploitation capitalistes ne pouvaient se développer en Yougoslavie que de façon limitée et frauduleuse (donc sans cesse menacées de répression possible et bientôt effectivement dénoncées comme on le verra). En théorie, dans la loi, nul ne peut dans l'industrie s'enrichir sans travailler, par le seul fait d'investir un capital rapportant une plus-value par le travail d'autrui. Il n'y a pas de « bourse » où se vendraient des actions en Yougoslavie (bien que la presse bourgeoise ait parfois pris ses désirs pour des réalités et confondu des formes de « participation » ou d'« obligations » existant effectivement — ou autres formes d'emprunts avec intérêt — avec des « actions »). Des intérêts perçus sur un prêt ne dépendent pas de l'ampleur du travail fourni dans l'entreprise qui a reçu le prêt, et s'éteignent avec le remboursement du prêt — quelle que soit sa forme. C'est la seule forme de placement possible en Yougoslavie. Et c'est ce qu'ont reproché maints « experts » bourgeois « théoriciens » pragmatiques du régime soulignant l'importance du « capital » disponible et non utilisé. Et c'est encore au nom de la sacré-sainte « rentabilité » que des idéologues ont aussi souligné qu'il serait tellement plus stimulant pour les managers d'entreprises d'être propriétaires des fonds qu'ils ont la « responsabilité » de gérer...

3. Les pressions pour la suppression de toute autogestion.

Là encore, « l'efficacité » n'était-elle pas contradictoire avec les « lenteurs » de l'autogestion et ses « incompétences ? » Ne fallait-il pas laisser les mains libres aux « vrais » responsables de la gestion, aux managers. N'était-ce pas là le signe d'une économie développée, l'autogestion ayant sans doute été valable dans le passé ? Telles étaient les questions souvent posées par maints idéologues officiels. Le caractère « intolérable » des droits des autogestionnaires est également souligné dans les commentaires des experts de l'OCDE rendant compte des réticences des capitalistes à investir en Yougoslavie (14).

4. Les pressions pour une remise en cause de toute intervention de l'Etat dans la gestion de l'économie et pour son démantèlement.

(14) Cf. la brochure de l'OCDE sur les investissements étrangers en Yougoslavie.

Cette exigence-là et le fait qu'elle se heurtait aux intérêts et positions acquises par toute une partie de la bureaucratie, a rendu la situation encore plus explosive en Yougoslavie. Elle commença à faire son apparition en 1971, lors du conflit avec les Croates. Là encore, les forces sociales qui poussaient dans ce sens s'appuyaient sur la logique de la réforme : celle-ci ne valorisait-elle pas la concurrence, l'enrichissement individuel, les égoïsmes locaux ? Il était donc normal que ceux qui obtenaient de meilleurs résultats sur le marché exigent de les conserver pour eux-mêmes et s'opposent à toute intervention de la fédération pour leur ôter une partie de leurs revenus. La pratique des dirigeants yougoslaves avaient été en effet sans cesse en contradiction avec les principes de la réforme : nombreuses étaient — de plus en plus — les interventions de contrôle des prix, de réglementation des importations, de création de fonds pour aider les régions sous-développées... autant d'interventions peu efficaces face au démantèlement du plan, mais essayant de contrecarrer les effets négatifs du marché qui se manifestaient de plus en plus, accroissant les tensions sociales. La Croatie est une des plus riches républiques, et le principal centre recueillant des devises (en particulier dans le secteur privé du tourisme). Les revendications qui se sont exprimées en 1971 furent d'abord de pouvoir garder ces devises et en général les revenus réalisés en Croatie même. Socialement, la classe ouvrière croate est restée largement en dehors du conflit. Les « Croates » qui ont avancé leurs revendications sous un vocable nationaliste étaient principalement les couches bourgeoises, petites-bourgeoises et technocratiques de Croatie (avec de profonds clivages en milieu étudiant entre les universités tournées vers le commerce et les autres), soutenues par l'Eglise, les organisations fascisantes oustachis et d'émigrés de droite. Une partie de l'appareil de la LCY a y compris pris la tête de ce mouvement en s'appuyant sur l'organisation nationaliste croate « Matitza Crovatska » pour renforcer ses propres pouvoirs politiques. Le seuil critique a été atteint, provoquant le tournant des vastes purges déclenchées alors, lorsque les nationalistes croates ont avancé la revendication de séparation de l'Etat croate, de sa participation à l'ONU et de sa totale autonomie dans l'établissement de relations avec les pays capitalistes voisins...

Quelles réactions aux tendances restaurationnistes ?

Dès 1968 en réalité, les tensions sociales ont connu un accroissement considérable, précédent donc et stimulant le tournant des dirigeants titistes. C'est en soutien à la grève des mineurs de Slovénie que le mouvement étudiant s'est lui-même radicalisé (surtout à Belgrade, Ljubliana et Zagreb) lors d'un d'un « juin 68 » fortement influencé par le « Mai 68 » français avec ses assemblées générales, ses panneaux et débats passionnés, ses revendications d'« *autogestion de bas en haut* » ses manifestations anti-impérialistes lors de la venue de Nixon... Le mouve-

ment étudiant comme les syndicats dénoncèrent dans leur presse la tendance au développement de rapports capitalistes dans l'économie yougoslave. En particulier les « GGP » (entreprises de groupes de citoyens), formes de propriété de groupe, furent attaquées publiquement comme frauduleuses au regard de la loi car remettant en cause l'autogestion. Dans la presse syndicale en 70-71 transparaissait une véritable opposition à la politique officielle et lors d'une table ronde des syndicats organisée à Sarajevo en 1971 les principales conséquences de la réforme étaient dénoncées (15) : la question des licenciements, des formes de propriété de groupe, le développement de « puissances occultes » dans les banques et les entreprises d'import-export, les limites croissantes de l'autogestion avec le développement de forces technocratiques au sein des entreprises... Dans un discours retranscrit dans *Rad*, organe des syndicats (numéro de janvier-février 1972 en français), Tito évoquait l'opposition croissante des syndicats en termes sybillins : « *Certains vous ont reproché de faire un Etat dans l'Etat, d'avoir vos propres plans (...). J'ai souvent entendu dire et j'entends encore parfois dire que vous êtes contre le gouvernement, contre le pouvoir...* » Sans avoir de chiffre exact sur les grèves dans cette période, plusieurs commentateurs (en particulier de la revue *Praxis*) ont souligné leur nombre croissant, et la radicalisation même des syndicats reflétait en tout état de cause ces tensions sociales au sein des entreprises (16).

Lorsqu'en 1971 à l'ensemble de ces tensions menaçant la stabilité du régime s'ajoutent les tensions nationales (l'essentiel des pouvoirs de la fédération étant en réalité concentrée en Serbie, on comprend le contenu antibureaucratique que pouvait également comporter les tensions nationales), la direction titiste amorcera un revirement profond dont on peut cerner aujourd'hui plusieurs étapes et caractéristiques :

1) La répression de toutes les oppositions ouvertes par la répression envers les mobilisations croates en 1971 (17) et la reprise en main de la LCY appuyée sur une mini « révolution culturelle ». Entre 1969 et 1972, selon les statistiques officielles, la LCY perdra quelque cent mille membres (par démissions ou expulsions, dont de nombreux cadres). La répression touchera à la fois des courants « libéraux » qui ont eu le malheur de pousser à bout la ligne officielle trop longtemps, des courants centralisateurs dont toutes sortes ont dû être mis sous l'étiquette de « Komin-

(15) Cf. les publications par les syndicats yougoslaves de ces travaux.

(16) Il est évident que les syndicats yougoslaves sont plus perméables aux tensions sociales que tout autre « syndicats » des pays de l'Est. Le fait qu'ils organisent et publient eux-mêmes des statistiques sur les grèves et leurs rapports aux syndicats en est un exemple. Ainsi un des dirigeants syndicaux Nica Jovanov a-t-il publié un livre sur les grèves en Yougoslavie. Rendant compte de l'enquête des syndicats il souligne que dans 11,3 % des cas ceux-ci ont soutenu les revendications et la forme de lutte ; dans 44,5 % uniquement les revendications, dans 21,6 % ni les unes ni les autres et dans 22,6 % des cas ils n'avaient pas pris de position. Ce qui donne une certaine mesure de leurs liens aux travailleurs.

formistes » sans qu'on ait jamais fourni d'éléments concrets sur leurs liens à Moscou, des courants de gauche en particulier regroupé dans la revue *Praxis* (nous avons commenté et soutenu dans *Rouge et Inprecor* la longue lutte des enseignants de *Praxis* et des étudiants contre les mesures bureaucratiques les touchant). En octobre 1972, Tito envoie, par dessus les instances même du parti, directement une lettre adressée aux militants de la LCY et à la population afin d'impulser la lutte contre la corruption, contre les milliardaires et pour que la LCY soit purgée de tous ceux coupables de s'être abusivement enrichis. Pendant de longs mois, la presse et la télé regorgent de dénonciations et procès : (autant de boucs émissaires évitant de cerner les responsables de cette situation, mais quelles qu'en soient les limites certaines, une telle campagne avait une logique de coup d'arrêt à la réforme : à cette époque on a vu se multiplier les entreprises sans... directeurs ! On manquait de volontaires dans ces conditions ! De même, de nombreuses boutiques privées ont fermé leurs portes, leurs propriétaires préférant aller s'installer ailleurs plus tranquillement...

2) **L'élaboration d'une nouvelle constitution** débattue publiquement et adoptée en février 1973, complétée par les nouveaux statuts et le programme du X^e Congrès de la LCY en 1974, renforçant le pouvoir d'Etat (17) :

- **La répression** de tous les courants oppositionnels s'est accompagnée d'un « réarmement » idéologique critique envers les positions antérieures et de l'exigence d'une discipline de parti comme élément de la recentralisation du pouvoir d'Etat lui-même. Le X^e Congrès a réaffirmé l'exigence de la « dictature du prolétariat » (en l'occurrence dictature du parti) et une critique des thèses du VI^e Congrès de 1952 (ou l'on remplaça la notion de parti par celle de ligue). Avant le congrès, Djilas fut l'objet d'attaques particulièrement virulentes qui le rendait responsable de bien les déviations ultérieures. Ceci étant Kardelj lui-même (le numéro 2 du régime, comme on dit) publia en février 73 des articles auto-critiques sur la façon dont il avait lui-même conduit à diluer la notion de prolétariat dans celle de peuple...

- **Parallèlement, l'appareil d'Etat se trouvait renforcé** : s'il prit formellement des formes plus fédératives (avec certaines institutions décentralisées au niveau de chaque République et une représentation plus égalitaire des nationalités), l'essentiel y fut le renforcement du poids de l'armée — une armée largement marquée par la lutte révolutionnaire des années de guerre et qui est un des garants les plus sûrs du pouvoir actuel aussi bien contre les tendances à l'éclatement de la fédération que contre des agressions « extérieures » — et d'une LCY censée être plus soudée.

● **Les liens de cet appareil d'Etat** avec les diverses « cellules » de la société yougoslave furent renforcés par la mise en place d'un nouveau système de « délégations ». Toutes les entreprises, bureaux et institutions sont divisées en « Organisations de base du travail associé » (OBTA) qui ont chacune leurs délégués aux chambres des communes et des républiques, parallèlement aux délégués des localités et aux délégués des organisations « socio-politiques » (LCY, Alliance...). Ces délégués doivent rendre des comptes devant ceux qui les ont élus et ils sont révocables par eux. Cette caricature de république des soviets, aux organes impulsés d'en haut et largement vidés de leur contenu de pouvoir révolutionnaire démocratique est assez typique du type de liens que parvient à « inventer » la direction titiste avec la population. Ce qui limite le contenu de ces délégations confirme notre propre programme en la matière :

a) elles s'arrêtent au niveau des républiques sans aller jusqu'aux pouvoirs centraux ;

b) les délégués devaient accomplir leurs tâches en plus de leur temps de travail de plus de 40 h... d'où en pratique une sélection sociale renforcée par les inégalités de niveau culturel : de nombreux délégués (66 %) sont des permanents, surtout dans les régions pauvres (92 % au Kosovo), ou encore des dirigeants d'entreprises ou des cadres hautement qualifiés (sur 4 889 membres des délégations communales, 4 077 ont une éducation supérieure et 68 sont ouvriers — dont 49 hautement qualifiés... (18) ;

c) le monopole politique de la Ligue limite d'autant la démocratie politique dans ces organes. Ceci se trouve renforcé par le droit qu'a la Ligue en tant que telle de déléguer ses propres membres dans les chambres correspondantes des organes d'Etat (en plus de ceux qui sont délégués par les OBTA et autres communautés de base).

3. Un coup d'arrêt à la réforme économique et une certaine recentralisation sur ce plan sous des formes originales sanctionnées par une « nouvelle loi sur le travail associé » voté en décembre 1976.

Dans de nombreux discours et écrits de dirigeants, des critiques explicites sont apparues dès le X^e Congrès sur une certaine « sur-estimation » des effets du marché. Le crédit a été recentralisé, les fonds anonymes des banques supprimés, les tendances à la restauration capitaliste et à la formation de propriétés de groupe dénoncées. Quand on a l'habitude du seul langage des Brejnev et consorts, on s'étonnera sans doute d'entendre les dirigeants yougoslaves souligner que le socialisme est loin d'être encore réalisé chez eux et que la lutte des classes y est encore intense. Kardelj a même fourni des écrits théoriques sur ce que devrait être une véritable propriété sociale directement gérée par les

(18) Cf. *Yugoslav Survey*, de mai 1977.

producteurs associés, en quoi l'étatisation n'est qu'une forme de la propriété sociale qui maintient l'aliénation des travailleurs et en quoi le marché tend à établir une propriété de groupe qui dépossède également les travailleurs du contrôle du surproduit social (19). Mais il s'affirme en même temps que la Yougoslavie n'a pas atteint un seuil de développement suffisant pour réaliser cette propriété sociale, qu'il faut y tendre par le maintien mais la délimitation plus précise et du marché et des pouvoirs de l'Etat. C'est l'objet de la nouvelle loi que d'en préciser l'application. Disons tout de suite que malgré ses limites évidentes (la mise en place d'une planification totalement démocratique appuyée sur l'autogestion à tous les niveaux est renvoyée à des lendemains chantants et toujours dans une perspective qui maintient un pouvoir d'Etat extérieur aux conseils ouvriers et un monolithisme de parti), il s'agit d'une expérience considérable. Nous devons en suivre l'application et le bilan avec un intérêt soutenu (la mise en œuvre du nouveau système est seulement en cours de réalisation d'ici 1978) : disons simplement en deux mots qu'il introduit un dépérissement des valeurs marchandes en même temps que de l'Etat dans une série de domaines (principalement les services sociaux) par des accords autogestionnaires directs entre producteurs et utilisateurs de ces services (qui constituent par ce fait des « communautés d'intérêts » au niveau local, régional, national, sectoriel) : en particulier dans la santé, le développement des crèches, etc. En outre le plan social de développement s'efforce de prendre davantage en compte les besoins exprimés dans les plans locaux par un système d'accords, de contrats et de va-et-vient avant son adoption définitive. Les contradictions que nous pouvons dès maintenant et déjà prévoir de ce nouveau système seront les suivantes :

- Impossibilité d'une réelle prise en compte des besoins et d'une réelle responsabilisation des travailleurs dans les décisions de développement les plus globales et à long terme tant qu'il n'y aura pas :

- réduction massive du temps de travail ;
- formation permanente des travailleurs pour réduire les inégalités culturelles ;
- totale démocratie politique avec possibilité que les grands choix de développement fassent l'objet de débats politiques sur la base d'un pluralisme possible de points de vue. En l'absence de ces facteurs, les travailleurs continueront à ne s'intéresser qu'à la gestion de ce qui les concerne directement de façon immédiate et concrète (ce qui n'est déjà pas rien) : leur revenu individuel et leur consommation collective de services, sans être prêts à sacrifier ce type de choix pour des raisons d'entraide envers des régions moins développées, par exemple, et pour des investissements productifs à plus long terme.

(19) Cf. Kardelj : *Les Contradictions de la propriété sociale dans le système socialiste*, éditions Anthropos. Etonnant...

- En conséquence il y aura maintien de la contradiction entre le caractère décentralisé de l'autogestion et le caractère social des moyens de production qui se double de la contradiction politique entre l'exigence profonde d'une démocratie ouvrière totale et le maintien d'un Etat largement extérieur aux producteurs directs et soumis au monolithisme de parti. En outre le caractère trop éclaté des « communautés d'intérêts » risque de maintenir les inégalités entre celles qui sont riches et celles qui le sont moins...

Quel est le degré de contrôle par les dirigeants titiste de la situation dans la perspective souvent commentée de l'après-titisme ? Les appels à la discipline sont encore fréquents. Mais on parle aussi de réintégrer les purgés. Un vaste système de « défense populaire » a été mis sur pied avec entraînement et fusil pour chacun. Il est certain qu'une intervention en Yougoslavie signifierait la lutte armée... Et les traditions sont fortes en matière de résistance... Les déséquilibres économiques subsistent et deviennent graves avec le retour important des travailleurs que la récession capitaliste renvoie chez eux : en l'absence de plan de développement intégrant la remise en cause du chômage par la diminution massive du temps de travail et sa distribution entre toutes les mains disponibles, la situation restera tendue et inacceptable. Nous ne pouvons pas détailler ici l'ensemble des mesures prises par les dirigeants yougoslaves pour tenter de résoudre ce problème et il n'y a pas encore assez de recul pour en juger l'application. Les résistances — en particulier dans le secteur bancaire — à la nouvelle politique sont très certainement à la mesure de l'éclatement antérieur et les mesures prises par trop bureaucratiques pour que les travailleurs prennent en main eux-mêmes la lutte pour la construction de rapports socialistes. La « transition » au socialisme n'en sera que plus longue... mais le seuil de la restauration capitaliste n'a pas été franchi...

Catherine Verla

La réforme économique et la classe ouvrière

Les difficultés rencontrées dans l'analyse de l'URSS et des démocraties populaires sont de deux ordres. Il y a d'abord la difficulté objective de saisir, sans un recul historique suffisant ce que sont ces sociétés en mutation rapide, combinant des éléments de plusieurs modes de production (1) et en tout cas loin de représenter un modèle achevé. Aucune théorie comme celle du Capital n'existe pour rendre compte de la logique de ces sociétés et rien ne prouve même qu'une théorie de ce type puisse jamais exister. Il y a ensuite la gangrène bureaucratique qui fera que les données empiriques sûres vont être d'un accès difficile (2) — notamment sur les niveaux de vie réels —, ce qui va singulièrement simplifier la tâche aux innombrables journalistes, philosophes, économistes, amis de l'URSS, amis de la Chine dont la fonction —

(1) Voir à ce propos l'article de E. Mandel : Du « nouveau » sur la question de la nature de l'URSS in Q.I. n° 45, sept. 70 et son article dans ce numéro de C.C.

(2) Dans ce domaine, la palme d'or revient certainement à la République populaire de Chine ; le professeur Ch. Bettelheim, par exemple, dont personne ne peut vraiment mettre en doute les excellentes dispositions à l'égard des orientations diverses de la RPC, en tout cas de puis les années 60, (et avant les récents développements...) n'avait comme éléments pour écrire son opuscule *la Construction du socialisme en Chine* que les données de *Pékin-information*, c'est-à-dire rien, si ce n'est son enthousiasme, son ardeur à bien faire et la réputation due à ses travaux passés.

cyniquement ou candidement assumée (3) — est de raconter des choses qui ne sont pas conformes à la vérité. S'il en est ainsi de beaucoup d'auteurs bourgeois, ce qui est somme toute dans la nature des choses, il en est ainsi également des écrivains qui se réclament du socialisme. Le poids social du stalinisme — et donc son pouvoir d'attraction à l'extérieur — a été si considérable qu'on peut pratiquement dire que seuls les trotskystes ou des militants à leur périphérie — c'est-à-dire finalement peu de monde — ont essayé d'appliquer aussi à l'Union Soviétique une méthode marxiste, donc critique. Quant aux éléments oppositionnels à l'intérieur, ils n'utiliseront pas naturellement le marxisme qu'ils connaissent en général mal, tout en croyant le connaître bien puisqu'ils l'identifient à la religion d'Etat, poussés en cela par la propagande de l'Est comme de l'Ouest (4).

Le but de cet article n'est pas de reprendre la discussion sur la nature de classe de l'Union Soviétique (voir les articles cités ci-dessus du camarade E. Mandel) mais de voir à la lumière de *la Révolution trahie* — et 40 années après qu'elle ait été écrite — comment se pose la question de la restauration du capitalisme en URSS. Précisons de suite que pour nous le mot « capitalisme » ne se réduit pas à une injure polémique, il ne définit pas d'abord par tel ou tel rapport de hiérarchie dans l'entreprise ou telle ou telle orientation dans la politique de l'Etat, mais par la production généralisée de valeur d'échange, le moteur de l'accumulation étant la concurrence entre des capitaux différents.

Disons immédiatement ce qui nous paraît nouveau, par rapport aux années 1930 sur cette question de restauration du capitalisme. Pour Trotsky, ses sources sociales se trouvaient largement hors de la couche bureaucratique dirigeante — même si politiquement elle en portait une large responsabilité ; ses sources se trouvaient d'abord à la campagne chez les koulaks et chez les nepmens (appuyés éventuellement par une intervention étrangère). D'où la nécessité objective et aussi comprise comme telle par la bureaucratie — même si avec retard — de devoir mener la lutte sur deux fronts : contre toute activité autonome du prolétariat qui menacerait ipso facto ses privilèges et contre le danger représenté par ces secteurs bourgeois dont la victoire aurait tout aussi bien signifié la disparition de ces nouveaux parvenus. Ajoutons enfin que de larges secteurs de la classe ouvrière soviétique à la fin des années 1920 étaient encore également très conscients de ce que signifiait le retour des

(3) Voir, par exemple, le témoignage de D. Desanti in *Les Staliniens*.

(4) Remarquable est de ce point de vue la *Lettre ouverte au POUP* de J. Kuron et K. Modzelewski in Cahier rouge n° 4, éd. Maspero, où ces camarades adoptent dans la forme et en substance un point de vue marxiste pour attaquer la bureaucratie. Rien d'étonnant alors à ce qu'il s'agisse d'un des rares textes écrit à l'Est qui assigne à la classe ouvrière le rôle essentiel pour abattre la bureaucratie. Cf. aussi l'article d'E. Mandel à propos du livre de Bahero dans *Zuprecor* n° 13 du 29 septembre 1977.

blancs. On peut donc dire qu'à cette époque, les protagonistes sociaux étaient relativement conscients de l'enjeu.

La situation aura beaucoup évolué depuis à cause des changements structurels profonds opérés en URSS qui vont avoir des conséquences subjectives. La première chose à dire c'est qu'aujourd'hui, les sources de retour au capitalisme ne sont pas — en tout cas pas d'abord — externes à la bureaucratie dirigeante ; comme nous le développerons plus bas, c'est la « réforme économique » qui est le canal actuel par où pourrait se réintroduire le capitalisme ; et cette réforme dont la logique, si elle était poussée à bout sur le terrain, signifierait bel et bien le retour du capitalisme, tire son origine de tendances internes à la couche dirigeante. Même si, comme nous le verrons, l'application de la réforme a pu diviser la bureaucratie entre réformateurs et « conservateurs » dans les démocraties populaires, ce serait une illusion très dangereuse que de compter sur la bureaucratie pour réagir à ces menaces ou de croire que les tanks soviétiques ont été motivés par de telles réactions : c'est l'interprétation apologétique de Fidel Castro sur l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie et celle des maoïstes officiels lors de l'intervention de ces mêmes soviétiques en Hongrie en 1956 (5). La bureaucratie n'est pas l'obstacle essentiel à la restauration du capitalisme ; elle en est aujourd'hui non seulement responsable politiquement, mais pour toute une partie d'entre elle, responsable socialement. Quant au danger « koulak », le poids de la paysannerie a énormément décliné et dans une large mesure ses revendications iraient davantage dans le sens d'avoir les mêmes avantages que les ouvriers (sécurité des revenus, congés payés, retraites, etc.).

Si c'est, pour nous, la classe ouvrière qui reste le principal obstacle à la généralisation de la réforme et partant à la restauration du capitalisme, c'est parce que l'application généralisée de cette réforme signifie pour elle, comme nous le verrons, la perte d'une série d'acquis sociaux (croissance de l'inégalité sociale, retour du chômage, etc.). Cette réaffirmation du rôle de la classe ouvrière, confirmé par les derniers événements (Pologne, juin 76), n'implique de notre part aucune surestimation du niveau de conscience politique de cette même classe ou de l'intelligentsia oppositionnelle ; surtout si les critères pour juger du « niveau » sont « ouest-européens » : des dizaines d'années de propagande infantile et si évidemment mensongère ont passablement rendu sceptiques les citoyens soviétiques sur les méfaits du capitalisme (et les bienfaits du « socialisme »).

Tout ceci fait que les luttes sociales qui se livrent à l'Est peuvent avoir les traductions idéologiques les plus confuses pour leurs protagonistes : envahir la Tchécoslovaquie au nom de « l'internationalisme prolétarien »

(5) Le plus grotesque est la couverture « trotskyste » fournie à ce type de position par les Possadistes qui voient là la manifestation du rôle double de la bureaucratie soviétique...

en 1968 ou faire massacrer par la milice « ouvrière » quelque 400 ouvriers défendant leur intérêt de classe comme sur les ports de la Baltique en décembre 1970 au nom de « la défense de la dictature du prolétariat », c'est vraiment de la propagande anti-communiste d'une qualité inégalable. Rien ne saurait alors être plus dangereux pour juger de la dynamique de ces sociétés que de se limiter à la conscience que les individus ont d'eux-mêmes, qu'ils soient ouvriers, bureaucrates, intellectuels ou autres.

Une autre difficulté existe à l'Ouest — comme à l'Est — c'est l'ignorance — ou du moins, si la chose est si grosse qu'on ne peut plus la cacher, le peu de connaissance — du déroulement même de ces luttes. Il y a sur cette question un secret d'Etat plus gardé que les secrets militaires (6). D'où l'impression d'une passivité ouvrière plus grande qu'elle n'est en réalité, ce qui est exactement l'objectif recherché par la bureaucratie.

En bref, toutes les analyses sur les pays de l'Est qui sont muettes sur le rôle de la classe ouvrière, parce qu'en dehors des grandes crises elle n'a aucun moyen de s'exprimer, restent superficielles. Souvent, d'ailleurs, avec cette « méthode », le capitalisme y est vu comme déjà restauré ou sur le point de l'être sans problème majeur et ce d'autant plus que l'on confond les rêves des pères de la réforme économique (de Lieberman à Sik) avec le degré d'application réel de celle-ci.

Nous allons d'abord rappeler très rapidement (7) le pourquoi de la réforme économique, ses contradictions et sa logique, puis montrer ensuite ses conséquences sociales.

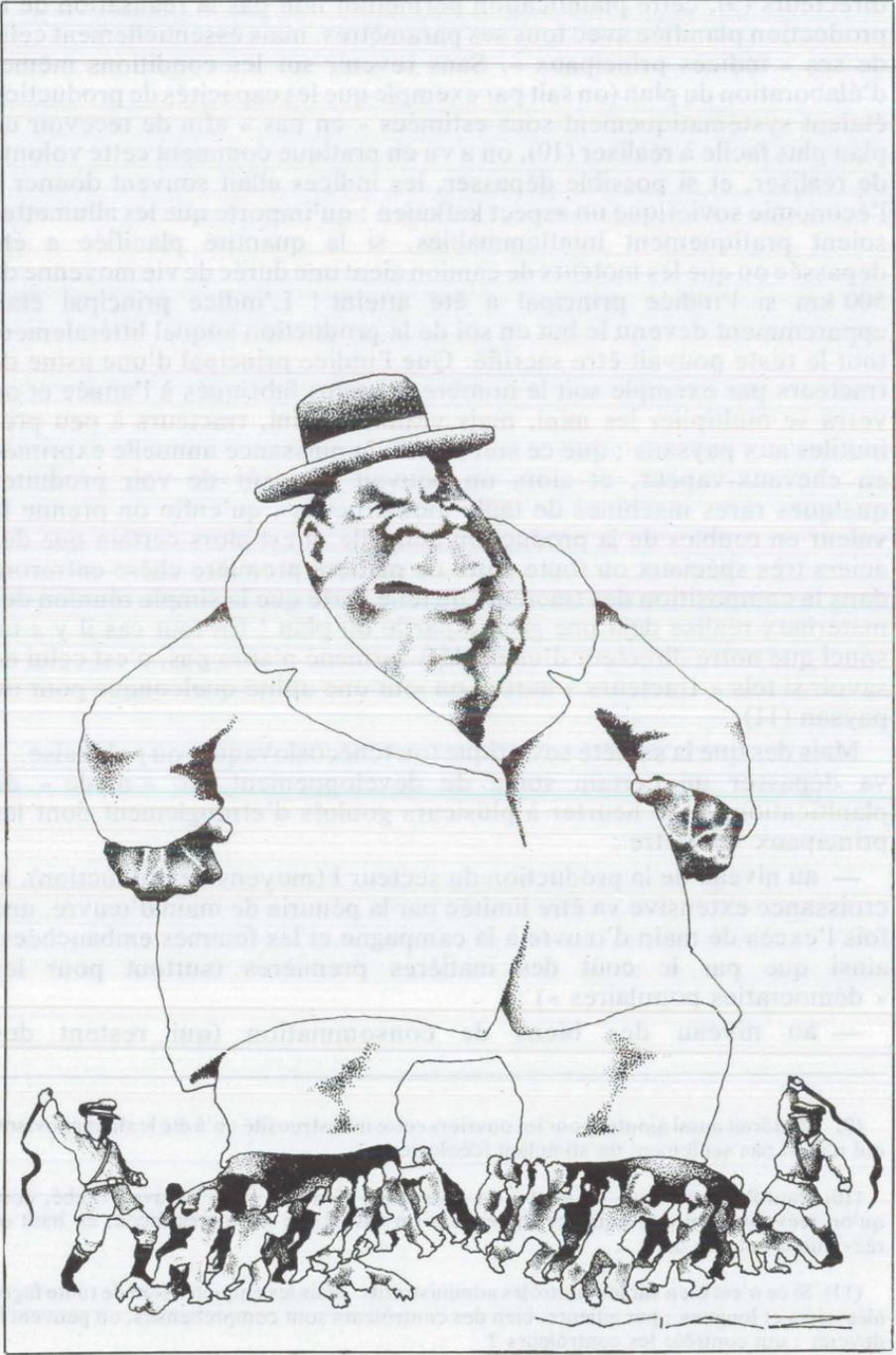
La réforme, pourquoi ?

La planification bureaucratiquement centralisée sur le mode « classique » stalinien d'avant-guerre ne pouvait permettre — et à quel coût social ! — qu'un développement extensif de la production (8). Essentiellement fondée sur l'intérêt matériel (promotion ou sanction) des

(6) On voit maintenant des invitations d'experts occidentaux à des manœuvres des armées du Pacte de Varsovie. A quand des invitations de syndicalistes pour les règlements de conflits sociaux ?

(7) Cf. Les nombreux articles de *IV* Internationale* de E. Mandel et E. Germain et son *Traité d'économie marxiste*. Cf. aussi l'article d'Eric Laurent et M. Halubenko dans *Zuprecor* n° 25 du 25 mai 1975.

(8) On dit qu'il y a croissance extensive, si elle obtenue en multipliant tous les facteurs de production par un même coefficient. Dans l'agriculture, par exemple, ceci signifie la mise en culture de nouvelles terres avec de nouveaux paysans. Elle s'oppose à la croissance intensive qui suppose une modification des processus de production avec des rendements meilleurs.



directeurs (9), cette planification permettait non pas la réalisation de la production planifiée avec tous ses paramètres, mais essentiellement celle de ses « indices principaux ». Sans revenir sur les conditions mêmes d'élaboration du plan (on sait par exemple que les capacités de production étaient systématiquement sous-estimées « en bas » afin de recevoir un plan plus facile à réaliser (10), on a vu en pratique comment cette volonté de réaliser, et si possible dépasser, les indices allait souvent donner à l'économie soviétique un aspect kafkaïen : qu'importe que les allumettes soient pratiquement ininflammables, si la quantité planifiée a été dépassée ou que les moteurs de camion aient une durée de vie moyenne de 500 km si l'indice principal a été atteint ! L'indice principal était apparemment devenu le but en soi de la production auquel littéralement tout le reste pouvait être sacrifié. Que l'indice principal d'une usine de tracteurs par exemple soit le nombre d'engins fabriqués à l'année et on verra se multiplier les mini, mais vraiment mini, tracteurs à peu près inutiles aux paysans ; que ce soit plutôt, la puissance annuelle exprimée en chevaux-vapeur, et alors on pouvait être sûr de voir produites quelques rares machines de taille monstrueuses ; qu'enfin on prenne la valeur en roubles de la production annuelle, il est alors certain que des aciers très spéciaux ou toute sorte de matière première chère entreront dans la composition des tracteurs de telle sorte que la simple réunion des matériaux réalise déjà une grosse partie du plan ! En tout cas il y a un souci que notre directeur d'usine déjà surmené n'aura pas, c'est celui de savoir si tels « tracteurs » auront un jour une utilité quelconque pour un paysan (11).

Mais dès que la société soviétique (ou tchécoslovaque, ou polonaise...) va dépasser un certain stade de développement, ce « mode » de planification va se heurter à plusieurs goulots d'étranglement dont les principaux vont être :

— au niveau de la production du secteur I (moyens de production), la croissance extensive va être limitée par la pénurie de main d'œuvre, une fois l'excès de main d'œuvre à la campagne et les femmes embauchées, ainsi que par le coût des matières premières (surtout pour les « démocraties populaires ») ;

— au niveau des biens de consommation (qui restent des

(9) Il faudrait aussi ajouter pour les ouvriers cette monstruosité qu'à été le stakhanovisme qui n'était pas seulement un stimulant idéologique.

(10) Faut-il ajouter qu'« en haut » on savait très bien qu'en bas on avait triché, donc qu'on réévaluait en conséquence, qu'en bas on savait que de toutes façon, en haut on réévaluerait et que donc...

(11) Si ce n'est bien sûr les contrôles administratifs. Mais les enquêtes sont de toute façon aléatoires et longues ; par ailleurs, bien des contrôleurs sont compréhensifs, ou peuvent le devenir : qui contrôle les contrôleurs ?

marchandises), dès qu'un certain seuil de satisfaction a été atteint, rien n'oblige alors à acheter des postes de radios qui paraissent démodés ou des vêtements qui ressemblent à des uniformes militaires. (Bien entendu, tant qu'il existait une pénurie — années 1930 ou fin des années 1940 — même les « uniformes » étaient achetés, puis recoupés, teints, etc. : il n'y avait tout simplement pas de tissus. Telle n'est évidemment pas la situation aujourd'hui.)

En bref, il deviendra impératif d'augmenter simultanément la productivité et la qualité de la production, objectif que les vieilles méthodes ne permettaient pas d'atteindre.

Le XX^e Congrès du PCUS va marquer de façon spectaculaire cette prise de conscience des sommets de la bureaucratie qu'il faut « réformer » ; à la fois en prévision de révoltes populaires (il y avait eu Berlin déjà en 1953), mais aussi parce que le mode de direction despotique de la bureaucratie elle-même par Staline était ressenti comme anachronique ; les grandes terreurs des années 1930 et de la guerre passées, la bureaucratie voulait davantage de « stabilité de l'emploi » et de « rationalité ». Le grand mot d'ordre de ces messieurs étant : démocratie à l'intérieur de la bureaucratie elle-même (12). Les promesses de Khrouchtchev d'un accroissement du niveau de la consommation étaient d'ailleurs aussi bien dirigées vers les masses soviétiques que vers l'appareil.

Aussi, très vite, au cours des années 1960 vont se développer dans les cercles d'économistes officiels des discussions dont la franchise et le degré de « liberté » détonnaient passablement sur la grisaille de la production officielle dans tous les autres domaines. (Le contraste sera certainement le plus grand en Tchécoslovaquie qui, sous la férule de Novotny, n'avait pratiquement pas connu le XX^e Congrès, mais où les contradictions signalées plus haut étaient les plus criantes.) Et très vite ces messieurs vont reconnaître la vanité des tentatives de multiplier les indices « principaux » dans l'espoir de mieux contrôler l'exécution du plan dans tous ses paramètres. En fait la conclusion que vont très vite tirer ces messieurs est que le facteur essentiel de production sur lequel il faut agir c'est la participation consciente des travailleurs au processus de production, seul moyen de faire croître la productivité et la qualité de la production.

Mais bien entendu, il ne s'agit pas pour la bureaucratie de reconnaître — tardivement — que le socialisme c'est « l'électrification plus le pouvoir des Soviétiques », mais bien plutôt de faire « participer », au sens bourgeois de l'intéressement individuel. La différence avec le système antérieur n'est pas tant l'intéressement individuel, qui existait, mais le fait que cette fois son niveau sera déterminé par les résultats économiques de

(12) Dans son fameux rapport, Krouchtchev, qui passait pourtant pour réaliste, n'hésitait pas à dire « qu'il fallait laver son linge sale en famille »...

l'entreprise. Par ailleurs il y a la reconnaissance quasi-explicite de l'échec de la propagande comme instrument qui permette que les travailleurs reconnaissent que l'usine est leur, même si rituellement un petit couplet est consacré à l'amélioration de la lutte idéologique.

La réforme, comment ?

Schématiquement on peut distinguer trois niveaux dans la nouvelle pensée économique de ces messieurs durant les années 1960 :

- a) Le choix du profit comme indice principal.
- b) Le niveau des revenus déterminé par les performances de l'entreprise.
- c) Le niveau des investissements déterminé en règle générale par le profit réalisé.

Nous allons rapidement résumer ces trois points, tout en insistant encore sur le fait qu'il s'agit seulement de la pensée de ces messieurs et pas de son application. Comme nous le verrons il y aura précisément loin de la coupe aux lèvres.

a) Le choix du profit comme indice principal

Dans les propositions initiales, il s'agissait du profit planifié, c'est-à-dire de la différence entre le prix de revient planifié (les techniques de travail, le niveau des salaires, les prix des machines et des matières premières étant déterminés) et le prix de vente aussi fixé par l'Etat. Si on se limite donc strictement aux conditions précédentes — ce qui ne sera pas longtemps le cas — le profit planifié sera donc strictement proportionnel aux quantités effectivement vendues (puisque le profit unitaire est fixé) qui, elles, ne sont pas connues à l'avance. En d'autres termes on aura là (enfin) une indication du gaspillage, c'est-à-dire des stocks de biens fabriqués dont personne ne veut et qui représentent dans les démocraties populaires quelque chose de colossal (13). Bien entendu, seuls les secteurs produisant des marchandises sont directement concernés par cette réforme, c'est-à-dire essentiellement le secteur II des biens de consommation.

Evidemment, ce niveau de réforme n'a d'intérêt autre que comptable que s'il permet certains choix de l'entreprise qui prendrait ainsi des initiatives pour augmenter son coefficient de réalisation du plan, identifié ici au profit. On escomptait, pour ce faire, deux moyens :

— une utilisation plus rationnelle du personnel (mais sans toucher au nombre d'employés ni au niveau de rémunération) ;

(13) En Pologne le total des stocks, fin 1970, atteignait 500 milliards de zlotys, c'est-à-dire la moitié du produit national brut pour cette même année ! Source : *Poland : Round Three* by Olivier Mac Donald, preprint pour NLR, oct. 76.

— une amélioration des assortiments, dans les limites autorisées par le plan et qui permette de diminuer les invendus.

Et il n'y a pas de doute que dans les démocraties populaires (Hongrie et Pologne en particulier) il y aura une certaine amélioration de la qualité de la production du secteur II (14).

Disons enfin que d'un point de vue théorique, en soi, une telle proposition ne nous semble pas hérétique. Les points suivants, par contre, vont davantage sentir le soufre et singulièrement le point c.

b) Le niveau de revenu déterminé par les performances de l'entreprise

Ce point n'est pas essentiellement nouveau, c'est la rationalisation du système déjà en vigueur de l'intéressement matériel. Signalons cependant que cette liaison entre les revenus et les résultats de l'entreprise est très différente suivant la hiérarchie. Si les primes ne représentent que quelques % du salaire des ouvriers, elles peuvent aller jusqu'à 30 % du salaire des ingénieurs de haut rang. Voilà qui éclaire pas mal le contenu social de la réforme ! Plus significatif encore des limites étroites de cette réforme, les résultats d'enquête de journaux (que l'on peut donc considérer comme officiels en URSS !) montrent que 50 % des ouvriers *ignoraient* que leurs salaires dépendaient des résultats globaux de leur entreprise ; quant à ceux qui le savaient, ils considéraient que ces primes devaient être incluses aux salaires. En bref, la majorité des producteurs n'était pas intéressée à... son intéressement !

c) Le niveau des investissements déterminé par le profit

A coup sûr ce point-là introduisait, s'il avait été généralisé aux secteurs clé de l'économie, le retour du capitalisme et ce, en dépit de bien des précautions oratoires de ses tenants (marché « socialiste », concurrence « socialiste », et pourquoi pas chômage « socialiste », crise « socialiste » ?). A partir du moment où le choix et le niveau des investissements est déterminé par le maximum de profit escompté, la planification a disparu pour faire place à une production généralisée de valeurs d'échange pour un marché. Et toutes les vieilles lois du capitalisme jouent alors à plein. Il est certain que sur la base *des écrits* du professeur Sik, on pourrait démontrer le retour du capitalisme en URSS ou en Tchécoslovaquie. Mais, en fait, dans aucun pays de l'Est, ceci n'a été le cas. Son application d'ailleurs, ne passerait pas inaperçue : elle signifierait, entre autres, un retournement à 100 % des priorités d'investissements entre les secteurs I et II (15).

Avant de montrer en quoi les mobilisations ouvrières (réelles ou poten-

(14) Avec le début de gaspillage bien connu dans les pays capitalistes. On raconte en Pologne, par exemple, l'histoire d'une savonnette coupée en deux, emballée différemment et vendue au même prix qu'avant...

(15) cf. L'exemple Yougoslave pris dans ce numéro.

tielles) ont limité les essais de réforme, rappelons rapidement la logique nouvelle introduite par la réforme. Pour ce faire, reprenons le raisonnement des technocrates plaidant pour davantage de « liberté d'entreprendre ».

Pour que le profit, considéré comme indicateur principal des « performances » de l'entreprise ait un sens économique au niveau *global*, il faut que les prix sur lesquels il est calculé aient eux-mêmes un sens : si les prix de revient et (ou) de vente sont fantaisistes, c'est-à-dire ont perdu tout contact avec la dépense en travail social (ce qui est très souvent le cas en URSS et donc dans les « démocraties populaires »), l'encouragement formidable que pourrait trouver telle entreprise à investir dans tel secteur, parce qu'elle y réalise de gros profits pourrait être tout à fait artificiel et donc être ruineux pour la société dans son ensemble : telle ferme d'Etat par exemple, située à 2 000 kilomètres de Moscou, payant l'eau et le transport (par avion) à un prix ridiculement bas, pourrait décider de se spécialiser dans la production de citrons, qui peuvent être vendus très chers dans la capitale. Si cet exemple de recherche du profit maximum (avec toutes les possibilités d'initiatives) par chaque entreprise se généralisait, il est clair qu'il serait catastrophique pour la société dans son ensemble en fort peu de temps : même non payés par la ferme d'Etat, l'eau et le kérosène d'avion ont signifié une dépense en travail colossale.

Mais le but étant précisément de favoriser l'initiative, en l'absence de démocratie ouvrière, la seule solution est que les prix soient alors les plus proches possibles de ce que les économistes appellent « les justes prix », ceux qui expriment la dépense en travail social nécessaire. Nous reviendrons bien évidemment sur les conséquences sociale et politique de cette recherche du « juste prix », mais continuons la plaidoirie de nos technocrates.

Le prix de revient n'est pas seulement déterminé par le prix des matières premières, il dépend aussi de la répartition et de la rémunération des différents postes de travail. Qu'on laisse donc les directeurs d'usine « rationaliser » le processus de production, les coûts chuteront d'autant. Enfin, et peut être surtout, le rendement au travail de l'ouvrier soviétique est infiniment plus bas qu'en l'Occident ; c'est peut-être utile pour que *l'Humanité* explique qu'en URSS les cadences infernales sont bannies, mais c'est économiquement ruineux (sans parler de l'absentéisme, de l'alcoolisme, du chapardage, des perruques, etc.). Les sempiternels appels « à la discipline du travail », à « la conscience socialiste », etc. ont fait la preuve de leur inefficacité. Alors, pour les bureaucrates, un seul remède, comme à l'Ouest : qu'existe un volant de chômeurs, menace constante pour ceux qui ont un emploi. En bref, il faut pour ces messieurs en finir avec ce « droit au travail » qui rend — du point de vue des licenciements — intouchables les ouvriers.

Voilà, généralement résumées, les causes de la réforme économique et sa logique. Nous n'entrerons pas dans cet article sur la variété et le degré

de son application suivant les pays et les branches de l'économie. Mais voyons, généralement encore, les conséquences que vont avoir ses débuts d'application.

Les conséquences de la réforme

A. Du point de vue social

C'est essentiellement une augmentation de l'inégalité sociale, considérée théoriquement comme aiguillon à la quantité et à la qualité du travail fourni et pratiquement comme source supplémentaire de revenus pour les technocrates. Donnons plusieurs exemples, d'importance inégale.

Le logement. Dans toutes les démocraties populaires et en URSS, le manque de logement est impressionnant et nombreux sont les jeunes couples qui doivent habiter dans deux ou trois (petites) pièces avec leur parents et même les grands parents : en URSS, l'utilisation sociale de la grand-mère est proverbiale. Mais, quelle que soit cette crise, jusqu'à la fin des années 50, les loyers, pour des raisons politiques, restaient fixés à des niveaux extrêmement bas, moins de 10 % du salaire. En d'autres termes, l'argent n'aidait pas à obtenir un logement. Il fallait s'inscrire et attendre, (bien sûr, la carte du Parti ou le piston aidaient...). Formellement aujourd'hui, les loyers sont restés encore assez bas — ce qui permet des statistiques officielles toujours très roses — mais *pratiquement*, si on veut ne pas habiter éternellement avec ses parents, il est fortement conseillé au jeune, dès qu'il commence à travailler, d'économiser, pour participer « volontairement » à une coopérative qui va financer et mettre en chantier de nouveaux logements. Bien entendu, cette fois, il n'y a plus de prix « politiques », il faudra payer au « juste prix », c'est-à-dire y consacrer le tiers du salaire.

La santé. Formellement encore, médecins et médicaments coûtent un prix dérisoire. Mais les médecins ont trouvé un moyen de relever leur salaire qui est effectivement très bas (16), c'est la généralisation du cadeau. Pratiquement, si on veut être assuré de ne pas devoir attendre trop longtemps pour un rendez-vous, ou d'avoir tel ou tel médecin réputé compétent, alors il est très recommandé d'ammener un poulet (à la campagne) ou une bonne bouteille ou même directement une enveloppe. C'est, dans les faits, un début de reprivatisation de la médecine.

Plus généralement, la corruption est un phénomène croissant. Il n'y a évidemment aucune statistique à ce propos, mais des masses de témoignages éloquentes. Contentons nous de rappeler une anecdote savoureuse dénoncée à la télévision tchécoslovaque, pourtant normalisée : c'est l'histoire d'un fonctionnaire qui pour être soigné mieux à la polyclinique de son ministère, apporte une bouteille de cognac français à son médecin,

(16) La propagande soviétique donne volontiers en exemple « de ce qui est fait pour les femmes » le fait que 90 % des médecins sont des femmes, ce qui peut déjà paraître trop... Mais elle oublie de parler de la paye.

lequel, ayant besoin d'une réparation rapide à sa voiture, la « donne » à son garagiste pour faire accélérer le mouvement, lequel, à son tour, voulant que son gendre soit bien placé sur la liste des nouveaux logements va la donner à... ce même fonctionnaire. Cette bouteille de cognac aura ainsi circulé sans jamais avoir été ouverte ; de façon savante on peut dire que sa valeur d'usage n'aura pas été celle qu'on peut généralement attendre d'une bouteille de cognac, mais celle d'un moyen de paiement, de même que l'or circule, sans être utilisé physiquement.

La menace du chômage. Largement discutée dans les cercles d'économistes, pour l'instant elle n'a connu aucune application un tant soit peu massive. Quelles que soient leurs hardiesses théoriques, nos réformateurs sont toujours restés extrêmement prudents sur la pratique : ils craignent à juste titre une riposte ouvrière s'ils touchent à ce qui est un des acquis fondamentaux de ces sociétés depuis 30 ans, la fin du chômage et de la hantise à trouver un emploi. En Tchécoslovaquie, par exemple, au début de 1968, Novotny et ses amis faisaient courir dans la classe ouvrière le bruit que la nouvelle équipe Dubeck voulait rétablir le chômage, ce qui n'a pas été exactement sans efficacité.

En tout cas se développe toutes les formes de taylorisation occidentale et ce n'est pas par hasard si le livre de Harasty *Salaire aux pièces* a fait un tel scandale en Hongrie.

Attaque directe et globale contre le niveau de vie. C'est évidemment en Pologne que cet essai d'atteindre « les justes prix » se manifestera avec le plus de brutalité ; la première fois en décembre 1970, la seconde en juin 1976. Dans les deux cas, les réactions ouvrières vont être fulgurantes et contraindre le gouvernement à la retraite.

B. Du point de vue politique

Il y aura d'abord des effets secondaires. Un clivage va apparaître au sommet de la bureaucratie, non pas sur le principe de la réforme (qui paraissait être la seule perspective), mais sur ses modalités pratiques. Schématiquement, dans les « démocraties populaires », on verra d'un côté des « libéraux », plus ou moins liés aux responsables directs de l'économie et intéressés — dans tous les sens — à la réforme, et de l'autre « les conservateurs », juges, flics, idéologues divers, bref, tout ce clergé « d'un type nouveau » qui tire ses privilèges du maintien du strict monolithisme du Parti-Etat. Il n'y a pas de doute que ces hésitations en haut ont joué un rôle important, encourageant en bas la révolte (Berlin en 53, Hongrie en 56 et Tchécoslovaquie en 68) ; voilà pour quoi, dans la mentalité stalino-policrière, on en a tout simplement tiré la conclusion que ce sont ces hésitations qui ont causé « la contre-révolution », et que de ce point de vue Staline avait raison de présenter systématiquement une image sans fissure.

Il y aura ensuite qu'une certaine « libéralisation » économique implique non pas une réelle démocratisation, mais l'ouverture de certaines

discussions dans la sphère économique d'abord, mais avec tous les risques de débordement dans les domaines sociaux, politiques, philosophiques.

Mais surtout, pour la bureaucratie le risque est immense que se conjuge à ce relatif affaiblissement de l'appareil la protestation ouvrière issue de cette croissance de l'inégalité sociale et encouragée par cette idée qu'en haut on serait moins solide. En d'autres termes, si la réforme économique a paru à la fin des années 50 pour la bureaucratie (ou pour une partie importante d'entre elle) la seule perspective, son enthousiasme va être tempéré par le danger de la réaction ouvrière. Son mot d'ordre était : la réforme, oui ! La chienlit, non ! Mais malheureusement, l'une risquait fort d'ammener l'autre.

Si on comprend ceci, on comprend une des raisons qui ont fait que c'est en Hongrie que la réforme a été le plus loin : à cause de l'intervention soviétique de 56, les éléments les plus combattifs de la classe ouvrière avaient été décimés ou démoralisés. De la même façon, en 68, les troupes soviétiques ne sont pas tant intervenues contre la réforme de Sik, que contre les « débordements » qu'elle avait suscités (17).

Ceci dit, aujourd'hui, ces messieurs sont rendus passeblement sceptiques sur les grandes perspectives ouvertes par la réforme. En URSS, elle est carrément gelée. Pendant un moment on a préféré développer une nouvelle religion, plus aseptique : celle de l'automation, du calcul électronique, des échanges Est-Ouest. En bref, ces messieurs rendus pessimistes sur les possibilités d'améliorer l'homme se sont tournés vers les choses. Las, ils ne tarderont pas à s'apercevoir, comme pourtant leur avait enseigné leur maître J.V. Staline que « l'homme est le capital le plus précieux ».

L'électrification plus le pouvoir des soviets

D'un point de vue théorique, toutes les discussions autour de la réforme économique et ses essais inégaux d'application ont eu un mérite essentiel, celui de reconnaître qu'à terme, le facteur de production décisif, c'est la mobilisation réelle des producteurs. Que la bureaucratie n'ait pu qu'y répondre qu'en terme bourgeois d'intéressement matériel individuel ne nous étonne pas. Mais pour nous, trotskystes, c'est la confirmation éclatante que la démocratie des Conseils ouvriers n'est pas seulement une nécessité morale ou un luxe que seules des sociétés très développées pourraient se payer, mais encore un moyen et disons le, *le* moyen indispensable pour y parvenir.

Sandor

(17) Voir le Cahier rouge *l'Intervention en Tchécoslovaquie, pourquoi ?* ed. Maspero.

Re(lire) Boukharine

« Sachez, camarades, que sur le drapeau que vous porterez dans la marche victorieuse vers le communisme, il y a aussi une goutte de mon sang. » Voici ce qu'écrivait Boukharine dans une de ses dernières lettres, sentant venir sa fin prochaine. En mars 1938, au cours de son procès à Moscou, où il est accusé de « crimes contre-révolutionnaires », de trahison et de connivence avec les « espions » trotskystes, Boukharine est condamné à mort et exécuté. Depuis lors, Boukharine a été, comme tant d'autres dirigeants bolcheviks, complètement passé sous silence, refoulé dans les oubliettes de l'histoire. Mais avec la renaissance du marxisme révolutionnaire sur le plan international, les nouvelles générations commencent à s'intéresser à nouveau à celui que Lénine avait appelé « l'enfant chéri du parti » et le « plus éminent théoricien ». Aujourd'hui deux livres récemment parus aux E.D.I. (1) donnent toute la mesure du sens

1) **Economique de la période de transition**, EDI, Paris, 1976, traduction d'Ewa Zarzycka-Berard et Jean-Marie Brohm ; introduction de Pierre Naville, biographie de l'auteur par E. Zarzycka-Berard. **L'Impérialisme et l'accumulation du capital**, EDI, Paris, 1977, traduction de J.-M. Brohm, préface de P. Naville, postface de M. Andreu.

théorique de Boukharine. Ces livres viennent compléter heureusement les ouvrages déjà publiés ces dernières années et annoncent la réhabilitation définitive de Boukharine qui fut pendant quelques années président du comité exécutif de l'Internationale communiste (2). Dans *l'Impérialisme et l'accumulation du capital*, Boukharine réfute les principales thèses de *l'Accumulation du capital* de Rosa Luxemburg. L'ouvrage, extrêmement théorique et d'une lecture ardue, s'ouvre par une discussion sur la possibilité de la reproduction élargie et sur les schémas de reproduction de Marx contestés par Rosa. Rosa Luxemburg estime que la reproduction élargie est impossible dans une société capitaliste pure telle que la suppose méthodologiquement Marx dans *le Capital*. Pour elle la possibilité de l'accumulation suppose un ensemble de formations pré-capitalistes à l'extérieur et de formes de production non-capitalistes à l'intérieur de la formation sociale capitaliste. C'est ce qu'elle appelle les « *tierces personnes* » qui jouent un grand rôle dans les échanges avec le capital central en tant qu'acheteurs des marchandises produites par le capitalisme et en tant que fournisseurs de matières premières et de forces de travail bon marché. Boukharine en vient ensuite à discuter et à critiquer la conception luxemburgienne du marché, des crises et de l'effondrement du capitalisme. Il en déduit les principales erreurs politiques qui en découlent selon lui : fausse attitude vis-à-vis de la question nationale, sous-estimation de la question coloniale, sous-estimation de la question agraire. Seul le léninisme, conclut-il, a été à même de fournir des réponses théoriques et pratiques correctes à ces questions. L'ouvrage est complété par le rapport de Boukharine (la question du programme) au V^e Congrès de l'Internationale communiste en juin 1924 et un discours à la commission de propagande du V^e Congrès et qui traite de questions similaires. L'ouvrage se termine par une solide étude sur Boukharine économiste de Maurice Andreu.

L'Economie de la période de transition, bien qu'écrit en 1919-1920, en pleine période de guerre civile et étrangère, au moment du « communisme de guerre » par conséquent, est d'une actualité brûlante. Il représente la théorisation, dans une situation révolutionnaire concrète et dans une conjoncture critique, des conditions générales de l'édification du socialisme dans le cadre de la dictature du prolétariat. Boukharine pro-

2) *L'économie politique du rentier*, EDI, 1967, *Lénine marxiste*, Maspéro, 1966, *L'ABC du communisme* (avec E. Préobajensky), Maspéro 1968, *La théorie du matérialisme historique*, Anthropos, 1969, *L'économie mondiale et l'impérialisme*, Anthropos, 1967, *Le socialisme dans un seul pays*, 10/18, 1974.

cède d'abord à une analyse théorique et politique de la crise de l'impérialisme culminant dans la guerre mondiale de 14-18. Le capitalisme, qui a unifié l'économie mondiale en un marché universel, est dominé par d'immenses trusts capitalistes d'Etat qui se livrent une guerre acharnée. Boukharine montre :

- que le capitalisme contemporain est un capitalisme mondial, une totalité concrète où les rapports de production capitalistes dominent toutes les parties de la planète ;
- que ce capitalisme mondial est centralisé par le capital financier qui engendre des entreprises combinées géantes pénétrées par l'Etat bourgeois : les trusts capitalistes d'Etat ;
- que le système du capitalisme financier mondial conduit inévitablement à la lutte armée des concurrents impérialistes : voilà la racine de l'impérialisme en tant que contradiction et anarchie du mode de production capitaliste ;
- que le capital financier produit un nouveau type d'Etat bourgeois : l'Etat impérialiste qui repose sur des rapports de production capitalistes d'Etat et où l'Etat devient un exploiteur capitaliste collectif qui s'oppose ouvertement et frontalement au prolétariat ;
- que les guerres menées entre les Etats impérialistes sont des guerres qui permettent de renforcer et d'élargir les rapports de production capitalistes d'Etat ; cette théorie permet à Boukharine de classer les guerres en fonction de leurs rapports au contenu de classe de l'Etat qui les mène ; c'est ainsi que la guerre que mène l'Etat ouvrier est par principe différente ; la guerre socialiste est une guerre de classe où s'affrontent l'Etat du capital financier et l'Etat du prolétariat ;
- que l'Etat impérialisme se subordonne toutes les autres institutions de la bourgeoisie qui sont ainsi « *militarisées* », transformées en filiales centralisées, en appareils d'Etat (étatisation totale de la société civile) ;
- que l'Etat impérialiste intègre complètement les formes traditionnelles du mouvement ouvrier réformiste. « *Finale*ment, écrit Boukharine, la méthode de transformation était la même méthode de subordination à l'Etat bourgeois omniprésent. La trahison des partis socialistes et des syndicats s'exprime précisément en ceci qu'ils se mirent au service de l'Etat bourgeois, qu'ils furent à vrai dire étatisés par cet Etat impérialiste, qu'ils se transformèrent en « section ouvrière » de la machine militaire. L'étatisation de ces organisations avait pour équivalent idéologique l'étatisation typiquement bourgeoise de la mentalité prolétarienne ; c'est ce qui se traduit par la théorie de la soi-disant « paix civile. » (p. 74).
- que la crise impérialiste aiguë qu'est la guerre produit une « force militaire » spécifique. « *Il en découle que le processus de reproduction revêt dans la guerre un caractère déformé, régressif, négatif dans tous les*

cycles productifs ultérieurs, la base réelle de la production devient toujours plus étroite ; le développement s'accomplit selon une spirale qui ne s'élargit pas, mais qui se rétrécit constamment... Nous n'avons pas alors affaire à une reproduction élargie, ni même à une reproduction simple : il s'agit ici d'une sous-production sans cesse croissante. On peut appeler ce processus reproduction élargie négative. Telle est la guerre considérée du point de vue économique » (p. 78).

Boukharine passe ensuite à l'exposé des prémisses générales de l'édification du communisme. Contrairement au capitalisme qui s'est construit spontanément, anarchiquement, le socialisme est construit consciemment, de manière planifiée. « *Le socialisme, comme système organisé, est édifié par le prolétariat comme sujet collectif organisé. Si le processus de genèse du capitalisme fut de nature élémentaire, le processus d'édification du communisme est à un haut degré un processus conscient, c'est-à-dire organisé.* » (p. 99).

Le processus dialectique qu'analyse Boukharine est le suivant :

— La révolution idéologique : les conditions économiques ruinent l'idéologie de la paix civile. La classe ouvrière prend conscience d'elle-même comme classe qui doit accéder au pouvoir. Le système idéologique de « *l'impérialisme ouvrier* » se brise. L'idéologie de la révolution communiste lui succède.

— La révolution politique : la révolution idéologique se transforme en lutte pour le pouvoir politique. L'appareil d'Etat bourgeois est détruit. Il est remplacé par le système de la dictature du prolétariat, la république des soviets.

— La révolution économique : la dictature du prolétariat qui concentre la puissance du prolétariat organisée en pouvoir d'Etat sert de puissant levier au bouleversement économique. Les rapports de production capitalistes sont brisés. Les rapports de production socialistes sont développés.

— La révolution technique : l'étape suivante est la révolution des méthodes techniques, à savoir l'accroissement des forces productives, le perfectionnement rapide de la technique sociale, la mobilisation au service du socialisme de l'intelligentsia technique dont Boukharine expose brillamment les caractéristiques.

Contrairement aux révisionnistes d'hier et d'aujourd'hui qui bradent la dictature du prolétariat, Boukharine montre qu'elle est la condition indispensable de l'édification du socialisme. Et c'est seulement dans son cadre qu'il est possible d'accomplir les tâches sociales et économiques du socialisme en construction : équilibre entre la ville et la campagne, entre l'industrie et l'agriculture, socialisation progressive de l'agriculture, développement rationnel et planifié des forces productives, solution des problèmes de la circulation, des transports et de la distribution, gestion

prolétarienne de la production industrielle et de l'administration municipale, etc.

Pour terminer, Boukharine examine en des chapitres extrêmement brillants et clairs le futur de la révolution communiste : disparition de la production marchande, de la loi de la valeur et en général de toutes les catégories économiques héritées du capitalisme (prix, salaires, valeur, etc.). « *D'une façon générale, écrit Boukharine, le dévoilement des masques fétichistes-chosifiés est une des tendances fondamentales de la période de transition. En même temps que grandit le système naturel des rapports économiques de la société, les catégories idéologiques correspondantes s'effondrent.* » (p. 173)

Disparition progressive des classes sociales, de l'Etat et de la violence de classe. Mais la violence de classe est la condition du règne de la liberté. « *D'un point de vue historique plus large, la contrainte exercée par le prolétariat sous toutes ses formes, depuis la fusillade jusqu'au service du travail obligatoire, est, aussi paradoxal que cela puisse paraître, la méthode d'élaboration d'une humanité communiste à partir des matériaux humains de l'ère capitaliste* »... La dictature du prolétariat, « *comme violence concentrée, anéantit finalement toute violence. Etant l'expression la plus élevée de la classe elle anéantit toute classe. Régime de classe, organisée en pouvoir d'Etat, elle prépare le dépérissement de tout Etat. Menant la lutte pour son existence, elle annihile sa propre existence. Dans une société communiste sans classe et sans Etat, où la discipline extérieure cèdera la place au penchant naturel au travail de l'homme social, les normes extérieures de la conduite de l'homme n'ont plus de raisons d'être. La contrainte sous n'importe quelle forme disparaîtra à jamais.* » (p. 185) Bien entendu l'Etat ouvrier isolé doit étendre la dictature du prolétariat à toute la planète. « *La dictature du prolétariat ne peut triompher si les prolétariats des différents pays sont isolés les uns des autres. C'est pourquoi, déjà au cours de la lutte, il faut inévitablement une cohésion, des liens, un esprit de corps, une union entre toutes les républiques soviétiques prolétariennes naissantes... Ainsi s'étend peu à peu la dictature mondiale du prolétariat.* » (p. 194 et 195) Alors « *le socialisme de la dictature prolétarienne et de la période qui suit se déploie en un système mondial de la société communiste* » (p. 196).

Bien entendu, à cette époque, Boukharine ne pouvait deviner que la dictature du prolétariat sous Lénine et Trotsky allait dégénérer en une dictature sur le prolétariat dont lui, Boukharine, serait un éminent acteur, que la clique de Staline allait rapidement se transformer en une bureaucratie d'Etat parasitaire et oppressive qui loin d'annoncer la dépérissement de l'Etat et des classes renforcerait l'Etat policier en un immense système d'oppression, que les catégories économiques, loin de s'éteindre ne ferait que fleurir (« *salaires socialiste* », « *accumulation socialiste* »), etc., et qu'au bout du compte lui, le théoricien de la révolution mondiale, du communisme prolétarien, se ferait l'avocat du socialisme dans un seul

pays, du socialisme paysan, des petits pas de tortue et de la liquidation de l'opposition marxiste au profit de la bureaucratie thermidorienne contre-révolutionnaire. Tragique paradoxe de l'histoire ! Mais comme il le disait au moment de son fatal procès en 1938 « *il faut être Trotsky pour ne pas désarmer* ». Hommage significatif en effet de la part de Boukharine dont l'erreur principale avait peut être été de fétichiser le parti-qui-a-toujours-raison et devant lequel il faut en toute occasion mettre le genou à terre. Fatale erreur qui lui a coûté la vie. Le Boukharine dont peut à juste titre se réclamer la IV^e Internationale n'est pas celui qu'on fête actuellement dans les revues du PCF (3) : le théoricien du capitalisme d'Etat, des voies nationales au socialisme, l'allié de Staline dans la question chinoise, le pourfendeur du « trotskysme » et le fossoyeur, avec Staline, de la démocratie ouvrière. Notre Boukharine est celui de l'*ABC du communisme*, le théoricien de la dictature du prolétariat, de la révolution mondiale, l'analyste lucide de l'impérialisme et le propagateur du marxisme-léninisme. Certes la réalité n'est pas aussi tranchée et l'on peut à bon droit se demander si une telle coupure dans l'œuvre de Boukharine est licite. Néanmoins, et bien que Boukharine soit contradictoire, ses erreurs sont des fautes politiques, tandis que celles de Staline sont des crimes. Boukharine est toujours resté fidèle à l'idéal du communisme, tandis que Staline expliquait que le communisme mondial était « *une tragi-comédie* »... sanglante. Toute la différence est là. Et aujourd'hui lire Boukharine est aussi une préparation directe pour le socialisme-communisme que nous voulons.

J.-M. Brohm

(3) Revue *Dialectiques*, n° 13.

Nous publions ci-dessous une lettre envoyée par Daniel Hémery, enseignant à l'université de Paris VII et militant du mouvement anti-impérialiste, à Noam Chomsky, linguiste américain très connu aussi pour son action dans la lutte contre l'intervention US en Indochine. Une violente campagne anti-communiste s'est déclenchée aux Etats-Unis au lendemain de la victoire des révolutions indochinoises. Il est parfois fait état, dans cette campagne, de faits d'histoire et notamment de l'assassinat de militants trotskystes par des membres du Parti communiste indochinois au milieu des années quarante. C'est dans ce contexte que Chomsky était amené à s'informer auprès de Daniel Hémery de ce que l'on savait de ce tragique épisode de la révolution vietnamienne.

D. Hémery tente donc de faire le point dans cette lettre de ce que l'on sait — et de tout ce que l'on ne sait toujours pas — de l'assassinat des militants trotskystes vietnamiens, comme de ce que l'on peut en penser politiquement. Il nous paraît aujourd'hui particulièrement important que ce dossier soit rouvert et que la mémoire de courageux militants révolutionnaires qui ont souvent sacrifié leurs vies dans le combat anti-impérialiste soit pleinement réhabilitée aux yeux de tous. C'est pourquoi nous portons cette pièce du dossier à la connaissance des lecteurs de « Critique communiste ».

Daniel Hémery, historien du communisme indochinois, a largement contribué à faire connaître l'activité des trotskystes vietnamiens entre les deux guerres mondiales dans son article du « Mouvement social » de janvier-mars 1975 : « Du patriotisme au marxisme : l'immigration vietnamienne en France de 1926 à 1930 », comme dans son ouvrage publié chez Maspero : « Révolutionnaires vietnamiens et pouvoir colonial en Indochine ». Il nous a autorisé à publier sa lettre après l'avoir légèrement retouchée. Nous l'en remercions.

Daniel Hemery : Lettre à Noam Chomsky

Le 5 mai,

Cher Monsieur Chomsky,

Ma lettre va vous décevoir beaucoup. En France il n'y a guère beaucoup plus d'informations sérieuses qu'aux Etats-Unis sur le sujet qui vous préoccupe. La campagne anticommuniste qui se déroule chez vous ne me surprend pas ; elle vient à point « justifier » *a posteriori* l'agression impérialiste américaine et apparemment contribuer à fonder la lenteur avec laquelle Washington exécute les promesses qui ont été faites aux Vietnamiens à Paris en 1973. Ce qui est étonnant c'est que les accusations anti-Vietminh soient avancées avec tant de détails seulement maintenant (certains des noms que vous citez dans votre lettre — Luong Duc Thiep, Nguyen Te My, Nguyen Van Tien, Le Ngoc, Nguyen Van Dy — me sont inconnus). Pourquoi n'a-t-on pas utilisé tous ces détails pendant la guerre ? Est-ce parce qu'ils sont seulement parvenus à la connaissance des inspireurs de la campagne maintenant ?

Venons-en au cas des trotskystes. A ma connaissance, personne ne peut avoir d'information vraiment solide et satisfaisante à propos de leur élimination en 1945. D'ailleurs l'histoire de la révolution d'août 1945 est

entièrement à faire d'un point de vue scientifique, même du point de vue du simple établissement des faits. Mes propres travaux ne couvrent que la période 1925 à 1938. Il existe des archives très importantes en France sur la période 1938-1946, en particulier des centaines de caisses provenant du Haut-Commissariat de France en Indochine qui contiennent des rapports secrets sur les différents partis et forces politiques vietnamiens, dont les trotskystes ; ces archives se trouvent à Aix-en-Provence, mais elles sont strictement interdites au public. Je ne vois pas comment des Américains auraient pu les consulter, sauf s'ils ont eu accès pendant la période américaine aux archives vietnamiennes ; mais alors qu'ils citent leurs sources. A mon avis tout doit venir de Milton Sachs, les renseignements de son livre proviennent de l'ancien journaliste trotskyste de Saïgon, Ho Huu Tuong, qui abandonna le trotskysme en 1940-41, bien qu'il ait été très actif auparavant et ait été lié à Ta Thu Thau ; il fut ensuite conseiller des Binh Xuyen, puis déporté à Poulo-Condore sous Diêm ; libéré en 1963, il devint alors professeur de sociologie à l'université bouddhiste de Saïgon et fut élu député « indépendant » à l'Assemblée nationale. Je l'ai moi-même interviewé en 1968-1969 lors de son séjour en France. Il a publié ses souvenirs il y a environ trois ans à Saïgon (mais je n'ai pu trouver le livre en France ; je crois qu'il s'intitule quelque chose comme « Cinquante ans de journalisme »).

Ho Huu Tuong est resté à Saïgon après la chute de Thieu. En tout cas, quand je l'ai interrogé, il ne m'a pas dit sur l'assassinat de ses anciens camarades beaucoup plus de choses que ce qu'a rapporté Sachs dans l'ouvrage de F. Trager (*Marxism in South-East Asia*).

Mon autre source est un ancien militant trotskyste vietnamien des années 1936-1946, qui, après avoir été emprisonné à plusieurs reprises par les Français, s'est réfugié à Paris. Il m'a raconté avec beaucoup de détails ce qu'il savait, mais ce n'est pas très précis ; en outre il tient à conserver l'anonymat. Si vous venez en France, je pourrai vous le faire rencontrer. En gros ce qu'il m'a dit concorde avec ce que m'a raconté Ho Huu Tuong, bien qu'il ne l'estime guère beaucoup. J'ai aussi discuté de ce problème avec mes amis Georges Boudarel et Pierre Brocheux, spécialistes bien connus de l'histoire vietnamienne, ainsi qu'avec des amis communistes vietnamiens de Paris. Ces derniers affirment que l'exécution des trotskystes n'a pas été délibérément voulue par les dirigeants communistes de l'époque.

Que peut-on dire actuellement ? Je crois qu'il faut distinguer le problème des faits et celui des responsabilités.

1. Les faits

Ils ne font pas de doute. Il est exact que le Vietminh a fusillé ou

assassiné les leaders trotskystes au Sud (au Nord le trotskysme ne semble pas avoir eu beaucoup d'importance) :

- Ta Thu Thau n'est pas mort dans une prison française, bien qu'il ait été emprisonné pendant six ans par les Français. Il a été tué par le Vietminh à Quang Mgai alors qu'il revenait de Hanoï à Saïgon, sans doute à la fin d'août 1945. Sa femme et sa fille vivent, je crois, à Dalat.
- Tous les autres leaders trotskystes ou presque ont été exécutés à Saïgon ou dans le Sud. C'est le cas du journaliste Tran Van Thach, de Nguyen Van So, de l'écrivain et journaliste Phan Van Hum. En 1945, il semble qu'il y ait eu au Sud deux groupes trotskystes, dont l'un était pour le soutien critique au Vietminh (Ta Thu Thau, Phan Van Hum) et l'autre (Luu San Hanh, Dao Hung Long) pour l'opposition absolue au Vietminh comme aux Français. Les trotskystes avaient de l'influence, mais il est possible qu'ils aient joué le rôle de conseillers politiques chez les Hoa Hao, eux-mêmes très influents chez les paysans de l'Ouest. Mais, je le répète, toute l'histoire de la révolution est à écrire.
- De même furent exécutés au Sud des nationalistes, comme le leader des Hoa Hao, Huynh Phu So (cf. Ph. Devillers, *Histoire du Vietnam*, p. 392), des politiciens pro-français comme Bui Quang Chieu, ou plus ou moins (?) soutenus par les Japonais comme Ho Van Nga.

Ces crimes sont donc exacts. Je ne vois pas pourquoi on aurait à les cacher. Pour ma part, j'ai essayé de soutenir de mon mieux la lutte des Vietnamiens pour leur libération, mais je considère que nous n'avons pas à être des « inconditionnels » du gouvernement vietnamien. Au Nord il y a certainement eu des faits de ce genre en 1945, mais il faut remarquer qu'à la différence du Sud, aucun leader nationaliste connu ne semble avoir été exécuté par les communistes en 1945, même pas Ngo Dinh Diem ; au contraire Ho Chi Minh fit entrer les nationalistes dans son gouvernement, entre autres des nationalistes fort anticommunistes ; sa politique ne visait pas à les détruire, mais, me semble-t-il, à les rallier, ne serait-ce que pour éviter d'avoir à combattre sur plusieurs fronts. Il est probable aussi que si des faits d'exécutions ont eu lieu au Nord, les nationalistes du VNQDD, qui étaient soutenus par les troupes chinoises, en portent, au moins pour une part importante, la responsabilité ; leur réputation terroriste est au demeurant bien établie, y compris chez les responsables français de l'époque (cf. le livre de Ph. Devillers).

Mais on ne peut pas dire que les trotskystes du sud aient pratiqué la terreur contre les communistes. Ici, je ne crois pas qu'il puisse y avoir de doute.

Ceci dit, il faut reconnaître que le détail des faits est à peu près inconnu. A l'heure actuelle il est impossible à quiconque (dans le cas contraire que l'on fournisse la preuve de ce que l'on avance) :

- de dire à quelle date les trotskystes ont été exécutés : Thau sans doute en août ; les autres on ne sait pas : en septembre ? en octobre ? par

exemple, je connais bien le fils de Phan Van Hum, qui est professeur de minéralogie à l'Ecole des Mines, eh bien, il m'a dit ne pas savoir ni où, ni quand son père a été assassiné ; il ne sait même pas où se trouve sa tombe ;

— de dire combien de trotskystes ont été exécutés ;

— de préciser à quels endroits ils ont été fusillés ; par exemple D. Guérin affirme que Ta Thu Thau fut exécuté à Hanoï (dans *Au service des colonisés*) alors qu'il l'a été, d'après tous les autres récits, à Quang Ngai.

— d'indiquer le ou les noms des responsables du Vietminh qui ont ordonné ces exécutions. Certains, comme Philippe Devillers, pensent que les responsabilités de Nguyen Binh, commandant militaire du Vietminh dans le sud à cette époque et ancien membre du VNQDD, sont certaines ; d'autres accusent les leaders du PCI du Sud, comme Tran Van Giau (nous espérons le faire venir en France) ou Duong Bach Mai, ou même Ho Chi Minh, mais sans produire la moindre preuve. Aucune preuve n'existe, pas plus qu'aucun récit détaillé. On ne peut quand même pas, sous prétexte de condamner des crimes — que bien entendu rien ne saurait excuser —, accuser sans preuve, car, alors, c'est calomnier purement et simplement.

2. La responsabilité politique

Il est certain que les communistes vietnamiens la portent. Mais jusqu'à quel point ? D'abord ils ne sont pas seuls, car ces exécutions se situent dans la droite ligne des persécutions staliniennees contre les diverses oppositions, dans la droite ligne des procès de Moscou, lesquels ont d'ailleurs eu un assez grand écho au Vietnam vers 1937-1938. Les communistes étrangers la portent aussi. Et, à la limite, quiconque a été stalinien (ce fut mon cas) ne peut pas s'estimer innocent. En outre *quels* communistes vietnamiens ? Car le PC vietnamien comportait plusieurs tendances ou plutôt plusieurs courants : il y avait des gens plus proches du stalinisme, d'autres, comme Ho Chi Minh, d'abord et avant tout vietnamiens et patriotes.

— Premier point : il n'est pas du tout certain que l'ordre soit venu de Hanoï, comme l'insinuent hypocritement, à mi-mots, Sachs et ses amis. Dans l'état de désorganisation générale du Vietnam en 1945, en plein soulèvement anti-français et anti-japonais, les communications ne fonctionnaient sans doute pas très facilement. Ceux qui accusent ont-ils pris la peine de vérifier ces détails, fort importants si l'on veut qu'il ait eu des ordres de transmis... Il n'est pas impossible que les exécutions aient été des initiatives des organismes vietminh régionaux ou même locaux. En tout cas cette hypothèse ne peut pas être écartée.

— Mon hypothèse personnelle est la suivante : le gouvernement de la RDV, où prévalait une ligne politique fort autonome par rapport à Mos-

cou, celle de Ho Chi Minh, n'avait pas intérêt à liquider les trotskystes, à moins de vouloir multiplier le nombre de ses ennemis ce qui était politiquement absurde alors que les Chinois et les Français arrivaient. Accepter les nationalistes du VNQDD dans le gouvernement au Nord et massacrer les trotskystes au Sud me paraissent être deux comportements qui ne concordent pas. Du moins il y a là un problème. Je pense qu'on ne peut pas écarter la possibilité que cette liquidation est politiquement contraire à la ligne de Ho Chi Minh. Certes je ne peux pas le prouver, mais je dis que c'est au moins une hypothèse à examiner. En outre, il n'est pas impossible qu'il y ait eu au Sud, dans le PCI, une tendance plus sectaire, plus stalinienne, qui ait poussé, dans le cadre des conflits pour le pouvoir, de l'été 45, à l'élimination physique des adversaires politiques. Dernière hypothèse — moins crédible à mon avis, mais rien n'est sûr — peut-être les trotskystes ont-ils été sacrifiés pour ne pas ruiner les maigres chances d'une conciliation avec les Français.

En tout cas, Ho Chi Minh a exprimé ses regrets, de façon ambiguë il est vrai. C'est ce que Daniel Guérin raconte dans *Au service des colonisés (1930-1953)*, Paris, 1954, p. 22.

Enfin, je pense que quels qu'aient été ses excès, ses erreurs et ses côtés terroristes, la révolution vietnamienne se peut être ramenée à une simple opération terroriste. Certes cela n'efface pas la souffrance de ceux qui sont morts et qui ont connu une fin injuste. Non seulement ils ont été liquidés physiquement, mais encore leur mémoire calomniée ou systématiquement occultée dans les ouvrages publiés à Hanoï, c'est comme si ils avaient été tués deux fois. Mais est-ce que la révolution anglaise se réduit au terrorisme des Têtes Rondes ? Et la révolution française aux massacres de septembre ? Ou le jacobinisme à la guillotine ? Quel historien ou journaliste digne de ce nom pourrait-il le prétendre ? Nous ne cachons pas les ombres. Ces exécutions ont d'ailleurs coûté cher, car elles ont apporté de l'eau au moulin de l'anticommunisme et de l'impérialisme. C'est pourquoi il faut établir scrupuleusement où se situent les responsabilités. A mon avis, ces actes allaient à l'encontre des intérêts de la révolution vietnamienne. D'ailleurs, comme me l'ont dit Ho Huu Tuong et d'autres, au Vietnam, d'anciens militants trotskystes ont servi dans les rangs du Vietminh. Le président de l'Alliance des forces démocratiques, créée en 1968 au moment de l'offensive du Têt et alliée du FNL, est l'avocat Trinh Dinh Thao, ancien avocat de Ta Thu Thau. L'an dernier, au cours d'une cérémonie à Poulo-Condore, Le Duan a salué la mémoire des prisonniers communistes, nationalistes et trotskystes qui y sont morts ou y ont été emprisonnés (c'est ce que m'ont dit des amis vietnamiens). La semaine dernière le journaliste Patrice De Beer a rapporté dans *le Monde* une anecdote semblable (cf. *le Monde* du 26 avril) : à Saïgon, le PC vietnamien a adressé des cadeaux à la veuve d'un militant trotskyste exécuté par les Français.

Daniel Hemery

P.S. - La revue *Hoa Dong* qui paraissait à Saïgon dans les années 1965-1966 a publié une série d'articles biographiques sur Ta Thu Thau. Ils ont été rédigés par Ho Huu Tuong ou par ses amis. Cette revue doit se trouver à la bibliothèque de l'Université Cornell. Ces articles figurent dans les numéros 44 à 52 de *Hoa Dong*, années 1965 et 1966.

1962-1963 - Les revues des Doung qui paraissent à Saigon dans les années
1962-1963 ont été publiées dans les revues de la Doung. Les revues qui
ont été rédigées par Ho Huu Tuong ou par ses amis. Cette revue doit se
trouver à la bibliothèque de l'Université Cornell. Ces articles figurent
dans les numéros 44 à 52 de Hoa Dong, années 1962 et 1963.

Eurocommunisme, austro-marxisme et bolchévisme

L'abandon par les partis communistes français et espagnol (mais aussi par le Parti communiste portugais, dès son congrès d'octobre 1974) du concept de dictature du prolétariat ouvre un débat fondamental dans le mouvement ouvrier international. L'affaire n'est pas secondaire, puisque c'est précisément sur la question, théorique et pratique, de la dictature du prolétariat que s'est, au début des années vingt, divisé et réorganisé le mouvement ouvrier selon des lignes de fractures qui se prolongent jusqu'à nous. Plusieurs contributions récentes (1) ont bien mis en évidence le double enjeu, théorique et stratégique, de la discussion.

I. Quand on parle de dictature du prolétariat théorie et stratégie sont indissociables

Selon Carrillo, les grandes scissions consécutives à la Révolution russe, celles de Tours et de Livourne, celles de Halle et du socialisme espagnol lui-même reposeraient sur une équivoque. En somme, lors de sa fondation, la III^e Internationale aurait pris l'accident pour l'essence. Au risque, admet-il, de passer pour hérétique, le secrétaire général du Parti

-
- (1) — S. Carrillo : *l'Eurocommunisme et l'Etat*.
— F. Claudin : *l'Eurocommunisme*.
— Althusser : *le XXII^e Congrès* (Maspero).
— Weber : *Aux sources de l'eurocommunisme* (Bourgeois).
— Les numéros de la revue *Dialectiques* sur l'Etat et l'Italie.

communiste espagnol soutient que Lénine avait tort de proclamer que, dans la diversité du passage au socialisme, « l'essence sera nécessairement une : la dictature du prolétariat ». « Il n'avait, commente Carrillo, raison qu'à moitié, parce que l'essence de toutes les diverses formes politiques de transition au socialisme, telle que nous pouvons en juger aujourd'hui, est l'hégémonie des travailleurs, alors que la diversité et l'abondance des formes politiques inclut également la possibilité que la dictature du prolétariat ne soit pas nécessaire. » (2) Le concept d'hégémonie est beaucoup trop controversé et trop peu précis pour ne pas constituer en la matière une esquivé théorique. Comme le constate Althusser dans sa brochure sur le XX^e Congrès du Parti communiste français, la dictature du prolétariat n'est pas un « concept isolé que l'on pourrait abandonner à son destin solitaire » ; car, « qu'on abandonne ou pas la dictature du prolétariat, l'essentiel de la question se reporte aujourd'hui, c'est-à-dire se porte sur le socialisme et l'Etat. » (3)

Qu'il suffise pour s'en convaincre de rappeler les répliques de Lénine au « renégat Kautsky », dans le célèbre pamphlet daté du 9 novembre 1918, à la veille de la révolution allemande. La question de la dictature du prolétariat n'est autre, dit-il, que la question de « l'attitude de l'Etat prolétarien à l'égard de l'Etat bourgeois, de la démocratie prolétarienne envers la démocratie bourgeoise ». Kautsky ne saurait ignorer que la dictature du prolétariat est « une énonciation historiquement plus concrète et scientifiquement plus exacte de cette tâche du prolétariat : briser l'Etat bourgeois ». Lénine balaie toute tentative d'amalgame entre dictature et despotisme. Pour lui, la notion de dictature n'est pas liée au caractère minoritaire ou majoritaire du pouvoir exercé, mais seulement au recours à la violence sociale et à l'arbitraire : « La dictature révolutionnaire du prolétariat est un pouvoir conquis et maintenu par la violence, que le prolétariat exerce sur la bourgeoisie, pouvoir qui n'est lié par aucune loi. » Il définit bien ici la nature de l'Etat et non la forme de gouvernement. Mais surtout, il lie cette nature de l'Etat aux modalités (violentes) de la conquête du pouvoir.

Par là, le débat théorique (sur l'Etat) s'annonce également — et inévitablement — comme débat stratégique sur le contenu de la révolution prolétarienne. C'est ce lien dialectique que Balibar s'efforce de nier dans une confrontation avec C. Buci-Glucksmann, lorsqu'il avance que « les positions de Lénine n'ont jamais été fondamentalement pensées en termes de stratégie révolutionnaire particulière, qu'il s'agisse ou non d'une attaque frontale ». L'adjectif particulière sert ici d'échappatoire. En vain. C'est, en effet, C. Buci-Glucksmann qui a raison contre Balibar en affirmant que l'abandon de la dictature du prolétariat par le Parti commu-

(2) *L'Eurocommunisme et l'Etat*, édition espagnole, page 196.

(3) *Le XXII^e Congrès*,

niste français a rétabli une cohérence logique entre les fins et les moyens, et en précisant : « *Comme concept théorique, la dictature du prolétariat a des implications stratégiques.* »

En la matière, Carrillo se montre d'ailleurs parfaitement conséquent, puisque, réduisant la dictature du prolétariat à une simple variante de l'hégémonie, il en conclut à un reniement stratégique : « *Par conséquent, je considère logique que les PC et les PS d'Occident capitaliste développés établissent non seulement leur tactique mais toute leur stratégie sur la base du jeu démocratique.* »

A l'occasion du débat qui s'est instauré à partir de 1975 entre les organes théoriques du PC et du PS italiens (4), Lombardi a justement souligné que le renoncement au concept de dictature du prolétariat avait pour conséquence un vide politique qui ne saurait être rempli par « *une revalorisation des garanties démocratiques institutionnelles ou du seul processus autogestionnaire* ». Sans dépasser le seuil de la question stratégique, Althusser ne peut éviter de l'évoquer : « *Détruire l'Etat bourgeois pour le remplacer par l'Etat de la classe ouvrière, ce n'est pas ajouter l'adjectif démocratique à chaque appareil existant.* »

Alors, que faire, comme disait l'autre ? L'autre, précisément, ne mâchait pas ses mots. Il rappelait, au contraire, sans ambiguïté possible, la portée stratégique de la théorie. Il reprochait notamment à Kautsky de dissenter abstraitement sur la dictature du prolétariat « *en cachant le trait dominant du concept, savoir : la violence révolutionnaire. Et maintenant, la vérité s'est fait jour : il s'agit de l'opposition entre révolution pacifique et révolution violente... C'est là que git le lièvre.* » (5)

Il ne suffit pas, cependant, d'établir ou d'admettre que le concept de dictature du prolétariat soit un concept stratégique (6). Car c'est à partir de là qu'il faudrait reprendre l'analyse de l'apport stratégique de la Révolution russe, obscurcie par près d'un demi-siècle de reculs et de falsifications. Mais il faut d'abord situer à sa juste place la fonction jouée par le concept de dictature du prolétariat dans l'avènement du bolchevisme en tant que courant stratégique du mouvement ouvrier. Commentant, en 1919, la fondation de la III^e Internationale, Lénine écrivait : « *La portée universelle de la III^e Internationale, l'Internationale communiste, c'est*

(4) Les principaux articles de ce débat (signés de Bobbio, Cerroni, Guiducci, Boffa, Gerratana, Occhetto, Vacca, Ingrao, Signorile, Ruffolo) ont été édités en espagnol dans un recueil intitulé *El marxismo y el estado* (éditions Avance). Les citations sont traduites de cette édition.

(5) *La Révolution prolétarienne et le Renégat Kautsky.*

(6) Trotsky, par exemple, considère que le concept même de stratégie ne prend le sens que nous lui connaissons qu'au lendemain de la Première Guerre mondiale sous le double effet de la vogue du vocabulaire militaire et de l'expérience de la révolution russe (cf. *L'Internationale communiste après Lénine*, tome 1, p. 171).

d'avoir commencé à mettre en pratique le plus grand mot d'ordre de Marx, le mot qui dresse le bilan de l'évolution du socialisme et du mouvement ouvrier depuis un siècle, le mot d'ordre de dictature du prolétariat. » (7) La lettre d'invitation au I^{er} Congrès, rédigée par Trotsky, établit sur ce même critère la ligne de partage entre réforme (révisionnisme) et révolution (bolchévisme) : « Le nouvel appareil du pouvoir doit représenter la dictature de la classe ouvrière et dans certains endroits aussi celle des petits paysans et des ouvriers agricoles, c'est-à-dire qu'il doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse et celui de son expropriation. Non la fausse démocratie bourgeoise, avec son égalité purement formelle, mais la démocratie prolétarienne, avec la possibilité de réaliser la liberté des masses laborieuses ; non le parlementarisme, mais l'auto-administration de ces masses par leurs organismes élus ; non la bureaucratie capitaliste, mais des organes d'administration créés par les masses elles-mêmes, avec la participation réelle des masses à l'administration du pays et à l'activité de la construction socialiste, voilà quel doit être le type d'Etat prolétarien. Le pouvoir des conseils ouvriers ou des organisations ouvrières est sa forme concrète. » (8)

Il ne s'agit pas, avec ces citations, de présenter un argument d'autorité renvoyant à la lettre des classiques, mais bien de mesurer l'importance accordée à la dictature du prolétariat dans la fondation de l'Internationale communiste, afin de mieux comprendre corrélativement à quel point son abandon devrait bouleverser les bases théoriques qui sont celles du mouvement communiste depuis plus d'un demi-siècle. D'autant que le rôle de ce concept, s'il est illustré et traduit en pratique par la Révolution d'Octobre, n'a rien d'une découverte de circonstance, abusivement valorisée. Contrairement à ce qu'a pu prétendre Kautsky sur le tard de sa carrière, il ne s'agit pas d'une extrapolation à partir d'une formule accidentelle de Marx, mais bien d'un fil rouge qui parcourt la théorie marxiste, de la *Nouvelle Gazette rhénane* de 1848 aux textes de Lénine de 1905 (notamment les *Deux Tactiques de la social-démocratie*, pour passer en 1917 au « critérium de la pratique ».

Par la suite, la réaction stalinienne a transformé la dictature du prolétariat en dogme indiscutable et autojustificatif de la dictature bureaucratique. La raison d'Etat a étouffé l'auto-activité des masses. Le concept même de dictature du prolétariat s'est, au fil du reflux et des défaites, vidé de son contenu vivant. Au point qu'à présent, en période de remontée des luttes prolétariennes et de renouveau de leurs exigences démocratiques, le concept lui-même puisse inspirer une défiance compréhensible. Il n'y aurait pire solution que de régler l'affaire comme une querelle de mots, sans

(7) Lénine : *Oeuvres*, tome XXIX, p. 309-310.

(8) *Le Premier Congrès de l'IC*, EDI, p. 40.

en tirer au clair les véritables enjeux. En fait, c'est le vieux débat tronqué entre bolchevisme et révisionnisme (sous ses variantes social-démocrates, austro-marxistes ou eurocommunistes) qui resurgit avec vigueur.

La portée de ce débat ne permet pas que l'on fasse l'économie d'un retour à ses sources historiques, aussi bien aux polémiques qui traversèrent la social-démocratie allemande d'avant 1914, qu'à la grande polémique entre Lénine, Trotsky, Rosa Luxemburg et Kautsky sur les rapports démocratie/dictature du prolétariat à propos de la dissolution de la Constituante en Russie.

Mais peut-être est-il plus éclairant de renouer le fil de ces questions en partant de leur formulation contemporaine, notamment de la controverse telle qu'elle s'est déroulée en Italie ces dernières années.

II. Le grand débat en Italie : L'Etat comme point aveugle du marxisme ?

C'est un article de Norberto Bobbio, publié dans *Mondo operaio* sous le titre : « *Existe-t-il une doctrine marxiste de l'Etat ?* », qui mit le feu aux poudres. Bobbio, philosophe social-démocrate, y souligne « *la faiblesse et le développement fragmentaire de la théorie politique dans le marxisme* », auquel ferait défaut « *une véritable et propre théorie politique* ». Il constate encore ce qu'il appelle « *l'exiguïté* » des quelques pages de Marx et Engels, toujours et tant citées, en comparaison avec « *la riche tradition de la pensée libérale* » (Tocqueville, Constant, Kant...). C'est d'une comparaison analogue qu'est parti P. Rosanvallon, dans *L'Age de l'autogestion*, pour réhabiliter le « *libéralisme politique* » derrière lequel ne tarde pas à se profiler le libéralisme économique tout court, autrement dit l'âge d'or de l'économie de marché et de libre concurrence (9). Mais cette coïncidence n'est probablement pas fortuite.

Dans *Rinascita* (hebdomadaire du PCI), G. Vacca devait répondre à juste titre aux thèses un peu légères de Bobbio : « *La bourgeoisie produit sa propre hégémonie dans une formation sociale divisée et antagonique (...); elle confiait à certains modèles étatiques la tâche d'unifier les divers secteurs des classes possédantes, rendant crédible à leurs yeux la possibilité de s'unir pour se construire comme classe dominante ; c'est pourquoi elle élaborait simultanément la science politique et la pratique révolutionnaire ; plus, elle se préparait à se transformer en Etat en assimilant surtout les intellectuels traditionnels de son époque pour leur donner une nouvelle fonc-*

(9) *L'Age de l'autogestion*, Seuil-politique.

tion. » A travers la formation du marché émergeait donc l'intellectuel moderne, partiellement autonome dans ses fonctions, à l'image de l'idéologie qui cimenterait la recomposition antagonique du politique et de l'économique. Cette autonomie de l'intellectuel, qui sanctionne une cristallisation nouvelle de la division entre travail intellectuel et travail manuel en même temps qu'une séparation voulue de la science et de la politique, marque une forme très déterminée de la pensée politique. Mais la même spécificité qui a caractérisé l'avènement du politique dans la pensée bourgeoise classique doit être réévaluée en fonction des conditions propres dans lesquelles se pose le rapport de la classe ouvrière à l'Etat : les conditions de sa constitution en classe dominante et de l'émergence de son propre pouvoir étatique impliquent, par leur radicale nouveauté, une nouvelle forme de pensée politique et une nouvelle définition du politique.

Que la forme de pensée politique marxiste doive être distincte de la pensée politique démocratique-libérale résulte inéluctablement du processus spécifique de formation de l'hégémonie prolétarienne, d'assimilation des intellectuels et de réorganisation fonctionnelle de la production. Vouloir, au lieu de s'engager dans cette piste, ramener la classe ouvrière à la pensée politique libérale ne peut servir de prétexte qu'à une réhabilitation de l'Etat bourgeois au profit d'une politique de collaboration de classes.

Contrairement à ce que prétendent les critiques modernes du marxisme conçu comme théorie économiste, muette sur la question de l'Etat, la force de Lénine tient précisément au fait qu'il ait su instaurer, à travers la théorie du parti, la spécificité du politique conçu du point de vue de la classe ouvrière. Sa théorie de l'organisation (du parti) est au centre d'un réseau conceptuel qui structure cette nouvelle appréhension du champ politique : conscience de classe, rapport de forces, alliances, moment (crise révolutionnaire). C'est avec lui que le temps, la durée fait irruption dans la politique pour lui donner une formulation stratégique. La lutte prolétarienne n'est plus un pèlerinage à l'horizon de l'histoire, ou une dialectique abstraite des buts et des moyens, mais un combat rythmé dans lequel s'inscrit pour la première fois une tactique (l'initiative, la décision) qui ne soit pas une fragmentation empirique du combat, mais l'actualisation permanente d'un plan, la traduction d'un projet et d'une volonté. C'est donc avec Lénine que le marxisme fait réellement un pas en avant en tant que théorie politique. Après seulement viendront les textes de Gramsci et surtout les grands classiques de Trotsky comme *l'Internationale communiste après Lénine* et les *Ecrits sur l'Allemagne* (10).

Pourquoi la théorie du parti et de la formation de la conscience de classe sont-elles centrales dans la révolution prolétarienne, alors que c'est la théorie de l'Etat qui joue le rôle clef dans la pensée politique bour-

(10) Auxquels il faudrait ajouter certains développements stratégiques des théoriciens de la guerre prolongée (Mao, Giap).

geoise ? Ce déplacement théorique résulte des conditions différentes entre les deux révolutions, bourgeoise et prolétarienne, et entre les modalités de constitution et d'unification de la classe dans l'un et l'autre cas.

Pour Lénine, l'organisation est la voie d'accès du prolétariat à la politique (ou au politique). « *Il est inexact, dit-il, de prétendre que la réalisation de la liberté politique soit aussi nécessaire au prolétariat que l'augmentation des salaires... Sa nécessité est d'un autre ordre, elle n'est pas la même, elle est d'un ordre beaucoup plus complexe.* » Il corrige impitoyablement « l'économisme » de la *Rabotchaïa Mysl* pour qui « *le politique suit toujours l'économique* » ; il fustige de même le *Rabotchéïé Dielo*, « *qui déduit les objectifs politiques des luttes économiques* ». En fait, le terrain politique n'est pas constitué d'avance, il est mouvant comme le front des rapports de forces qui le charpentent. C'est pourquoi « *l'expression la plus vigoureuse, la plus complète et la mieux définie de la lutte des classes politique, c'est la lutte des partis* ». Il y a là un niveau de structuration spécifique entre forces sociales qui ne saurait être la simple émanation des rapports économiques : « *La division en classes est certes l'assise la plus profonde du groupement politique ; certes c'est toujours elle qui, en fin de compte, détermine ce groupement... Mais cette fin de compte, c'est la lutte politique seule qui l'établit.* »

De là vient la rupture profonde entre Lénine et un Kautsky, pour qui le rôle du parti n'était pas de « *faire la révolution* », mais seulement d'organiser la classe. A ce « *radicalisme passif* », Lénine oppose le volontarisme stratégique qui veut un plan conscient, qui sait saisir le moment propice, qui instaure les crises et les ruptures de la ligne brisée contre la durée étale du simple processus. C'est en vertu d'une telle vision qu'il réclame de « *cultiver tous les terrains, même les plus anciens, les plus stériles, les plus pourris en apparence* », convaincu que « *si on bouche une issue, la contagion saura trouver une autre voie, parfois la plus imprévisible ...* »

« *La domination économique, écrit-il encore, est tout pour la bourgeoisie, tandis que sa forme de domination politique est une question de dernier ordre.* » En revanche, la question du pouvoir politique est celle qui commande pour le prolétariat la possibilité de son émancipation économique et idéologique. En rester à la lutte économique, c'est donc rester prisonnier du jeu de la bourgeoisie, aussi le trade-unionisme n'est-il que « *la politique bourgeoise de la classe ouvrière* ».

Par des approches distincte, Lénine et Trotsky ont développé une compréhension convergente du politique. C'est ce qui a permis, par delà leurs désaccords, la convergence décisive de 1917 sur les questions cruciales des soviets et de l'insurrection. Le premier a dégagé une idée novatrice de la stratégie politique et des rapports du prolétariat à l'Etat à travers une théorie de l'organisation politique et de l'indépendance de classe (11). Le

(11) De *Que faire à l'Etat et la Révolution*.

second est parvenu à des conclusions voisines à partir d'une analyse de la dialectique internationale de la révolution, avec ses thèses sur la révolution permanente et le développement inégal et combiné (12). L'un et l'autre se rejoignent sur une nouvelle définition de la dialectique révolutionnaire entre l'avant-garde et les masses dans le mouvement d'auto-organisation de la classe. C'est de ce point de rencontre que part la tradition bolchevique, en rupture avec l'évolutionnisme et l'empirisme « hors du temps » de la seconde Internationale.

III. Le débat italien : le démocratie en question.

Dans un second article de 1975, N. Bobbio tentait de répertorier ce qu'il appelle « *les règles communément admises de la démocratie* » :

- tous les citoyens majeurs jouissent des droits politiques et de vote ;
- leur vote doit avoir un poids égal ;
- une libre confrontation des groupes politiques doit être possible ;
- aucune décision prise à la majorité ne doit empêcher la minorité de devenir majoritaire.

Il recense ensuite ce qu'il considère comme « *les paradoxes de la démocratie moderne* » :

- la taille croissante des Etats est de plus en plus défavorable à l'exercice de la démocratie directe ;
- la multiplication des fonctions de l'Etat favorise l'émergence d'une bureaucratie ;
- l'augmentation des problèmes requérant des solutions techniques favorise la constitution d'une technocratie ;
- enfin, « l'homme-masse » de notre société est loin du citoyen responsable souhaité par Rousseau.

Soit. Ce sont là des contradictions et non des paradoxes. Mais qu'en conclure ? Que devant les difficultés accrues de la démocratie, il faut se contenter d'en préserver les acquis, par la défense de l'Etat « libéral » ? C'est ce que semblent suggérer Bobbio, et avec lui, pourquoi pas, les nouveaux philosophes en campagne sur le thème : plutôt Giscard que le Goulag... Nos conclusions sont aux antipodes :

a) Si la démocratie bourgeoise est de plus en plus difficile, il y a à cela des raisons infiniment plus profondes que les théorèmes sociologiques de Bobbio, liées aux conditions même de l'accumulation du capital. La solution n'est pas dans une simple conservation, mais dans un dépassement vers la démocratie socialiste et révolutionnaire.

(12) 1905, *Bilans et Perspectives, la Révolution permanente.*

b) La croissance de l'Etat et de ses fonctions ne saurait être limitée par une revalorisation des contrôles parlementaires, mais seulement par une décentralisation du pouvoir et une socialisation de ses fonctions : socialiser l'Etat, commencer à le faire dépérir, au lieu d'étatiser la société.

c) Le développement technique n'est pas fatalement générateur de technocratie, à condition que les choix des techniques et leur finalité soient parties prenantes d'une planification autogérée et non des fétiches dessés face aux producteurs.

d) « *L'homme-masse* » n'est qu'une désignation confuse de l'homme-marchandise (de l'homme-force de travail), exploité en tant que force de travail et aliéné en tant que marchandise : il serait absurde de demander à une marchandise d'être un « citoyen responsable » sans préalablement briser son statut.

Décidément, Bobbio et nous ne regardons pas l'histoire dans le même sens.

Il annonce comme une révélation percutante que la relation entre démocratie et socialisme n'est pas pacifique. D'après lui, au lieu de proclamer le lien indissoluble entre l'une et l'autre, mieux vaudrait se demander pourquoi la démocratie ne fut pas respectée là où il y eut socialisme, et pourquoi, là où elle fut « respectée », il n'y eut pas avènement du socialisme. Ce seul énoncé constitue une véritable escroquerie historique et théorique, dans la mesure où il suppose qu'il y eut effectivement socialisme là où nous considérons qu'il y eut contre-révolution bureaucratique (contre-révolution violente et sanglante sur une période d'une dizaine d'années, 1927-1938), et dans la mesure où il donne un label démocratique (de « démocratie respectée ») à des Etats bourgeois, qui furent et sont, sous leur habit parlementaire, des Etats de guerres coloniales, de répression anti-ouvrière, de torture blanche. Quel est le prix de la démocratie britannique à l'heure irlandaise ? Et surtout, quel est le prix de la paix sociale et démocratique en Allemagne de l'Ouest ? Il ne s'agit pas seulement d'évoquer son prix immédiat : le régime des prisons, les interdictions professionnelles..., mais aussi son prix historique de guerres et de camps par lesquels fut brisée la classe ouvrière allemande. Il serait trop commode de photographier l'instantané d'un régime en l'isolant du processus historique qui l'a produit. Le nazisme fait partie intégrante des fonctions de l'histoire de la « démocratie allemande », le colonialisme partie intégrante des fonctions de la « démocratie française ».

En fait, l'hypothèse d'un capitalisme stable avec un régime démocratique stable n'existe pas. Qu'il suffise de constater comment les actions ultra-minoritaires de la RAF paraissent, aux yeux d'un Duverger, ressusciter les vieux démons et menacer le régime, à croire que cette démocratie-là a des petons d'argile et n'est viable qu'à condition de n'être pas bousculée. Comme l'écrivait Trotsky dans *Terrorisme et Communisme* : « *En se survivant, la démocratie ne résoud aucun problème, n'efface aucune con-*

tradition, ne guérit aucune blessure, ne prévient ni les insurrections de la droite ni celles de la gauche... Ce n'est pas de la démocratie, c'est le bonapartisme qui représente, au point de vue de Marx, la phase finale du pouvoir de la bourgeoisie. »

Ce n'est pas en réalité le rapport entre socialisme et démocratie qui serait conflictuel, mais la notion même de démocratie qui reste porteuse de contradictions, aussi longtemps que subsistent la séparation de la société civile et de l'Etat, la division du travail (manuel/intellectuel, ville/campagne), en un mot aussi longtemps que l'Etat n'a pas déperî en tant que corps séparé.

IV. Démocratie directe et démocratie représentative

Bien que l'idée de démocratie directe soit « *l'idée directrice de la théorie socialiste de l'Etat* », démocratie directe et démocratie représentative ne sont pas, selon Bobbio, incompatibles. La première peut compléter la seconde, mais elle ne saurait la remplacer : un comité de quartier n'est pas « compétent » sur le problème de la cité ou de la nation, il ne peut être qu'un « correctif utile ».

Bobbio retient comme indice et critère de ce qu'il entend par démocratie directe, le principe du mandat impératif. Il considère que dans le cadre représentatif (parlementaire), l'existence des partis permet de dépasser les points de vue parcellaires : « *Le parti devrait fonctionner comme catalyseur d'aspirations non sectorielles et, médiatisant la relation entre électeur et député, devrait la dépersonnaliser.* » Ainsi, le régime parlementaire instaurerait, par le biais de la discipline de parti, un substitut au mandat impératif, qui s'exercerait ainsi dans les strictes limites de son utilité. Car si un tel mandat relève seulement d'un petit groupe, il ne peut être contrôlé sans médiations. « *L'erreur qu'ont toujours encourue les théoriciens de la démocratie industrielle, écrit Bobbio, c'est de croire à la possibilité de résoudre la démocratie politique dans la démocratie économique, l'autogouvernement des citoyens par l'autogouvernement des producteurs. L'erreur vient de croire qu'il n'existe pas de problèmes du citoyen distincts de ceux du travailleur. Pourtant, ces problèmes existent et ce sont précédemment les problèmes de la liberté, des libertés civiles et politiques, dont la sous-estimation est l'un des legs peu bénéfiques de la pensée marxienne.* »

Le texte canonique de cette tradition réside selon lui dans les quelques pages de la *Question juive* (écrit de jeunesse de Marx), qui seraient « *devenues un commode passeport pour les apprentis dictateurs* ». Une interpré-

tation à peine abusive en ferait une « espèce de contre-déclaration des droits de l'homme ».

La position de Bobbio est cohérente. Il a commencé par reprocher au marxisme le caractère rachitique de sa théorie de l'Etat. Il finit par défendre la spécificité des problèmes du citoyen par rapport à l'Etat, et l'autonomie d'une sphère des libertés publiques envers les servitudes de la production. Pour lui, le citoyen peut être libre et le producteur enchaîné, sans qu'il y ait là une contradiction qui affecte le contenu effectif d'une telle « démocratie ». Il expédie donc d'une phrase polémique la critique marxiste du libéralisme bourgeois, critique qui part de la *Question juive* et de la *Contribution à la critique de la philosophie du droit* et se poursuit et s'approfondit avec *l'Idéologie allemande* et la *Critique du Programme de Gotha* ; mais, il ne se donne nullement la peine de la réfuter. Il se contente d'assumer *a contrario* la thèse du libéralisme classique. En outre, il réduit abusivement la conception marxiste du socialisme à une démocratie des producteurs, ignorant superbement la lutte de Lénine contre l'Opposition ouvrière, qui constitue une condamnation vigoureuse de toute version économiste de l'Etat ouvrier. Rappelons tout de même que les soviets sont des organes de pouvoir territoriaux, qui embrassent tous les problèmes de l'organisation sociale (urbains, culturels, économiques). Leur originalité vient de ce que les délégués y sont élus sur la base d'unités de travail et de communautés de base permettant leur contrôle effectif par les mandants.

Revenant sur le sujet au terme (provisoire) du débat, dans un article intitulé « *Quel socialisme ?* », Bobbio nuance sa position sous prétexte de provocation initiale : « *J'ai voulu briser les légendes selon lesquelles existent deux formes de démocratie incompatibles, et que l'une, la représentative, est caractéristique de la démocratie bourgeoise, l'autre, la directe, caractéristique de la démocratie prolétarienne, et qu'en conséquence l'une est mauvaise et l'autre bonne...* » Entre les deux, il n'y a pas pour lui rupture mais continuité. La démocratie s'élargit sans se transformer, puisqu'il ne s'agit plus seulement de savoir *qui* vote mais *où* l'on vote. La démocratie directe se réduit donc, à ses yeux, à une « *extension de la méthode démocratique* ».

Ici, l'affaire devient sérieuse. En effet, la négation de la différence de nature établie par le bolchévisme entre démocratie bourgeoise et démocratie ouvrière est aujourd'hui largement partagée, aussi bien par les idéologues de l'eurocommunisme que par ceux de la social-démocratie. Dans son livre sur l'eurocommunisme (16), F. Claudin lui-même revient sur les acquis de la Révolution d'Octobre en objectant que l'opposition entre démocratie bourgeoise et démocratie prolétarienne accrédi-terait l'idée que la bourgeoisie puisse être démocratique. Il esquive donc la difficulté en présentant de bout en bout la démocratie comme une conquête du prolétariat, qui traverserait la société bourgeoise pour s'épanouir dans la démocratie socialiste. Il fait ainsi l'économie, non innocente, de la critique des

formes institutionnelles de la démocratie que nous continuons à définir comme bourgeoise.

Cette réconciliation, par delà les contenus de classe, des démocraties dans une démocratie unique, permet à ces auteurs de ne pas se prononcer sur ce qui doit primer, de la démocratie directe ou de la démocratie représentative, et de préconiser leur combinaison. On retrouve ce thème de la complémentarité aussi bien chez les auteurs des PC français (C. Buci-Glucksmann), italien (Ingrao) et espagnol (Carrillo, Sartorius), que chez les idéologues du CERES ou de la CFDT (Rosanvallon). Ce dernier constate ainsi, dans *l'Age de l'autogestion* : « *Dans les faits, la démocratie directe comme expression immédiate d'un groupe n'existe que grâce à l'agent d'unification qu'est l'événement ayant provoqué le rassemblement. Elle n'est donc que momentanée.* » Une telle position aboutit indirectement à une valorisation des institutions parlementaires.

Cette thèse de la « *démocratie mixte* », qui ne tolère la démocratie directe que comme auxiliaire des formes parlementaires, se retrouve même chez les auteurs du PCI qui ont combattu avec un minimum de tenue les platitudes social-démocrates d'un Bobbio. Ainsi, pour U. Cerroni, la destruction des formes répressives de l'Etat et l'extension graduelle des formes d'autogestion ne se distinguera pas de « *l'expansion graduelle de la démocratie représentative pure (!), avec des formes de démocratie directe contrôlées par la base.* » Cela ne signifierait pas opposition entre les deux. La démocratie « intégrale » ne pouvant résulter que de l'extinction de l'Etat. En attendant, sa médiation reste nécessaire, de même que « *la représentation et la délégation, et l'égalité formelle politique-juridique.* » Car, ajoute Cerroni, « *l'opposition entre les deux formes de démocratie aboutirait à une négation de l'égalité formelle de tous et des procédures formelles assurant une telle égalité ; à une négation en somme de l'égalité juridique et des procédures de droit.* » Ce n'est donc pour lui pas par hasard que les solutions « *soviétistes* » n'ont été que des « *météores* ». Aussi, préconise-t-il « *la combinaison progressive de la démocratie représentative avec la démocratie directe en vue de développer la liberté* ».

Intervenant dans les colonnes de *Rinascita* à la suite de Cerroni, Achille Occhetto définit le concept de « *démocratie mixte* » qui permettrait de surmonter la contradiction, inhérente au projet socialiste, entre le postulat de la régulation sociale à travers le Plan et la désarticulation tendancielle de la société par les formes de démocratie directe. « *L'évidente décomposition du processus démocratique en corporatisme finirait, conclut-il, par revenir à proposer le moment de la synthèse mais, comme c'est déjà arrivé, à travers la superposition d'un pouvoir décisive pratiquement incontrôlé dans toutes les grandes décisions capitales.* » Il faut donc comprendre que pour lui la dégérescence bureaucratique de l'URSS et la subordination des organes soviétiques au régime du parti unique ne constituent qu'un exemple historiquement situé d'un danger plus global de dégé-

nérescence institutionnelle : l'incapacité de la pyramide des conseils à forger un point de vue d'ensemble et à se hisser au-dessus de préoccupations parcellaires pour atteindre le niveau de la synthèse, créerait une sorte de vacance du pouvoir, que vient logiquement combler l'orientation générale du parti. La dégénérescence bureaucratique aurait ainsi, par delà les particularités du cas stalinien, des racines institutionnelles liées aux faiblesses de la démocratie directe.

Allant droit aux conclusions de ce débat, Ingrao donne le fin mot de la besogne qui mobilise, dans les différents PC, les fantassins de l'idéologie : « *De toute façon, le développement des structures d'auto-organisation de type conseilliste pose le problème d'une instance de vérification et de décision. Le Parlement, élu au suffrage universel, sur la base des circonscriptions électorales peut être cette instance.* »

Notons ici que la « démocratie mixte » se réduit, en fait de mixité, à une sauvegarde de la démocratie parlementaire, avec tolérance relative d'organes de démocratie directe. La pratique municipale du PCI, la politique du PCE dans les commissions ouvrières, la position du PCF sur les comités de grève ou la souveraineté des assemblées générales, ne visent en dernière analyse qu'à canaliser (et non à promouvoir) la démocratie de base pour mieux la subordonner à la démocratie représentative, autrement dit, au parlement bourgeois.

Cette conception doit être réfutée avec d'autant plus d'énergie qu'elle déborde largement les rangs des grandes formations réformistes et trouve de nouveaux défenseurs dans les courants centristes et chez certains marxistes indépendants. Ainsi, dans son débat avec H. Weber (13), Poulantzas parle lui aussi « *d'articuler* » une lutte interne à l'Etat avec une lutte parallèle « *engendrant toute une série de réseaux de pouvoir populaire à la base* ». Lui aussi défend « *l'articulation entre les formes de démocratie représentative et les formes de démocratie directe* ». Lui aussi, enfin, associe la défense des libertés au maintien des institutions parlementaires :

« *Si on veut préserver les libertés politiques et les libertés formelles, cela implique, je crois, le maintien de certaines institutions qui les incarnent, et aussi une représentativité, c'est-à-dire des centres de pouvoir, des assemblées qui ne soient pas directement calquées sur le modèle de la démocratie directe. C'est-à-dire des assemblées territoriales élues au suffrage universel direct et secret et qui ne soient pas uniquement régies par le mandat impératif et la révocabilité à tout instant.* »

Nous sommes au cœur du débat. Mais pour le pousser plus avant, un retour sur l'histoire s'impose.

(13) *Critique communiste*, n° 16.

IV. Démocratie bourgeoise et démocratie socialiste.

Les thèses actuelles des PC « eurocommunistes » reviennent à une fétichisation de la démocratie formelle, indépendamment de son contenu de classe. Elles signifient par là même une révision de fond sur la question de l'Etat.

Parachevant son évolution révisionniste, Kautsky écrivait en 1927 dans *la Conception matérialiste de l'histoire* (14) : « La différence entre l'Etat démocratique moderne et les formes étatiques précédentes réside dans le fait que l'exploitation de son appareil étatique au service des classes ne lui est pas essentielle. (...) Au contraire, l'Etat moderne tend, par sa structure même, à être l'organe de la majorité du peuple et donc des classes travailleuses.(...) D'instrument d'oppression, il se transforme en instrument de libération pour les exploités. » Kautsky pousse là jusqu'à ses ultimes conséquences sa rupture envers la théorie léniniste de l'Etat.

Il serait superflu de reprendre ici les multiples polémiques de Lénine contre l'abstraction du concept de « démocratie pure ». A chaque occasion, il demande concrètement si les travailleurs ont accès à la presse et dans quelles conditions, s'ils disposent des meilleurs locaux pour se réunir librement... Dans sa lettre de 1919 aux communistes de Bavière, pendant l'éphémère République des conseils, il leur demande s'ils ont décrété la journée de travail de quatre heures ! L'opposition entre léninisme et kautskysme sur la question de l'Etat est assez largement connue, notamment par la diffusion massive du *Renégat Kautsky*. En revanche, il est plus intéressant de remarquer que les néorévissionnistes eurocommunistes se situent sur le plan théorique généralement à droite de certains courants historiques de la social-démocratie elle-même, sur le sujet même qui est à l'origine de la délimitation entre communisme et social-démocratie.

Max Adler, théoricien de la gauche austro-marxiste (15) gardait sur le problème de l'Etat un point de vue autrement rigoureux que celui d'un

(14) Dont la critique fait l'objet de la brochure de Korsch, publiée aux éditions Champ libre sous le titre *l'Anti-Kautsky*.

(15) L'austro-marxisme désigne plus un moment de l'histoire du mouvement ouvrier qu'un corps de doctrine (c'est un de ses points communs avec l'eurocommunisme). Voir Max Adler, *les Conseils ouvriers* (Maspero) ; Otto Bauer et *la Révolution*, texte présenté par Y. Bourdet aux EDI ; l'article sur Karl Renner dans le tome 3 de *l'Histoire du marxisme contemporain*, aux éditions 10/18. La trajectoire de ces trois dirigeants illustre bien l'hétérogénéité du courant qu'ils sont sensé représenter. Renner mourra en 1950, chancelier de l'Etat autrichien. Bauer mourra en exil en France à la fin des années 1930, après avoir rendu un hommage, qui est presque un ralliement, au régime stalinien alors à son

Carrillo ou d'un Marchais, aujourd'hui : « *Il apparaît, écrivait-il, que le concept de démocratie est un concept ambigu lorsque nous le détachons de ses rapports avec la division des classes dans la société bourgeoise. C'est pourquoi il ne convient pas de parler de démocratie tout court ; il y a une séparation nette entre démocratie bourgeoise et démocratie sociale, bien que cette dernière n'existe pas encore et ne corresponde pas exactement aux intérêts de la première. Cela a une conséquence pour le concept plus large de démocratie qui ne signifie pas seulement égalité des droits, mais aussi domination du peuple. Nous arrivons ainsi au point central de tout le problème et, en même temps, à la question la plus brûlante de notre temps.* » Adler reconnaît au moins que, dans une société capitaliste, la démocratie la plus avancée ne saurait être qu'apparente, dans la mesure où fait défaut la condition sans laquelle l'autodétermination du peuple est impossible : « *un peuple homogène* ». De façon assez confuse, il se rapproche à ce propos de la critique marxiste classique de la division entre citoyen et homme privé, telle précisément que Marx l'exprima dès la *Question juive*. Se réclamant de Rousseau, il refuse de reconnaître dans la volonté de la majorité arithmétique le principe de la démocratie ; il lui oppose la « *volonté de la communauté* » ou « *volonté générale* » qui ne saurait résulter d'une simple opération numérique. Max Adler rejoint sur ce point la polémique engagée par son prestigieux homonyme Fritz Adler contre « *les accidents de l'arithmétique* » parlementaire (16).

Alors même que la question de la dictature du prolétariat divisait le mouvement ouvrier international, Max Adler, dirigeant de la social-démocratie autrichienne écrivait sans détours au début des années 1920 : « *La social-démocratie révolutionnaire continue à maintenir la revendication de la dictature du prolétariat, dans laquelle elle voit l'instrument approprié de sa victoire. Il est donc entièrement erroné de représenter les choses comme s'il s'agissait de choisir entre la dictature et la démocratie. Pour elle, une*

apogée (en qui il voit un barrage contre le nazisme). Quant à M. Adler, il se brouillera avec les autres dirigeants en leur reprochant de ne pas avoir su saisir le moment opportun en 1927 pour déclencher l'insurrection.

Il faut encore préciser que même après la défaite de l'insurrection du Schutzbund (la milice ouvrière de Vienne) décidée par le parti comme ultime recours face aux attaques du gouvernement, Bauer lui-même continuera à défendre le concept de dictature du prolétariat : « *Seule la dictature du prolétariat et non le travail fait pour réformer la démocratie bourgeoise peut libérer la classe ouvrière de l'exploitation et du chômage, la société de la barbarie fasciste, les nations de l'asservissement et l'humanité de la guerre.* » Il annonce alors le « socialisme intégral », c'est-à-dire le dépassement de la scission historique, mais cette évolution correspond de sa part à une capitulation ouverte face au stalinisme.

(16) Fritz Adler, fils du dirigeant historique de la social-démocratie autrichienne, Victor Adler, très populaire dans le parti pour son attitude pendant la guerre et son emprisonnement après un attentat qui coûta la vie au chancelier de l'époque.

seule question se pose : quand et comment la dictature est-elle possible ? En d'autres termes ce n'est pas une question de principe, mais une simple question de tactique. Le social-démocrate marxiste est un communiste et un défenseur de la dictature du prolétariat, seulement il ne se la laisse pas imposer par une simple passion révolutionnaire mais se demande, comme marxiste, quelles sont les possibilités conformément aux conditions économiques différentes dans chaque pays. Cette identité évidente de la social-démocratie marxiste et du communisme ne pouvait devenir douteuse que parce que le bolchévisme prétendait être le seul communisme. » Il serait faux de percevoir la véritable nature de la social-démocratie autrichienne à l'image de Max Adler qui n'y joua en fin de compte que le rôle d'un minoritaire respecté. Il n'en demeure pas moins que les contradictions dans lesquelles il semble se mouvoir (entre communisme et social-démocratie) trouve dans la politique de l'IC et de ses sections entre 1919 et 1921 un réel fondement. Lorsqu'il critique implicitement une conception minoritaire de la dictature du prolétariat, il fait allusion à un putschisme qui marque bel et bien la pratique de l'IC. Adler a vécu de près le projet insurrectionnel du jeune PC autrichien minoritaire en juin 1919 et son échec. Il connaît les conséquences désastreuses de l'action aventuriste de mars 1921 engagée par le jeune PC allemand. Ce n'est donc pas sans raison qu'il met en garde contre une dictature du prolétariat conçue comme le fruit d'une insurrection minoritaire : « Si une partie du prolétariat essaie d'imposer la dictature du prolétariat comme terrorisme de classe, alors cette dictature se transforme en spartakisme, c'est-à-dire en putschisme armé. »

D'autre part, ce n'est pas non plus sans raison qu'il dénonce une certaine autoproclamation sectaire du bolchévisme. Si la délimitation des partis communistes envers le vieil opportunisme de la II^e Internationale était bien nécessaire, la façon dont la vingt-et-unième condition d'adhésion à l'Internationale communiste a provoqué des scissions mécaniques dans les partis français, espagnol, italien, n'était pas la meilleure (17).

Ce sur quoi insiste Adler, au moment même où l'IC amorce son tournant vers les masses et le front unique (18), c'est sur le caractère majoritaire que doit revêtir la dictature du prolétariat. L'apparente contradiction entre les notions mêmes de dictature et de démocratie, dont se saisit Kaustky, résulte en fait d'une difficulté à concevoir une dictature majoritaire, radicalement distincte du despotisme minoritaire. Le prolétariat ne peut pourtant s'ériger en classe dominante que s'il devient lui-même la réunion, sinon de tous, du moins « *des plus importants intérêts populaires qui se dressent contre l'oppression* ».

(17) Voir à ce sujet le chapitre sur l'IC dans *La Révolution et le Pouvoir*, de D. Bensaïd aux éditions Stock.

(18) Ibidem.

V. La question de la Constituante et de sa dissolution en Russie.

A l'origine des débats passés et présents sur les rapports entre démocratie directe et démocratie représentative, sur leur complémentarité ou leur antagonisme, on trouve la pénible expérience de l'Assemblée constituante élue en novembre 1917 en Russie, et dissoute dès sa réunion en janvier 1918.

Pendant toute l'année 1917, à partir de février, les bolcheviques se sont battus pour l'élection d'une Constituante, « *forme supérieure de la démocratie bourgeoise* », selon Lénine. Face aux tergiversations du gouvernement, ils gagnent après la tentative de putsch de Kornilov (en août) la majorité dans un certain nombre de syndicats, de casernes, de municipalités clefs, ainsi et surtout que dans les soviets encore majoritairement contrôlés en juillet par les mencheviks et les socialistes révolutionnaires. C'est dans ce contexte qu'ils lancent en octobre le mot d'ordre de « *Tout le pouvoir aux soviets* » et organisent l'insurrection victorieuse. Les élections à la Constituante ont lieu comme prévu un mois plus tard. Mencheviques et socialistes révolutionnaires y ont la majorité contre les bolcheviques. Dès le soir de sa première réunion, en janvier, le gouvernement donne l'ordre de sa dissolution, Lénine recommandant même que la tâche en soit confiée à un régiment d'origine prolétarienne, car des régiments d'origine rurale pourraient être mystifiés par cette caricature de démocratie.

C'est à partir de cette affaire que s'engage, dès l'été 1918, la grande polémique autour du pamphlet de Kautsky *la Dictature du prolétariat* et la réponse de Lénine : *le Renégat Kautsky* (19). Rosa Luxemburg intervient indirectement dans la controverse en rédigeant dans la prison où elle est alors détenue une brochure sur la Révolution russe que Paul Lévi ne publiera qu'après sa mort. Enfin, Trotsky aborde la question dans sa brochure sur *l'Avènement du bolchévisme* ; il y reviendra deux ans plus tard (1920) dans *Terrorisme et Communisme*, et plus tard encore dans *l'Internationale communiste après Lénine* (20). Quels sont, dans leurs grandes lignes, les arguments échangés ?

Kautsky rappelle notamment que la décision du Congrès des soviets ratifiant l'insurrection commençait par affirmer : « *Pour le gouvernement du pays, un gouvernement d'ouvriers et de paysans est à former jusqu'à la*

(19) Les deux brochures sont rééditées en un même volume aux éditions 10/18, qui ont par ailleurs publié un intéressant recueil de textes de Lénine sur la dictature du prolétariat.

(20) Dans le tome 2 de l'édition française (PUF) à propos du débat sur la Chine.

réunion de la Constituante. » Le 7 décembre, le comité exécutif des soviets a publié une décision insistant sur la révocabilité des élus comme principe démocratique y compris pour la Constituante : « *Si plus de la moitié des électeurs d'une circonscription électorale le veulent, les conseils sont tenus d'organiser une nouvelle élection.* » Ce n'est que le 26 décembre que la *Pravda* publia les thèses de Lénine sur la Constituante qui expliquaient en quoi cette assemblée retardait sur les événements et la fonction réactionnaire qu'elle était en conséquence appelée à jouer. Si cette Constituante était dépassée, pourquoi, demande Kautsky, n'avoir pas simplement appliqué aux socialistes révolutionnaires la révocabilité prévue par le communiqué du 7 décembre ? En fait, il faut bien voir que cette question pertinente n'occupait pour Kautsky qu'une place tactique dans une offensive plus fondamentale contre la stratégie bolchevique et le concept même de dictature du prolétariat.

Rosa Luxemburg développe une critique de l'attitude des bolcheviques qui, tout en restant sur le terrain de la théorie révolutionnaire à la différence de Kautsky, va beaucoup plus au fond du problème. Elle admet, en effet, qu'il fallait « *casser cette Constituante surannée et donc mort-née et prescrire sans tarder de nouvelles élections pour une assemblée Constituante* ». Car il était impensable de confier le sort de cette révolution aux représentants de la Russie d'hier. Mais il ne restait plus, dès lors, qu'à « *convoquer tout de suite à sa place une assemblée issue d'une Russie renouée et qui était allée plus loin* ». « *Au lieu de cela, poursuit Rosa, Trotsky généralise et conclut à partir de l'insuffisance spécifique de l'Assemblée constituante réunie en octobre (elle confond réunion et élection), à l'invalidité absolue de toute représentation issue des élections populaires générales au cours de la révolution.* » Allant au delà, Rosa prend la question de la Constituante comme l'indice et le test de problèmes plus fondamentaux concernant les rapports du socialisme et de la démocratie dans leur ensemble. Peut-être faut-il voir dans cette sensibilité incontestablement plus vive sur le sujet que celle de Lénine ou Trotsky, l'effet d'une expérience distincte des appareils d'Etat (exprimant la différence déjà affirmée entre l'Etat allemand et l'Etat tsariste infiniment moins complexe et ramifié). Le fait est que la même Rosa qui avait pourfendu impitoyablement le crétinisme parlementaire de son parti, rappelle énergiquement aux bolcheviques que malgré tout, « *l'opinion publique irrigue constamment les institutions démocratiques* ». Comment expliquer sans cela ce qu'elle appelle les « *cabrioles parlementaires* » ? « *Cette action constamment vivace de l'opinion et de la maturité politique des masses devrait donc juste en période de révolution déclarer forfait devant le schéma rigide des enseignes de parti et des listes électorales ? Tout au contraire...* » Elle reconnaît que les institutions démocratiques ont certes leurs limites. Mais le remède de Lénine et Trotsky, « *supprimer la démocratie* », est pire que le mal : « *Il obstrue la source vivante d'où auraient pu jaillir les correctifs aux im-*

perfections congénitales des institutions sociales. » Face à la contre-révolution, Rosa réclame une main de fer, mais la privation du droit de vote pour une série de couches « *ne constitue pas pour autant une nécessité, mais seulement une improvisation vouée à l'échec* ». La terreur, avertit Rosa, est une arme à double tranchant, c'est elle qui démoralise : « *Nous n'avons pas parlé de la suppression des garanties démocratiques les plus importantes pour une vie saine publique : liberté de la presse, droit d'association et de réunion devenus illégaux pour tous les ennemis du gouvernement soviétique. L'argumentation de Trotsky sur la lourdeur des institutions démocratiques ne suffit pas, et de loin, à justifier ces atteintes. Cependant, une chose est certaine et incontestable : sans une presse libre et dégagée de toute entrave, si l'on empêche la vie des réunions et associations de se dérouler, la domination de vastes couches populaires est alors parfaitement impensable. Lénine dit que l'Etat bourgeois est un instrument d'oppression de la classe ouvrière, l'Etat socialiste un instrument d'oppression de la bourgeoisie. Qu'il n'est en quelque sorte qu'un Etat capitaliste inversé. Cette conception simpliste omet l'essentiel ; pour que la classe bourgeoise puisse exercer sa domination, point n'est besoin d'enseigner et d'éduquer politiquement l'ensemble de la masse populaire... Pour la dictature du prolétariat, c'est là l'élément vital, le souffle sans lequel elle ne pourrait exister.* »

Comment dire mieux et plus clairement ? Rosa reproche en somme à Lénine et Trotsky de tomber dans le piège kautskyste de l'opposition formelle entre dictature et démocratie. Elle-même ne renonce pas à la dictature du prolétariat mais la conçoit comme application de la démocratie et non comme sa suppression. Elle met donc en garde contre le danger pour les bolcheviques de faire de nécessité vertu en érigeant en théorie une tactique qui « *leur a été imposée par des conditions fatales* ».

Lénine n'esquive pas la discussion provoquée par Kautsky. Il souligne, au contraire, que la question de la Constituante et de dissolution constitue bien le « fin fond » de la brochure de Kautsky. Il rappelle que pour lui, la supériorité de la démocratie soviétique sur la Constituante ne constitue pas un prétexte de circonstances et de dernière heure, puisque, dès le début du processus révolutionnaire, dès les thèses d'avril, il indiquait que « *la république des soviets était une forme de démocratie supérieure à celle d'une république bourgeoise ordinaire avec assemblée constituante* ». Il relève que dans sa composition, la Constituante élue en novembre reflétait le même état d'esprit (et le même rapport de forces) que le I^{er} Congrès des soviets (réuni avant les journées de juillet !), alors qu'entre l'élection et la réunion de la Constituante s'étaient déjà tenus en octobre et en janvier deux nouveaux congrès des soviets : « *L'historique même des soviets démontre à lui seul que l'Assemblée constituante était réactionnaire et sa dissolution inévitable.* » La bourgeoisie s'est mise selon lui hors des soviets en soutenant la tentative de coup de Kornilov. Lorsque la Cons-

tituante se réunit enfin, le pays est déjà divisé par la guerre civile et une telle institution ne saurait qu'apporter une pseudo-légitimité à la contre-révolution. Ce n'est, ajoute-t-il, que pendant l'été et l'automne 1918 que les masses paysannes ont entrepris leur octobre (notamment avec le retour des soldats après la paix de Brest-Litovsk).

Trotsky reprend à peu de choses près les mêmes arguments. Il explique que les listes présentées aux élections ont été établies avant la victoire d'Octobre, de sorte que Kérénsky y figurait comme tête de liste pour les socialistes-révolutionnaires, que les socialistes révolutionnaires de gauche favorables à la dissolution de la Constituante étaient élus sur la liste majoritaire, qu'au moment des élections la nouvelle de la victoire d'Octobre n'avait pas encore pénétré en profondeur cet immense pays et n'avait pas produit toutes ses conséquences. Conscient du caractère exceptionnel des circonstances, il combat l'abstraction professorale de Kautsky, tout en laissant certaines questions ouvertes. Il admet ainsi qu'il est « *avantageux* » pour le prolétariat de pratiquer la lutte de classes « *et même la dictature dans le cadre des institutions démocratiques* » (21). Mais il n'en résulte pas, ajoute-t-il, que « *l'histoire rende toujours possible pour le prolétariat une pareille combinaison. Il ne résulte pas de la théorie marxiste que l'histoire réalise toujours les conditions les plus favorables au prolétariat.* » Les élections sont donc venues trop tard, quand la lutte des classes avait déjà pris « *un caractère si aigu, qu'elle a fait éclater les cadres formels de la démocratie* ». C'est la « *grossière mécanique* » des élections démocratiques à la Constituante qui a créé une contradiction qui ne pouvait être résolue que par la solution « *chirurgicale* » de la dissolution.

Avec le recul, à qui donner raison ? La question est trop sérieuse et difficile pour se risquer à un jugement péremptoire sans maîtriser le contexte exact de ces premiers pas de la première révolution prolétarienne.

A la lumière de nos connaissances historiques actuelles, il semble bien que, du point de vue de la politique concrète, Lénine et Trotsky aient le réalisme de leur côté. Mais, s'il est difficile de leur reprocher les mesures prises, on ne peut se satisfaire en revanche de leurs réponses politiques qui ne se préoccupent que de réfuter les arguments de Kautsky sans prendre soin de répondre aux questions fondamentales soulevées par Rosa. Cette négligence peut s'expliquer par le fait que la direction bolchevique ne connut les arguments de Rosa que plus tard, ou par le fait qu'ils avaient alors d'autres chats à fouetter et devaient parer au plus pressé. Mais, même plus tard, ils ne sont pas revenus suffisamment sur le fond. De sorte qu'il subsiste une tonalité préjudiciable aujourd'hui à la lutte pour le socialisme.

On a en effet le sentiment que les dirigeants les plus représentatifs, à commencer par Lénine, n'ont pas toujours échappé au danger de faire de

(21) *L'Avènement du bolchévisme* (Maspero).

nécessité vertu. Dans les thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat, thèses de portée universelle, qu'il présente au I^{er} Congrès de l'Internationale communiste. Lénine met tout son poids dans la critique des allusions de la « démocratie pure » et dans la démystification de la liberté formelle de la presse ou de la liberté de réunion. Il ne perçoit pas encore le danger de la dégénérescence bureaucratique. On peut comprendre la place centrale de cette polémique trois ans à peine après que Rosa et Liebknecht aient été assassinés par des sociaux-démocrates au nom précisément de la démocratie « pure ». Mais tenir compte à présent des développements ultérieurs de l'Etat soviétique pour mieux défendre le contenu démocratique de la dictature du prolétariat (22).

Nous devons également comprendre que Lénine a eu réellement tendance à répondre par des généralisations principielles à des contradictions résultant de l'isolement de la Révolution russe et de l'impasse stratégique qu'il provoque. La confusion pas toujours évitée entre les arguments de principe et les mesures de conjoncture a incontestablement hypothéqué une réflexion approfondie sur les conditions de dépassement (dans le sens d'une démocratie plus large) de la démocratie bourgeoise. Or, comme le remarque Cerroni, le fait que la dictature bourgeoise puisse s'exercer à travers l'égalisation même formelle de tous pose la question symétrique de savoir si la dictature du prolétariat peut s'exercer à travers l'égalité formelle de tous, y compris des non prolétaires ou même des bourgeois.

VI. La dialectique de la démocratie

Gramsci et Max Adler se sont efforcés parallèlement de définir l'originalité fondamentale des conseils ouvriers. Pour le premier, « *la dictature du prolétariat peut s'incarner dans un type d'organisation spécifique de l'activité propre aux producteurs mais non de celle des salariés, car ces derniers sont en tant que tels des esclaves du capital. Le conseil d'usine est la cellule de base de cette organisation... Sa raison d'être est dans le travail, dans la production industrielle, c'est-à-dire dans un fait permanent et non pas dans le salaire, dans la division des classes, c'est-à-dire dans un fait transitoire qu'il s'agit précisément de dépasser...* » (23). Quant au second, il pensait qu'à travers le système des conseils naît « *une ample représentation des couches les plus diverses de la population laborieuse* » qui instaurera enfin une « *réelle volonté générale* ».

(22) Voir la résolution du secrétariat de la IV^e Internationale dans *Inpécor*, juillet 1977.

(23) Dans l'*Ordine Nuovo* 1919, cf. *Ecrits*, tome 1 (Gallimard).

Aujourd'hui, les sociaux-démocrates, qui se prétendent aussi autogestionnaires que les idéologues de l'eurocommunisme, s'accordent à dénoncer les dangers corporatifs de la démocratie directe. Une volonté générale exprimant les intérêts historiques du prolétariat ne saurait, selon eux, émerger, à travers la seule pyramide des conseils, de points de vue fragmentaires et d'intérêts parcellaires. Surtout si les délégués sont révocables à chaque échelon et liés à leurs mandants par le principe du mandat impératif. La démocratie des conseils aboutirait donc soit à la paralysie, soit au nivellement par le plus petit commun dénominateur, à une sorte de moyenne résultant de compromis et concessions réciproques ; elle ne permettrait pas la formation d'une volonté générale et la définition d'un plan (projet) de transformation sociale ; elle déboucherait sur le rassemblement en un puzzle recollé de la conscience de classe morcellée, non sur son unification.

Le Parti communiste italien a été le premier à comprendre le bénéfice qu'il pouvait tirer de cette lutte contre le danger corporatiste inhérent à la démocratie directe (24). Mais, même en la matière, il n'a finalement rien inventé. Seule l'ignorance de l'histoire peut donner un air de nouveauté à des idées qui s'inscrivent en fait dans une robuste tradition réformiste. Mencheviks et socialistes révolutionnaires ne dénonçaient-ils pas déjà le soulèvement de Petrograd comme un coup de force corporatiste du prolétariat urbain contre la volonté générale incarnée par la future Constituante ? Kautsky lui-même ne condamne-t-il pas dans la dictature du prolétariat l'élection pour les soviets locaux à partir des lieux de travail en argumentant qu'un « *droit de vote par corporations au lieu du suffrage universel avait tendance à rétrécir l'horizon des gens concernés* » ? Préfaçant Max Adler, Yvon Bourdet note que les conseils se sont souvent enlisés en Autriche dans « *ce qu'on appelle aujourd'hui le poujadisme* ». Enfin, Max Adler indique que les conseils ne doivent pas être considérés comme les institutions durables d'une société nouvelle, car ils tendraient alors « *à stabiliser le caractère de classe du prolétariat* ».

Cette généalogie douteuse n'évacue pas le problème qui est bien réel. Mais quel est-il en vérité ?

Il faut d'abord apporter des précisions concernant la révocabilité, le mandat impératif et le droit de vote, afin de bien distinguer le principal de l'accidentel.

Les bolcheviques ont, en effet, supprimé le droit de vote pour ceux qui ne travaillaient pas. Mais Lénine a clairement affirmé le caractère strictement circonstanciel d'une telle mesure. Dans sa réponse à Kautsky, il précise : « *Que les exploités soient privés de leur droit de vote, c'est une question essentiellement russe et non celle de la dictature du prolétariat en*

(24) Cf. article sur « Hégémonie, autogestion et dictature du prolétariat » dans *Critique communiste* n°16, p. 62.

général. » Il rappelle qu'ayant abordé le fond théorique du problème dans *l'Etat et la Révolution*, il n'a pas dit « un mot sur la restriction du droit électoral ». Cette restriction n'est donc pas à ses yeux « un indice logique du concept de dictature du prolétariat » ; le seul indice nécessaire, c'est « la répression violente des exploités comme classe ». Enfin, il considère qu'il serait erroné d'affirmer que les « révolutionnaires prolétariens apportent absolument des restrictions aux droits électoraux de la bourgeoisie ». Précisions utiles qui devraient permettre de lever toute obscurité sur ce point, même si l'on peut douter de l'efficacité des restrictions, même limitées au cas spécifique de la Russie de 1917. L'autre question, qui ne se confond pas avec la privation du droit de vote, est celle d'une représentativité inégalitaire des suffrages. En Russie, il y avait un député pour 50 000 ouvriers et un seulement pour 250 000 paysans. On peut imaginer aujourd'hui que dans les conseils territoriaux les délégués d'usine soient surreprésentés par rapport aux délégués des quartiers ; ou encore à l'intérieur même d'une usine que les travailleurs manuels soient surreprésentés par rapport aux travailleurs intellectuels, aussi longtemps que pèsera le lourd héritage de la division du travail.

Le principe du mandat impératif pose également problème. Dans une organisation revendicative ou contestataire, comme les syndicats, il exprime leur caractère fédératif. En revanche, on ne conçoit pas qu'un congrès de parti en lutte contre l'Etat bourgeois puisse fonctionner selon un tel principe. Il s'agit d'y définir une orientation générale (une stratégie) et le débat lui-même entre affiliés volontaires est sensé faire évoluer les positions jusqu'au moment ultime du vote. Dans l'Etat de transition, on ne saurait prétendre que le pouvoir ait un caractère strictement fédératif. Il demeure un instrument de lutte et l'expression d'une volonté générale. On peut donc imaginer que les délégués dans les congrès régionaux ou nationaux ne soient pas liés par un mandat impératif ; on peut aussi imaginer une représentation qui combine dans ces congrès une part de représentation fédérative et une part de délégués élus sur de grandes options (par tendance en quelque sorte). En revanche, il demeure indispensable que les électeurs continuent à disposer du droit de révoquer, c'est-à-dire que le mandataire puisse être révoqué par ses mandants s'il ne les convainc pas du bien fondé de ses prises de position dans les congrès auxquels il a participé. Il n'est pas inutile de rappeler que le I^{er} Congrès de l'Internationale communiste retient la révocabilité mais non le mandat impératif parmi les caractéristiques de la démocratie prolétarienne : « *Le système des conseils, par le droit de révocation, par sa fusion des pouvoirs législatifs et exécutif, par la capacité des conseils à constituer des communautés de travail, liés les masses aux organes de l'administration. Ce lien est encore affermi par le fait que dans le système des conseils, les élections ne se font pas d'après les subdivisions territoriales artificielles, mais d'après les unités locales de production.* »

Il faut en venir à présent à l'accusation de corporatisme portée par Bobbio et bien d'autres contre le système des conseils : incapable de dégager et synthétiser une réelle volonté générale, ce système ferait le lit du parti unique en tant que substitut.

Le problème existe. Lénine lui-même y fut confronté lorsqu'il mena bataille contre les thèses de l'Opposition ouvrière au X^e Congrès du Parti bolchevik (1921). « *Le marxisme*, disait-il dans son intervention, *enseigne que le parti politique de la classe ouvrière est le seul capable de grouper, d'éduquer et d'organiser l'avant-garde du prolétariat et de toutes les masses laborieuses, qui est seule en mesure de s'opposer aux inévitables oscillations petites-bourgeoises de ces masses, aux inévitables traditions et récidives de l'étroitesse corporative ou des préjugés corporatifs dans le prolétariat, et de diriger toutes les activités unifiées de l'ensemble du prolétariat, c'est-à-dire le diriger politiquement, et, par son intermédiaire, guider toutes les masses ouvrières.* » (25) L'accusation d'anarcho-syndicalisme portée contre l'Opposition ouvrière est des plus graves à ses yeux, puisqu'elle justifie l'exclusion pure et simple du parti. Il inscrit ce combat dans l'offensive plus vaste engagée autour du X^e Congrès du Parti bolchevik et du III^e Congrès, trois mois plus tard, contre le gauchisme et le conseillisme.

Lénine ressent donc la nécessité de dresser énergiquement un rempart contre la dégénérescence corporative des conseils que se dessine au moment où la révolution marque le pas et menace l'alliance avec la paysannerie. Cependant, au moment même où il prend conscience de ce danger, il mène dans le parti lui-même une bataille à ses yeux complémentaire, qui aboutit à l'interdiction des tendances et fractions. On a l'impression qu'à ce moment-là, le bolchevisme s'enlise dans une impasse. En effet, le III^e Congrès de l'Internationale communiste est celui du tournant vers les masses, de la réorientation vers le front unique, de la redéfinition du travail syndical. Pourtant, il perpétue (en écho à la lutte contre l'Opposition ouvrière) les obscurités des deux congrès précédents (et leurs erreurs) sur les rapports parti/soviets en ne se prononçant pas clairement pour la souveraineté des organes soviétiques.

Nous savons aujourd'hui que les mesures prises par les bolcheviks contre le danger de dégénérescence corporative ont facilité l'avènement de la bureaucratie. Il faut donc en tirer toutes les leçons.

Bobbio prétend qu'à tout prendre, le Parlement demeure une meilleure garantie démocratique, en ajoutant que les députés sont soumis à un contrôle de fait par l'intermédiaire de leurs partis. Il faudrait une sacrée audace pour présenter aujourd'hui le régime de la III^e République comme le sommet jamais dépassé de la démocratie !

(25) *Oeuvres*, tome XXXII, p. 257.

La seule façon de prendre le problème à bras le corps et de se garder doublement du corporatisme et de la bureaucratie (de leur dialectique), consiste à reconnaître d'abord la pleine souveraineté des conseils par rapport aux partis et à donner conjointement son plein rôle au pluripartisme.

La reconnaissance d'une pluralité de partis et tendances ne constitue pas, en effet, une concession ou une simple garantie démocratique. Elle est une condition de fonctionnement de la démocratie des conseils. Car il y a une certaine naïveté (ou mauvaise foi ?), à insister sur le danger corporatif inhérent aux conseils comme si, dans ce système, l'orientation générale ne devait être que l'addition, échelon par échelon, des points de vue parcelaires définis dans chaque instance de base. Les organes de démocratie directe ne partent pas que de leur seule expérience. Ils se prononcent sur des propositions, des orientations d'ensemble, sur des options défendues contradictoirement en leur sein par les grands courants de pensée et les partis. C'est par ce biais qu'opère la dialectique du général et du particulier. On peut même envisager des modalités concrètes permettant que les partis soient présents en tant que tels dans les organes de base, où leurs représentants auraient droit de parole sinon de vote. Ainsi Rosa Luxemburg aurait pu défendre les positions de son parti dans le I^e Congrès des conseils de Berlin, en novembre 1918.

Ajoutons accessoirement que la technologie moderne (media) dans laquelle Bobbio voit un marchepied de la technocratie, peut aussi remplir une autre fonction. Le développement des techniques de radio et de télé permet pour de grands débats de garantir un contrôle direct des mandants sur les élus par le biais d'une retransmission en multiplex. Ils pourraient donc permettre, par delà les dimensions de l'Etat moderne, de reconstituer une sorte d'agora audiovisuelle.

La souveraineté des organes de démocratie directe, le pluripartisme, la transformation des techniques d'information en techniques de communication constituent l'axe de notre réponse. Nous ne pensons évidemment pas que la question posée par les défenseurs de la « démocratie mixte » soit épuisée pour autant. Ainsi, nous avons vu que dans sa réponse à Kautsky, Trotsky n'exclut pas par principe l'exercice de la dictature du prolétariat « *dans le cadre des institutions démocratiques* », sa formule restant ambiguë sur la part de ces institutions héritée de la démocratie bourgeoise. Tout en précisant clairement que la démocratie directe doit primer, Mandel laisse ouverte la possibilité transitoire d'une certaine « démocratie mixte », dans laquelle les formes représentatives déperiraient rapidement sans être d'emblée abolies : « *Une fois que cette souveraineté des conseils est acquise, qu'il y ait un organe parlementaire pour s'occuper des questions secondaires dont on ne voit pas clairement l'utilité, il ne faut pas en faire une question de principe. Si c'est une question de tradition politique nationale dans certains pays, si c'est le lieu pour la confrontation des grands courants culturels ou idéologiques, je ne crois pas que ce soit*

une question essentielle, dès lors que le pouvoir économique est fermement et réellement en main de la classe ouvrière armée, organisée en soviets. » (26) Il n'est pas inutile de rappeler quelle était, à ce sujet, la position de Max Adler. Pour éviter le péril corporatiste, il réservait le pouvoir de décision aux travailleurs ayant des convictions socialistes.

Le système des conseils se double ici d'une image utopique, celle des super-citoyens ou de citoyens d'élite (par leur niveau de conscience), dont la maturité serait la meilleure garantie. Cette position est particulièrement dangereuse, puisqu'elle autorise, à la limite, la vision du parti comme le rassemblement de ces citoyens ; même si Adler prend soin de préciser qu'il ne s'agit pas dans son idée de convictions socialistes exprimées de façon « partidaires », mais plutôt d'une sorte de dépassement des institutions du parti/avant-garde par le parti/classe dont la nostalgie hante le mouvement ouvrier d'après 1914. Ce mélange de conseillisme radical et de socialisme utopique provoque chez Adler de telles contradictions qu'il est obligé de compléter son système de pouvoir par le maintien d'institutions représentatives, en s'efforçant sur le papier d'en subordonner les fonctions : « *L'Assemblée nationale doit rester en place, car son système électoral tout différent donne à la partie de la population qui n'est pas socialiste la possibilité d'avoir ses intérêts représentés.* » Il conçoit donc la « *coexistence de ces deux formes de représentation* », en précisant que le poids déterminant revient au conseil central des conseils ouvriers, dans la mesure où « *il incarne, comme représentation de la population laborieuse qui constitue une classe homogène, la véritable volonté de transformation sociale, contrairement à l'Assemblée nationale, à laquelle les divisions de classe ne donnent pas la même capacité* ». Le conseil central aurait donc selon lui la charge des questions de finance, d'économie, de planification, et jouirait d'un droit de veto contre les décisions de l'Assemblée nationale ; il participerait avec l'Assemblée au choix du gouvernement « *dans une proportion à établir* ». Ce que cherche Adler, en pleine période de bouleversements révolutionnaires, c'est une institutionnalisation abstraite et codifiée de la dualité de pouvoir, dont l'impossibilité ne pourrait aboutir en dernière analyse qu'à sauvegarder la légitimité des institutions représentatives.

Notons pourtant que Trentin est obligé de travestir à droite les positions de Max Adler, lorsqu'il tente de s'en réclamer : « *Le conseil peut devenir, comme le dit Adler, la vraie deuxième chambre d'une démocratie socialiste, dans la mesure où il reste une force de contrôle et de contrôle*

(26) Dans l'interview sur la stratégie révolutionnaire dans *Critique communiste* n°8/9, p. 162.

conflictuel complétant les autres institutions démocratiques y compris les institutions électorales. » (27)

Il n'est pas possible de biaiser : il faut dire qui, en dernière instance, décide. Il est vrai que Lénine définissait les soviets comme la forme russe de la dictature du prolétariat ; mais il ne voulait pas dire par là que la forme puisse être ailleurs parlementaire. Toutes ses prises de position, dès avant Octobre, celles des *Thèses d'avril* et de *l'Etat et la Révolution*, constituent au contraire une théorie de la dualité de pouvoir. Dans son discours d'ouverture au I^{er} Congrès de l'Internationale communiste, il déclare : « *Il faut seulement trouver la forme qui permette au prolétariat de réaliser sa domination. Cette forme, c'est le régime des soviets avec la dictature du prolétariat. La dictature du prolétariat, c'était jusqu'à présent du latin pour les masses. Maintenant, grâce au rayonnement du système des soviets dans le monde, ce latin est traduit dans toutes les langues modernes.* » Il en cite pour exemple des formes aussi variées que les soviets, les conseils d'usine, les comités de shop-stewards... D'autre part, dans son discours sur les thèses au même congrès, il condamne sans appel la formulation retenue par les socialistes indépendants allemands sur proposition d'Hilferding, de combiner le système des conseils avec l'Assemblée nationale par voie législative. Les thèses rédigées par Lénine à ce propos et adoptées par le I^{er} Congrès de l'Internationale communiste tranchent : « *Le tentative ridicule de combiner le système des conseils ouvriers, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, avec l'Assemblée nationale, c'est-à-dire la dictature bourgeoise, révèle l'indigence de la pensée socialiste et des sociaux-démocrates jaunes, leur politique réactionnaire de petits-bourgeois, leurs concessions pusillanimes à la puissance grandissante de la nouvelle démocratie prolétarienne.* »

VI. Les implications stratégiques de la dictature du prolétariat :

1. Avant 1914 : « Un socialisme hors du temps ».

Avant la Première Guerre mondiale, l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire de conquête du pouvoir n'en est qu'à ses premiers balbutiements. On peut même discuter qu'il ait existé dans le parti le plus représentatif de la II^e Internationale, la social-démocratie allemande, une réelle définition stratégique. Cette Internationale est celle de l'extension et de l'organisation du mouvement ouvrier consécutives à la seconde révo-

(27) Dans *Aux sources de l'eurocommunisme*.

lution industrielle. C'est une période d'accumulation de forces syndicales, politiques et électorales qui se traduit, à partir de l'abrogation des lois bismarckiennes d'exception (1890) et du cycle d'expansion économique commencé dans les années 1890, par une forte influence de l'idéologie évolutionniste dans le mouvement ouvrier. Bernstein reconnaît ainsi sans rougir son peu d'intérêt pour « *le but final* ». Pour caractériser ce socialisme européen d'avant 1914, Tasca parle de façon imagée « *d'un socialisme hors du temps, sans échéances* ».

L'affirmation de Bernstein, théoricien et symbole du révisionnisme, selon laquelle « *le mouvement est tout* », constitue la négation même de tout projet stratégique. En remplaçant le but final par un simple moment du processus, elle efface la question stratégique de la conquête du pouvoir. Pour lui, la transition graduelle et pacifique au socialisme s'inscrit dans le prolongement de l'expansion capitaliste et de l'organisation croissante de la société qui semble alors en résulter. Elle exclut par définition les crises, les ruptures, en un mot la révolution, (pensée à l'image des « catastrophes » — pour l'organisme antérieur — des mutations génétiques) et présuppose au contraire le fonctionnement sans à-coups de l'économie. Ce n'est donc pas par hasard si Bernstein et Kautsky considéreront la guerre, non comme un tremplin révolutionnaire vers les guerres civiles (à la manière de Lénine), mais comme une parenthèse où la tâche se réduit à préserver les forces du mouvement ouvrier, afin qu'il puisse reprendre sa croissance aussitôt la paix rétablie. Corrélativement, Bernstein ne conçoit pas l'Etat comme une machine d'oppression de classe, à détruire, mais plutôt comme un outil à investir. C'est pourquoi il est l'un des premiers à vouloir réhabiliter la pensée politique libérale, celle-là même que redécouvrent aujourd'hui, après un nouveau cycle d'expansion capitaliste, des gens comme Bobbio en Italie et Rosanvallon en France : « *En fait, dit Bernstein, il n'y a pas une seule idée libérale qui n'appartienne pas en même temps aux idées socialistes.* » (28) Mais il prolonge cette thèse par la définition de l'ouvrier-citoyen comme le meilleur défenseur, pour peu qu'il dépasse ses intérêts corporatifs, de la nation et des institutions parlementaires : « *Si l'ouvrier n'est pas encore tout à fait un citoyen au plein sens du terme, il n'est pas à ce point dépourvu de droits qu'il demeure insensible aux intérêts de la nation.* » (29) A la relecture des textes de Bernstein, on y découvre une extraordinaire parenté de ton et de fond avec le langage que tiennent aujourd'hui les dirigeants du PC italien.

Ainsi estime-t-il que l'Etat, loin de devoir dépérir dans le socialisme, devient au contraire la société elle-même en action pour se défendre de l'oppression et maintenir la liberté. Défenseur de l'étatisation de la société

(28) *Histoire du marxisme contemporain*, tome 1, p. 273.

(29) *Ibid*, p. 306.

(et non de la socialisation de l'Etat) et fétichiste de l'Etat, Bernstein n'hésite pas à donner raison sur ce point à Lassalle contre Marx. Dans la même logique, Hilferding expliquera, au lendemain de la guerre, que le mouvement ouvrier a désormais (avec la sanglante République de Weimar !) vécu la « grande aventure de la démocratie » ; et il en tirera argument pour plaider que les travailleurs doivent dorénavant considérer l'Etat comme l'instrument politique de la construction du socialisme. C'est presque mot pour mot le discours que tiennent à présent les dirigeants communistes italiens, Amendola et consorts, en justifiant les devoirs civiques de leur parti envers l'Etat et les possibilités de transition démocratique à partir des conquêtes et de la grande aventure démocratique de la Libération (30).

Sur les nationalisations, Bernstein développe à peu de choses près les thèmes chers à Rocard ou Mitterrand, lorsqu'il explique qu'une « bonne loi de fabrique renferme plus de socialisme que le transfert à l'Etat de tout un groupe d'usines ». Ou encore lorsqu'il défend les vertus stimulantes de la concurrence (de l'économie de marché) et la compétence des chefs d'entreprise : « Croyez-vous à une réelle amélioration si, aux chefs d'entreprise, se substituent en tous lieux des fonctionnaires ? » Ou enfin lorsqu'il défend l'industrie privée pourvu qu'elle soit, comme dirait un quelconque Rocard, performante : « Où l'Etat travaille de façon moins rentable que l'industrie privée, il serait peu socialiste de donner l'avantage au premier. » Il ne fait donc pas de doute que, chez Bernstein, la redécouverte du libéralisme politique fait corps, en toute logique, avec une défense acharnée de l'économie de marché.

Tout ce plat réformisme est en outre enrobé par Bernstein de considérations éthiques pétries de kantisme. Dans la façon dont Berlinguer a pu faire l'apologie de l'austérité comme d'une nouvelle morale civique opposée à l'individualisme ou au corporatisme, on retrouve des accents analogues. En fait, cette déchéance moraliste du marxisme face à la crise du capitalisme est pratiquement fatale, dès lors que les dirigeants des grands partis ouvriers tournent le dos à la mobilisation et à l'auto-organisation des masses elles-mêmes (et aux valeurs qu'elles engendrent). Parce qu'ils ont envers le prolétariat une profonde défiance bureaucratique, ils sont conduits à le sangler dans un code moral, qui est en même temps (par sa transcendance supposée) un code de collaboration de classes qui en appelle à l'honnêteté, au travail, au civisme, indépendamment de leur contenu de classe immédiat.

Notre propos n'est pas d'analyser ici le détail des positions défendues par Bernstein, mais de montrer que l'orthodoxie défendue face à lui par

(30) Voir notamment l'article d'Amendola, « la Continuité de l'Etat », dans *El marxismo y el estado*.

Kautsky (au moment de la grande polémique conclue par le congrès de Dresde en 1903) ne constitue en rien une alternative stratégique.

Contre Bernstein, Kautsky défend en effet le caractère prolétarien et l'indépendance du parti en tant qu'organisateur et d'éducateur de la classe ; en revanche, il n'envisage guère la nécessité et la fonction d'un projet stratégique. Pour lui, il ne s'agit pas de « *faire la révolution* », mais seulement d'en « *saisir l'occasion* ». Cet attentisme théorisé, qui laisse flotter le parti au fil de sa lutte quotidienne, lui vaudra plus tard de la part de Pannekoek la caractérisation de « *radicalisme passif* », et de la part de Lénine l'accusation de vouloir « *une révolution sans révolution* ».

L'empirisme à courte vue de Kautsky va de pair avec une conception scientiste du marxisme. Le marxisme est pour lui une science bâtie sur le modèle des sciences de la nature, plutôt qu'une théorie critique de l'histoire et de la lutte des classes. L'organisation de la classe ouvrière n'est donc à ses yeux que le produit nécessaire du développement du capitalisme ; aussi n'est-il en aucun cas question de forcer la main au cours de l'histoire. L'inéluctabilité de la révolution prolétarienne sert dans un tel système d'alibi à l'immobilisme et à la politique au jour le jour : « *En réalité, se félicite Kautsky, de par sa base théorique, il n'est pas de tactique plus capable de s'adapter aux circonstances que celle du parti socialiste.* » Sentence tristement illustrée par la capitulation social-démocrate du 4 août 1914.

Dans sa polémique contre Pannekoek et Rosa Luxemburg, en 1911/1912, Kautsky exprimait sans détours le fond de sa démarche : « *Le but de notre politique reste identique à ce qu'il a toujours été : la conquête du pouvoir d'Etat à travers l'obtention de la majorité parlementaire et l'élévation du Parlement au rang d'instance dirigeante du gouvernement. Il n'est donc nullement question de destruction du pouvoir d'Etat.* » Ces lignes démontrent *a posteriori* les limites des positions de Kautsky, même dans les débats où il apparut comme le porte-parole de l'orthodoxie. Elles sont écrites deux ans à peine après la publication du *Chemin du pouvoir*, considéré par Lénine comme un texte de référence et censuré par la direction du parti allemand pour ses audaces ! Elles montrent que, si Kautsky a combattu les tendances ministérialistes ou les partisans de la transformation du parti en parti populaire interclassiste, il n'a jamais imaginé d'autre voie que parlementaire, même au moment du débat sur la grève générale. Ne rejetait-il pas dès 1893 (dans *la Question agraire*) l'idée de substituer la législation directe au système parlementaire ? Et ne devait-il pas critiquer d'un même point de vue en novembre 1918 les positions conseillistes des spartakistes : « *La domination des inorganisés sur ceux qui le sont, des ignorants sur les gens instruits, des égoïstes sur les désintéressés, voilà en quoi devraient consister les conditions actuelles du développement ultérieur de la révolution.* » Ce discours est devenu depuis celui de tous les Soares du monde.

2. Le débat révélateur sur la grève de masse.

Ce n'est donc pas dans la polémique contre Bernstein que s'est posée la question d'une alternative stratégique. Elle a plutôt émergé à travers les discussions sur la grève de masse.

De telles grèves avaient éclaté en Belgique, en Hollande, en Italie, dans les premières années du siècle. De nouvelles grèves de masse se produisent en 1905 dans la Ruhr, mais surtout en Russie où elles débouchèrent sur la crise révolutionnaire. Cette expérience secoua comme une révélation un mouvement ouvrier qui avait balayé de son horizon l'hypothèse même d'une situation révolutionnaire ; un peu comme la grève de mai-juin 1968 fit renaître le débat stratégique dans le mouvement français.

Devant cette situation nouvelle, Kautsky réagit en proposant que le parti intègre à son programme l'éventualité du recours à la grève de masse. Il y parvint en 1906 au congrès de Mannheim, à l'issue d'une dure polémique contre la bureaucratie de plus en plus puissante des syndicats. Mais « *l'arme redoutable* » de la grève de masse est alors assortie de tant de conditions préalables qu'elle se trouve d'emblée rangée comme une arme de musée dans l'arsenal du parti. A la différence de Kautsky, Rosa Luxemburg avait bien entrevu la grève de masse comme le point de départ d'une rupture stratégique. Les nouvelles qui arrivaient de Russie « *emplirent, dit-elle, le prolétariat mondial tout entier d'un enthousiasme débordant en faveur de la grève de masse* » : la réalisation grandiose de l'idée de grève de masse inaugurerait « *une époque nouvelle dans l'évolution du mouvement ouvrier* ».

Quelques années plus tard, en 1910, l'affrontement entre Kautsky et Rosa devait montrer, par delà la bataille commune menée à l'occasion du congrès de Mannheim, l'ampleur de leur désaccord. Lui précisa alors qu'il ne concevait la grève politique de masse que comme « *un événement sans répétitions dans une lutte pour la vie et la mort* ». En somme une dernière extrémité à laquelle pourrait être acculé un prolétariat en état de légitime défense pour la sauvegarde de ses libertés menacées. Rosa lui répliqua : « *Comment peut donc bien avoir lieu cette grande, cette apocalyptique grève de masse finale qui peut abattre les chênes les plus robustes, faire s'entrouvrir la terre et s'ouvrir les tombeaux, si la masse du prolétariat n'y est pas préparée, si elle n'est pas éduquée par l'épreuve préalable de toute une longue période de grèves de masse, de luttes économiques et politiques de masse ?* » Ce faisant, elle ouvre la perspective d'un projet conscient autour duquel s'organiserait l'action révolutionnaire quotidienne.

Est-ce suffisant pour présenter une stratégie nouvelle face à la « vieille tactique éprouvée » du parlementarisme ? On peut douter au vu des hésitations stratégiques qui seront encore celles du futur noyau spartakiste au cours de la guerre, et surtout au vu de ses illusions quant à la possibilité

de continuer la lutte au sein même du parti ; il en résulta une rupture tardive en pleine crise révolutionnaire et la naissance d'un jeune parti communiste inexpérimenté, mal organisé et pétri de gauchisme au moment même où éclatait la révolution allemande. Kautsky, en tout cas, prit conscience de la portée potentielle des positions défendues par Rosa. Il l'accusa ouvertement de défendre une autre stratégie que celle du parti, celle de l'anéantissement contre la patiente stratégie d'usure. Pourtant, on trouve plutôt chez Rosa une ébauche qu'une réponse achevée. Oppositionnelle à une robuste bureaucratie, elle lui oppose une tactique-processus misant sur la radicalisation spontanée des masses ; alors que Lénine, responsable de la direction de son parti, est le premier à envisager l'idée d'un plan stratégique.

3. Le renversement d'Octobre.

Rompant avec la routine parlementaire qui a baigné et corrompu le mouvement ouvrier d'avant-guerre jusqu'à sa capitulation chauvine, l'insurrection d'Octobre apparaît en 1917 comme la révélation lumineuse d'une voie royale pour la révolution prolétarienne. La sympathie et l'enthousiasme qu'elle soulève ne sont pourtant pas exempts de confusion.

Les leçons de la Révolution d'Octobre ne seront tirées par ses propres protagonistes que bien plus tard et progressivement. Un mouvement de radicalisation tourne vers Moscou et la nouvelle Internationale un courant de radicalisation qui mobilise les ouvriers les plus combattifs et conscients. Mais ces noyaux évoluent souvent autant ou plus par l'impact de la révolution russe qu'à partir de leur propre expérience pratique. Rares sont ceux qui se sont trempés dans la lutte difficile contre le déferlement de la vague chauvine de 1914. La délimitation d'avec le réformisme ne s'opère donc guère sur la base d'une expérience de luttes de masse.

Ce n'est donc pas par hasard si, dans les premières années de l'IC, plusieurs de ses sections connaîtront des déviations putschistes. Ainsi, lors du congrès constitutif du PC allemand (en janvier 1919), les tendances ultra-gauches l'emportent contre les rapports présentés au nom de la direction provisoire par Paul Lévi et Rosa Luxemburg sur des questions aussi cruciales que l'intervention dans les syndicats et la participation aux élections à la Constituante. Ainsi encore, le conseil national du Parti socialiste italien, alors partisan de l'affiliation à l'IC, donna en janvier 1920 mandat à sa direction pour procéder « *dans un délai maximum de deux mois* » à la constitution définitive de conseils de travailleurs ; trois mois plus tard, pour activer sa direction, le même conseil national adopta en quelques dizaines de points les statuts des futurs soviets... Enfin, en avril 1919, au I^{er} Congrès de l'IC, les congressistes repoussèrent les demandes du délégué américain insistant sur la nécessité de définir l'inter-

vention dans les syndicats : ils se réfugièrent derrière le prétexte de la trop grande diversité des situations nationales pour esquiver une question sur laquelle les divergences étaient en fait trop profondes.

En somme, comme pour rattraper à la hâte le temps perdu à ressasser le programme minimum et à s'user aux batailles parlementaires, les jeunes partis communistes brandissent le seul programme maximum, celui du socialisme et de la dictature du prolétariat. Ils pensent rallier ainsi les masses impatientes, mais ils relèguent souvent aux oubliettes les revendications immédiates et démocratiques des travailleurs. En mars 1920, au lendemain du putsch de Kapp, le PC allemand ne met-il pas comme péala-ble à un gouvernement de front unique avec les socialistes la proclamation de la dictature du prolétariat. Cette politique trouve des appuis dans l'appareil de l'IC, ainsi qu'en conviendra plus tard Trotsky, lorsqu'il évoquera le tournant du III^e Congrès de l'IC (juin 1921) qui sanctionna la rupture avec le putschisme et le tournant stratégique vers le front unique : *« Durant l'époque du communisme de gauche, Boukharine estimait que la révolution n'admettait ni retraites ni compromis provisoires avec l'ennemi... Même après le X^e Congrès qui interdit la formation des fractions, Lénine prit cependant l'initiative de créer le noyau d'une nouvelle fraction pour lutter contre l'ultra-gauchisme ; dans nos réunions restreintes il posait nettement la question des voies à suivre ultérieurement si le III^e Congrès adoptait les positions de Boukharine... Lors des III^e et IV^e Congrès, Boukharine combattit la politique de front unique et des revendications transitoires en partant de sa conception mécanique de la permanence du processus révolutionnaire... Le parti bolchévik est arrivé jusqu'à la Révolution d'Octobre, et l'a réalisée armé de son ancien programme, dans lequel les mots d'ordre de démocratie occupaient une place importante. En son temps, Boukharine tenta de supprimer ce programme minimum, comme il intervint plus tard contre les revendications transitoires du programme de l'Internationale communiste. »* (31)

Il faut encore ajouter que, politiquement vaincu au III^e Congrès de l'IC, le putschisme était déjà devenu un pli assez profond pour marquer encore en 1923 la préparation de l'insurrection manquée de l'Octobre allemand. Au lieu de lier la question du pouvoir aux luttes quotidiennes des travailleurs, le PC retira plusieurs semaines à l'avance ses meilleurs militants des entreprises, afin qu'ils se consacrent à la préparation conspirative du soulèvement ; il freina même les luttes qui auraient pu précipiter un mouvement de masse avant la date choisie pour son offensive. Après l'échec, Clara Zetkin en tira le bilan devant le V^e Congrès de l'IC en ces termes : *« Le parti n'a pas compris comment transmettre aux larges masses la conscience des rapports entre leurs souffrances cuisantes et la*

(31) *L'IC après Lénine*, tome 1, p. 187-189 et tome 2, p. 416.

conquête du pouvoir. Il n'a pas compris autre chose : savoir créer des bastions solides fortement organisés pour des actions de masse. Il n'a pas concentré suffisamment les conseils d'entreprise et avant tout ne les a pas politisés. Il n'a pas fait de ceux-ci des organes qui puissent devenir des centres de rassemblement d'abord, et ensuite des organes des masses agissantes devenues actives. Il a omis une troisième chose : diriger la volonté des masses vers la guerre civile ; il avait créé des organismes politiques unitaires armés pour la lutte sous forme de centuries. Mais celles-ci n'étaient que des organes de parade. Elles n'étaient pas liées à la lutte des ouvriers... » Cette autocritique exprime en définitive l'incompréhension dans le PC allemand de la stratégie révolutionnaire et de la politique de front unique devant culminer dans la dualité de pouvoir : sous-estimation des revendications transitoires, pas de centralisation des organes, pas de préparation à la grève générale politique (quand l'insurrection éclata à Hambourg, les communistes se battirent et attaquèrent les commissariats sans même que le prolétariat hambourgeois se mette en grève...).

Les oscillations entre l'opportunisme et le gauchisme n'expriment pas seulement la dégénérescence ou la faiblesse de telle ou telle direction d'un parti ouvrier. Elles expriment aussi des contradictions inhérentes aux conditions sociales et historiques de la révolution prolétarienne : comment passer d'un système d'oppression totale à un système de planification autogérée, de la lutte dans le cadre du système à son dépassement. Le problème de la transition marquée par la conquête du pouvoir est un problème difficile et pratiquement insoluble sans compter avec la notion de crise révolutionnaire, pendant laquelle les masses se métamorphosent, entrent en fusion, et pendant laquelle leur niveau de conscience fait un bond en avant.

La révolution russe a apporté une première réponse pratique à cette question difficile. Mais l'élaboration stratégique qu'elle a inaugurée ne s'est faite que progressivement, dans une confrontation permanente à l'expérience, et dans des conditions telles (stalinisation, avènement du fascisme), que le fil s'est rompu.

Pour conclure : le degré zéro de la stratégie ?

Dans son interview-débat avec Henri Weber, Poulantzas nous reproche d'en rester à la conception léniniste classique de la dualité de pouvoir : les organes naissants de la démocratie directe face aux institutions bourgeoises. Il pense nécessaire de dépasser la stratégie classique du double pouvoir, « sans tomber dans la stratégie italienne qui est à la limite une stratégie uniquement fixée à l'intérieur de l'espace physique de l'Etat ». Cette nouvelle « voie » est si étroite, que, pour la définir,

Poulantzas ne dépasse guère les généralités. Il n'est pas évident selon lui qu'il y aura « une grande rupture ». En revanche, il s'affirme attaché à l'idée d'un « long processus ». Enfin, si rupture il y a, elle ne passera pas forcément entre « l'Etat en bloc et son extérieur absolu, les structures de pouvoir populaires à la base ».

Un processus long ? Oui, s'il s'agit de souligner par là la bataille pendant laquelle le prolétariat accumule des expériences, développe sa conscience, s'érige en classe virtuellement dominante, en candidate au pouvoir ; c'est à ce processus que pensait Trotsky lorsqu'il disait que le pouvoir serait plus difficile à prendre et plus facile à garder dans les pays capitalistes développés. Mais ce processus décisif n'efface pas le moment de la rupture, de ce que Lénine a désigné comme crise révolutionnaire. Cette rupture ne concerne pas les appareils politiques principalement, mais d'abord une profonde déchirure du consensus social lui-même. Elle est un moment stratégique nécessaire en fonction des conditions structurelles spécifiques de la révolution prolétarienne.

Nous concevons le développement du double pouvoir en extériorité absolue par rapport aux appareils d'Etat ? Le problème est mal posé. C'est son énoncé même qui, par la notion d'extériorité, évacue la dialectique du double pouvoir. En effet, nous acceptons la bataille électorale, la bataille dans les institutions culturelles, dans les casernes. A moins de réduire l'Etat à ses sommets et à ses instruments purement répressifs, on ne peut dire que la stratégie révolutionnaire lui demeure en extériorité absolue. Le problème est ailleurs. Il est dans le maintien de l'unité et de l'indépendance de classe du prolétariat. C'est là le principe qui nous guide et à partir duquel nous envisageons les autres questions. Ainsi les comités de soldats avancent dans les casernes des revendications démocratiques, mais en liant leur combat à celui des syndicats ouvriers et imposant leur indépendance face à la hiérarchie militaire. De même, nous partageons le point de vue de Trotsky sur l'importance des batailles démocratiques : « Les mots d'ordre démocratiques contiennent pour un certain temps des illusions et des tromperies, mais ils renferment aussi une force historique animatrice. » (32) Les germes de démocratie socialiste ne sont pas la négation absolue des libertés démocratiques formelles bourgeoises. Ils en sont le dépassement dialectique. C'est pourquoi, aussi longtemps que la démocratie formelle garde un contenu progressif aux yeux des masses laborieuses, nous sommes les meilleurs défenseurs des revendications démocratiques radicales : l'autodétermination pour les nationalités, la Constituante, le refus de toute censure, etc. Un exemple ? Au Portugal, dès le 25 avril 1974, nous avons réclamé l'élection d'une Constituante à la proportionnelle intégrale. A partir de la tentative de coup d'Etat du 11 mars 1975, sans opposer la démocratie directe à la Constituante, sans jamais deman-

(32) Ibidem, tome 2, p. 405.

der la dissolution de cette dernière, nous avons mis l'accent sur le développement et la coordination des commissions de travailleurs et de quartiers, sur la création de comités de soldats, et sur leurs tâches concrètes (épuration, contrôle, reconversion industrielle). Et nous avons raison, car seul un développement et une centralisation plus poussée de ces organes auraient pu forger une unité organique de la classe et opposer un rempart solide à la contre-révolution « démocratique » et au coup normalisateur du 25 novembre.

La perspective de la dualité de pouvoir charpente donc notre démarche. Cela ne signifie pas que nous ne puissions imaginer la conquête du pouvoir que sous la forme d'une grève générale déclenchée le matin et conclue le (grand) soir par une insurrection. Les choses peuvent être beaucoup plus mêlés, complexes et inattendues. Surtout, dans un pays à fortes traditions parlementaires où les illusions démocratiques sont particulièrement prenantes. Mais le maintien d'une hypothèse stratégique structurée autour de la grève générale insurrectionnelle et de la dualité de pouvoir nous paraît seul fournir un fil à plomb à une pratique révolutionnaire quotidienne tendue vers un but final au lieu de flotter au fil des improvisations. C'est ce projet stratégique qui guide aussi bien les batailles sur les rapports entre démocratie ouvrière (assemblées générales, comités de grève) et démocratie syndicale dans l'entreprise. C'est lui qui donne cohérence et lie les revendications immédiates et démocratiques au contrôle ouvrier et à l'auto-organisation de la classe. C'est lui qui cimente la politique de front unique, oriente le travail dans les casernes, pose la question de l'armement de la classe en rapport avec la construction du front unique. Un tel projet n'est pas contradictoire avec les batailles les plus immédiates, mais il prépare aussi des batailles plus lointaines. Il ne désarme pas les travailleurs face à des éventualités que les leçons de la lutte des classes ont malheureusement démontré être les plus probables. Ni la résistance individuelle d'Allende ni le soulèvement désespéré du Schutzbund de Vienne n'ont rien résolu. Le courage individuel ou la violence défensive de la dernière heure ne sauraient réparer une orientation qui ne prépare pas l'offensive de la classe ouvrière et l'affrontement inévitable entre son pouvoir et celui de la bourgeoisie. Nous reprendrons la discussion sur les transformations structurelles de l'Etat bourgeois au cours de ce siècle.

Mais nous affirmons d'ores et déjà que cette analyse n'invalide en rien les leçons stratégiques naguère énoncées par Trotsky : *« De façon générale, l'obtention d'une majorité démocratique dans un Parlement bourgeois n'est pas absolument impossible. Mais ce fait, si même il se réalisait, ne changerait rien en principe au cours des événements. Influencés par la victoire parlementaire du prolétariat, les intellectuels appartenant aux classes moyennes offriraient peut-être une moindre résistance au nouveau régime. Mais la résistance essentielle de la bourgeoisie serait déterminée par des*

faits tels que : l'état d'esprit de l'armée, le degré d'armement des ouvriers, la situation dans les pays voisins ; et la guerre civile suivrait son cours sous l'influence de ces facteurs réels et non de la fragile arithmétique parlementaire. » (33)

Daniel Bensaïd

Otto Bauer et l'*Arbeiter-Zeitung* face à la Révolution d'Octobre

L'Autriche était, au début de ce siècle, parmi les pays d'Europe où s'exerçait le plus durablement l'influence des explosions révolutionnaires de l'Empire russe. Ce fut déjà le cas en 1905 : le suffrage universel en Autriche, pourrait-on dire, fut arraché moins à Vienne que dans les rues de Pétrograd. Enflammé par la nouvelle du manifeste constitutionnel publié par le tsar en l'automne 1905, le Congrès du parti social-démocrate, réuni au même moment, prit la décision de l'organisation immédiate d'une manifestation de masse : des dizaines de milliers de travailleurs répondirent à l'appel. La force du mouvement contraignit le gouvernement Gautsch à prendre au sérieux les préparatifs de la grève générale, et l'Empereur finit par céder. L'autre grand mouvement politique de masse, à savoir les grèves de janvier 1918, est né sous l'impacte produit par les négociations de paix à Brest-Litovsk ; la gauche radicale propagea l'exemple russe par des tracts distribués clandestinement et appela également à l'élection de conseils ouvriers, initiative, comme on sait, couronnée de succès.

Contrairement à ce qui se passait dans presque tous les autres pays européens, l'influence de la Révolution russe ne provoqua cependant aucune rupture dans les organisations de masse du prolétariat. Le Parti Communiste autrichien demeura une infime minorité, et la bureaucratie du parti social-démocrate réussit à maintenir presque intégralement le

monopole de représentation des travailleurs d'avant 1914. La politique réformiste de gauche qui a permis cela a déjà été maintes fois analysée.

Toutefois, un élément important de l'austro-marxisme était également sa politique internationale, et dans ce cadre, son attitude vis-à-vis du bolchevisme et, de l'Union soviétique.

La position de la social-démocratie autrichienne par rapport à la Russie soviétique fut élaborée et argumentée par Otto Bauer qui, d'ailleurs, à partir de 1923, exerçait une influence déterminante sur la politique de l'Internationale socialiste et y était considéré comme spécialiste des questions russes.

Otto Bauer en 1917

Lorsque la Révolution de février éclata, Otto Bauer se trouvait dans un camp sibérien en qualité de prisonnier de guerre : comme il le raconte lui-même dans une carte postale, adressée à Victor Adler, il fut capturé en novembre 1914 par des soldats ennemis « *lors d'une tentative pour s'emparer d'une position russe à la baïonnette*. (1) » A la demande de Victor Adler, des personnalités social-démocrates des pays de l'Entente intervinrent à plusieurs reprises auprès du gouvernement provisoire de Pétersbourg pour obtenir la libération d'Otto Bauer (2) ; ils eurent satisfaction, et Bauer put, certes sous surveillance militaire, résider dès juillet dans la capitale. Il habita chez un sympathisant de Martov, dirigeant des mencheviks de gauche, mais passa la plus grande partie de la journée dans l'appartement de Théodor et de Lydia Dan dont il soignait la fille malade (3). Lorsque Bauer se mit à participer à des réunions de différentes commissions du Conseil des ouvriers et soldats et qu'il fut reçu également par les ministres mencheviks, Skobelev et Zaretelli, de violentes protestations s'élevèrent du camp conservateur : un officier ennemi — présuma-t-on — ne pouvait guère viser autre chose que l'espionnage. Quatre semaines plus tard, les autorités militaires russes le déclarèrent invalide, et il put rentrer à Vienne, où il arriva à la mi-septembre.

Dans une lettre du 28 septembre 1917, adressée à Karl Kautsky, Otto Bauer esquissa sa position par rapport aux événements russes de la manière suivante :

« De manière générale, je partage le point de vue de Martov et de ses amis. A mon avis, les mencheviks proprement dits ont suivi une politique impossible. Ils ont argumenté à peu près de la façon

1) Lettre conservée aux Archives Adler de l'Association pour l'histoire du mouvement ouvrier à Vienne.

2) On connaît les démarches entreprises par Huysmans, Branting et Vandervelde.

3) Théodor Dan était, en 1917, un des dirigeants de la direction menchevique de droite.

suivante : « Une révolution prolétarienne n'est pas possible en Russie. Si le prolétariat demande plus que ne peut accorder une révolution bourgeoise, alors il y aura un Cavaignac qui écrasera tout. Pour qu'il y en ait pas, nous préférons remplir nous-mêmes la fonction de Cavaignac. Ainsi nous sauverons la révolution et nous en tirerons le plus possible pour le prolétariat ». Cette politique eut bien sûr pour conséquence que les travailleurs ont déserté en masse les rangs des mencheviks. De l'autre côté, cependant, les bolcheviks ont mené une politique aventuriste des plus dangereuses. Les événements de mars devaient entraîner dans le prolétariat la surestimation de sa propre force ; surestimation qui a trouvé son expression fidèle dans la tactique de Lénine et de Trotsky. La foi aveugle en la guillotine a resurgi à Pétrograd sous la forme de la foi aveugle en l'omnipotence des fusils-mitrailleurs. Entre ces deux extrêmes, les mencheviks-internationalistes sous la direction de Martov ont gardé le juste milieu. Là aussi, c'est le « centre marxiste » qui a raison. (4) »

A peu près à la même époque — le 30 septembre — parut le premier article de Bauer dans l'*Arbeiter-Zeitung*. Il eut pour titre « La révolution russe et la paix » et résuma les thèmes les plus importants de sa brochure, publiée sous le pseudonyme de Heinrich Weber : *la Révolution russe et le Prolétariat européen*. Bauer voit dans le poids et la position de la paysannerie le caractère distinctif fondamental du processus révolutionnaire russe par rapport à la situation de la lutte de classe en Europe centrale : les paysans, écrit-il, étaient révolutionnaires et socialistes et constituaient donc contre la bourgeoisie une étroite alliance avec le prolétariat. Mais la prépondérance de l'élément paysan dans la révolution russe imposait en même temps des limites infranchissables :

« La Russie est un pays agraire où les ouvriers ne représentent qu'une minorité de la population. La Révolution russe ne peut déboucher sur la dictature du prolétariat, elle ne peut ériger un ordre social socialiste. Même si la Révolution russe surmonte tous les dangers qu'elle encourt actuellement, son résultat ne saurait pas moins être autre chose qu'une république démocratique bourgeoise. (5) »

Bauer qualifia la Révolution de mars — il se référait au calendrier grégorien — avant tout comme un mouvement élémentaire pour la paix : après l'abdication du tsar, ce n'était pas à la Douma ou au gouvernement provisoire que revint le pouvoir proprement dit, mais à la « démocratie », organisée dans le Conseil des députés des ouvriers et soldats :

4) Lettre conservée aux Archives Kautsky, Institut international pour l'histoire sociale, Amsterdam.

5) H. Weber, *la Révolution russe et le Prolétariat européen*, Vienne, 1917, p. 26.

« Aussi, dès le premier jour de la révolution, deux forces combattirent pour le pouvoir d'Etat : le gouvernement et le Conseil, la bourgeoisie et la démocratie. (6) »

Cependant, Bauer ne tint guère compte du fait qu'au sein des soviets une violente lutte fit rage entre la majorité, composé de mencheviks et de socialistes-révolutionnaires, et la minorité bolchevique. Il considéra la politique de coalition, suivie par les mencheviks jusqu'en juillet, comme « nécessaire » (7) et justifia la continuation de la guerre par le gouvernement provisoire en soulignant la dépendance économique de la Russie vis-à-vis de l'Entente (8). Vu la polarisation régnant dans le pays et qui s'était exprimée dans les journées de juillet et dans le soulèvement de Kornilov, Bauer exclut la possibilité d'une stabilisation des rapports de force existants : selon lui, la Russie était placée devant l'alternative suivante : ou bien écarter les dirigeants de droite des mencheviks et socialistes-révolutionnaires et former un gouvernement démocratique homogène ou bien voir surgir inévitablement une dictature militaire agissant dans l'intérêt de la bourgeoisie. Un gouvernement démocratique — c'est ainsi qu'on appelait à l'époque un gouvernement composé de partis représentés dans les soviets — avait selon lui la tâche de convoquer une Assemblée nationale constituante et d'ouvrir la voie à la république démocratique. De cette façon on pouvait au moins s'assurer de la révolution agraire avant que la bourgeoisie ne reconquît le pouvoir — ce qui était inévitable en raison du caractère arriéré du pays (9).

L'enthousiasme à l'*Arbeiter-Zeitung*

Lorsque parvint à Vienne la nouvelle des événements d'Octobre, l'*Arbeiter-Zeitung* réagit avec passion et enthousiasme : sous le titre « Une révolution pour la paix », on put lire le 9 novembre :

« Les ouvriers et soldats de Pétrograd ont arrêté le gouvernement de la bourgeoisie, ont lancé un mandat d'arrêt contre Kérénsky en fuite et se sont emparés du pouvoir d'Etat. Pour la première fois depuis la fin sanglante de la Commune de Paris en 1871, une capitale européenne est aux mains du prolétariat. (...) La dictature du prolétariat est devenue réalité à Pétrograd. »

Certes, on considéra que le sort de la Russie n'était pas encore définitivement fixé ; néanmoins la solidarité verbale de l'organe social-démocrate avec l'insurrection d'Octobre s'exprima sans équivoque :

6) *ibid.*, p. 12-13.

7) *Arbeiter-Zeitung* ?ù septembre 1917.

8) Weber, *la Révolution russe...*, p. 32.

9) *ibid.*, p. 26-27.

« Nos souhaits ardents sont aujourd'hui avec nos frères russes. S'ils l'emportent dans le combat engagé avec tant de hardiesse, alors s'ouvrira une époque nouvelle dans la lutte de libération du prolétariat international ! »

Dans plusieurs articles, l'*Arbeiter-Zeitung* prit la défense du nouveau gouvernement révolutionnaire de Pétrograd contre ses ennemis intérieurs et extérieurs (10) et présenta aux travailleurs autrichiens le pouvoir soviétique comme défenseur de leurs propres intérêts :

« Mais quoi qu'il arrive, le sort de tous les peuples se décide aujourd'hui à Pétrograd. La victoire de la bourgeoisie signifiera le prolongement de la guerre ; la victoire du prolétariat : la paix ! L'espoir de l'humanité qui saigne de mille blessures est aujourd'hui que les travailleurs russes réussissent à vaincre les forces conjuguées de leurs ennemis. (11) »

A partir de la première semaine de décembre, le parti organisa des assemblées de masse sur le thème « démocratie et paix » à Vienne et en Basse-Autriche au cours desquelles fusaient des vivats en l'honneur de la révolution russe... l'*Arbeiter-Zeitung* rapporte que le public était à plusieurs reprises pris d'une telle agitation qu'il refusait de se disperser et que les salles ne se vidaient que sur les exhortations des dirigeants du parti présents (12).

L'*Arbeiter-Zeitung* ne limita pas ses jugements positifs à la seule politique extérieure des bolcheviks ; elle prôna la nationalisation de la terre comme pas en avant vers le socialisme (13) (en quoi elle allait plus loin que les bolcheviks eux-mêmes qui n'avaient pas nourri de telles illusions) et elle célébra l'étatisation du crédit et du système bancaire ainsi que le contrôle ouvrier, de plus en plus étendu, sur la production :

« Là-bas à l'Est, il se passe des choses qui, certes, ne sont pas des miracles, mais qui sont véritablement des présages: (...) aujourd'hui [1^{er} janvier], un nouveau calendrier de l'économie politique commence. Dans l'ancien calendrier ordinaire, c'était la fête de la circoncision du Seigneur, ce jour, il convient à présent de le baptiser « Jour de Lénine » dans le calendrier de l'économie politique. (14) »

Les premières remarques critiques au sujet de la politique des bolcheviks, nous les trouvons à la suite de la dissolution de la Constituante par le

10) Bunčhanan et Trotsky, 27 novembre 1917, *La paix est en route*, 1^{er} décembre.

11) *La Guerre civile en Russie*, 15 novembre 1917.

12) *Arbeiter-Zeitung*, 10 décembre 1917.

13) *La Révolution sociale en Russie*, 11 décembre 1917.

14) *Le jour de Lénine*, 1^{er} janvier 1918.

pouvoir des soviets : l'*Arbeiter-Zeitung* considère la majorité socialistes-révolutionnaires dans l'Assemblée constituante comme conséquence de l'inévitable tournant conservateur de la paysannerie, une fois que leurs revendications élémentaires ont été satisfaites ; elle estime que la « dictature du prolétariat industriel contre la paysannerie » ne repose dorénavant plus que sur la violence armée (15). Certes, les articles sur la Russie exprimaient encore avant tout de la compréhension vis-à-vis de la politique des bolcheviks, mais les dirigeants social-démocrates autrichiens considéraient comme historiquement vouée à l'échec la tentative de maintien du pouvoir des Conseils... Voici le conseil adressé aux bolcheviks : renoncez au pouvoir et assurez-vous en contrepartie d'une république bourgeoise avec des larges droits accordés à la classe ouvrière.

Début janvier, dans une lettre à Kautsky, Otto Bauer avait encore violemment protesté contre le ton anti-bolchevik employé par la presse des socialistes majoritaires ; il estima que Lénine et Trotsky n'avaient pas pu agir autrement qu'ils ne l'avaient fait étant donné la passivité du prolétariat européen :

« *Les accusations mencheviks selon lesquelles il s'agit d'une dictature de personnes, d'un complot de soldats, d'un gouvernement despotique, etc., sont tout simplement infantiles. De pareilles choses, il est facile de les reprocher à toute dictature révolutionnaire. Lorsque Trotsky met les cadets à la porte de la Constituante, il ne fait que répéter l'exemple des indépendants et reste loin derrière l'exemple des Jacobins.* (16) »

Une surestimation de la portée politique de la dissolution de la Constituante sur le rapport du gouvernement des soviets vis-à-vis des masses finit par l'amener également à une révision de sa position : il considéra dorénavant la politique bolchévique comme utopique et, en dernière analyse, dommageable parce qu'elle provoquait le danger d'une contre-révolution blanche.

Il serait cependant erroné de voir dans les événements en Russie l'unique cause du tournant opéré dans l'appréciation du processus russe par la social-démocratie autrichienne : en effet, en janvier 1918, des grèves politiques de masse éclatèrent sur tout le territoire de la monarchie, grèves qui s'étaient élevées à la limite d'une situation révolutionnaire. Pour la première fois, la direction social-démocrate se vit confrontée à un mouvement de masse qui échappait à son contrôle. Les événements russes ont inspiré des formes de luttes et des objectifs qui ne s'accordaient nullement avec la tactique du parti. La direction du parti réussit finalement, en étroite collaboration avec le gouvernement impé-

15) *Nouvelles luttes en Russie*, 24 janvier 1918.

16) Lettre aux Archives Kautsky.

rial, à étouffer le mouvement de grève. La tactique de négociation, adoptée par Czernin à Brest-Litovsk, fut approuvée par la direction social-démocrate — après quelques concessions verbales de la part du gouvernement — et affaiblit ainsi la position des négociateurs de la Russie soviétique (17). De ce fait, la direction du parti autrichien entra pour la première fois en conflit avec la révolution prolétarienne en Europe centrale sur laquelle les bolcheviks ont porté leurs espoirs. Dès lors, les prises de position d'Otto Bauer concernant la Russie soviétique seront elles aussi marquées avant tout par l'intérêt politique, à savoir s'opposer à une application des thèses bolcheviques dans d'autres pays.

Pour l'auto-dissolution du pouvoir des soviets

En mars 1918 parut dans *le Combat* un article de Bauer qui devait préciser la position social-démocrate vis-à-vis de la nouvelle situation (18) : il s'agissait pour Bauer de présenter le bolchevisme à la fois, contre ses ennemis déclarés, comme produit nécessaire des particularismes russes et, pour ses amis, comme en étant le produit unique. Aussi explique-t-il la scission intervenue dans la parti entre bolcheviks et mencheviks par l'opposition entre, d'un côté la tradition substitutiste de l'intelligentsia révolutionnaire russe et, de l'autre, l'idéal d'un mouvement de masse prolétarien démocratique, conforme au modèle de l'Europe centrale. Il faut comprendre le socialisme bolchevique par les rapports sociaux particuliers en Russie :

« *La théorie et la pratique des bolcheviks constituent l'adaptation du socialisme à un pays où le capitalisme est jeune et sous-développé, où donc le prolétariat ne représente encore qu'une minorité de la nation, c'est l'adaptation du socialisme à l'arriération économique de la Russie.* (19) »

Plus que jamais, Bauer considéra l'évolution en Russie comme nécessaire, mais, en même temps, il tint pour illusoire la tentative d'un bouleversement socialiste :

« *Cette entreprise est aussi inévitable qu'elle est sûre d'être vouée à l'échec.* » Les bolcheviks, certes, « *ont fidèlement exprimé l'état d'esprit, la volonté, les idéaux du prolétariat russe dans les tempêtes de la révolution. Mais en se fondant dans le prolétariat, ils ont partagé aussi ses illusions. Aussi ont-ils mené le prolétariat à des expériences qui ne peuvent aboutir qu'à une défaite.* (20) »

17) Cf. Roman Rosdolsky : *la Situation révolutionnaire en Autriche en 1918 et la Politique des sociaux-démocrates*, étude parue dans *Critique communiste*, n° 8-9, septembre 1976, Rosdolsky y apporte entre autre la preuve que la direction du parti social-démocrate a soutenu le refus opposé par le gouvernement impérial de se retirer des territoires russes occupés.

18) Heinrich Weber, *les Bolcheviks et nous*, dans *Combat*, mars 1918, p. 137-150.

19) *ibid.*, p. 145.

20) *ibid.*, p. 146-147.

La critique formulée par Bauer vis-à-vis des bolchéviks se rapportait donc, à cette époque, non pas à la conquête du pouvoir, mais à la « tentative illusoire » de garder le pouvoir, qui s'était notamment exprimée dans la dissolution de la Constituante. Pourtant ses références fréquentes à Marx et à l'exemple de la Commune de Paris font que cette position apparait comme quelque peu insolite : Bauer ne prétend-il pas en effet que le prolétariat russe doit arracher le pouvoir à la bourgeoisie et ériger sa dictature... pour le lui rendre de son propre gré quelques mois plus tard ! Les bolcheviks eux, qui portaient tous leurs espoirs sur la révolution internationale, étaient au moins cohérents, tout comme d'ailleurs les mencheviks qui avaient repoussé catégoriquement la révolution prolétarienne. La position de Bauer manquait, de plus, de consistance interne : suivant cette logique, Marx aurait dû conseiller aux communistes d'abandonner, puisqu'il avait d'abord jugé aventuriste la prise de pouvoir par le peuple de Paris !

Il est impossible dans ce cadre de suivre au jour le jour la politique de la social-démocratie autrichienne par rapport à la Russie soviétique et, plus tard, par rapport à l'Internationale communiste (21). La thèse fondamentale selon laquelle le bolchevisme n'a eu sa justification qu'en Russie, (selon laquelle donc il s'agissait de rejeter toute exportation de « méthodes russes » faisant dorénavant partie de l'arsenal des arguments standards que les austro-marxistes avançaient contre des révolutions prolétariennes en Europe centrale (22).

A propos de la « nécessité historique » du stalinisme

Dans sa brochure *Bolchevisme ou social-démocratie*, achevée au printemps 1920, Bauer qualifia la Russie soviétique de cette époque de pays où règne un « socialisme despotique », relativisant alors sa critique de 1918, il avance que celui-ci était, certes, un « instrument indispensable du progrès historique », mais qu'il ne demeurait qu'une phase transitoire vers la démocratie imminente fondée sur le capitalisme (23). Il crut voir se confirmer ses pronostics dans le « cours nouveau » adopté par les bol-

21) Voir ma thèse, *Otto Bauer et la Révolution russe*, Vienne 1976.

22) La justification idéologique de l'attitude antirévolutionnaire des austro-marxistes n'a pas toujours été la même ; alors qu'un jour, on promet une transition vers le socialisme, démocratique et sans désordres (Bauer, *Bolchevisme ou social-démocratie*), on déclara ailleurs qu'étant donné la totale dépendance de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis, du Canada et de l'Australie, il fallait attendre que le socialisme eut vaincu outre-mer (Bauer, *la Révolution mondiale*, 1919). Dans *Révolution autrichienne* (1923), nous trouvons encore une troisième variante, l'essor révolutionnaire était trop faible et les partis ouvriers devaient attendre une nouvelle montée révolutionnaire pour pouvoir remettre à l'ordre du jour la lutte pour le socialisme.

23) Bauer, *Bolchevisme ou social-démocratie*, Vienne, 1920, p. 63.

cheviks au printemps 1921 : selon lui la fonction historique de la dictature du parti communiste était à présent arrivée à son terme et la nécessaire reconstruction d'une économie capitaliste en Russie rendrait également indispensable la suppression des actuelles structures du pouvoir politique. Si les bolcheviks s'opposaient à cette nécessité historique, ils provoqueraient une défaite totale et en conséquence la contre-révolution blanche (24). Ce pronostic fut partagé dans les années vingt par l'ensemble de la social-démocratie internationale : il constituait la base aussi bien de la politique menchevique que des attaques de l'Internationale socialiste, dirigées contre l'Union soviétique.

Ce n'est qu'en 1931 que Bauer révisa sa position : dans *Rationalisation, rationalisation erronée* il estimait que les succès de l'industrialisation et de la collectivisation promues par Staline étaient la preuve du fait que la construction du socialisme était malgré tout possible. Dans ses œuvres tardives, *Entre deux guerres mondiales, le parti clandestin*, et dans ces articles du *Combat*, publié à Brno, il procéda à une réévaluation complète du rôle historique du bolchevisme et finit par déclarer que le stalinisme lui aussi était une nécessité historique. Les succès économiques remportés par l'Union soviétique — que Bauer attribua à la terreur politique exercée par Staline — lui firent escompter qu'ils impulseraient une démocratisation progressive.

Ces quelques références à l'évolution ultérieure de la position de Bauer sont nécessaires pour insérer son attitude pendant les années révolutionnaires dans un contexte plus global. Bien sûr, ce qui frappe le plus, au prime abord, c'est la manière solidaire avec laquelle il mène le débat avec le bolchévisme et qui tranche à la fois avec le ton alors utilisé par les socialistes majoritaires et avec les positions ultérieures du SPÖ (Parti social-démocrate autrichien), marquées par la guerre froide. Toutefois, il serait faux de ne pas voir que les conséquences pratiques que les sociaux-démocrates autrichiens tiraient de leur analyse ne se différenciaient pas fondamentalement de celles tirées par leurs amis politiques d'autres pays. Otto Bauer, tout comme ses camarades de la droite du parti, était de fait hostile aux bouleversements révolutionnaires ; ce qui est significatif, c'est qu'il avançait par exemple en 1917, pour défendre la politique de guerre du gouvernement provisoire, le même argument — la totale dépendance économique vis-à-vis de l'Occident — qu'il emploiera en 1919... pour empêcher un gouvernement des conseils en Autriche (25). Plus tard, l'analyse en était tout à fait différente : la Russie, parce que, précisément, elle était un pays agraire, avait été capable de surmonter le blocus, alors que tout Etat d'Europe centrale aurait été en proie à la famine après quelques jours seulement. Pour Bauer, le marxisme était une doctrine du déterminisme historique : ce n'était pas seulement le

24) Bauer, le « Cours nouveau » en Russie soviétique, Vienne, 1921.

25) Weber, la Révolution russe et le Proletariat européen, p. 32.

cours général de l'histoire qui lui apparaissait comme économiquement déterminé, mais, à ses yeux, chaque événement isolé se produisait avec la nécessité propre aux lois naturelles. Ce qui devait l'amener à nier toute possibilité d'alternatives dans l'histoire : tout ce qui se passait devait, à l'évidence, arriver et était, en conséquence, historiquement nécessaire. Avec la victoire des bolcheviks en Russie, cette conception devait conduire à une appréciation théorique différente de celle qu'on pouvait déduire des écrits de propagande d'origine social-démocrate de droite. Toutefois, la compréhension de la victoire de la Révolution russe comme « nécessaire » et « historiquement déterminée » était motivée par l'objectif politique de s'opposer à l'extension de la révolution en Europe occidentale. Pour ce qui était de la Russie elle-même, Bauer ne cessait, jusqu'en 1931, de prédire l'effondrement imminent, également « inévitable », de la dictature du prolétariat. Le rôle du facteur subjectif, des hommes politiquement agissants, du parti, il les passe largement sous silence dans l'historiographie de l'année 1917 et des années ultérieures ; même dans ses pronostics, il ne leur réserve aucune place. Lorsqu'il procéda, dans ses œuvres tardives, à une critique de ses positions antérieures sur le cours de la révolution russe, il le fit à sa manière très caractéristique (et encore une fois, extrêmement dangereuse du point de vue marxiste) : il qualifia, en effet, de nécessités d'airain tous les processus qu'il avait auparavant avec la même certitude considérés comme impossibles et conduisant forcément au désastre.

Raimund Löw (*)
Traduit de l'allemand
par Stanislas Ache

(*) Raimund Löw est l'auteur d'une importante thèse sur *Otto Bauer et la Révolution russe*.

cours général de l'histoire qui lui apparaissent comme étonnamment
 déterminés, mais à ses yeux, toujours étonnamment moins productifs que la
 nécessité propre aux lois naturelles. Ce qui devait l'amener à nier toute
 possibilité d'alternatives dans l'histoire : tout ce qui se passait devait à
 l'évidence, arriver et être, en conséquence, historiquement nécessaire.
 Avec la victoire des bolcheviks en Russie, cette conception devait
 conduire à une appréciation théorique différente de celle en ce qui
 concerne des écrits de propagande d'origine social-démocrate de droite.
 Toutefois, la compréhension de la victoire de la Révolution russe comme
 « nécessaire » et « historiquement déterminée » était motivée par l'ob-
 jectif politique de s'opposer à l'extension de la révolution en Europe
 occidentale. Pour ce qui était de la Russie elle-même, Kautsky ne cessait,
 jusqu'en 1931 de proclamer l'étonnement immortel, également « insur-
 montable », de la victoire du prolétariat. Le rôle du facteur subjectif des
 hommes politiquement agissants, du parti, il les avait largement sous-
 estimés dans l'historiographie de l'année 1917 et des années suivantes :
 « même dans ses pronostics, il ne leur réservait aucune place. Lorsqu'il
 prévoyait, dans ses travaux théoriques, à une échelle de ses positions auto-
 critiques sur le cours de la révolution russe, il se fit à sa manière une
 caricature de lui-même une fois, extrêmement dangereuse du point de
 vue marxiste : il qualifia, en effet, de nécessité d'ordre tout les autres
 qui lui avaient auparavant servi la même conclusion, considérée comme
 impossible et conduisant fatalement au désastre. »

Raymond Law (*)
 L'État et l'Allemagne
 par Stanislas Acker

(*) Raymond Law est l'auteur d'une importante thèse sur Otto Bauer et la Révolution.

Rectificatif

Une erreur de l'imprimerie nous a fait remplacer le nom de l'auteur de l'article sur Che Guevara dans le dernier numéro. L'auteur en est Michel Levy, marxiste-révolutionnaire québécois, et non Michael Lowy, sociologue, auteur du livre « *Pour une sociologie des intellectuels révolutionnaires* » (PUF, 1976), livre sur lequel nous avons publié une critique dans la même numéro de la revue.

Rectificatif

Une erreur de l'imprimerie nous a fait remplacer le nom de l'auteur de l'article sur Che Guevara dans le dernier numéro. L'auteur en est Michel Levy, marxiste-révolutionnaire québécois, et non Michael Levy, sociologue, auteur du livre « Pour une sociologie des intellectuels révolutionnaires » (PUF, 1976), livre sur lequel nous avons publié une critique dans le même numéro de la revue.

CRITIQUE COMMUNISTE

- N° 2 Aux origines — Trotsky et vie quotidienne, famille, femmes et « vie nouvelle » — Idéologie et psychanalyse — La science du texte rencontre Lacan — Ligue et désir — L'idéal limitant ? — Sur un épouvantail nommé désir — Interview d'Ariane Mnouchkine — Rétro et anti-rétro — Salon de la jeune peinture.
- N° 3 Bonapartisme — Armée — MFA — Partis staliniens — Classe ouvrière soviétique.
- N° 5 Le Parti communiste (Numéro spécial)
- N° 6 Ligue et léninisme — Débat sur le PC — Perversion, amour, révolution — La crise de l'armée française — Psychanalyse, surréalisme.
- N° 8/9 Ecologie — Environnement — Pollution — Luites urbaines.
- N° 10 Marxisme et vie quotidienne.
- N° 11/12 Militantisme et vie quotidienne.
- N° 13 Les municipales.
- N° 14/15 Les révolutionnaires face à l'Union de la gauche.
- N° 16 Les communistes, la transition socialiste et l'Etat.
- N° 17 Problèmes du mouvement ouvrier — Nationalisations — Nucléaire et socialisme — Intelligentsia et prolétariat — Che Guevara — Le corps et la parole saisis par la marchandise (notes de lectures) — Stratégie révolutionnaire en Espagne.

ABONNEMENT

Je désire recevoir 10 numéros de la revue *Critique Communiste*. Je joins à ce bulletin:

- La somme de 100F (abonnement simple) et 120F pour l'étranger
- La somme de soutien de 150F

